



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXVI^e année, n° 9
Septembre 1991

SOMMAIRE

La Centrale des Bilans : Une source statistique pour l'analyse du comportement des entreprises non financières (nouveau chapitre XII de la partie « Statistiques » du Bulletin)	3
Statistiques.	1
Législation économique	199
Liste des « Cahiers » parus	209
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	211

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LA CENTRALE DES BILANS :
UNE SOURCE STATISTIQUE
POUR L'ANALYSE DU COMPORTEMENT
DES ENTREPRISES NON FINANCIERES

Nouveau chapitre XII de la partie « Statistiques » du Bulletin

TABLE DES MATIERES

	Page
INTRODUCTION	9
1. LA CENTRALE DES BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE	11
11. Fondement légal	11
12. Première mission : La diffusion des comptes annuels	11
121. Aperçu historique	11
1211. La situation prévalant avant les réformes	11
1212. Le régime légal et réglementaire né des réformes	12
122. Principaux développements	13
1221. Entreprises tenues de publier leurs comptes annuels	13
1222. Entreprises tenues de publier leurs comptes annuels et de les établir selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976	15
1223. Contenu et présentation des comptes annuels établis selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976	17
1224. Supports de diffusion des comptes annuels	17
13. Deuxième mission : La mission statistique	18
131. Statistiques sectorielles nationales	19
1311. Globalisation	19
1312. Statistique de ratios financiers	19
1313. Tableau des ressources et emplois	20
132. Statistiques sectorielles harmonisées à l'échelle internationale	20
133. Statistiques régionales	21
134. Note annuelle relative à l'évolution des résultats et de la structure financière des entreprises	22
2. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU MATERIEL STATISTIQUE DE LA CENTRALE DES BILANS	23
21. Caractéristiques inhérentes à la nature de l'information de base	23
211. Contenu et méthodes d'évaluation des rubriques	23
212. Non-consolidation des données	23
213. Période de référence des données	24
214. Moment de l'enregistrement des opérations	24
215. Référence territoriale	24

	Page
22. Caractéristiques liées à la population statistique	25
221. Conditions déterminant l'intégration des comptes annuels dans le fichier informatique	25
222. Conditions déterminant l'intégration dans le fichier statistique	26
223. Conditions déterminant l'intégration dans les statistiques	26
224. Nombre et proportion de comptes annuels éliminés	28
225. Synthèse	28
23. Caractère représentatif des statistiques de la Centrale des Bilans	28
231. Evolution du taux de couverture	28
232. Instabilité du taux de couverture	29
 3. PRESENTATION ET CONTENU DU NOUVEAU CHAPITRE XII DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN	 31
31. Introduction	31
311. Objectif du nouveau chapitre	31
312. Point de départ de la nouvelle statistique	31
32. Organisation générale	32
321. Regroupements sectoriels	32
3211. Ensemble des entreprises non financières	33
3212. Industrie manufacturière et commerce	34
3213. Services non financiers privés, à l'exclusion des centres de coordination	34
322. Nature des statistiques publiées	35
323. Total des entreprises versus échantillon constant	35
33. Présentation et contenu des nouveaux tableaux statistiques	36
331. Tableaux identifiés par la lettre a : Globalisation des bilans après répartition	37
332. Tableaux à indicatif b.1 : Globalisation des flux de résultats recensés dans les comptes annuels établis selon un schéma normalisé, tant complet qu'abrégé	37
333. Tableaux à indicatif b.2 : Globalisation des flux de résultats recensés dans les comptes annuels établis selon un schéma complet	42
334. Tableaux identifiés par la lettre c : Globalisation des flux d'investissements	44
335. Tableaux identifiés par la lettre d : Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	46
3351. Volet I : Schémas complets et abrégés	48
3352. Volet II : Schémas complets	51

	Page
4. STATISTIQUES RETROSPECTIVES	53
41. Incidence des modifications légales et réglementaires	53
411. Modification de la population statistique en 1984	53
412. Modification de l'information de base en 1984	54
42. Incidence d'opérations exceptionnelles	55
43. Série statistique rétrospective de ratios	55
 CONCLUSION	 60

ANNEXE I : Extrait de l'annexe au Moniteur belge du 5 juillet 1977.

ANNEXE II : Récapitulation chronologique des catégories d'entreprises tenues de publier des comptes annuels établis selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976.

ANNEXE III : Compte annuel présenté selon le schéma complet annexé à l'A.R. du 8 octobre 1976.

ANNEXE IV : Compte annuel présenté selon le schéma abrégé annexé à l'A.R. du 8 octobre 1976.

ANNEXE V : Principales caractéristiques et conditions de livraison des supports de diffusion des comptes annuels.

ANNEXE VI : Modalités de diffusion des statistiques établies par ou avec la collaboration de la Centrale des Bilans.

ANNEXE VII : Principales caractéristiques des publications présentant des statistiques régionales établies à partir des comptes annuels des entreprises non financières.

ANNEXE VIII : Relevé d'opérations exceptionnelles qui ont exercé une influence déterminante sur certaines valeurs des séries statistiques relatives à l'ensemble des schémas complets.

INTRODUCTION

Les réformes en profondeur intervenues dans la seconde moitié des années septante dans les domaines du droit comptable d'une part, du régime de publicité des actes et comptes annuels des entreprises d'autre part, ont considérablement enrichi l'information relative aux entreprises exerçant une activité en Belgique.

La Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique, dont le législateur a fait la pierre angulaire du système de publicité des comptes annuels mis en place en 1978, collecte cette information depuis sa création. Qui plus est, à la faveur de la normalisation qui s'est trouvée au cœur des réformes, elle a pu constituer progressivement une banque de données harmonisées de grande ampleur : pour la seule année 1989, le fichier informatique de la Centrale contient plus de 10 millions de données provenant de près de 135.000 comptes annuels.

L'exploitation de ce fichier à des fins statistiques s'est jusqu'à présent principalement concrétisée par la publication annuelle, dès 1979, de brochures sectorielles et, depuis 1988, d'un « Cahier » de la Banque Nationale commentant l'évolution, au cours de la dernière année écoulée, des résultats et structures des entreprises non financières.

La première de ces publications privilégie la dimension sectorielle ; l'objectif qui lui est assigné est de fournir aux interlocuteurs sociaux et dirigeants d'entreprises un recueil de statistiques qui permettent aux uns, de procéder à des analyses approfondies à différents niveaux de sectorisation, et aux autres, de situer leur entreprise au sein de son secteur d'activité. La seconde, dont l'objet est de dégager les grandes tendances qui ont caractérisé la dernière année écoulée, accorde une place prépondérante à la distinction entre grandes entreprises et PME. Toutes deux ont pour caractéristique commune de mettre l'accent sur la courte période : les données qu'elles contiennent portent en règle générale sur une ou deux années.

Vu la qualité certaine des globalisations opérées par la Centrale des Bilans et l'intérêt qu'elles présentent, il a été décidé d'élargir leur diffusion en y consacrant dorénavant un chapitre statistique (chapitre XII intitulé « Globalisations des comptes annuels des entreprises ») dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*¹. Cette nouvelle statistique, présentée dans cet article, se distingue des publications précitées à un double titre : elle est plus spécifiquement conçue en fonction des besoins de l'analyse macroéconomique, et elle propose des statistiques rétrospectives.

L'orientation macroéconomique de la statistique se fonde sur le caractère très représentatif du matériel statistique dont dispose la Centrale des Bilans ; elle s'exprime à la fois par les niveaux d'agrégation considérés, le contenu et la présentation des tableaux, le choix des concepts et ratios. Quant à l'aspect le plus novateur — la présentation de données rétrospectives — il est le fruit de treize années de collecte et de traitement méthodique des données issues des comptes annuels.

¹ De ce fait l'ancien chapitre XII devient le XIIbis

Conçue en fonction des deux critères précités, la nouvelle statistique fournit un ensemble de données représentatives, synthétiques et cohérentes, qui décrivent l'évolution des performances et structures des entreprises non financières sur la moyenne période : six ou douze ans selon les cas.

Elle sera actualisée deux fois par an, en mai et novembre. En mai, sur la base des données définitives relatives à l'année N-2 ; en novembre, sur la base des données partielles disponibles pour l'année N-1.

Par cette initiative, qui cadre pleinement avec sa mission statistique, la Centrale des Bilans espère contribuer utilement à une meilleure connaissance du comportement des entreprises non financières exerçant une activité en Belgique.

*
**

L'article comprend quatre parties.

La première est consacrée à une présentation des missions, activités principales et produits de la Centrale des Bilans ; le lecteur intéressé y trouvera un exposé assez détaillé des dispositions passées et présentes relatives à l'établissement et à la publicité des comptes annuels. Le rappel de ces dispositions permet de situer l'activité de la Centrale des Bilans dans une perspective historique et de mesurer le chemin parcouru dans le domaine de l'information comptable au cours des quinze dernières années. Dans l'optique de cet article, il a comme principal objectif de faire ressortir les modifications légales et réglementaires qui ont exercé une influence déterminante sur le rythme d'alimentation du fichier statistique de la Centrale des Bilans de 1978 à nos jours.

La deuxième partie de l'article cherche à cerner les principales caractéristiques du matériel statistique de la Centrale des Bilans ; elle fournit divers éclairages sur la nature de la statistique, sur le contenu exact et la représentativité de la population statistique.

Avec la troisième partie, on en vient à la présentation proprement dite des statistiques dont la publication dans le *Bulletin* débute avec la parution de cet article. Y sont successivement décrits, l'organisation générale de cette nouvelle partie statistique, le contenu et la présentation des différents tableaux.

La quatrième partie s'inscrit dans le droit fil de la précédente ; elle propose en effet une série statistique rétrospective de ratios qui permet d'emblée de situer les évolutions qui se dégagent de l'un des nouveaux tableaux dans une perspective de moyenne période. Cette série est accompagnée d'un certain nombre de commentaires utiles pour l'interprétation des données ; elle ne sera plus publiée par la suite.

1. LA CENTRALE DES BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

11. Fondement légal

La Centrale des Bilans est issue de la loi du 24 mars 1978 relative à la publicité des actes et comptes annuels des sociétés commerciales ou à forme commerciale.

Sa mission est double :

- diffuser les comptes annuels des entreprises qui lui sont transmis, à l'intervention des greffes des tribunaux de commerce¹, par les entreprises soumises à l'obligation de publicité de ces comptes ;
- établir au départ des comptes annuels ainsi recueillis, des statistiques globales et anonymes relatives aux avoirs, engagements et flux de charges et de produits des entreprises concernées.

Le contexte qui a déterminé le législateur à confier ces deux missions à la Banque Nationale de Belgique, ainsi que les principaux développements qui ont marqué l'exercice de ces missions, sont rappelés dans les lignes qui suivent.

12. Première mission : La diffusion des comptes annuels

121. Aperçu historique

1211. La situation prévalant avant les réformes

Comme il a été indiqué dans l'introduction, la création de la Centrale des Bilans s'est inscrite dans le contexte d'une réforme en profondeur du droit comptable, d'une part, et du régime de publicité des actes et comptes annuels des entreprises, d'autre part.

Avant cette réforme, qui date de la deuxième moitié des années septante, les dispositions légales et réglementaires en matière de comptabilité, d'établissement et de publicité des comptes annuels étaient fort embryonnaires, voire inexistantes :

- ainsi, aucune législation n'avait uniformisé les comptabilités d'entreprises ; ces dernières étaient donc libres d'organiser leur comptabilité, et en particulier de structurer leur plan comptable, comme elles l'entendaient ;
- le régime légal qui régissait l'information des associés et des tiers était encore défini par la loi du 18 mai 1873, complétée par celle du 25 mai 1913 ; il se bornait à

¹ La loi du 18 juillet 1991, « modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition » prévoit, entre autres, que le dépôt des comptes annuels s'effectue directement à la Banque Nationale de Belgique. Cette modification de la procédure du dépôt entrera en vigueur le 2 janvier 1992.

- * imposer aux sociétés anonymes¹ l'obligation de
 - dresser inventaire et d'établir un bilan et un compte de profits et pertes ;
 - distinguer au bilan « les actifs immobilisés des actifs réalisables, et au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèque ou gage et les dettes sans garanties réelles » ;
 - déposer le bilan et le compte de profits et pertes au greffe du Tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège ;
 - publier le bilan et le compte de profits et pertes, de même que les autres actes, dans les annexes au Moniteur belge ;
- * imposer aux sociétés coopératives, l'obligation de
 - dresser inventaire et d'établir un bilan ;
 - déposer ce bilan au greffe.

En vertu des dispositions précitées, le régime de publicité des comptes annuels des sociétés qui était d'application avant l'entrée en vigueur de la loi du 24 mars 1978 était dualiste :

- les sociétés anonymes, en commandite par actions, coopératives et les sociétés de personnes à responsabilité limitée déposaient leur bilan et, en ce qui concerne les sociétés anonymes ou en commandite par actions, leur compte de profits et pertes aux greffes des tribunaux de commerce, où ils étaient versés au dossier de la société. Quiconque pouvait en prendre connaissance et en obtenir copie ;
- les annexes au Moniteur belge publiaient in extenso le contenu des bilans et comptes de profits et pertes déposés aux greffes des tribunaux de commerce par les sociétés anonymes ou en commandite par actions. Par contre, les comptes des sociétés coopératives et ceux des sociétés de personnes à responsabilité limitée ne paraissaient pas aux annexes au Moniteur belge. Seule la mention de leur dépôt y était publiée. Ce mode de publicité est illustré par l'annexe 1 qui reproduit une page type des annexes au Moniteur belge de l'époque.

1212. Le régime légal et réglementaire né des réformes²

Les réformes engagées à partir de 1975 se caractérisent par l'unité de conception qui a présidé à leur mise en œuvre : de la saisie comptable des opérations à la disponibilité effective des comptes annuels pour le public, le système est conçu comme une suite articulée logiquement.

Les principales étapes de la *réforme du droit comptable* ont été

- la loi du 17 juillet 1975, dite loi-comptable ; c'est une loi-cadre qui a consacré légalement les principes de base relatifs à la comptabilité et aux comptes annuels ;

¹ Les mêmes règles s'appliquaient, par l'effet d'une disposition de renvoi, aux sociétés en commandite par actions.

En ce qui concerne les sociétés de personnes à responsabilité limitée, la législation y relative de 1935

- renvoyait aux dispositions se rapportant aux sociétés anonymes quant à l'établissement du bilan et du compte de profits et pertes et
- prévoyait le même régime de publicité que pour les sociétés coopératives, à savoir la publicité du seul bilan par la voie du seul dépôt au greffe ; le bilan de ces sociétés ne devait donc pas être publié dans les annexes au Moniteur belge.

² La présente section s'inspire largement de la conférence donnée le 24 octobre 1988, à l'occasion du dixième anniversaire de la Centrale des Bilans, par M. Gelders, Président de la Commission des Normes Comptables, sur le thème « Le régime de publicité des comptes annuels : historique et perspectives ».

- l’A.R. du 21 octobre 1975 créant la Commission des Normes Comptables chargée de développer la doctrine comptable et de formuler les principes d’une comptabilité régulière ;
- l’A.R. du 8 octobre 1976, qui a normalisé l’articulation, le contenu et la présentation des comptes annuels ainsi que les principes d’évaluation bilantaire ; cet arrêté impose, en particulier, aux entreprises soumises à ses dispositions d’établir leurs comptes annuels selon l’un ou l’autre des deux schémas normalisés repris en ses annexes, le choix du schéma dépendant de critères de taille ; dans tous les cas, il oblige les entreprises visées à fournir des informations beaucoup plus détaillées que précédemment ;
- l’A.R. du 7 mars 1978 (remplacé ultérieurement par celui du 12 septembre 1983) lequel, en unifiant la terminologie et en imposant pour la première fois un plan comptable minimum normalisé aux entreprises visées par la loi du 17 juillet 1975, a harmonisé les comptabilités.

La *réforme du régime de publicité* est quant à elle contenue dans les dispositions de la loi susmentionnée du 24 mars 1978 ; cette loi a unifié le régime de publicité appliqué à l’ensemble des entreprises soumises à l’obligation de publier leurs comptes annuels, tant au niveau du contenu des comptes à publier — sous réserve de certains allègements en faveur des PME — qu’à celui du mode de publicité de ceux-ci.

L’introduction de schémas normalisés pour l’établissement des comptes annuels des entreprises non financières d’une part (A.R. du 8 octobre 1976 précité), l’extension du champ d’application des dispositions en matière de publicité d’autre part, ont cumulé leurs effets pour accroître considérablement le volume des données comptables soumises à l’obligation de publicité.

Ces réformes n’auraient pas atteint leur but — une meilleure information des associés et des tiers — si elles ne s’étaient accompagnées de la mise en place d’un système performant de publicité. C’est la raison pour laquelle le législateur a prévu, dans les termes mêmes de la loi du 24 mars 1978, la création, au sein de la Banque Nationale de Belgique, d’une unité administrative chargée de regrouper en un seul endroit une copie de tous les comptes annuels déposés aux greffes des tribunaux de commerce¹ et d’en assurer la disponibilité rapide pour tout intéressé, par voie de microfilms ou de photocopies, à Bruxelles et en province.

Depuis lors, deux modes de publicité coexistent, l’un, largement prédominant, s’appuyant sur la Centrale des Bilans, l’autre, correspondant à la possibilité pour quiconque de prendre connaissance et d’obtenir copie des comptes annuels d’une entreprise au greffe du Tribunal de commerce où est tenu le dossier de celle-ci.

122. Principaux développements

1221. Entreprises tenues de publier leurs comptes annuels

Lors de l’entrée en vigueur, le 17 avril 1978, de la loi précitée du 24 mars 1978, la situation était la suivante : sont obligées d’établir et de publier un compte annuel par la voie du dépôt au greffe, les catégories d’entreprises suivantes :

¹ Rappelons (voir note ¹ à la page 11) qu’à partir de 1992, les comptes annuels seront déposés directement à la Banque Nationale de Belgique.

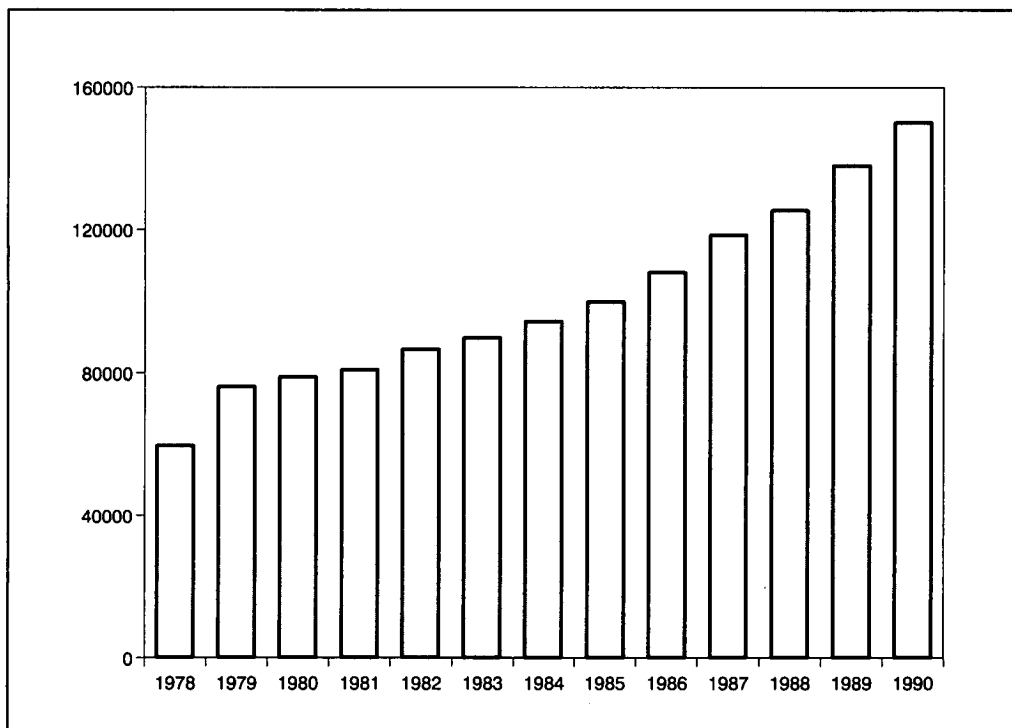
- 1° les sociétés de droit belge constituées sous la forme de société anonyme, de société en commandite par actions, de société de personnes à responsabilité limitée¹ ou de société coopérative;
- 2° les sociétés de droit étranger ayant en Belgique une succursale ou un siège d'opérations;
- 3° les sociétés de droit étranger dont les titres sont cotés à une bourse du Royaume.

Considérant que la dimension économique et sociale de toute entreprise, dès lors qu'elle atteint une certaine importance, justifie la publicité des composantes de son patrimoine ainsi que de ses produits et charges, le législateur a par la suite étendu l'obligation de publier des comptes annuels à certaines catégories de *grandes entreprises*² non constituées sous l'une des formes visées sous 1°.

Cette extension concerne, à partir de 1983³

- 4° les sociétés de droit belge constituées sous la forme de société en nom collectif ou en commandite simple, comptant une ou plusieurs personnes morales parmi leurs associés;
- 5° les organismes publics non sociétaires qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel;
- 6° les succursales et sièges d'opérations de sociétés de droit étranger, établis en Belgique.

Graphique 1 : Nombre de comptes annuels déposés de 1978 à 1990.



¹ Dénomination remplacée par « société privée à responsabilité limitée » en application de la loi du 15 juillet 1985.

² Au sens de l'article 10 de l'Arrêté du 12 septembre 1983, portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 (voir annexe II).

³ Stricto sensu : à partir du 1er exercice prenant cours après le 31 décembre 1982 ; les comptes annuels relatifs à l'exercice avril 1982 - mars 1983, par exemple, échappaient à cette disposition.

Sous l'effet de l'augmentation du nombre d'entreprises exerçant une activité en Belgique d'une part, des extensions susmentionnées de l'obligation de publicité d'autre part, le nombre de comptes annuels déposés¹ à la Centrale des Bilans est passé de quelque 79.000 en 1979² à plus de 150.000 en 1990.

Le graphique 1 montre que le rythme annuel des dépôts s'est sensiblement accéléré à partir de 1986.

1222. Entreprises tenues de publier leurs comptes annuels et de les établir selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976

L'obligation conjointe

- de publier des comptes annuels et
- de les établir selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976

ne concernait, lors de la création de la Centrale des Bilans, qu'une faible proportion des entreprises soumises à l'obligation de publier leurs comptes annuels. Si certaines dispositions dérogatoires subsistent encore, elles ne s'appliquent plus qu'à quelques catégories spécifiques d'entreprises, de telle sorte que plus de 98 p.c. des comptes annuels transmis à la Centrale des Bilans sont aujourd'hui établis selon les schémas susmentionnés.

Les principales catégories d'entreprises tenues de publier leurs comptes annuels (voir point 1221), mais qui ne doivent pas les établir selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976, sont les suivantes :

- a. les institutions de crédit régies par une loi particulière, les associations de crédit agréées par ces institutions, les banques, les banques d'épargne et les entreprises régies par le chapitre 1er de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne ;
- b. les compagnies d'assurance et de réassurance ;
- c. les entreprises qui, en raison de la nature particulière de leur activité ou de l'application d'autres dispositions réglementaires, ont été autorisées par le Ministre, en exécution de l'article 15 de la loi comptable, à établir leurs comptes annuels selon un schéma dérogatoire à ceux annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976 ; il s'agit, principalement, des établissements de crédit autres que ceux visés sous a ;
- d. les sociétés étrangères qui ont en Belgique une succursale ou un siège d'opérations ou dont les titres sont cotés à une bourse du Royaume.

Les entreprises appartenant aux catégories a, b et c ont l'obligation de déposer leurs comptes annuels selon un schéma spécifique.

Quant à celles de la catégorie d, elles doivent déposer les comptes annuels qu'elles établissent conformément à la législation nationale qui leur est applicable.

¹ Les comptes annuels déposés au cours d'une année civile sont, pour la plupart, ceux qui ont été clôturés au cours de l'année civile précédente. A titre d'exemple, la répartition, par année civile de clôture, des comptes annuels déposés en 1990 est la suivante : 1990 : 6,2 p.c., 1989 : 85 p.c., 1988 : 7 p.c., années antérieures à 1988 : 1,8 p.c.

² Le nombre de comptes annuels déposés en 1978 n'est pas comparable à ceux des années ultérieures étant donné qu'il ne porte pas sur une année pleine : seuls les comptes annuels déposés à partir du 17 avril 1978 ont été transmis à la Centrale des Bilans. C'est la raison pour laquelle 1979 constitue une année de référence plus significative.

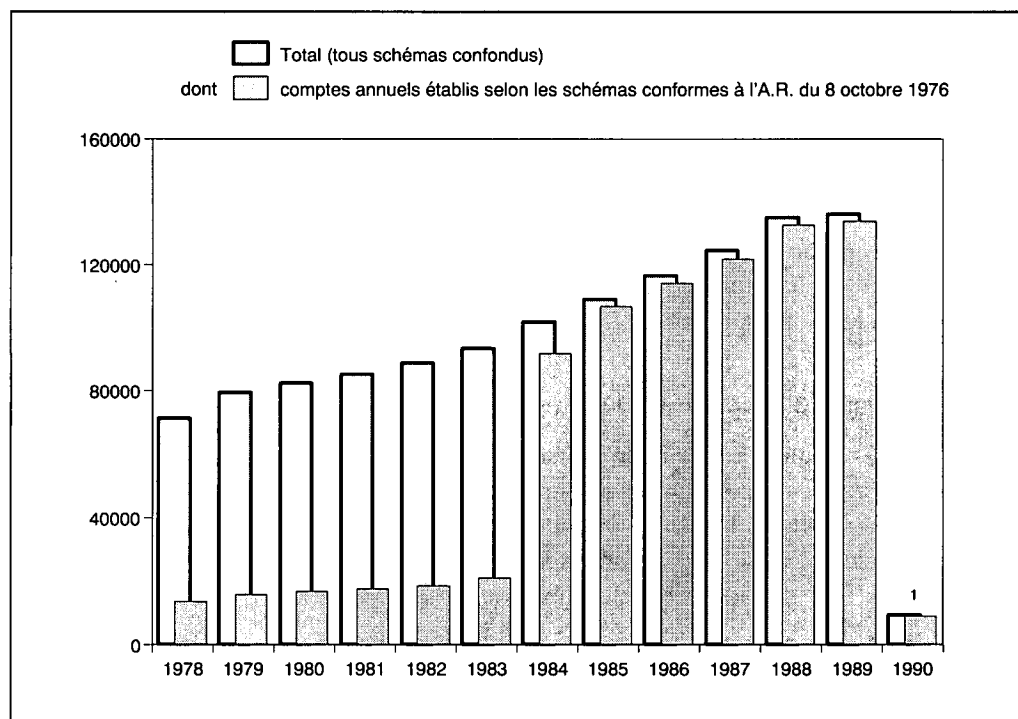
L'évolution des catégories d'entreprises soumises à la double obligation de publier leurs comptes annuels et de les établir selon l'un des schémas normalisés figurant en annexe à l'A.R. du 8 octobre 1976 est particulièrement importante dans la perspective de la mission statistique, étant donné que le dépôt des comptes annuels selon un schéma normalisé conforme à cet arrêté conditionne l'alimentation du fichier informatique.

Cette évolution est retracée en annexe II.

On en retiendra ici essentiellement que la principale modification apportée aux dispositions initiales a fait suite à l'entrée en vigueur de la 4^e Directive du Conseil des Communautés européennes harmonisant la structure et le contenu des comptes annuels¹.

Cette 4^e Directive prévoit, notamment, des schémas de caractère obligatoire pour l'établissement du bilan et du compte de profits et de pertes et fixe le contenu minimal de l'annexe. Elle laisse toutefois aux Etats membres la possibilité d'accorder des dérogations à certaines entreprises en raison de leur faible importance économique.

Graphique 2 : Répartition par année de clôture des comptes annuels déposés de 1978 à 1990.



¹ La faiblesse du nombre de comptes annuels clôturés en 1990 s'explique par le fait que la plupart d'entre eux, en particulier ceux clôturés au 31 décembre, ont été déposés en 1991.

La Belgique n'a guère fait usage de cette dernière latitude. La loi du 1^{er} juillet 1983 et son arrêté d'exécution du 12 septembre 1983, qui ont transposé dans le droit belge les dispositions contenues dans la 4^e Directive, ont en effet étendu l'obligation d'établir des comptes annuels normalisés à l'ensemble des sociétés de capitaux, quelle que soit leur taille.

¹ 4^e Directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978, relative aux comptes annuels de certaines formes de sociétés. Les Etats membres disposaient, selon les cas, d'un délai de 2 à 7 ans pour la transposer dans leur législation nationale.

Cette modification s'appliquait pour la première fois au début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983, soit, pour la grande majorité des entreprises, au compte annuel clôturé au 31 décembre 1984.

Elle s'est traduite, comme l'illustre le graphique 2, par une augmentation substantielle, à partir de l'exercice clôturé en 1984, du nombre de comptes annuels établis selon un schéma normalisé.

1223. Contenu et présentation des comptes annuels établis selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976.

L'A.R. du 8 octobre 1976 contient deux schémas de comptes annuels

- le schéma complet, qui constitue la règle ;
- le schéma abrégé, qui ne peut être utilisé que par des entreprises petites ou moyennes.

Les critères de taille déterminant le schéma à utiliser ont été modifiés à deux reprises (voir annexe II).

Ces deux types de schémas comportent tous deux trois grandes parties : le bilan, le compte de résultats et les annexes. Ces dernières fournissent un complément d'informations au sujet de certaines rubriques du bilan ou du compte de résultats, ou donnent une information sans lien direct avec celles-ci, mais néanmoins indispensable pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise ; tel est notamment le cas des droits et engagements hors bilan. Les deux types de schémas comportent en outre un tronc commun constitué des principales rubriques des trois états comptables susmentionnés.

La quasi-totalité des rubriques intervenant dans ces schémas sont pourvues d'un code numérique autorisant leur saisie sur un support magnétique. Le schéma complet, en vigueur de 1977 à 1983, en comportait 390 ; le schéma abrégé, environ 190.

L'A.R. du 12 septembre 1983 a modifié le contenu, la présentation et les codes numériques des schémas complet et abrégé. Le nombre de rubriques pourvues d'un code numérique a été respectivement porté à 628 pour le schéma complet et 224 pour le schéma abrégé.

Quant aux codes numériques eux-mêmes, ils ont été adaptés en fonction principalement de ceux utilisés dans le plan comptable minimum normalisé dont l'existence légale avait été consacrée entretemps (A.R. du 7 mars 1978 précité).

Ces « nouveaux » schémas sont entrés en vigueur à partir du premier exercice débutant après le 31 décembre 1983. Depuis lors, ils n'ont plus fait l'objet que d'adaptations mineures.

Le bilan et le compte de résultats, tels qu'ils figurent dans les schémas complet et abrégé en vigueur actuellement, sont reproduits aux annexes III et IV.

1224. Supports de diffusion des comptes annuels

La loi du 24 mars 1978 prévoit comme supports de diffusion des comptes annuels, le microfilm et les photocopies.

Depuis sa création, la Centrale des Bilans microfilme tous les comptes annuels qui lui sont transmis. Les microfilms sont ensuite reproduits au nombre d'exemplaires nécessaires pour servir les abonnés à ce support et la Banque elle-même : c'est en effet à partir de microfilms que la Banque produit les photocopies sur papier qu'elle délivre à quiconque en fait la demande auprès de l'un de ses sièges.

Dans l'exercice de sa mission statistique, la Centrale des Bilans s'est, dès 1978, attachée à constituer un fichier informatique qui reprend les rubriques contenues dans les schémas prévus par l'A.R. du 8 octobre 1976 et pourvues d'un code numérique.

Ce fichier a été mis à la disposition des tiers, sur support magnétique, à partir de 1980.

Il permet aux organismes qui l'acquièrent d'exploiter sur une grande échelle le contenu des comptes publiés sous la forme susmentionnée.

Enfin, depuis juin 1987, la Centrale des Bilans diffuse aussi les mêmes comptes annuels, sur disque compact « CD-ROM ».

Moyennant la disponibilité d'un ordinateur personnel et d'un lecteur approprié de disque compact, l'acquéreur du CD-ROM « comptes annuels des entreprises belges » peut non seulement consulter l'ensemble des données normalisées contenues dans les comptes annuels de quelque 140.000 entreprises¹, mais encore

- opérer des sélections d'entreprises sur la base de 42 clés de sélection faisant appel à des données signalétiques, comptables ou financières
- effectuer des recherches sur les relations financières entre les entreprises reprises sur le disque
- consulter les statistiques sectorielles (voir point 131) relatives aux deux derniers fichiers annuels clôturés.

Les principales caractéristiques et les conditions de livraison des différents supports sont précisées en annexe V.

13. Deuxième mission : La mission statistique

Du fait de l'unité de conception qui a présidé à la réforme du droit comptable et du régime de publicité, la réorganisation du système de publicité des comptes annuels a été quasi concomitante de l'introduction des schémas normalisés pour le dépôt des comptes annuels des entreprises non financières atteignant une certaine taille.

En quelques mois, l'information comptable, qui était fragmentaire, disparate et peu accessible, s'est trouvée largement normalisée, codifiée et centralisée ; il devenait dès lors possible d'effectuer des traitements informatiques sur une grande masse de données, et, par voie de conséquence, d'établir des statistiques représentatives à partir du contenu des comptes annuels. Attentif à ces possibilités nouvelles et prenant en considération le fait que la Banque Nationale de Belgique avait déjà mis en place, en son sein, un

¹ Les informations diffusées sur disque compact seront prochainement élargies aux listes d'administrateurs, commissaires-réviseurs et gérants qui figurent dans les comptes annuels établis selon un schéma complet.

dispositif statistique relatif aux bilans des entreprises, le législateur a habilité la Banque à établir et publier des statistiques globales et anonymes à partir du contenu des comptes annuels.

L'exercice de la mission statistique a débuté par l'établissement et la publication de statistiques sectorielles limitées à quelque 35 secteurs d'activité. Par la suite, le contenu et la gamme des produits statistiques ont été progressivement étendus, parallèlement à l'augmentation du nombre de comptes annuels intégrés dans le fichier statistique.

Les produits accessibles au public à l'heure actuelle sont brièvement décrits ci-après ; leurs modalités de diffusion sont précisées en annexe VI.

131. Statistiques sectorielles nationales

La Centrale des Bilans établit et publie des statistiques sectorielles pour quelque 140 secteurs d'activité.

Ceux-ci ont été choisis en s'inspirant d'un avis émis en la matière par le Conseil Central de l'Economie. La base des regroupements sectoriels est la nomenclature NACE¹ ; les niveaux de regroupement considérés dans les statistiques sont

- d'une part, des niveaux figurant comme tels dans cette nomenclature ;
- d'autre part, des ensembles constitués en regroupant les comptes d'entreprises qui n'appartiennent pas à une même division, mais dont il s'indique de globaliser les données, parce que ces entreprises traitent les mêmes types de produits à des stades différents (production, commerce de gros ou de détail) ou font partie d'une même catégorie d'activités (exemple : l'industrie manufacturière). La publication de chiffres globalisés pour ces ensembles répond à un souhait exprimé par le Conseil Central de l'Economie dans son avis précité.

Les statistiques sectorielles publiées par la Centrale des Bilans sont de trois types : globalisation, statistique de ratios et tableau des ressources et emplois².

1311. Globalisation

Les globalisations sont réalisées en additionnant tous les montants relatifs aux rubriques et sous-rubriques de même libellé des comptes individuels. On obtient ainsi un montant total pour chaque poste, respectivement pour les schémas complets, les schémas abrégés et les deux types de schémas réunis.

Le nombre d'entreprises intervenant dans les différents totaux est également mentionné.

1312. Statistique de ratios financiers

Les ratios calculés ont trait aux conditions d'exploitation (ratios qui recourent aux notions de marge sur ventes et de valeur ajoutée), à la rentabilité, à la structure financière et à l'investissement.

¹ Nomenclature générale des Activités économiques dans les Communautés Européennes ; cette nomenclature est ventilée à différents niveaux codifiés selon un système décimal ; elle distingue les divisions (activités codifiées par 1 chiffre), les classes (code à 2 chiffres), les groupes (code à 3 chiffres) et les sous-groupes (code à 4 chiffres).

² Le lecteur intéressé par une description détaillée du contenu des statistiques sectorielles peut obtenir, sur simple demande adressée à la Centrale des Bilans, la « Notice explicative » s'y rapportant.

Les indications fournies pour chaque statistique de ratios sont :

- la valeur du ratio, calculée sur la base des données globalisées du secteur ; cette valeur est largement déterminée par celle des ratios des entreprises dont le « poids » est prépondérant dans les globalisations ;
- une distribution du ratio en quartiles¹. Celle-ci permet, entre autres, à toute entreprise de se situer dans son secteur d'activité, en comparant la valeur de ses propres ratios à certaines valeurs de référence établies au niveau du secteur.

La statistique de ratios est établie par regroupement sectoriel, séparément pour les schémas complets et abrégés, d'une part, pour ces deux catégories réunies, d'autre part.

1313. *Tableau des ressources et emplois*

Le tableau a pour objet de dégager les ressources nouvelles dont ont disposé les entreprises du secteur et l'affectation que ces ressources ont reçue.

Il reclasse les opérations qui ont contribué à la formation du résultat en trois comptes qui s'intègrent par le report de leur solde, à savoir :

- le *compte de production* qui met en évidence la valeur ajoutée dont le montant est repris en ressources au
- *compte d'exploitation* dont le solde correspond à l'excédent brut d'exploitation ; celui-ci est porté au
- *compte de revenu* qui s'équilibre par l'épargne brute.

Le déficit ou, alternativement, le surplus de cette épargne par rapport à l'ensemble constitué des investissements corporels et incorporels d'une part, de la variation des actifs nets d'exploitation d'autre part, conduit respectivement à un besoin ou à une capacité de financement, solde du *compte d'affectation de l'épargne*.

Ce besoin ou cette capacité trouve sa contrepartie au *compte financier* qui reprend l'évolution des actifs et passifs financiers.

Le tableau est disponible pour les comptes annuels établis selon un schéma complet d'une part, pour ceux établis selon un schéma abrégé d'autre part.

132. Statistiques sectorielles harmonisées à l'échelle internationale

La production de telles statistiques s'inscrit dans le cadre d'une initiative des services de la Commission des Communautés européennes visant à constituer une banque de données harmonisées — dénommée BACH, abréviation de BANque de Comptes annuels

¹ Une distribution de ratios en quartiles résulte des opérations suivantes pour chaque type de ratio : calcul du ratio de chaque entreprise, classement des ratios individuels dans l'ordre croissant de leur valeur, détermination de trois valeurs de référence — Q1, Q2 et Q3 — choisies de telle sorte que

- 75 p.c. des entreprises aient un ratio égal ou supérieur à Q1
- 50 p.c. des entreprises aient un ratio égal ou supérieur à Q2
- 25 p.c. des entreprises aient un ratio égal ou supérieur à Q3.

Pour chaque type de ratio, et au niveau de chaque regroupement sectoriel, les valeurs Q1, Q2 et Q3 scindent donc le groupe d'entreprises concernées en 4 sous-groupes dans chacun desquels se situent 25 p.c. du nombre total des entreprises du groupe.

Harmonisés¹ — à partir des comptes annuels d'entreprises de plusieurs pays de la Communauté ainsi que du Japon et des Etats-Unis. L'objectif poursuivi par la Commission est de pouvoir procéder sur cette base à des analyses comparatives des résultats et structures financières des entreprises non financières établies dans ces pays.

En pratique, la Commission fait appel aux organismes nationaux du type « Centrale des Bilans », parmi lesquels la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique, qui lui fournissent leur fichier de données agrégées sectorielles.

Ces données ne sont toutefois pas directement comparables ; les schémas selon lesquels les comptes annuels sont établis diffèrent en effet largement d'un pays à l'autre, même parmi les pays de la Communauté, qui sont pourtant soumis aux dispositions de la 4^e Directive précitée. Concernant ces derniers, l'adaptation des schémas comptables nationaux en fonction du schéma unique proposé par la 4^e Directive a soulevé de nombreuses difficultés et encouru d'importants retards.

Les services de la Commission sont dès lors amenés à retraiter les données nationales agrégées en vue d'une présentation harmonisée selon un schéma comptable commun qui s'inspire de celui prévu par la 4^e Directive.

L'alimentation du fichier BACH a commencé en 1986 ; son exploitation a débuté en 1987. Ce fichier permet d'ores et déjà d'établir des tableaux statistiques comparatifs sur base du pays, du secteur, de la taille des entreprises, de l'année de référence, d'une rubrique comptable ou d'un ratio particulier.

Les données sont disponibles pour les pays suivants : Allemagne, France, Royaume-uni, Italie, Portugal, Espagne, Belgique, Etats-Unis et Japon.

La banque de données BACH est accessible au public.

La Commission a elle-même entamé les travaux de comparaison, lesquels demeurent difficiles, en dépit du travail d'harmonisation effectué, en raison tant des profondes différences de méthodes de comptabilisation que de multiples spécificités tenant aux mécanismes institutionnels ou financiers propres à chaque pays.

Différents groupes de travail composés de délégués des Centrales des Bilans de pays européens se réunissent régulièrement, en marge des travaux de la Commission, pour identifier ces facteurs de discordance et évaluer leur incidence.

La Centrale des Bilans belge est très active à ces différents niveaux :

- elle alimente régulièrement le fichier BACH qui, à l'heure actuelle, contient des données sectorielles agrégées pour la Belgique pour douze années : 1978 à 1989 ;
- elle participe activement aux travaux des groupes précités, et, plus particulièrement, à la validation des séries statistiques comparatives pour différents pays.

133. Statistiques régionales

La publication de statistiques régionales a débuté en 1989, à l'initiative et sous la responsabilité de deux associations privées : la « Vereniging van Vlaamse Kamers voor

¹ BACH est gérée par la DGII (Direction générale des affaires économiques et financières) ; les modalités de diffusion des données qu'elle contient sont exposées en annexe VI.

Handel en Nijverheid » et le « Centre Interuniversitaire de Formation Permanente », en abrégé « CIFO P ». Elle s'effectue en étroite collaboration avec la Centrale des Bilans qui fournit la quasi-totalité du matériel statistique.

La préoccupation commune des promoteurs de ces initiatives est de fournir aux milieux décisionnels concernés des statistiques objectives et pertinentes leur permettant de situer les performances des entreprises de leur ressort territorial par rapport à celles d'entités comparables.

Les caractéristiques essentielles des publications des deux associations susmentionnées sont indiquées en annexe VII.

Le lecteur intéressé trouvera par ailleurs une brève discussion de la portée et des limites de ce type de statistiques dans les chapitres introductifs des deux publications, ainsi que dans une note méthodologique distincte¹.

134. Note annuelle relative à l'évolution des résultats et de la structure financière des entreprises

Cette note, publiée en décembre dans le cadre des « Cahiers » de la Banque, contient une quinzaine de tableaux, assortis de commentaires, retraçant l'évolution, au niveau des entreprises non financières, des principaux indicateurs de performance (valeur ajoutée, marges sur ventes, résultats financiers, rentabilité nette des capitaux propres, ...), des structures financières et des investissements au cours de l'année précédente (année N-1).

Les données présentées dans ces tableaux portent sur deux années (N-1 : année observée ; N-2 : année de base) et sont établies par taille et par grand secteur d'activité.

Comme la Centrale des Bilans ne dispose encore à cette époque que d'une partie des comptes annuels clôturés au cours de l'année N-1, les données sont élaborées au départ des comptes annuels d'un échantillon représentatif² d'entreprises dont les comptes annuels sont disponibles pour les deux années considérées (échantillon constant).

La note relative à l'évolution intervenue en 1989 comporte en outre une comparaison des résultats observés dans l'industrie manufacturière de divers pays de la Communauté européenne.

¹ Notice explicative relative aux statistiques reprises dans l'étude « De Belgische ondernemingen financieel doorgelicht » publiée par la « Vereniging van Vlaamse Kamers voor Handel en Nijverheid ».

² Le taux de couverture, mesuré sur la base de la valeur ajoutée, est de l'ordre de 80 p.c. pour les grandes entreprises (schémas complets) et de 50 p.c. pour les PME (schémas abrégés).

2. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU MATERIEL STATISTIQUE DE LA CENTRALE DES BILANS

Les statistiques de la Centrale des Bilans présentent un certain nombre de spécificités qui tiennent, d'une part, à la nature de l'information de base — les comptes annuels d'entreprises — et, d'autre part, aux caractéristiques propres de la population statistique.

Ces deux aspects sont commentés dans la suite du texte. Ils permettent de mettre en lumière les principaux facteurs de divergence entre les statistiques de la Centrale des Bilans et les données d'autres sources, en particulier celles de la comptabilité nationale.

21. Caractéristiques inhérentes à la nature de l'information de base

211. Contenu et méthodes d'évaluation des rubriques

La comptabilité d'entreprise et les comptes annuels sont conçus en fonction d'objectifs propres : le contrôle et la gestion de l'entreprise, l'information des associés et des tiers.

Le contenu et la présentation des plan comptable et schémas de comptes annuels, ainsi que les méthodes d'évaluation des rubriques qu'ils contiennent sont déterminés en fonction de ces objectifs. Les données issues des comptes annuels ne peuvent dès lors pas toujours être rapprochées des données provenant d'autres sources et répondant à d'autres objectifs.

A titre d'exemple, les méthodes d'estimation des stocks ou des amortissements peuvent différer sensiblement selon qu'elles concernent la comptabilité d'entreprise, la déclaration fiscale ou la comptabilité nationale.

212. Non-consolidation des données

Les comptes annuels qui sont à la source des statistiques de la Centrale des Bilans ne sont pas consolidés ; les transactions économiques (achats et ventes d'entreprises à entreprises) ou financières (créances et dettes mutuelles,...) réalisées entre sociétés indépendantes ou relevant de groupes différents ne sont, a fortiori, pas éliminées.

Les statistiques de la Centrale des Bilans, en particulier les globalisations de comptes annuels, ne sont donc en aucun cas assimilables à un compte global consolidé, ce que sont, en principe, les données de la comptabilité nationale relatives au secteur des entreprises.

213. Période de référence des données

Les comptes annuels se réfèrent à un exercice comptable, lequel couvre généralement une période de douze mois coïncidant avec l'année civile.

Une proportion non négligeable d'entreprises — environ 15 p.c. — clôturent cependant leurs comptes annuels à une date autre que le 31 décembre, auquel cas leur exercice chevauche deux années civiles.

D'autres — ceci se produit surtout pour le premier exercice comptable d'entreprises nouvellement créées et concerne donc leur premier compte annuel — ont un exercice d'une durée inférieure ou supérieure à douze mois; quelque 10 p.c. des entreprises sont dans ce cas.

Or, les statistiques de la Centrale des Bilans, quoique se référant à l'année civile, reprennent les comptes annuels clôturés tout au long de cette année, quelle que soit la durée de l'exercice.

Un certain nombre de comptes annuels repris dans la statistique de l'année N contiennent donc des données descriptives de faits économiques couvrant une partie seulement de l'année N et/ou débordant plus ou moins largement de celle-ci.

Cette particularité, entraînant un certain défaut de représentativité, se retrouve notamment dans le secteur de la grande distribution, où quelques grandes entreprises clôturent leurs comptes annuels au 31 janvier (GB-INNO-BM, SARMAG, NOPRI).

214. Moment de l'enregistrement des opérations

Les flux mentionnés dans les comptes annuels sont enregistrés sur la base de la date de leur fait générateur; ce résultat s'obtient par le jeu des écritures de régularisation qui ont précisément pour objet de rattacher tous les produits et charges à la période au cours de laquelle ils sont survenus.

D'autres sources saisissent par contre les opérations au moment où elles donnent lieu à encaissement ou décaissement; c'est notamment le cas des statistiques fiscales.

Ces décalages dans les dates d'enregistrement de mêmes opérations — par exemple, celles relatives à l'impôt des sociétés — peuvent entraîner un certain nombre de distorsions entre les données de la Centrale des Bilans et celles émanant d'autres sources.

215. Référence territoriale

Les comptes annuels retracent toutes les opérations réalisées par une entreprise, qu'elles aient été réalisées à l'intérieur du territoire national ou non; à l'inverse, certaines statistiques macroéconomiques, les comptes nationaux notamment, ne prennent en considération que les opérations réalisées par les agents économiques sur le territoire national, les opérations réalisées à l'extérieur par ces agents n'étant retracées, en théorie du moins, que pour leur solde. Ainsi, les investissements d'une société à l'étranger, s'ils ne sont pas réalisés par une filiale constituant une entité juridique distincte, seront repris dans les comptes annuels de cette société au même titre que les investissements qu'elle a réalisés sur le territoire national, alors que les autres sources statistiques ne prendront, en principe, que ces derniers en considération.

Les problèmes de représentativité liés à la référence territoriale des flux et stocks retracés par les comptes annuels se posent avec une acuité particulière lors de l'établissement de statistiques régionales. Il y a à cela deux raisons :

- l'impossibilité de ventiler par région les données contenues dans les comptes annuels d'une entreprise dont l'activité est répartie sur plusieurs sièges d'exploitation situés dans différentes régions ;
- la pratique, assez fréquente dans le chef de grandes entreprises, consistant à établir le siège social — lequel constitue le critère de localisation de l'entreprise — dans une région autre que celle où se situe le siège (principal) d'exploitation.

Dans ces deux cas, l'imputation régionale du compte annuel entraîne un biais : il y a surestimation des flux et des stocks dans une région et sous-estimation dans une autre.

22. Caractéristiques liées à la population statistique

Comme on l'a déjà indiqué dans la première partie de cet article, les statistiques de la Centrale des Bilans ont pour source commune les comptes annuels établis selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976. Les comptes annuels établis selon cette forme n'entrent toutefois pas tous dans les statistiques. Pour y être intégrés, ils doivent préalablement satisfaire à un certain nombre de conditions.

Ces conditions se manifestent successivement à chacun des trois stades de la procédure conduisant à l'établissement des statistiques : intégration des comptes annuels dans le fichier informatique, intégration dans le fichier statistique, intégration dans les statistiques proprement dites.

221. Conditions déterminant l'intégration des comptes annuels dans le fichier informatique

Sont saisies sur support informatique les données inscrites en regard des rubriques codifiées des comptes annuels établis conformément à l'A.R. du 8 octobre 1976 et transmis à la Centrale des Bilans et ce, à raison, pour chaque société, d'un compte annuel au maximum par année civile.

Ne sont donc pas repris dans le fichier informatique de la Centrale des Bilans

- les comptes annuels qui ne sont pas établis selon un des schémas annexés à l'A.R. susmentionné ;
- les comptes annuels établis selon ces schémas mais qui ne doivent pas être publiés¹ ;
- les comptes annuels qui n'ont pas été transmis à la Centrale des Bilans, en infraction avec les dispositions légales et réglementaires ;
- celui qui couvre la période la plus courte de l'année civile lorsque deux comptes annuels ont été clôturés par une même entreprise au cours d'une même année civile ;

¹ Tel est notamment le cas des comptes annuels établis par les commerçants - personnes physiques dont l'entreprise atteint une certaine taille.

- les données non normalisées contenues dans les comptes annuels établis selon les schémas susmentionnés; il s'agit essentiellement des montants inscrits en regard de rubriques facultatives non codifiées, telles la ventilation des « autres » produits et charges financiers, ou encore la ventilation des « comptes de régularisation ».

222. Conditions déterminant l'intégration dans le fichier statistique

Pour qu'un compte annuel présent dans le fichier informatique soit intégré dans le fichier statistique d'une année N, il doit en outre répondre aux conditions suivantes :

- avoir été clôturé au cours de l'année N;
- avoir été déposé le 31 décembre de l'année N+1 au plus tard; cette disposition a pour principal effet d'éliminer du fichier statistique de l'année N les comptes annuels clôturés le 31 décembre de l'année N et transmis avec un retard de 5 mois ou plus, par rapport au délai légal¹;
- avoir subi avec succès la vérification d'un ensemble d'équations de contrôle qui testent le caractère complet, la cohérence interne et la vraisemblance des données normalisées contenues dans le compte annuel².

Les contrôles s'effectuent par le biais d'une procédure automatisée de détection d'omissions ou d'erreurs; lorsque celle-ci met certaines anomalies en évidence, le compte annuel est traité par une équipe de vérificateurs qui tentent de compléter ou de corriger le compte annuel de façon à pouvoir l'intégrer au fichier statistique.

Compte tenu des délais de saisie sur support informatique et de vérification des comptes annuels de l'année N déposés à la fin de l'année N+1, le fichier statistique de l'année N est clôturé vers la mi-mars de l'année N+2.

Les comptes annuels qui, à cette date, ne donnent pas satisfaction lors de la vérification par les équations de contrôle en sont exclus; cette exclusion a concerné 4 p.c. des comptes annuels « 1989 » repris dans le fichier informatique; il s'agissait, pour la plupart, de comptes relatifs à des entreprises de faible taille, de sorte que la perte d'information, mesurée en pourcentage de la valeur ajoutée, serait sensiblement inférieure au pourcentage précité.

223. Conditions déterminant l'intégration dans les statistiques

Pour qu'un compte annuel présent dans le fichier statistique soit intégré dans les statistiques publiées, il faut que le code d'activité économique de l'entreprise correspondante (code NACE : voir point 131) la situe dans les secteurs d'activité repris dans les statistiques.

¹ Les dispositions légales et réglementaires qui régissent la procédure de dépôt des comptes annuels prévoient un délai maximal de sept mois entre les dates de clôture et de dépôt.

² La loi précitée du 18 juillet 1991 apporte dans ce domaine un changement d'orientation en imposant explicitement à la Banque Nationale de Belgique de procéder à une vérification dans le cadre même de la collecte des comptes annuels. La procédure de vérification repose donc désormais sur un fondement légal.

En pratique, les statistiques de la Centrale des Bilans couvrent l'ensemble des classes d'activité répertoriées dans la nomenclature NACE, à l'exception des classes d'activité suivantes :

- 81 Institutions de crédit
- 82 Assurances
- 91 Administration générale, défense nationale et sécurité sociale
- 93 Enseignement
- 94 Recherche et développement
- 95 Santé et services vétérinaires
- 96 Autres services fournis à la collectivité
- 99 Services domestiques.

Cette restriction a pour conséquence principale d'exclure des statistiques de la Centrale des Bilans les comptes annuels de quelque 50 p.c. des sociétés à portefeuille soumises à l'A.R. n° 64 du 10 novembre 1967 ; les sociétés concernées par cette exclusion sont celles classées dans le sous-groupe d'activité NACE « Institutions spécialisées en placement en titres » (code NACE 8132), lequel fait partie de la classe NACE 81 susmentionnée.

La Centrale des Bilans attribue aux sociétés à portefeuille un code NACE autre que le code 8132 lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- la société à portefeuille considérée a une vocation industrielle et/ou commerciale évidente
- les participations qu'elle détient concernent des sociétés classées dans un même groupe d'activités industrielles ou commerciales (code NACE à trois chiffres).

La société à portefeuille reçoit alors le code NACE correspondant à ce groupe d'activités.

Tableau A : Récapitulation des principales étapes de la procédure d'établissement des statistiques de 1989

		En p.c. de (1)
Nombre total de comptes annuels clôturés en 1989 et déposés le 31 décembre 1990 au plus tard (1)	136.306	
Nombre de comptes annuels non encodés (2)	2.594	1,9
Nombre de comptes annuels repris dans le fichier informatique (3) = (1) - (2)	133.712	98,1
Nombre de comptes annuels éliminés du fichier statistique parce que de qualité insuffisante (4)	5.420	4,0
Nombre de comptes annuels repris dans le fichier statistique (5) = (3) - (4)	128.292	94,1
Nombre de comptes annuels non repris dans les statistiques parce que relatifs à des entreprises classées dans des secteurs d'activité exclus des statistiques (6)	9.659	7,1
Nombre de comptes annuels intégrés dans les statistiques de 1989 (7) = (5) - (6)	118.633	87,0

Cette règle permet de sauvegarder la représentativité des données relatives aux regroupements sectoriels dominés par un grand groupe industriel ou commercial, tels la chimie (SOLVAY) ou le commerce de gros de produits pétroliers et lubrifiants (PETROFINA).

224. Nombre et proportion de comptes annuels éliminés

Le tableau A, établi pour 1989, indique le nombre de comptes annuels éliminés à chacun des trois stades précités. On en retiendra essentiellement que 87 p.c. des comptes annuels clôturés en 1989 et transmis à la Centrale des Bilans le 31 décembre 1990 au plus tard, ont pu être intégrés aux statistiques.

225. Synthèse

En résumé, la population des entreprises intégrées dans les statistiques de la Centrale des Bilans diffère de la population d'entreprises actives en Belgique par le fait qu'elle n'inclut pas les catégories d'entreprises suivantes :

- les entreprises qui ne sont pas tenues de publier leurs comptes annuels, à savoir les entreprises des catégories suivantes, lorsqu'elles ne sont pas considérées comme grandes sur la base des critères de taille (voir annexe II) : organismes publics, sièges d'opérations de sociétés étrangères et sociétés en commandite simple et en nom collectif¹ ;
- les entreprises tenues de publier leurs comptes annuels mais qui, n'étant pas soumises à l'A.R. du 8 octobre 1976, les établissent selon un schéma spécifique : banques et compagnies d'assurances principalement ;
- les entreprises tenues de publier leurs comptes annuels selon les schémas normalisés prévus par l'arrêté susmentionné, qui n'ont pas déposé de comptes annuels pour l'année considérée (ou les ont déposés avec un important retard) ; c'est notamment le cas
 - des entreprises de création récente qui, à la fin de l'année civile qui a vu leur création, n'ont pas établi de comptes annuels, leur premier exercice débordant sur l'année civile suivante ;
 - des entreprises qui ne respectent pas leurs obligations légales et réglementaires en matière de publicité des comptes annuels ;
- les entreprises dont les comptes annuels sont de qualité médiocre et n'ont pu être redressés en vue de leur intégration dans le fichier statistique ;
- les entreprises classées dans les quelques secteurs d'activité qui ne sont pas repris dans les statistiques de la Centrale des Bilans.

23. Caractère représentatif des statistiques de la Centrale des Bilans

231. Evolution du taux de couverture

Le tableau B retrace l'évolution du taux de couverture des données de la comptabilité nationale par celles de la Centrale des Bilans, pour le secteur non financier. Le taux

¹ A ces catégories marginales d'entreprises, s'ajoutent, dans une perspective plus large, par exemple les entreprises individuelles (indépendants, professions libérales,...) et les asbl.

de couverture est mesuré en rapportant la valeur ajoutée brute globale de l'ensemble des entreprises intégrées dans les statistiques de la Centrale des Bilans, à la valeur ajoutée des entreprises non financières du secteur marchand qui ressort des comptes nationaux établis par l'Institut National de Statistique¹.

**Tableau B : Valeur ajoutée brute à prix courants des entreprises non financières
(en milliards de BEF)**

Année	Centrale des Bilans (a)	Institut National de Statistique (b)	Taux de couverture $\frac{(a)}{(b)} \times 100$
1980	1.303	2.191	59,5
1981	1.352	2.171	62,3
1982	1.494	2.373	62,9
1983	1.579	2.548	62,0
1984	2.182	2.714	80,4
1985	2.406	2.944	81,7
1986	2.538	3.107	81,7
1987	2.605	3.240	80,4
1988	2.843	3.494	81,4
1989	3.056	3.801	80,4

L'amélioration du taux de couverture intervenue en 1984 résulte de l'extension à l'ensemble des sociétés de capitaux, quelle que soit leur taille, de l'obligation d'établir les comptes annuels selon un schéma normalisé (voir point 1222). Le niveau de ce taux en 1989 indique que les données de la Centrale des Bilans peuvent être considérées comme très représentatives pour le secteur non financier.

232. Instabilité du taux de couverture

Comme le montre le tableau B, le taux de couverture a manifesté une certaine instabilité dans le passé. Celle-ci pose le problème de la comparabilité des données au fil des années ; un taux de couverture élevé n'est en effet pas une condition suffisante pour pouvoir procéder à des comparaisons dans le temps ; il convient encore que ce taux soit suffisamment stable d'une année à l'autre. Cette condition n'est pas strictement remplie par les statistiques établies à partir des comptes annuels.

Une technique alternative pour obtenir des données strictement comparables d'une année à l'autre consiste à établir celles-ci pour des « échantillons constants », ne reprenant que les seules entreprises pour lesquelles on dispose d'un compte annuel normalisé pour au moins deux exercices successifs.

¹ Cette valeur ajoutée s'obtient en retranchant du produit intérieur brut au coût des facteurs (avant ajustement statistique) la valeur ajoutée des branches suivantes : « Services financiers », « Assurances », « Logements », « Administration publique », « Enseignement », « Forces armées », « Professions médicales » et « Domestiques et gens de maison ». La différence entre la valeur ajoutée ainsi obtenue et celle calculée à partir des données de la Centrale des Bilans correspond essentiellement à la valeur ajoutée générée par les entreprises individuelles (agriculteurs, commerçants, garagistes indépendants, ...), qui est reprise dans les données des comptes nationaux alors qu'elle n'est pas connue de la Centrale des Bilans.

Cette technique présente toutefois certains inconvénients :

- elle entraîne de facto une diminution du taux de couverture ; elle ne peut d'ailleurs être utilisée que pour des échantillons glissants sur deux ou trois années, sous peine d'entraîner, sur une période plus longue, une perte trop importante d'information ;
- elle ne permet pas de prendre en compte l'incidence des créations et disparitions d'entreprises, ni celle de certaines opérations de restructuration, telles les filialisations.

En l'absence de solutions pleinement satisfaisantes, la Centrale des Bilans a privilégié les statistiques établies à partir des populations totales, considérant, sur la base des taux de couverture précités, que l'évolution annuelle qui ressort de telles statistiques donne une image assez fidèle de la réalité.

Les statistiques annuelles relatives aux années 1978 à 1986 ont ainsi été exclusivement établies à partir des populations totales d'entreprises.

Depuis la publication des statistiques sectorielles de 1987, la Centrale a, dans certains cas, dérogé à cette pratique.

Les tableaux des ressources et emplois sectoriels dont la publication a débuté à cette époque, ne peuvent en effet être établis qu'à partir d'échantillons constants d'entreprises, étant donné que la reconstitution d'une partie des flux figurant dans ces tableaux nécessite la confrontation des données bilantaires de deux exercices consécutifs.

De façon générale, la tendance actuelle est de présenter, dans la mesure du possible, les deux types de statistiques ; il appartient alors à l'utilisateur de déterminer la statistique la plus pertinente eu égard à ses besoins propres.

3. PRESENTATION ET CONTENU DU NOUVEAU CHAPITRE XII DE LA PARTIE « STATISTIQUES » DU BULLETIN

31. Introduction

311. Objectif du nouveau chapitre

L'objectif de ce nouveau chapitre statistique est de mettre à la disposition des lecteurs du *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* un ensemble de données statistiques de base à caractère macroéconomique, portant sur les structures et performances des entreprises non financières.

Cet objectif a déterminé un certain nombre de choix :

- les regroupements sectoriels retenus correspondent aux grands secteurs traditionnels de l'économie ; le lecteur intéressé par une information sectorielle plus fine est invité à se reporter aux statistiques publiées par la Centrale des Bilans¹ ;
- pour des raisons de représentativité, les données statistiques contenues dans les différents tableaux sont établies, pour autant que cela soit possible, à partir de l'ensemble des comptes annuels disponibles ; aucune distinction n'est donc établie entre grandes entreprises (schémas complets) et PME (schémas abrégés) sauf lorsque l'information est uniquement disponible pour les entreprises de la première catégorie. Cette distinction est toutefois également disponible dans les statistiques publiées par la Centrale des Bilans ;
- les données contenues dans les différents tableaux ont été sélectionnées en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour l'analyse macroéconomique. Certains ratios dont l'utilisation est courante dans le domaine de l'analyse financière, ont pour cette raison été volontairement délaissés au profit d'autres, plus proches des concepts propres à la macroéconomie.

312. Point de départ de la nouvelle statistique

Les tableaux du nouveau chapitre statistique débutent en 1984. Le choix de cette année comme point de départ s'explique par la double rupture intervenue alors ; rappelons (voir points 1222 et 1223) en effet que :

- l'obligation de publier des comptes annuels établis selon un schéma normalisé, autorisant leur intégration dans les fichiers statistiques, ne concerne la plupart des entreprises que depuis 1984, comme l'illustre le graphique 2 (page 16). Ce n'est, en conséquence, qu'à partir de cette année que le taux de représentativité a atteint un niveau vraiment élevé, ainsi qu'il ressort du tableau B (page 29) ;

¹ D'ici fin 1992, les utilisateurs de la banque de données socio-économiques BELGOSTAT auront accès aux tableaux statistiques présentés dans cet article, mais aussi à un ensemble de tableaux de mêmes contenu et présentation établis pour des regroupements sectoriels complémentaires (Bâtiment et Génie Civil) ou plus désagrégés (ventilation des services non financiers privés selon le type de services).

- le contenu et la présentation des schémas normalisés ont été sensiblement modifiés à partir de 1984. Du fait de ces modifications, il n'est pas possible de présenter des données homogènes dans le temps à partir de 1978, année de démarrage de la Centrale des Bilans.

Si la période débutant en 1984 offre d'excellentes garanties sur le second point, il y a toutefois lieu de tenir compte, pour l'interprétation des données, de l'incidence de l'A.R. du 16 janvier 1986 (annexe II) qui a relevé les critères de taille déterminant le type de schéma normalisé à utiliser.

Ce relèvement s'est traduit par une diminution du nombre de comptes annuels établis selon un schéma complet en 1985 et 1986. Le taux de représentativité des statistiques établies à partir de l'ensemble des comptes annuels normalisés n'en a pas été affecté ; par contre, celui des statistiques propres aux grandes entreprises a corrélativement baissé ; il convient d'avoir cette particularité à l'esprit lorsqu'on considère les données en milliards de francs présentées pour les grandes entreprises et relatives aux années 1984 à 1986.

32. Organisation générale

Le nouveau chapitre statistique porte le numéro XII et s'intitule « Globalisations des comptes annuels des entreprises non financières » ; l'ancien chapitre XII devient le XIIbis. Le nouveau chapitre XII comprend vingt tableaux, soit un jeu de cinq tableaux présentés pour quatre regroupements sectoriels distincts d'entreprises.

Chaque tableau est numéroté par le chiffre romain XII, propre au chapitre qui est consacré aux nouveaux tableaux, suivi d'un chiffre arabe identifiant le regroupement sectoriel auquel il se réfère, d'une lettre indiquant la nature des données fournies et, dans le cas des tableaux ayant l'indicatif b., d'un chiffre arabe indiquant s'il s'agit de l'ensemble des schémas normalisés ou seulement des schémas complets. Ainsi, le tableau XII-2b.1 correspond, pour l'industrie manufacturière (chiffre arabe 2), au tableau contenant les flux de résultats (lettre b) relatifs à l'ensemble des comptes établis selon un schéma normalisé (chiffre arabe 1 après la lettre b).

Les vingt tableaux comprennent, d'une part, des données établies à partir du nombre total d'entreprises de la population considérée et, d'autre part, des données établies à partir d'échantillons constants.

Les différents critères de partition de la nouvelle statistique sont exposés ci-après.

321. Regroupements sectoriels

Les tableaux sont regroupés par secteur d'activité économique ; quatre regroupements sont distingués :

- le regroupement général « ensemble des entreprises non financières » incluant toutes les entreprises dont les comptes annuels sont intégrés dans les statistiques de la Centrale des Bilans ; il fait l'objet des tableaux XII-1a. à XII-1d.
- l'industrie manufacturière (tableaux XII-2a. à XII-2d.) ;
- le commerce (tableaux XII-3a. à XII-3d.) ;
- les services non financiers privés, à l'exclusion des centres de coordination (tableaux XII-4a. à XII-4d.).

Les trois derniers regroupements réunissent ensemble quelque 87 p.c. des entreprises intégrées dans le regroupement général en 1989. Mesuré sur la base de la valeur ajoutée, le taux de couverture correspondant s'élève à 80 p.c.

L'élaboration de statistiques à différents niveaux de regroupement suppose l'attribution préalable d'un code d'activité sectorielle à chaque entreprise. La Centrale des Bilans veille, dans toute la mesure du possible, à ce que ce code reflète au mieux l'« activité principale ». A cette fin, elle adresse un questionnaire à toute nouvelle entreprise et confronte les indications ainsi obtenues au code d'activité sectorielle attribué par d'autres sources, principalement l'ONSS et l'administration de la TVA.

En cas de discordance, l'entreprise est réinterrogée par téléphone; le code qui lui est attribué au terme de cette procédure est un code à 3 ou 4 chiffres correspondant à un groupe ou sous-groupe d'activité défini par la nomenclature NACE¹. C'est ce code qui est pris en considération pour l'établissement des statistiques.

En pratique, la représentativité des différents niveaux de regroupement sectoriel peut être quelque peu altérée par les facteurs suivants :

- l'attribution d'un seul code NACE par entreprise, qu'elle exerce ou non plusieurs activités différentes; il en résulte, dans le premier cas, un défaut de sur-représentativité dans le secteur où elle exerce son activité principale, et un défaut de sous-représentativité dans celui ou ceux où elle exerce une ou des activités secondaires;
- une modification de l'activité principale d'une entreprise dans la mesure où elle n'est pas rapidement portée à la connaissance de la Centrale des Bilans; dans un tel cas, un certain décalage survient inévitablement entre ladite modification et l'adaptation du code NACE de l'entreprise².

En outre, la prise en compte de l'activité principale comme critère de classification de l'entreprise conduit, dans certains cas, à classer dans des secteurs d'activité distincts des entreprises exerçant pourtant des activités similaires. A titre d'exemple, certaines sociétés pétrolières sont classées dans le sous-groupe d'activité NACE 1401 « Raffineries de pétrole » — c'est la cas de ESSO INC. et de TEXACO BELGIUM — tandis que d'autres le sont dans le sous-groupe d'activité 6122 « Commerce de gros de pétroles et lubrifiants » : PETROFINA, BELGIUM SHELL, BP BELGIUM ...

Cette différence de classement est sans effet sur la composition du regroupement général — toutes les sociétés pétrolières y sont intégrées — et sur le regroupement « industrie manufacturière », qui reprend les divisions 2 à 4 et ne comprend donc pas la division 1.

Par contre, elle affecte la composition du regroupement « Commerce » qui ne reprend que celles parmi ces sociétés qui sont classées dans le sous-groupe d'activité 6122.

3211. Ensemble des entreprises non financières (tableaux XII-1a. à XII-1d.)

Sous réserve des restrictions résumées au point 225, ce regroupement englobe l'ensemble des entreprises non financières exerçant une activité en Belgique.

¹ Voir point 131.

² A noter qu'à chaque compte annuel clôturé au cours d'une année civile donnée est associé un code d'activité économique; en cas de modification de ce code, l'entreprise est donc classée différemment selon qu'il s'agit d'une année clôturée avant ou après la modification.

Il comprend, en plus des trois regroupements partiels mentionnés au point 321, les divisions de la nomenclature NACE O (Agriculture, chasse, sylviculture et pêche), 1 (Energie et eau), 5 (Bâtiment et génie civil) ainsi que les centres de coordination¹ et les organismes publics qui sont classés dans les divisions et classes d'activité NACE 7 + 83 + 84 + 85 + 92 + 97 + 98 mais ne sont pas repris dans le regroupement correspondant « services non financiers privés ».

3212. Industrie manufacturière et commerce (tableaux XII-2a. à XII-3d.)

Ces regroupements correspondent respectivement aux divisions de la nomenclature NACE 2 à 4 pour le premier, 6 pour le second.

Si la distinction entre activité industrielle et commerciale est claire sur un plan théorique, elle est par contre souvent difficile à établir dans la pratique. Il se trouve en effet un nombre sans cesse croissant d'entreprises œuvrant dans la production et/ou la transformation qui, parallèlement à cette activité industrielle, commercialisent des produits auxquels elles n'ont pas ou peu apporté de valeur ajoutée. Comme indiqué au point 321, c'est l'activité principale renseignée par l'entreprise qui est déterminante pour sa classification.

3213. Services non financiers privés, à l'exclusion des centres de coordination (tableaux XII-4a. à XII-4d.)

Ce regroupement comprend l'ensemble des activités de services correspondant aux divisions et classes 7 + 83 + 84 + 85 + 92 + 97 + 98 de la nomenclature NACE, mais sans les organismes publics et les centres de coordination, dont l'élimination se justifie tout à la fois par la nature particulière des structures financières et flux de résultats de ces organismes et par leur poids économique.

En ce qui concerne les premiers, la nature particulière de leurs états financiers tient au fait qu'ils retirent une part importante de leurs moyens de ressources autres que celles provenant de la production de biens ou de la prestation de services vendus au prix du marché ou, alternativement, d'engagements contractés aux conditions du marché.

En ce qui concerne les seconds, elle résulte du fait qu'à l'expérience, il s'est avéré que leurs activités sont dans une large mesure liées à la centralisation et à la coordination de transactions financières au sein de leurs groupes respectifs. Il s'indiquait dès lors de les écarter, sous peine de biaiser certaines données relatives au secteur des services non financiers privés.

Nonobstant l'élimination de ces deux catégories importantes d'entreprises de services, le regroupement « services non financiers privés » présente une forte hétérogénéité ; s'y cotoient, pêle-mêle, de grandes entreprises de transport de personnes (dont la SABENA²) ou de marchandises, des agences de voyage, des sociétés immobilières, des agences intérimaires, des entreprises de nettoyage.

¹ Un centre de coordination est une société de services chargée de coordonner les activités prestées par les différentes sociétés du groupe multinational dont elle fait partie. Le statut de « Centre de coordination » a été introduit en Belgique par l'A.R. n° 187 du 30 décembre 1982, en vue de promouvoir un certain type d'investissements étrangers en Belgique ; ce statut ouvre la voie à d'importants avantages fiscaux moyennant le respect d'un certain nombre de conditions conduisant à l'agrément du centre de coordination par arrêté royal.

² Selon la classification des personnes morales adoptée par le Registre national, la SABENA, en tant que société anonyme de droit privé, est classée dans le secteur privé.

Malgré son hétérogénéité, ce regroupement présente l'avantage qu'il permet d'atténuer une lacune : l'absence de données à la fois représentatives et synthétiques pour les activités « tertiaires », dont on sait la place croissante qu'elles occupent dans les économies développées.

322. Nature des statistiques publiées

Cinq tableaux sont présentés pour chacun des quatre regroupements sectoriels.

Tous ces tableaux sont établis à partir des comptes annuels globalisés des entreprises intégrées dans le regroupement considéré :

- le premier reprend les rubriques du bilan sectoriel globalisé¹ (tableaux XII-1a., XII-2a., XII-3a. et XII-4a.);
- le deuxième contient les flux de résultats qui peuvent être établis pour l'ensemble des comptes annuels normalisés; la présentation de ces flux reproduit les rubriques du compte de résultats communes aux schémas complet et abrégé (tableaux XII-1b.1, XII-2b.1, XII-3b.1 et XII-4b.1);
- le troisième dégage les principaux flux de résultats recensés dans les comptes annuels établis selon un schéma complet; la présentation adoptée dans ce tableau s'écarte sensiblement de celle du schéma complet et ce, de façon à mieux répondre aux besoins de l'analyse macroéconomique (tableaux XII-1b.2, XII-2b.2, XII-3b.2 et XII-4b.2);
- le quatrième donne les principaux flux d'investissement, pour l'ensemble des comptes normalisés, d'une part, et pour les seuls comptes annuels établis selon un schéma complet, d'autre part (tableaux XII-1c., XII-2c., XII-3c. et XII-4c.). La présentation est identique dans les deux cas. Le dédoublement de ces flux n'a d'autre justification que de permettre leur rapprochement respectif avec les flux de résultats calculés pour les populations correspondantes d'entreprises, celles des tableaux ayant l'indicatif b.1 ou b.2 selon qu'il s'agit de l'ensemble des schémas normalisés, ou des seuls schémas complets;
- le cinquième consiste en ratios calculés à partir des données globalisées du secteur (tableaux XII-1d., XII-2d., XII-3d. et XII-4d.). Les ratios repris dans la partie supérieure du tableau couvrent l'ensemble des schémas normalisés; ceux figurant dans la partie inférieure se rapportent aux seuls schémas complets et, pour la majorité d'entre eux, ne peuvent être calculés qu'à partir de ce schéma.

323. Total des entreprises versus échantillon constant

Chaque tableau statistique est subdivisé verticalement en deux parties.

La partie gauche reprend les données annuelles établies pour le *total des entreprises*; six années sont prises en considération : il s'agit des six années les plus récentes pour lesquelles les fichiers statistiques sont clôturés. La clôture du fichier statistique intervenant vers la mi-mars, le glissement d'année pour les statistiques relatives à ces populations d'entreprises interviendra, en principe, dans le numéro de mai du *Bulletin*, l'année la plus éloignée s'effaçant à cette occasion au profit de l'année pour laquelle la statistique est devenue disponible.

¹ Rappelons qu'il s'agit d'un bilan non consolidé.

La partie droite reprend les données annuelles établies pour un *échantillon constant* d'entreprises; cet échantillon porte sur deux années.

Dans les numéros de mai à octobre de l'année N, le *Bulletin* publie un échantillon constant construit au départ des deux derniers fichiers clôturés, soit ceux des années N-3 et N-2. L'échantillon constant publié dans les numéros de novembre de l'année N à avril de l'année N+1, est constitué au départ du fichier clôturé de l'année N-2 et du fichier partiel de l'année N-1; grâce à ce glissement, le lecteur dispose, dès le mois de novembre de l'année N, de données statistiques comparables et déjà largement représentatives pour les années N-2 et N-1.

Le schéma ci-après récapitule les dispositions précitées :

N° du Bulletin de la Banque Nationale de Belgique	Années couvertes	
	Total des entreprises	Echantillon constant
Mai à octobre de l'année N	N-7 à N-2	N-3, N-2 (données définitives)
Novembre de l'année N à avril de l'année N+1	N-7 à N-2	N-2, N-1 (données provisoires)
Mai à octobre de l'année N+1	N-6 à N-1	N-2, N-1 (données définitives)

L'apport spécifique des données établies sur la base d'un échantillon constant varie en fonction des fichiers statistiques auxquels se réfère cet échantillon.

Lorsqu'il s'agit des deux derniers fichiers clôturés, l'échantillon constant permet d'isoler les évolutions indépendantes des mouvements d'entrée et de sortie qui ont affecté la population d'entreprises au cours de la seconde année; par différence entre les montants relatifs respectivement aux populations totales et aux échantillons constants, il permet aussi de reconstituer les évolutions strictement imputables à ces mouvements. On pourra, par exemple, mettre en évidence la contribution propre que les entreprises dont les comptes annuels ont pour la première fois été intégrés aux statistiques ont apportée à la constitution d'immobilisations corporelles¹.

Lorsqu'il s'agit du dernier fichier clôturé et du fichier partiel de l'année suivante, l'échantillon constant permet de dégager les tendances qui caractérisent cette dernière, plusieurs mois avant la clôture du fichier y relatif.

L'expérience a en effet montré que ces tendances étaient généralement confirmées par les données définitives, sauf pour les immobilisations, dont l'évolution ne peut être cernée avec certitude qu'une fois connues les données propres aux entreprises de création récente.

33. Présentation et contenu des nouveaux tableaux statistiques

Les cinq types de tableaux établis par regroupement sectoriel sont successivement présentés ci-après.

¹ Cette contribution s'est, par exemple, élevée à 25 p.c. en 1987; elle explique à elle seule la croissance des investissements corporels enregistrée au cours de cette année (voir tableau XII-1c. ci-après).

Conformément aux dispositions en usage dans le *Bulletin*, les données sont exprimées dans leur unité originelle : (milliards de) francs pour les montants, pourcentages pour les ratios.

La présentation s'appuie sur les tableaux relatifs au regroupement général « Ensemble des entreprises non financières », à savoir les tableaux XII-1a. à XII-1d. Les commentaires s'y rapportant visent, selon le cas, à en préciser le contenu ou la portée.

331. Tableaux identifiés par la lettre a : Globalisation des bilans après répartition

Comme celles des tableaux ayant l'indicatif b et c, les données des tableaux à indicatif a sont obtenues en additionnant tous les montants relatifs aux rubriques de même libellé des comptes annuels intégrés dans le regroupement sectoriel.

Les rubriques présentées dans les tableaux avec l'indicatif a épousent celles du bilan des schémas normalisés ; l'objet de ces tableaux est de quantifier les principales catégories d'actifs et passifs bilantaires.

Les montants absolus se prêtent à différentes exploitations ; ils permettent, notamment,

- d'apprécier le poids économique et financier du regroupement sectoriel considéré à l'aune de telle ou telle grandeur (total bilantaire, immobilisations corporelles,...) ;
- de se faire une idée concrète des masses économiques (par exemple, les stocks) ou financières (par exemple, les placements de trésorerie,...) en jeu ;
- de mettre en relation les données émanant de différents tableaux (par exemple, capitaux propres et résultat de l'exercice) ;
- de rapprocher les données de la Centrale des Bilans de celles provenant d'autres sources.

La comparaison des montants relatifs à une même rubrique pour deux années consécutives permet de calculer la variation annuelle de telle ou telle grandeur, en valeur absolue ou relative.

A partir de ces montants, il est aussi possible de calculer des ratios bilantaires, en rapportant les montants de telle ou telle rubrique entre eux, ou, plus simplement, au total bilantaire ; les pourcentages ainsi obtenus permettent de mettre en lumière les modifications qui affectent la structure des actifs – tels des glissements au sein des principales catégories d'immobilisations, une diminution de la part relative des stocks, ou l'accroissement de celle des placements financiers – ou celle des passifs, par exemple, une réduction du poids de l'endettement.

Comme annoncé au point 323, les données sont également établies pour un échantillon constant d'entreprises ; cette technique permet d'expurger la statistique des variations absolues imputables aux modifications de la population statistique.

332. Tableaux à indicatif b.1 : Globalisation des flux de résultats recensés dans les comptes annuels établis selon un schéma normalisé, tant complet qu'abrégé

Ces tableaux reprennent les données globalisées correspondant aux rubriques du compte de résultats qui sont communes aux schémas complet et abrégé.

XII - GLOBALISATIONS DES COMPTES ANNUELS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES *

XII - 1a. - ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels	74.440	87.903	88.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	30,8	28,1	22,7	21,6	13,7	11,4	12,5	9,6
II. Immobilisations incorporelles	121,0	151,7	180,6	193,3	231,4	263,6	215,5	225,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	725,4	778,8	805,8	853,9	935,9	1.048,7	863,9	³ 928,4
b. Installations, machines et outillage	911,4	1.055,0	1.084,3	1.125,2	1.169,6	1.258,5	1.119,2	1.167,6
c. Mobilier et matériel roulant	195,3	204,1	230,4	248,8	264,6	296,2	245,6	267,6
d. Location-financement et droits similaires	39,9	44,6	56,7	65,5	100,7	122,2	94,6	112,3
e. Autres immobilisations corporelles	67,0	75,2	78,5	84,6	96,4	114,0	86,0	103,9
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	213,5	150,9	147,8	147,9	162,2	189,3	154,8	170,8
Total des immobilisations corporelles	2.152,5	2.308,7	2.403,4	2.525,9	2.729,2	3.028,9	2.564,1	2.750,6
IV. Immobilisations financières	514,5	622,0	755,2	886,3	1.142,0	1.535,2	1.053,3	1.410,6
Total des actifs immobilisés	2.818,8	3.110,5	3.362,0	3.626,8	4.116,3	4.839,1	3.845,4	4.395,8
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	52,8	51,5	62,8	63,5	68,7	75,8	66,1	63,3
b. Autres créances	82,5	98,0	118,0	166,2	275,2	376,7	250,0	339,4
Total des créances à plus d'un an	135,2	149,5	180,8	229,7	343,9	452,5	316,1	402,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	1.029,3	1.088,5	1.056,7	1.056,7	1.153,7	1.250,4	1.047,7	1.131,7
b. Commandes en cours d'exécution	194,5	191,2	207,2	203,7	162,5	181,6	144,8	162,3
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	1.223,8	1.279,7	1.263,9	1.260,4	1.316,2	1.432,0	1.192,5	1.294,0
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	1.526,8	1.690,9	1.648,5	1.659,9	1.890,9	2.154,3	1.695,7	1.942,9
b. Autres créances	312,5	356,0	415,0	484,3	725,8	1.002,4	642,6	876,2
Total des créances à un an au plus	1.839,2	2.047,0	2.063,5	2.144,2	2.616,7	3.156,7	2.338,3	2.819,1
VIII. Placements de trésorerie	238,8	273,6	331,7	430,5	544,6	722,1	496,0	667,6
IX. Valeurs disponibles	226,2	240,0	258,4	278,2	317,9	360,8	283,7	307,3
X. Comptes de régularisation	103,4	115,7	112,8	114,6	129,8	143,0	121,0	131,3
Total des actifs circulants	3.766,7	4.105,5	4.211,1	4.457,7	5.269,1	6.267,1	4.747,6	5.622,0
TOTAL DU BILAN	6.585,5	7.216,0	7.573,1	8.084,6	9.385,4	11.106,2	8.593,0	10.017,8

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	1.176,3	1.247,3	1.396,8	1.511,7	1.783,7	2.101,7	1.629,3	1.833,8
II. Primes d'émission	55,3	141,9	146,8	158,2	178,1	205,2	171,6	201,1
III. Plus-values de réévaluation	195,6	172,7	151,8	142,8	101,2	103,5	98,3	100,9
IV. Réserves								
a. Réserve légale	47,6	53,5	58,9	64,7	75,3	84,9	70,3	80,1
b. Réserves indisponibles	49,2	60,6	67,5	70,2	73,3	78,6	67,6	73,1
c. Réserves immunisées	126,7	144,3	159,3	174,0	188,6	269,3	168,4	258,2
d. Réserves disponibles	318,2	381,2	425,9	473,3	529,5	633,5	483,4	595,7
Total des réserves	541,7	639,6	711,6	782,2	866,7	1.066,3	789,7	1.007,1
V. Bénéfice reporté	133,4	172,2	204,9	237,8	301,3	367,3	278,3	344,9
Perte reportée	-227,0	-219,8	-232,3	-240,8	-228,0	-231,7	-177,3	-194,1
VI. Subsidés en capital	105,8	122,0	134,9	142,3	143,5	143,9	141,1	140,2
Total des capitaux propres	1.981,1	2.275,9	2.514,6	2.734,2	3.146,3	3.756,2	2.931,0	3.433,9
B. VII. Provisions pour risques et charges	172,6	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	248,9	258,6
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	1.244,7	1.285,7	1.357,8	1.497,8	1.737,6	2.008,5	1.622,8	1.809,2
dont : établissements de crédit ³	(797,0)	(838,4)	(882,1)	(995,9)	(1.154,6)	(1.345,7)	(1.070,9)	(1.208,7)
b. Dettes commerciales	20,7	18,7	13,7	12,6	10,9	13,1	9,5	9,4
c. Acomptes reçus sur commandes	34,6	33,6	28,4	24,9	16,6	20,0	16,5	19,7
d. Autres dettes	138,8	144,3	150,9	172,9	182,1	191,3	162,7	169,7
Total des dettes à plus d'un an	1.438,7	1.482,3	1.550,9	1.708,3	1.947,3	2.232,9	1.811,5	2.008,0
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	162,3	181,0	213,8	241,7	291,9	368,6	265,3	336,0
b. Dettes financières	504,9	592,2	566,8	630,4	793,4	1.179,3	709,9	1.036,8
dont : établissements de crédit ³	(446,7)	(505,0)	(473,4)	(487,7)	(584,8)	(809,9)	(520,3)	(706,1)
c. Dettes commerciales	1.338,9	1.427,7	1.376,2	1.404,4	1.634,9	1.824,1	1.457,1	1.621,8
d. Acomptes reçus sur commandes	210,7	207,8	217,6	198,9	210,5	237,6	191,9	215,9
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	312,6	339,7	358,6	374,7	397,5	434,0	357,9	391,4
f. Autres dettes	336,2	376,1	429,7	430,2	545,4	634,2	485,2	560,4
Total des dettes à un an au plus	2.865,6	3.124,5	3.162,8	3.280,2	3.873,5	4.677,8	3.467,3	4.162,3
X. Comptes de régularisation	127,5	141,1	136,6	136,1	147,3	168,5	134,3	155,0
Total des dettes	4.431,8	4.747,9	4.850,2	5.124,7	5.968,1	7.079,2	5.413,1	6.325,3

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 9, septembre 1991.

XII - 1b. 1 - ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		2.182,4	2.405,6	2.538,4	2.604,9	2.843,0	3.055,7	2.598,6	2.779,3
Frais de personnel	-	1.413,9	1.561,4	1.606,2	1.652,8	1.741,7	1.867,7	1.582,1	1.696,0
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	287,0	326,4	361,4	402,4	466,2	516,1	423,3	458,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	15,4	17,9	23,0	18,3	18,3	18,3	15,8	15,6
Provisions nettes pour risques et charges	-	24,5	17,0	16,1	22,7	21,7	13,7	20,0	12,0
Autres charges d'exploitation ³	-	126,3	134,5	119,1	108,4	107,0	116,0	96,2	104,2
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	3,9	2,6	2,6	3,1	3,9	2,8	3,7	2,3
Résultat d'exploitation	=	319,2	351,0	415,2	403,4	492,0	526,7	464,9	495,3
Produits financiers	+	189,6	224,7	231,6	267,9	313,1	483,2	287,5	440,3
Charges financières	-	275,9	285,4	297,4	307,1	333,2	462,4	303,0	418,7
Résultat courant avant impôts	=	232,9	290,3	349,4	364,3	471,9	547,5	449,4	516,9
Produits exceptionnels	+	86,8	69,1	84,1	82,1	95,1	190,1	79,9	178,4
Charges exceptionnelles	-	83,9	60,4	87,2	90,7	115,1	110,1	92,8	98,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	235,8	299,0	346,3	355,7	451,9	627,5	436,5	596,6
Impôts sur le résultat	-	70,2	79,0	100,3	96,7	110,3	118,2	99,9	107,7
Résultat de l'exercice	=	165,6	220,0	246,0	259,0	341,6	509,3	336,6	488,9
Transfert net aux réserves immunisées	-	9,3	19,9	19,3	20,3	28,7	86,4	23,4	82,8
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	108,3	143,7	169,7	193,5	230,4	292,4	212,3	277,7
Perte reportée de l'exercice précédent	-	211,1	216,3	201,7	221,4	227,8	203,5	191,1	175,6
RESULTAT A AFFECTER	=	53,5	127,5	194,7	210,8	315,5	511,8	334,4	508,2
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	64,8	17,0	- 25,9	- 33,1	-105,1	-249,9	-138,0	-260,2
Intervention d'associés dans la perte	+	5,9	4,7	3,6	2,9	2,2	2,0	1,5	1,7
Bénéfice à distribuer	-	124,2	149,2	172,4	180,6	212,6	263,8	197,8	249,7
dont : rémunération du capital		(114,0)	(137,0)	(155,3)	(161,8)	(192,5)	(243,6)	(179,7)	(231,7)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

Les montants qui apparaissent pour les rubriques de « résultats » — lesquelles présentent selon les cas un montant positif ou négatif — sont des montants nets : le montant global positif et le montant global négatif ont été compensés.

Le compte de résultats est présenté sous forme de liste ; cette présentation permet de suivre les différentes étapes de la formation du résultat selon l'approche comptable traditionnelle, qui distingue principalement les flux d'exploitation, les produits et charges financiers et les produits et charges exceptionnels.

L'enchaînement part de la valeur ajoutée pour aboutir au résultat net après impôts, puis au résultat à affecter.

La valeur ajoutée calculée sur la base des rubriques communes aux deux schémas est une valeur ajoutée brute ; elle ne correspond toutefois ni au concept de valeur ajoutée au coût des facteurs, puisqu'elle comprend les impôts indirects autres que la TVA, ni à celui de valeur ajoutée aux prix du marché dès lors qu'elle n'inclut pas la TVA mais comprend, par contre, les subventions d'exploitation.

Le résultat net après impôts correspond à la notion usuelle de bénéfice ou perte de l'exercice.

Le résultat à affecter s'obtient en retranchant du résultat net de l'exercice après impôts, les transferts nets aux réserves immunisées¹ et les éventuelles pertes reportées de l'exercice précédent et en y ajoutant les bénéfices reportés.

Le résultat à affecter permet de faire le lien avec les affectations et prélèvements, qui détaillent la répartition dudit résultat.

Le contenu et la présentation des tableaux à indicatif b.1 s'écartent ici de ceux des schémas de comptes annuels, de façon à faire essentiellement ressortir l'arbitrage réalisé au niveau du regroupement sectoriel considéré entre les deux affectations fondamentales : l'affectation aux capitaux propres, qui a pour effet de renforcer la structure financière, et la distribution du bénéfice.

Les flux de répartition ont à cet effet été regroupés en trois rubriques :

- les prélèvements nets sur ou, alternativement, les affectations nettes aux capitaux propres. Du fait de la compensation opérée, au niveau du regroupement sectoriel, entre prélèvements et affectations relatifs aux capitaux propres, prélèvement net et affectation nette s'excluent mutuellement. Il y a affectation nette aux capitaux propres, si la somme arithmétique « Affectations au capital et aux primes d'émission » plus « Dotations à la réserve légale et aux autres réserves » plus « Bénéfice à reporter » moins « Prélèvements sur le capital et les primes d'émission » moins « Prélèvements sur les réserves » moins « Perte à reporter » est positive ; il y a prélèvement net si elle est négative ;
- l'intervention d'associés dans la perte. Cette intervention est isolée étant donné qu'elle traduit un apport de ressources nouvelles, à la différence d'un prélèvement sur les capitaux propres, qui correspond à un simple jeu d'écritures comptables et consacre une perte de substance patrimoniale ;

¹ Les transferts aux réserves immunisées correspondent aux produits ou à la fraction du bénéfice qui peuvent être entièrement ou partiellement immunisés d'impôts à condition d'être maintenus dans le patrimoine de l'entreprise sous la rubrique « Réserves immunisées ».

- le bénéfice à distribuer. Le montant correspondant peut être utilisé pour rémunérer le capital (dividendes), les administrateurs ou les gérants (tantièmes) ou d'autres allocataires (par exemple, transfert de bénéfices à la maison-mère). Comme la rémunération du capital constitue de loin la principale affectation du bénéfice à distribuer, elle seule est reprise comme sous-rubrique dans les tableaux.

Du point de vue des flux à répartir, les prélèvements nets sur les capitaux propres et l'intervention d'associés dans la perte sont des ressources, et sont dès lors assortis d'un signe + dans le tableau des affectations et prélèvements; par contre, les affectations nettes aux capitaux propres et le bénéfice à distribuer correspondent à des emplois et reçoivent le signe -.

Les ressources et emplois s'équilibrant nécessairement par le jeu de l'enregistrement en partie double, le total des affectations et prélèvements sera nécessairement égal mais de signe opposé au résultat à affecter. Ainsi, un résultat à affecter globalement positif (= ressource) aura pour contrepartie un total des affectations et prélèvements négatif (= emploi).

333. Tableaux à indicatif b.2 : Globalisation des flux de résultats recensés dans les comptes annuels établis selon un schéma complet

La présentation des flux de résultats est, à la différence de celle adoptée dans les tableaux à indicatif b.1, résolument orientée vers l'analyse macroéconomique. Il y a à cela deux raisons.

D'une part, l'adoption d'une présentation analogue à celle des tableaux ayant l'indicatif b.1 aurait occasionné une certaine redondance, les ordres de grandeur des rubriques communes aux deux schémas ne différant pas fortement selon qu'ils concernent les grandes entreprises (schémas complets) ou l'ensemble des entreprises (schémas complets et abrégés) en raison du poids largement prédominant des premières.

D'autre part, le contenu beaucoup plus détaillé des comptes annuels établis selon un schéma complet permet de calculer, de façon précise, un certain nombre d'agrégats d'usage répandu en comptabilité nationale et, à partir de là, de proposer une présentation des flux de résultats pertinente pour l'analyse macroéconomique.

Concrètement, la présentation retenue a pour objectif principal de mettre en évidence les flux qui concourent à la formation de l'épargne brute ou revenu disponible de l'exercice. La reconstitution de ces flux est effectuée selon deux approches complémentaires.

L'une part du « haut » du compte de résultats. Elle fait apparaître successivement :

- la répartition primaire de la valeur ajoutée entre le personnel, l'Etat (impôts liés à la production) et l'entreprise elle-même; la part non répartie à ce stade correspond à l'excédent brut d'exploitation¹; celui-ci constitue un indicateur privilégié du résultat économique obtenu avant prise en compte des modalités de financement, des politiques de distribution et d'amortissement, ou encore de tout élément ayant un caractère occasionnel ou exceptionnel;
- les contributions respectives des autres grandes catégories de revenus, principalement les produits des immobilisations financières et des actifs financiers circulants (placements de trésorerie, valeurs disponibles);

¹ A une légère réserve près : voir p. 49.

XII - 1b. 2 - ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		1.851,5	1.963,3	2.049,1	2.072,4	2.258,0	2.422,6	2.103,2	2.242,0
Subsides d'exploitation	+	33,0	36,5	35,2	39,1	38,3	34,3	33,8	31,3
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	1.884,4	1.999,7	2.084,3	2.111,4	2.296,4	2.456,9	2.137,0	2.273,2
Frais de personnel	-	1.226,7	1.304,9	1.318,1	1.335,2	1.392,7	1.484,2	1.287,0	1.368,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	53,4	53,9	55,0	59,2	61,2	69,2	59,3	66,1
Autres charges d'exploitation	-	28,0	27,5	23,5	20,9	23,2	26,9	19,0	22,3
Excédent brut d'exploitation	=	576,3	613,4	687,7	696,1	819,3	876,6	771,7	816,2
Produit des immobilisations financières	+	48,8	63,6	66,3	72,9	86,3	142,2	82,5	133,5
Produit des actifs financiers circulants	+	53,3	55,7	54,5	67,1	88,2	159,4	79,1	144,6
Subsides en intérêts	+	4,4	4,5	4,2	4,2	4,8	4,7	4,5	4,3
Charge des dettes	-	176,7	181,1	180,5	177,6	193,2	247,0	179,6	227,1
Solde des autres produits et charges financiers	+	-17,6	0,5	-5,6	-0,5	0,9	-18,5	2,1	-18,6
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	15,7	3,1	9,9	10,7	-2,3	3,5	-3,9	3,7
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	11,1	5,9	5,8	7,1	8,8	3,5	7,4	3,0
Impôts sur le résultat	-	61,2	66,3	83,6	77,6	89,0	92,4	81,9	86,0
Intervention d'associés dans la perte	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,2
Bénéfice à distribuer	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	182,4	234,4
<i>dont : rémunération du capital</i>		<i>(110,7)</i>	<i>(132,2)</i>	<i>(148,9)</i>	<i>(154,0)</i>	<i>(183,9)</i>	<i>(234,3)</i>	<i>(172,6)</i>	<i>(224,1)</i>
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE	=	343,8	365,7	403,1	440,4	531,3	588,1	500,4	540,6
Résultat net après impôts		150,0	195,1	210,0	217,5	291,2	460,2	291,8	444,6
Amortissements d'exploitation	+	255,0	280,0	303,2	330,4	378,5	412,7	349,9	374,6
Amortissements nets exceptionnels	+	16,1	8,3	17,9	9,2	21,1	14,1	16,2	12,3
Provisions nettes pour risques et charges	+	26,7	23,0	29,1	30,8	38,6	17,7	30,6	17,8
Réductions de valeurs nettes	+	31,3	27,9	36,3	44,7	44,7	54,7	35,9	48,6
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	25,1	35,0	37,5	30,1	50,4	127,5	42,6	124,2
Intervention d'associés dans la perte	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,2
Bénéfice à distribuer	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	182,4	234,4

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

- les diverses opérations de répartition de l'ensemble des revenus précités, répartition qui s'effectue au bénéfice des créanciers (charge des dettes), des actionnaires et autres allocataires (bénéfice à distribuer) et de l'Etat (impôt des sociétés);
- l'épargne brute, solde des opérations de répartition, qui mesure le revenu disponible de la période.

L'autre approche part du « bas » du compte de résultats : elle consiste à reconstituer l'épargne brute à partir du résultat net après impôts, en ajoutant à celui-ci les charges qui peuvent avoir un caractère de réserve (amortissements, provisions, réductions de valeur) et en retranchant les produits qui résultent d'un simple jeu d'écritures comptables (subsidés en capital imputés au compte de résultats), les plus-values réalisées sur cessions d'immobilisations ainsi que le bénéfice à distribuer.

Analysée sous cet angle, l'épargne brute apparaît bien comme l'ensemble des ressources internes générées au cours de la période, qui restent à la disposition des entreprises après distribution.

Elle peut utilement être rapprochée des flux d'acquisitions d'immobilisations recensés pour les mêmes comptes annuels (tableaux à indicatif c., volet II); cette confrontation indique en effet la mesure dans laquelle les entreprises du regroupement considéré ont pu, ex post, autofinancer leurs investissements.

334. Tableaux identifiés par la lettre c : Globalisation des flux d'investissements

Les tableaux à indicatif c sont divisés horizontalement en deux volets. Le volet supérieur (I) contient les données globalisées établies à partir de l'ensemble des schémas normalisés, le volet inférieur (II) contient celles établies à partir des comptes annuels présentés selon un schéma complet.

Les données relatives aux flux d'investissements sont ventilées selon la nature des immobilisations : incorporelles, corporelles, financières.

Pour chacune de ces catégories, deux flux sont repris dans les tableaux :

- Les acquisitions, y compris la production immobilisée (autoproduction d'immobilisations).

* Les acquisitions d'immobilisations corporelles portent sur des biens d'investissement neufs ou usagés ; les biens usagés sont selon les cas, achetés ou acquis à l'occasion d'un apport, d'une absorption ou d'une fusion.

Le schéma comptable n'établit pas de distinction, au sein des acquisitions, entre ces différents cas ; il n'est donc pas possible de distinguer systématiquement les acquisitions d'immobilisations corporelles qui entrent dans la formation brute de capital fixe, et celles qui correspondent à de simples transferts de propriété et donnent lieu à un double comptage dans le temps.

La Centrale des Bilans apporte cependant deux types de corrections à la rubrique « Acquisitions d'immobilisations corporelles » de façon à en rapprocher le contenu de celui de la formation brute de capital fixe.

Ces corrections portent sur les acquisitions d'immobilisations résultant d'un apport, d'une absorption ou d'une fusion :

- lorsqu'une telle opération est bien circonscrite, les acquisitions d'immobilisations corporelles qui y sont liées sont retranchées des acquisitions mentionnées par l'entreprise absorbante et ajoutées à la valeur nette comptable de ses immobi-

XII - 1c. - ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	29,7	55,7	60,7	56,7	103,2	94,0	92,6	59,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	3,0	2,7	1,7	3,2	5,0	8,6	4,3	3,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	434,6	478,2	537,2	557,1	677,7	856,7	606,8	675,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	55,9	76,9	82,9	70,4	89,9	106,9	78,2	90,4
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	120,3	174,5	220,3	262,7	409,4	646,2	365,6	556,5
Cessions (valeur nette comptable)	34,0	52,8	64,9	72,5	96,4	188,2	81,3	169,5
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	24,7	49,4	53,5	46,2	90,5	77,3	83,1	53,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,8	2,3	1,4	2,7	4,6	7,9	4,0	3,0
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	374,8	394,7	428,3	421,9	502,5	650,0	462,2	537,4
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	48,7	65,8	74,6	60,2	77,1	89,5	68,0	75,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	116,5	168,5	210,3	250,8	383,9	600,0	348,3	527,5
Cessions (valeur nette comptable)	32,8	50,4	62,4	69,6	93,1	182,2	78,7	164,4

¹ Données définitives.

lisations au terme de l'exercice précédent; elles n'affectent donc plus le total des acquisitions d'immobilisations corporelles;

- si tel n'est pas le cas, une correction est apportée au niveau des données agrégées; elle consiste à ajouter, au montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, les plus-values actées à l'occasion des apports et fusions, et à en retrancher les amortissements actés à la suite de telles opérations. De cette façon, les acquisitions d'immobilisations corporelles résultant d'un apport ou d'une fusion n'interviennent plus dans le total qu'à concurrence de leur valeur nette comptable, laquelle est inférieure à la valeur d'acquisition.

A cette réserve près, les immobilisations sont évaluées au prix d'acquisition; il s'agit donc des investissements bruts dans l'acception générale du terme.

- * En ce qui concerne les acquisitions d'immobilisations financières, il y a lieu de noter que celles-ci couvrent à la fois les acquisitions de participations et les constitutions de créances financières à plus d'un an qui revêtent le caractère d'immobilisations.

- Les cessions et retraits. Ceux-ci sont mentionnés de façon à permettre le rapprochement entre les données de la Centrale des Bilans relatives aux immobilisations corporelles et celles de la comptabilité nationale relatives à la formation brute de capital fixe. Cette dernière s'obtient en retranchant les cessions des acquisitions d'immobilisations corporelles; cette soustraction permet, en principe, d'annuler les acquisitions de biens de capital fixe usagés.

Une telle correction suppose que les cessions sont évaluées, comme les acquisitions, au prix du marché. A défaut d'indications quant à ce prix de marché dans les comptes annuels, les cessions et retraits sont repris dans les statistiques de la Centrale pour leur valeur nette comptable. En raison de ces modes d'évaluation différents on a repris dans le tableau les flux d'acquisitions et les flux de cessions mais non leur solde.

335. Tableaux identifiés par la lettre d : Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels

Les tableaux de ratios sont conçus comme des tableaux de bord synthétiques; les ratios qu'ils contiennent ont été sélectionnés parce qu'ils constituent des indicateurs pertinents pour l'analyse du comportement des entreprises non financières, en particulier, de leur capacité de générer des bénéfices et de l'épargne.

La plupart des ratios sont établis à partir des flux de résultats; ceux-ci rendent en effet, mieux que les stocks bilantaires, compte de la dynamique qui anime le secteur considéré; ils sont en outre plus proches des concepts utilisés pour l'analyse conjoncturelle.

Le seul ratio portant sur les structures financières est le ratio classique de « solvabilité »; sa présence se justifie par le fait qu'il est couramment utilisé pour apprécier, en première analyse, la qualité de l'équilibre réalisé entre les deux grandes sources de financement : les capitaux propres et les dettes. Le lecteur désireux de disposer d'autres ratios de structure financière se référera utilement aux tableaux à indicatif a, lesquels permettent de calculer la part des principales rubriques du bilan dans le total de celui-ci et fournissent ainsi indirectement de nombreux ratios de structures financières.

Comme les tableaux à indicatif c, les tableaux identifiés par la lettre d sont subdivisés en deux volets contenant, l'un, les données calculées à partir de l'ensemble des comptes annuels établis selon un schéma normalisé, l'autre, celles relatives aux seuls comptes

XII - 1d. - ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		7,0	7,0	8,3	8,5	9,3	9,0	9,5	9,1
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		3,5	3,5	4,3	4,1	4,6	4,4	4,8	4,6
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		64,8	64,9	63,3	63,5	61,3	61,1	60,9	61,0
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		5,8	5,6	4,7	4,1	3,7	3,8	3,7	3,7
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,4	29,5	32,0	32,4	35,0	35,1	35,4	35,3
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.436	1.510	1.586	1.623	1.738	1.824	1.762	1.843
3.2 Frais de personnel par personne occupée		951	1.006	1.034	1.061	1.095	1.147	1.103	1.155
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	19,9	21,2	21,4	23,8	28,0	23,4	24,3
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	9,7	9,8	9,5	10,9	13,6	11,5	14,2
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		30,1	31,5	33,2	33,7	33,5	33,8	34,1	34,3
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	65,1	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4	60,2	60,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,8	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,8	2,9
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,5	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	0,9	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	30,6	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7	36,1	35,9
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	5,4	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3	7,5	12,2
1.7 Charge des dettes	-	9,4	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1	8,4	10,0
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,2	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8	3,8	3,8
1.9 Rémunération du capital	-	5,9	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5	8,1	9,8
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	0,7	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7	0,1	-0,7
1.11 Epargne brute ⁵	=	18,2	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9	23,4	23,8
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	19,7	20,6	20,0	21,9	26,5	21,6	23,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières		6,2	8,4	10,1	11,9	16,7	24,4	16,3	23,2
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	9,8	9,7	9,3	10,9	14,3	11,5	14,9
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		29,7	31,3	33,1	33,6	33,4	33,9	33,9	34,3

¹ Données définitives.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

annuels établis selon un schéma complet. Les ratios relatifs aux schémas complets se distinguent en outre de ceux établis pour l'ensemble des comptes annuels par le fait qu'ils sont disponibles à partir de 1978 et permettent par conséquent de procéder à une analyse sur une moyenne période; les ratios de l'autre groupe ne sont par contre disponibles qu'à partir de 1984, pour les raisons évoquées aux points 1222 et 1223 de l'article.

Quelques éclairages sont donnés dans la suite du texte sur la signification et la portée des ratios présentés dans les tableaux à indicatif d.

3351. Volet I : Schémas complets et abrégés

1. Marges sur ventes

Le résultat d'exploitation réalisé au terme de l'exercice peut être calculé en tenant compte ou non de la comptabilisation des charges d'exploitation autres que de caisse.

Ces charges « non décaissées » sont les affectations aux comptes d'amortissement, de réduction de valeur et de provision pour risques et charges. Comme l'indique leur intitulé, elles se distinguent des autres charges d'exploitation par le fait qu'elles ne donnent pas lieu à décaissement lors de leur imputation.

Lorsque le résultat d'exploitation est obtenu avant la comptabilisation de ces charges, il est dit « brut ». En le rapportant aux ventes, on obtient alors la marge brute. Lorsque le résultat d'exploitation est obtenu après déduction de ces charges, il est dit « net » et permet de calculer la marge nette.

Les raisons pour lesquelles la marge brute sur ventes est généralement considérée avec autant d'intérêt que la marge nette sont de deux ordres :

- les charges non décaissées n'étant pas déterminées par un paiement, elles constituent une composante plus subjective du résultat; ainsi pourront-elles différer d'une entreprise à l'autre, toutes autres choses étant égales, du fait de méthodes d'amortissement différentes ou d'une plus ou moins grande prudence lors de la constitution de provisions. En n'en tenant pas compte, c'est-à-dire en considérant les résultats bruts, on obtient une mesure moins précise et complète mais, sans doute, plus comparable des résultats des entreprises;
- ces charges n'ayant qu'une influence étalée dans le temps ou différée sur la trésorerie, elles constituent des ressources disponibles à plus ou moins longue échéance. De ce fait, elles peuvent être perçues comme un élément durable d'autofinancement et être additionnées au résultat net d'exploitation lorsque l'attention se porte sur la capacité d'autofinancement générée par l'activité courante de l'entreprise.

Il convient toutefois de garder à l'esprit que les charges non décaissées grèvent au même titre que d'autres charges les prix de revient et doivent donc entrer en ligne de compte pour l'appréciation de la rentabilité des entreprises.

La population statistique intervenant dans le calcul des ratios de marge est sensiblement plus étroite que celle intervenant dans le calcul des autres ratios (exception faite des ratios de productivité et coût du travail : voir point 3 ci-après). Cette différence provient du fait qu'environ 45 p.c. des entreprises qui établissent leurs comptes annuels selon un schéma abrégé usent de la latitude qui leur est laissée de ne pas mentionner le chiffre d'affaires, lequel constitue le dénominateur commun des ratios de marge.

L'impact de cette restriction sur la valeur des deux ratios concernés est toutefois limité étant donné qu'elle porte sur des entreprises de faible importance.

2. Ratios donnant la répartition primaire de la valeur ajoutée¹

La valeur ajoutée brute représente le supplément de valeur que, grâce à la mise en œuvre des facteurs de production, l'entreprise ajoute au montant des biens et services qu'elle a consommés.

Elle s'obtient en faisant la différence entre la valeur de la production et la valeur de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services consommés acquis auprès de tiers).

Calculée de cette façon, la valeur ajoutée mesure le montant brut de la richesse créée, au niveau de l'entreprise, du secteur ou de l'économie.

Elle fait l'objet d'une première répartition, dans le cadre même du processus de production, au bénéfice du personnel occupé et, dans une moindre mesure, des pouvoirs publics qui perçoivent divers impôts et taxes liés à l'exploitation²; la répartition qui intervient à ce stade entre le personnel et l'entreprise constitue un des principaux aspects de la vie économique et sociale.

La part qui reste à la disposition des entreprises, part qui est égale, en principe, à la différence entre la valeur ajoutée brute, d'une part, les frais de personnel et les impôts liés à l'exploitation, d'autre part, est communément appelée « Excédent brut d'exploitation »; celui-ci correspond concrètement au surplus dégagé par les activités courantes des entreprises avant prise en compte des charges non décaissées, des produits et charges financiers ou exceptionnels; il se confond, à une légère réserve près³, avec le résultat brut d'exploitation qui constitue le numérateur du ratio « Marge brute sur ventes ».

La valeur ajoutée calculée à partir des comptes annuels ne peut toutefois pas être complètement répartie entre frais de personnel, impôts liés à l'exploitation et excédent brut d'exploitation, étant donné qu'elle incorpore une quatrième composante, résiduelle : les « Autres charges d'exploitation ».

Celles-ci comprennent diverses charges d'exploitation non reprises ailleurs, tels les dommages et intérêts incombant aux entreprises eu égard à leur responsabilité civile, ou encore les moins-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles; le contenu de l'excédent brut d'exploitation ne correspond donc pas strictement à la définition habituelle. Il y a toutefois lieu de noter que ces « Autres charges d'exploitation » sont généralement faibles et n'affectent donc guère la répartition de la valeur ajoutée figurant aux tableaux à indicatif d⁴.

¹ Il s'agit de la valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation.

² Taxe de circulation, quotité du précompte immobilier qui n'est pas effectivement imputable sur l'impôt sur le résultat, timbres fiscaux, droits d'enregistrement, taxes provinciales et communales, droits d'accise, ...

³ Les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (rubrique 649 du compte de résultats) n'influencent pas l'excédent brut d'exploitation; elles interviennent par contre dans le calcul du numérateur de la marge brute sur ventes.

⁴ Les autres charges d'exploitation dont il est question ici sont regroupées avec les impôts et taxes relatifs à l'exploitation au sein du compte de résultats des schémas normalisés. Les annexes des schémas complets donnent toutefois la ventilation du montant total des « Autres charges d'exploitation » entre ces deux composantes, qui apparaissent séparément dans les tableaux à indicatif b.2.

3. Ratios de productivité et de coût du travail

Les ratios mesurant la productivité apparente et le coût unitaire du travail sont calculés en rapportant respectivement la valeur ajoutée et les frais de personnel au nombre de personnes occupées ; ils constituent les deux facteurs explicatifs du ratio susmentionné donnant la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée.

En effet,

$$\frac{\text{Frais de personnel}}{\text{Valeur ajoutée}} = \frac{\frac{\text{Frais de personnel}}{\text{Nombre de personnes occupées}^1}}{\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Nombre de personnes occupées}^1}}$$
$$= \frac{\text{Coût du travail par unité d'effectif}}{\text{Productivité du travail}}$$

Il y a toutefois lieu de noter que les données des tableaux à indicatif d ne concernent pas l'ensemble des entreprises du regroupement considéré : les ratios de productivité et de coût du travail n'ont en effet pu être calculés que pour 70 p.c. des entreprises, à savoir celles qui ont mentionné l'effectif occupé dans leurs comptes annuels, conformément aux prescriptions légales.

On rappellera par ailleurs que le ratio de productivité apparente du travail est ici calculé sur la base de la valeur ajoutée à prix courants, et non, comme c'est l'usage en analyse macroéconomique, sur la base d'une valeur ajoutée à prix constants.

4. Ratio d'acquisitions d'immobilisations corporelles en p.c. de la valeur ajoutée

Ce ratio fournit une mesure de la propension à investir des entreprises ; celle-ci est estimée en rapportant le montant des investissements corporels bruts à la valeur ajoutée ; ainsi calculé, ce ratio s'apparente au ratio macroéconomique qui mesure la part de la formation brute de capital fixe dans le produit intérieur brut.

5. Ratio de rentabilité nette des capitaux propres après impôts

Ce ratio, emprunté à l'analyse financière, s'obtient en rapportant le résultat net après impôts aux capitaux propres². Il correspond au concept classique de rentabilité financière ; la rentabilité est dite « financière » parce qu'au niveau microéconomique, c'est celle que l'investisseur compare au rendement des placements alternatifs : actions d'autres entreprises, emprunts d'Etat, placements bancaires, valeurs réelles (immobilier, or, œuvres d'art, ...).

¹ L'effectif occupé correspond, en principe, au rapport entre l'addition des journées de travail et des journées assimilées prestées par chaque travailleur pendant l'année et le nombre total de jours ouvrables dans l'entreprise, étant entendu que toute prestation fournie au cours d'une journée, quelle qu'en soit la durée, est considérée comme une journée de travail effectif. Ce calcul ne prend pas en considération le travail intérimaire étant donné que les charges correspondantes sont comptabilisées par l'entreprise utilisatrice en « services et biens divers » et non en « frais de personnel ».

² Rappelons que les montants globaux positifs et négatifs relatifs à ces deux rubriques ont été compensés pour le calcul du ratio.

6. Ratio capitaux propres/ensemble des moyens d'action

Ce ratio, dit de « solvabilité », mesure le degré d'autonomie financière des entreprises ; moins il est élevé, plus les entreprises dépendent des fonds fournis par les tiers et plus elles sont, en principe, exposées au risque de connaître des difficultés financières.

Pour l'interprétation du niveau de ce ratio, il y a toutefois lieu de considérer que celui-ci constitue, à l'échelon de l'entreprise, un des éléments déterminants de la rentabilité financière sur laquelle il agit par le biais de l'effet de levier financier¹. Dans cette optique, l'entreprise peut être amenée à accroître le taux d'endettement, et donc à réduire le ratio de solvabilité, pour accroître le rendement des capitaux propres. Ce comportement peut, s'il est suffisamment étendu, influencer à la baisse le ratio de solvabilité sans qu'il faille nécessairement y voir le signe d'une évolution défavorable.

3352. Volet II : Schémas complets

1. Ratios donnant les principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute en p.c. de la valeur ajoutée

Les ratios 1.1 à 1.9 et 1.11. qui apparaissent sous cet intitulé expriment, ici en pourcentage de la valeur ajoutée², les flux les plus significatifs repris en regard des rubriques identiques figurant aux tableaux à indicatif b.2. Les flux moins significatifs ont été regroupés au sein d'un ratio d'ajustement (1.10) qui permet de reconstituer intégralement l'épargne brute, exprimée en pourcentage de la valeur ajoutée.

De cette façon l'égalité suivante est vérifiée :

$$\begin{array}{l} 100 \\ - \text{Frais de personnel/valeur ajoutée} \\ - \text{Impôts et taxes d'exploitation/valeur ajoutée} \\ - \text{Autres charges d'exploitation/valeur ajoutée} \\ \hline = \text{Excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée} \\ + \text{Produit des actifs financiers}^3/\text{valeur ajoutée} \\ - \text{Charge des dettes/valeur ajoutée} \\ - \text{Impôts sur le résultat/valeur ajoutée} \\ - \text{Rémunération du capital/valeur ajoutée} \\ + \text{Solde des autres flux repris aux tableaux à indicatif b.2.}^4/\text{valeur ajoutée} \\ \hline = \text{Epargne brute/valeur ajoutée.} \end{array}$$

Ces ratios permettent essentiellement :

- de suivre dans le temps le partage réalisé entre frais de personnel et excédent brut d'exploitation ;

¹ L'effet de levier financier exprime le fait que l'appel à l'endettement permet d'accroître la rentabilité des capitaux propres tant que la rentabilité de l'ensemble des capitaux engagés est supérieure au taux d'intérêt moyen grevant les fonds de tiers.

² La valeur ajoutée reprise au dénominateur des ratios calculés pour les schémas complets est, comme pour les ratios calculés pour l'ensemble des schémas normalisés, la valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation.

³ Somme des produits des immobilisations financières et des produits des actifs financiers circulants.

⁴ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte – bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

- de retracer l'évolution relative de l'épargne brute ;
- d'identifier les flux de ressources ou de répartition qui expliquent principalement cette évolution.

2. Ratios 2 à 5

Les ratios 2 à 5 s'apparentant aux ratios 4 à 6 de la partie supérieure du tableau, ne sont plus commentés ici.

Ils ont été repris dans cette partie pour permettre

- leur rapprochement avec les autres ratios calculés pour les schémas complets ;
- l'analyse de leur évolution sur l'ensemble de la période 1978-1989 (voir la quatrième partie ci-après).

4. STATISTIQUES RETROSPECTIVES

Pour les raisons évoquées au point 312, il n'a pas été possible de dresser des statistiques rétrospectives pour les tableaux ayant l'indicatif a, b.1, b.2 ou c du nouveau chapitre XII.

Le lecteur trouvera, par contre, à la fin de cette partie, quatre tableaux statistiques donnant, pour la période 1978-1989, les valeurs chiffrées des ratios figurant dans le volet II des tableaux ayant l'indicatif d.

Les ratios se prêtent en effet mieux que les données absolues des autres tableaux à l'établissement de séries rétrospectives, pour les raisons suivantes :

- ils font appel à des rubriques (par exemple, la valeur ajoutée), qui ont été relativement peu affectées par la modification des schémas normalisés intervenue en 1984 ;
- s'agissant de données relatives, ils sont moins sensibles aux modifications de population statistique qui se sont produites au cours de la période.

La statistique rétrospective de ratios n'en est pas moins affectée dans une certaine mesure par les modifications légales et réglementaires entrées en vigueur en 1984. Les commentaires qui suivent exposent les principales implications de ces modifications, dont il faut tenir compte à l'examen des quatre tableaux présentés ci-après.

41. Incidence des modifications légales et réglementaires

La ligne verticale grasse qui sépare les données de l'année 1983 de celles de 1984 a pour objet de rappeler au lecteur les modifications légales et réglementaires intervenues à cette époque.

Celles-ci ont eu une incidence à la fois sur la population statistique et sur la nature de l'information de base.

411. Modification de la population statistique en 1984

Les modifications apportées par l'A.R. du 12 septembre 1983 au régime de publicité des comptes annuels ont exercé des effets en sens contraire sur la population d'entreprises établissant leurs comptes annuels selon un schéma complet.

L'extension de l'obligation de publicité aux organismes publics non sociétaires ainsi qu'aux sièges d'exploitation belges de sociétés de droit étranger, pour autant que les entreprises de ces nouvelles catégories atteignent une certaine taille, a permis d'intégrer dans le regroupement global, à partir de 1984, les comptes annuels de nouvelles catégories d'entreprises, et notamment de grandes entreprises comme la SNCB, la RTT, la Régie des Postes, Ford Werke et Esso Inc.

Mais simultanément, le relèvement des critères de taille déterminant l'obligation d'établir un compte annuel selon un schéma complet a autorisé plusieurs dizaines d'entreprises qui avaient établi leurs comptes annuels selon un schéma complet en 1983 à les établir selon un schéma abrégé en 1984.

Par solde, d'une année à l'autre, la population statistique « schémas complets » s'est réduite de quelque 15 p.c.; toutefois, grâce à l'intégration des grandes entreprises susmentionnées, cette diminution est allée de pair avec une augmentation sensible du taux de couverture, mesuré sur la base de la valeur ajoutée (voir supra : point 23).

412. Modification de l'information de base en 1984

A la suite de la modification des contenu et présentation des schémas complets, certaines rubriques ont été regroupées ou, inversement, ont été scindées.

Il s'ensuit que pour la période antérieure à l'année 1984 un certain nombre d'agrégats et de ratios ne peuvent pas être calculés selon la définition utilisée aujourd'hui dans les publications de la Centrale des Bilans; c'est par exemple le cas de l'épargne brute, et, conséquemment, du ratio rapportant l'épargne brute à la valeur ajoutée.

Dans un tel cas, la définition retenue pour les années postérieures à 1983 dans le cadre de la nouvelle statistique a été légèrement adaptée par rapport à celle utilisée dans les autres publications de la Centrale, de façon à limiter l'impact de la modification du schéma complet sur la cohérence temporelle des données; en pratique, elle est un peu moins précise mais présente en contrepartie l'avantage d'assurer une meilleure comparabilité dans le temps avec la période antérieure à 1984.

Il reste que dans un certain nombre de cas, le contenu des ratios figurant dans les tableaux à indicatif n'est pas rigoureusement le même selon qu'il s'agit des années 1978 à 1983 ou 1984 à 1989.

Les différences les plus significatives sont énumérées ci-après; dans tous les cas, il convient de noter que leur impact sur la valeur des ratios est minime.

a) Ratios faisant intervenir la valeur ajoutée au dénominateur pour le regroupement « Ensemble des entreprises non financières ».

* Avant 1984, la valeur ajoutée ne comprend pas les interventions de l'Etat visant à compenser l'impact négatif, sur les ressources d'exploitation des entreprises de transports intercommunaux, de la politique tarifaire qui leur est imposée.

* A partir de 1984, ces interventions sont comprises; il en résulte, ceteris paribus, une augmentation de la valeur ajoutée et corrélativement, une diminution des ratios ayant la valeur ajoutée comme dénominateur.

b) Ratios rapportant les acquisitions d'immobilisations corporelles et celles d'immobilisations financières à la valeur ajoutée.

* Avant 1984, ces flux sont établis sans tenir compte des plus-values et amortissements acquis de tiers, non connus.

* A partir de 1984, ils prennent ces deux rubriques en compte, pour la raison exposée au point 334.

Cette correction tend à réduire la valeur des acquisitions d'immobilisations.

- c) Ratio de rentabilité nette des capitaux propres, en ce qui concerne le regroupement « Ensemble des entreprises non financières ».
- * Avant 1984, les interventions des pouvoirs publics dans les charges d'exploitation (voir point a) et les charges financières des entreprises de transport intercommunaux sont assimilées à des interventions de tiers dans les pertes et n'influencent donc pas le résultat avant affectations et prélèvements.
 - * A partir de 1984, elles sont incorporées dans les produits d'exploitation et financiers et améliorent à due concurrence le résultat.

42. Incidence d'opérations exceptionnelles

Du fait de la faible dimension de l'économie belge, il arrive que le niveau ou l'évolution d'une donnée figurant dans la nouvelle statistique – de même d'ailleurs que les données macroéconomiques comparables puisées à d'autres sources – soient influencées de manière déterminante par une opération propre à une entreprise isolée.

L'annexe VIII indique un certain nombre de ces opérations; leur connaissance est en effet précieuse pour l'interprétation des statistiques.

43. Série statistique rétrospective de ratios

XII - 1d. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES – RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS
(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
II. Schémas complets													
Nombre de comptes annuels		10.582	11.435	11.979	12.449	13.106	13.726	11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute													
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	71,3	68,7	72,3	72,6	68,6	67,3	65,1	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4
1.3 Impôts et taxes d'exploitation ¹	-	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2,8	2,7	2,7	2,8	2,7	2,8
1.4 Autres charges d'exploitation ¹	-	5,8	5,4	4,7	4,5	4,6	5,0	1,5	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,3}	=	22,9	25,9	23,0	22,9	26,8	27,7	30,6	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7
1.6 Produit des actifs financiers ⁴	+	4,3	4,4	5,3	5,9	6,7	5,7	5,4	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3
1.7 Charge des dettes	-	7,8	7,9	9,6	11,0	10,8	9,7	9,4	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,3	4,2	3,8	3,1	3,5	3,6	3,3	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8
1.9 Rémunération du capital	-	4,4	4,9	3,1	3,1	4,4	5,5	5,9	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5
1.10 Solde des autres flux ⁵	+	1,2	1,8	0,9	0,6	1,7	3,1	0,7	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7
1.11 Epargne brute ³	=	12,9	15,1	12,7	12,2	16,5	17,7	18,2	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		20,1	22,5	23,0	19,0	21,5	18,4	19,9	19,7	20,6	20,0	21,9	26,5
3. Acquisitions d'immobilisations financières		4,6	5,1	6,2	4,5	6,7	8,5	6,2	8,4	10,1	11,9	16,7	24,4
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		2,5	5,3	0,6	-1,4	5,5	4,9	8,4	9,8	9,7	9,3	10,9	14,3
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		27,2	26,7	25,3	24,1	26,3	28,1	29,7	31,3	33,1	33,6	33,4	33,9

¹ La ventilation entre « Impôts et taxes d'exploitation » et « Autres charges d'exploitation » n'est disponible qu'à partir de 1984.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁴ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁵ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 2d. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE – RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
II. Schémas complets													
Nombre de comptes annuels		3.456	3.591	3.653	3.632	3.740	3.863	3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute													
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	75,8	73,8	75,5	75,5	70,3	70,0	67,6	67,8	64,7	64,3	61,5	61,1
1.3 Impôts et taxes d'exploitation ¹	-	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5
1.4 Autres charges d'exploitation ¹	-	3,6	3,4	3,0	3,0	3,0	2,9	1,3	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,3}	=	20,6	22,8	21,5	21,5	26,7	27,1	29,8	29,6	32,7	33,2	36,3	36,7
1.6 Produit des actifs financiers ⁴	+	2,2	2,4	2,7	3,0	3,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,1	8,2
1.7 Charge des dettes	-	6,5	6,3	7,7	8,9	8,7	7,4	6,7	6,2	5,5	5,0	4,8	5,9
1.8 Impôts sur le résultat	-	2,9	3,7	3,1	2,9	3,8	3,8	4,1	4,0	5,1	4,8	4,9	4,5
1.9 Rémunération du capital	-	2,2	2,7	1,8	1,8	2,7	4,1	3,8	4,7	4,7	4,8	5,3	6,0
1.10 Solde des autres flux ⁵	+	0,0	1,5	0,3	-0,2	1,3	3,9	1,3	-0,2	-0,5	-0,9	-0,8	-2,0
1.11 Epargne brute ³	=	11,2	14,0	11,9	10,7	16,0	18,7	19,8	18,0	20,4	21,4	24,6	26,5
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		14,9	15,9	17,7	13,2	14,9	15,0	15,9	17,1	19,1	18,4	20,4	24,1
3. Acquisitions d'immobilisations financières		2,7	4,3	4,2	3,7	4,3	7,1	5,1	7,8	8,8	11,6	13,7	22,7
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		-2,3	3,4	-0,5	-3,9	5,0	2,4	8,8	8,9	9,0	8,9	10,8	19,3
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		31,0	29,8	29,1	28,3	29,4	30,8	32,6	35,1	36,6	37,0	35,5	36,7

¹ La ventilation entre « Impôts et taxes d'exploitation » et « Autres charges d'exploitation » n'est disponible qu'à partir de 1984.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁴ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁵ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 3d. — COMMERCE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
II. Schémas complets													
Nombre de comptes annuels		3.950	4.376	4.677	4.968	5.331	5.658	4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute													
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	66,4	63,5	65,6	68,2	65,3	63,5	63,0	64,6	62,2	62,8	58,9	59,6
1.3 Impôts et taxes d'exploitation ¹	-	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	9,1	9,2	8,6	9,2	8,8	9,0
1.4 Autres charges d'exploitation ¹	-	10,4	9,7	8,1	7,2	7,5	10,2	1,8	1,8	1,3	1,1	1,0	1,4
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,3}	=	23,2	26,8	26,3	24,6	27,2	26,3	26,2	24,4	27,9	26,9	31,4	30,0
1.6 Produit des actifs financiers ⁴	+	6,1	5,0	8,3	10,3	13,8	9,5	9,2	10,9	8,8	7,1	6,3	10,1
1.7 Charge des dettes	-	7,3	8,3	12,0	13,8	13,5	11,3	9,9	9,1	7,9	6,9	6,8	8,4
1.8 Impôts sur le résultat	-	5,5	5,5	5,7	4,7	4,8	4,5	4,5	4,5	5,0	5,1	5,1	4,9
1.9 Rémunération du capital	-	4,6	4,4	4,0	4,4	4,7	5,3	6,1	6,5	6,8	6,8	7,2	9,2
1.10 Solde des autres flux ⁵	+	-0,1	-1,1	-1,7	-1,8	-3,1	-0,9	-1,4	0,2	-0,2	1,4	-1,6	-2,2
1.11 Epargne brute ³	=	11,8	12,5	11,2	10,2	14,9	13,8	13,5	15,4	16,9	16,6	16,9	15,5
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		12,0	13,9	12,1	11,3	12,5	12,9	12,8	12,2	12,9	15,3	17,4	18,5
3. Acquisitions d'immobilisations financières		7,0	5,3	7,9	5,7	5,8	10,5	8,7	10,6	16,6	10,0	13,3	22,5
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		7,0	8,1	6,8	5,7	11,5	12,9	10,1	11,7	11,8	11,5	13,4	13,8
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		24,3	22,4	22,5	22,6	22,8	24,6	23,2	24,3	27,7	26,8	26,2	26,4

¹ La ventilation entre « Impôts et taxes d'exploitation » et « Autres charges d'exploitation » n'est disponible qu'à partir de 1984.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁴ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁵ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 4d. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* – RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
II. Schémas complets													
Nombre de comptes annuels		2.161	2.384	2.565	2.748	2.861	3.036	2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute													
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	—	64,4	64,1	66,4	67,0	65,2	64,1	64,3	65,2	64,9	65,6	63,5	61,7
1.3 Impôts et taxes d'exploitation ¹	—	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2,0	2,3	2,3	2,1	1,6	1,8
1.4 Autres charges d'exploitation ¹	—	7,8	8,2	6,1	5,2	6,0	5,4	2,7	2,7	1,7	1,7	2,2	2,6
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,3}	=	27,8	27,7	27,5	27,8	28,8	30,5	31,1	29,8	31,2	30,7	32,7	34,0
1.6 Produit des actifs financiers ⁴	+	5,4	5,7	7,0	6,4	6,1	5,8	6,1	6,4	6,4	6,9	8,2	12,9
1.7 Charge des dettes	—	12,1	12,9	14,8	15,1	14,3	13,0	11,9	11,4	10,8	10,2	10,5	11,8
1.8 Impôts sur le résultat	—	4,0	3,7	3,5	3,4	3,2	3,1	3,1	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8
1.9 Rémunération du capital	—	2,8	3,0	2,3	2,3	2,6	2,7	3,6	4,0	4,4	4,8	5,4	5,9
1.10 Solde des autres flux ⁵	+	2,3	2,8	3,1	2,4	4,0	0,7	0,9	-0,3	0,2	0,1	0,6	1,1
1.11 Epargne brute ³	=	16,6	16,6	17,0	15,8	18,8	18,2	19,6	17,5	19,5	19,8	22,7	27,5
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		41,0	39,3	51,9	44,8	45,7	34,7	35,6	30,8	32,5	35,0	40,5	56,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières		11,7	9,6	9,1	6,0	7,7	10,8	8,0	12,4	13,0	17,7	27,5	32,8
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		-0,1	-0,7	-5,8	-6,0	1,1	2,4	7,6	8,4	11,1	7,2	8,4	12,5
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		19,4	21,0	18,1	15,2	15,3	18,7	17,2	17,4	19,1	22,9	25,1	25,2

¹ La ventilation entre « Impôts et taxes d'exploitation » et « Autres charges d'exploitation » n'est disponible qu'à partir de 1984.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁴ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁵ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

* A l'exclusion des centres de coordination.

CONCLUSION

Grâce au cadre légal et réglementaire mis en place en Belgique, la Centrale des Bilans a pu constituer une banque de données comptables et financières de grande valeur.

Comme en témoignent les réalisations évoquées dans l'article, elle tend à assurer une redistribution aussi large que possible de ces données, sous une forme brute ou élaborée, et selon des modalités adaptées aux besoins spécifiques des différentes catégories d'utilisateurs. A cet égard, elle espère que la nouvelle statistique qui est aujourd'hui présentée aux lecteurs du *Bulletin* constituera pour eux une base utile à leur information et à leurs travaux.

Extrait de l'annexe au Moniteur belge du 5 juillet 1977.

Annexe au Moniteur belge du 5 juillet 1977 — Bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 5 juli 1977

20663

2583 — 26

« Brabania », naamloze vennootschap, te Wommel,
F. Robbrechtsstraat 9-11

H.R. Brussel 260440 — BTW 400.670.871

Stichtingakte gepubliceerd in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 1955, nr. 21666. Wijzigingen aan de statuten werden gepubliceerd in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van 19 januari 1961, nr. 1292; 25 januari 1961, nr. 1706; 5 januari 1965, nr. 434; 20 augustus 1965, nr. 27359; 22 januari 1970, nr. 248-3.

Balans en verlies- en winstrekening per 31 december 1976

Goedgekeurd bij beslissing der algemene vergadering der vennoten van 9 mei 1977

Balans	
Activa	
Vastliggend	3 659 514
Omzetbaar	155 603 545
Beschikbaar	12 137 601
	<u>171 400 660</u>
Passiva	
Kapitaal	14 525 000
Wettelijke reserve	1 000 000
Bijzondere reserve	12 328 648
Reserve dubieuze klanten	168 000
Afschrijvingen	2 098 295
Eisbaar	140 181 894
Verlies- en winstrekening	1 098 823
	<u>171 400 660</u>
Verlies- en winstrekening 1976	
Debet	
Algemene kosten	93 771 538
Diverse lasten	1 719 228
Saldo	1 098 823
	<u>96 589 589</u>
Credit	
Brutowinst exploitatie	95 233 517
Diverse baten	1 356 072
	<u>96 589 589</u>
Winstverdeling	
Aan de wettelijke reserves	452 500
Aan de bijzondere reserves	646 323
	<u>1 098 823</u>

Toestand van het kapitaal

De 29 050 aandelen aan toonder voor een nominale waarde van 500 frank ieder, werden volledig volstort.

Samenstelling van de beheerraad

De heer Albert Lambert, beheerder van vennootschappen, Wommel, Fr. Robbrechtsstraat 7, afgevaardigde-beheerder en voorzitter van de beheerraad.

Mevr. Jacqueline Lambert, beheerster van vennootschappen, Wommel, Diepestraat 20, beheerster.

De heer Joseph De Mulder, zaakvoerder, Heidestraat 2, Hamme, beheerder.

De heer Marc Van Nieuwenhove, bestuurder, Diepestraat 20, Wommel, commissaris.

Voor echt verklaard uittreksel :

De afgevaardigde-beheerder,
(get.) Lambert, Albert.

Geboekt...

Neergelegd, 23 juni 1977, nr. 12180.

1 1/2 2 100 BTW 18 pct. 378 2 478

N. 2583 — 29

« Dairy Products Company Minimilk », société anonyme,
à Bruxelles, place du Nouveau Marché aux Grains 37

R.C. Bruxelles 369079 — T.V.A. 407.184.224

Acte constitutif du 11 juillet 1970, publié aux annexes du *Moniteur belge* du 17 juillet 1970, n° 2247-1

Bilan au 31 décembre 1976

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 1976

Actif	
Immobilisé	3 149 649
Réalisable	17 710 217
Disponible	1 742 586
Pertes et profits	1 363 127
	<u>23 965 579</u>
Passif	
Capital	8 240 000
Réserve légale	6 240
Réserve extraordinaire	118 557
Exigible	15 600 782
	<u>23 965 579</u>
Compte de pertes et profits	
Débit	
Solde au 1 ^{er} janvier 1976	703 684
Frais généraux	9 085 212
Perte sur exercice antérieure	13 169
Pertes exceptionnelles	41 720
	<u>9 843 785</u>
Crédit	
Bénéfice brut d'exploitation	8 450 890
Profits divers	27 928
Bénéfice sur exercice antérieure	1 832
Solde au 31 décembre 1976	1 363 127
	<u>9 843 785</u>

Répartition

Le résultat est reporté à l'exercice suivant.

Situation du capital

Entièrement libéré.

Administrateurs et commissaire en fonction

M. Albert Lambert, administrateur de société, rue F. Robbrechts 7, 1810 Wommel, administrateur.

M. Maks Zygbert Sziffer, administrateur de société, chaussée d'Ixelles 148, Ixelles, administrateur.

Mme Rosette Marie-Louise Dewinter, administrateur de société, rue Sleutelplas 80, Dilbeek, administrateur délégué.

M. Edouard Antinori, administrateur de société, rue Principale, à Koerich, Luxembourg, administrateur.

M. Frans Yskout, accountant, Heiststeenweg 91, Beerzel, commissaire.

Pour copie conforme :

L'administrateur délégué,
(signé) Dewinter, Rosette.

Enregistré...

Déposé, 23 juin 1977, n° 12179.

1 1 400 T.V.A. 18 p.c. 252 1 652

RECAPITULATION CHRONOLOGIQUE DES CATEGORIES D'ENTREPRISES TENUES DE PUBLIER DES COMPTES ANNUELS ETABLIS SELON LES SCHEMAS ANNEXES A L'A.R. DU 8 OCTOBRE 1976¹

1. Situation initiale : comptes annuels clôturés au cours des années 1977 à 1983

11. Sont tenues de publier des comptes annuels à établir selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976, les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions, les sociétés de personnes à responsabilité limitée et les sociétés coopératives dépassant *au moins un* des critères de taille suivants :

- Moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés : 50
- Chiffre d'affaires (hors TVA) : 50 millions de BEF
- Total du bilan : 25 millions de BEF

12. Bénéficient de la faculté de publier leurs comptes annuels selon un schéma abrégé, celles parmi ces sociétés qui sont réputées petites ou moyennes, c'est-à-dire celles qui n'occupent en moyenne annuelle pas plus de cent employés ou salariés, pour autant que leur chiffre d'affaires du dernier exercice, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, n'excède pas 100 millions de BEF, que le total du bilan à la clôture de l'exercice ne dépasse pas 50 millions de BEF, qu'elles n'aient pas fait appel public à l'épargne, au sens des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, et ne soient pas filiales d'entreprises auxquelles la loi impose le dépôt ou la publication de leurs comptes annuels.

Les grandes entreprises doivent, par contre, obligatoirement établir et publier leurs comptes annuels selon un schéma complet.

2. Modifications introduites par la loi du 1^{er} juillet 1983

L'obligation d'établir, selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976, les comptes annuels qu'elles sont tenues de publier est étendue à toutes les sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée et sociétés coopératives, *sans distinction de taille*; cette nouvelle disposition s'applique pour la première fois aux comptes annuels relatifs au premier exercice prenant cours après le 31 décembre 1983.

3. Modifications introduites par l'A.R. du 12 septembre 1983

31. Les critères de taille déterminant le schéma à utiliser sont adaptés comme suit :

Sont considérées comme grandes, les entreprises qui

- occupent, en moyenne annuelle, plus de 100 travailleurs

¹ Afin d'alléger le texte de cette annexe, les grandes catégories d'entreprises tenues de publier leurs comptes annuels, qui ne tombent pas sous l'application de l'A.R. du 8 octobre 1976, n'ont pas été rappelées; leur liste se trouve au point 1222 à la page 15 de l'article.

ou

— qui dépassent *plus d'un* des critères de taille suivants :

- * Moyenne annuelle des travailleurs occupés : 50
- * Chiffre d'affaires (hors TVA) : 80 millions de BEF
- * Total bilantaire : 40 millions de BEF

Les grandes entreprises doivent obligatoirement établir leurs comptes annuels selon un schéma complet. Les petites et moyennes entreprises ont la faculté de les établir selon un schéma abrégé.

Les nouveaux critères s'appliquent pour la première fois aux comptes annuels correspondant à l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983.

32. L'obligation d'établir et de publier des comptes annuels selon les schémas annexés à l'A.R. du 8 octobre 1976 est étendue, s'il s'agit de grandes entreprises au sens des critères énoncés au point 31, aux catégories d'entreprises suivantes :

- les sociétés de droit belge constituées sous la forme de société en nom collectif ou en commandite simple, comptant une ou plusieurs personnes morales parmi leurs associés ;
- les organismes publics non sociétaires qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel ;
- les succursales ou sièges d'opérations de sociétés de droit étranger, établis en Belgique.

Ces entreprises doivent dresser leurs comptes annuels selon le schéma complet normalisé à partir des comptes annuels clôturés à la fin du premier exercice prenant cours après le 31 décembre 1982.

4. Modifications introduites par l'A.R. du 16 janvier 1986

Les critères de taille qui déterminent qu'une entreprise est réputée grande ou, alternativement, petite ou moyenne sont relevés comme suit.

Sont considérées comme grandes, les entreprises qui

- occupent, en moyenne, plus de 100 travailleurs

ou

— qui dépassent *plus d'un* des critères de taille suivants :

- * Moyenne annuelle des travailleurs occupés : 50
- * Chiffre d'affaires (hors TVA) : 145 millions de BEF
- * Total bilantaire : 70 millions de BEF

L'adaptation des critères de taille s'applique également aux trois catégories d'entreprises visées au point 32.

Elle s'applique pour la première fois aux comptes annuels clôturés le 31 décembre 1985.

Compte annuel présenté selon le schéma complet annexé à l'A.R. du 8 octobre 1976.

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en milliers de francs)	
1. BILAN APRES REPARTITION			
ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISES			
	20/28		
I. Frais d'établissement (annexe I)	20	_____	_____
II. Immobilisations incorporelles (ann. II)	21	_____	_____
III. Immobilisations corporelles (ann. III)	22/27	_____	_____
A. Terrains et constructions	22	.....	.....
B. Installations, machines et outillage	23	.....	.....
C. Mobilier et matériel roulant	24	.....	.....
D. Location-financement et droits similaires	25	.....	.....
E. Autres immobilisations corporelles	26	.....	.....
F. Immobilisations en cours et acomptes versés ..	27	.....	.....
IV. Immobilisations financières (ann. IV et V)	28	_____	_____
A. Entreprises liées	280/1	.....	.....
1. Participations	280	.....	.....
2. Créances	281	.....	.....
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	.....	.....
1. Participations	282	.....	.....
2. Créances	283	.....	.....
C. Autres immobilisations financières	284/8	.....	.....
1. Droits sociaux	284	.....	.....
2. Créances et cautionnements en numéraire ..	285/8	.....	.....
ACTIFS CIRCULANTS			
	29/58		
V. Créances à plus d'un an	29	_____	_____
A. Créances commerciales	290	.....	.....
B. Autres créances	291	.....	.....
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	_____	_____
A. Stocks	30/36	.....	.....
1. Approvisionnements	30/31	.....	.....
2. En-cours de fabrication	32	.....	.....
3. Produits finis	33	.....	.....
4. Marchandises	34	.....	.....
5. Immeubles destinés à la vente	35	.....	.....
6. Acomptes versés	36	.....	.....
B. Commandes en cours d'exécution	37	.....	.....
VII. Créances à un an au plus	40/41	_____	_____
A. Créances commerciales	40	.....	.....
B. Autres créances	41	.....	.....
VIII. Placements de trésorerie (ann. V et VI)	50/53	_____	_____
A. Actions propres	50	.....	.....
B. Autres placements	51/53	.....	.....
IX. Valeurs disponibles	54/58	_____	_____
X. Comptes de régularisation (ann. VII)	490/1	_____	_____
TOTAL DE L'ACTIF	20/58		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en milliers de francs)	
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
	10/15	[]	[]
I. Capital (ann. VIII)	10	_____	_____
A. Capital souscrit	100	.....	.....
B. Capital non appelé	101	(.....)	(.....)
II. Primes d'émission	11	_____	_____
III. Plus-values de réévaluation	12	_____	_____
IV. Réserves	13	_____	_____
A. Réserve légale	130	.....	.....
B. Réserves indisponibles	131	.....	.....
1. Pour actions propres	1310	.....	.....
2. Autres	1311	.....	.....
C. Réserves immunisées	132	.....	.....
D. Réserves disponibles	133	.....	.....
V. { Bénéfice reporté	140	_____	_____
{ Perte reportée	141	(.....)	(.....)
VI. Subsidés en capital	15	_____	_____
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
VII. Provisions pour risques et charges	16	[]	[]
A. Pensions et obligations similaires	160	.....	.....
B. Charges fiscales	161	.....	.....
C. Grosses réparations et gros entretien	162	.....	.....
D. Autres risques et charges (ann. IX)	163/9	.....	.....
DETTES			
	17/49	[]	[]
VIII. Dettes à plus d'un an (ann. X)	17	_____	_____
A. Dettes financières	170/4	.....	.....
1. Emprunts subordonnés	170	.....	.....
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171	.....	.....
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	.....	.....
4. Etablissements de crédit	173	.....	.....
5. Autres emprunts	174	.....	.....
B. Dettes commerciales	175	.....	.....
1. Fournisseurs	1750	.....	.....
2. Effets à payer	1751	.....	.....
C. Acomptes reçus sur commandes	176	.....	.....
D. Autres dettes	178/9	.....	.....
IX. Dettes à un an au plus (ann. X)	42/48	_____	_____
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année ...	42	.....	.....
B. Dettes financières	43	.....	.....
1. Etablissements de crédit	430/8	.....	.....
2. Autres emprunts	439	.....	.....
C. Dettes commerciales	44	.....	.....
1. Fournisseurs	440/4	.....	.....
2. Effets à payer	441	.....	.....
D. Acomptes reçus sur commandes	46	.....	.....
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	.....	.....
1. Impôts	450/3	.....	.....
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	.....	.....
F. Autres dettes	47/48	.....	.....
X. Comptes de régularisation (ann. XI)	492/3	.....	.....
TOTAL DU PASSIF	10/49		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en milliers de francs)	
2. COMPTE DE RESULTATS (sous la forme de liste)			
I. Ventes et prestations	70/74	_____	_____
A. Chiffre d'affaires (annexe XII, A)	70	.....	.....
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)	71	.....	.....
C. Production immobilisée	72	.....	.....
D. Autres produits d'exploitation (ann. XII, B)	74	.....	.....
II. Coût des ventes et des prestations	60/64	(_____)	(_____)
A. Approvisionnements et marchandises	60	.....	.....
1. Achats	600/8	.....	.....
2. Variation des stocks (augmentation -, réduction +)	609	.....	.....
B. Services et biens divers	61	.....	.....
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (ann. XII, C2)	62	.....	.....
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	.....	.....
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -) (ann. XII, D) ...	631/4	.....	.....
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) (ann. XII, C3 et E) ..	635/7	.....	.....
G. Autres charges d'exploitation (ann. XIII, F)	640/8	.....	.....
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	649	(.....)	(.....)
III. Bénéfice d'exploitation	70/64	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Perte d'exploitation	64/70	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)
IV. Produits financiers	75	_____	_____
A. Produits des immobilisations financières	750	.....	.....
B. Produits des actifs circulants	751	.....	.....
C. Autres produits financiers (ann. XIII, A)	752/9	.....	.....
V. Charges financières	65	(_____)	(_____)
A. Charges des dettes (ann. XIII, B)	650	.....	.....
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II.E. (dotations +, reprises -) (ann. XIII, C)	651	.....	.....
C. Autres charges financières (ann. XIII, D)	652/9	.....	.....
VI. { Bénéfice courant avant impôts	70/65	<input type="text"/>	<input type="text"/>
 Perte courante avant impôts	65/70	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en milliers de francs)	
2. COMPTE DE RESULTATS			
<i>(sous la forme de liste) (suite)</i>			
VI. Bénéfice courant avant impôts	(70/65)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Perte courante avant impôts	(65/70)	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)
VII. Produits exceptionnels	76	_____	_____
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760	.....	.....
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	.....	.....
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	762	.....	.....
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	.....	.....
E. Autres produits exceptionnels (ann. XIV, A) ...	764/9	.....	.....
VIII. Charges exceptionnelles	66	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660	.....	.....
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	661	.....	.....
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels	662	.....	.....
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	663	.....	.....
E. Autres charges exceptionnelles (ann. XIV, B) ..	664/8	.....	.....
F. Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration	669	(.....)	(.....)
IX. { Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66	<input type="text"/>	<input type="text"/>
 { Perte de l'exercice avant impôts	66/70	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)
X. Impôts sur le résultat	67/77	_____	_____
A. Impôts (ann. XV)	670/3	(.....)	(.....)
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77	.....	.....
XI. { Bénéfice de l'exercice	70/67	<input type="text"/>	<input type="text"/>
 { Perte de l'exercice	67/70	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)
XII. { Prélèvements sur les réserves immunisées (+)	78	_____	_____
 { Transfert aux réserves immunisées	68	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)
XIII. { Bénéfice de l'exercice à affecter	(70/68)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
 { Perte de l'exercice à affecter	(68/70)	(<input type="text"/>)	(<input type="text"/>)

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en milliers de francs)	
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS			
A. { Bénéfice à affecter	70/69	.....	.....
{ Perte à affecter	69/70	(.....)	(.....)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	.....	.....
Perte de l'exercice à affecter	68/70	(.....)	(.....)
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	.....	.....
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690	(.....)	(.....)
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	.....	.....
1. sur le capital et les primes d'émission	791	.....	.....
2. sur les réserves	792	.....	.....
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(.....)	(.....)
1. au capital et aux primes d'émission	691	.....	.....
2. à la réserve légale	6920	.....	.....
3. aux autres réserves	6921	.....	.....
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	(.....)	(.....)
2. Perte à reporter	793	.....	.....
E. Intervention d'associés dans la perte	794	.....	.....
F. Bénéfice à distribuer	694/6	(.....)	(.....)
1. Rémunération du capital	694	.....	.....
2. Administrateurs ou gérants	695	.....	.....
3. Autres allocataires	696	.....	.....

Compte annuel présenté selon le schéma abrégé annexé à l'A.R. du 8 octobre 1976.

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en francs)	
1. BILAN APRES REPARTITION			
ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISES			
	20/28	<input type="text"/>	<input type="text"/>
I. Frais d'établissement	20	_____	_____
II. Immobilisations incorporelles (annexe I, A)	21	_____	_____
III. Immobilisations corporelles (ann. I, B)	22/27	_____	_____
A. Terrains et constructions	22	.....	.....
B. Installations, machines et outillage	23	.....	.....
C. Mobilier et matériel roulant	24	.....	.....
D. Location-financement et droits similaires	25	.....	.....
E. Autres immobilisations corporelles	26	.....	.....
F. Immobilisations en cours et acomptes versés ...	27	.....	.....
IV. Immobilisations financières (ann. I, C et II)	28	_____	_____
ACTIFS CIRCULANTS			
	29/58	<input type="text"/>	<input type="text"/>
V. Créances à plus d'un an	29	_____	_____
A. Créances commerciales	290	.....	.....
B. Autres créances	291	.....	.....
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	_____	_____
A. Stocks	30/36	.....	.....
B. Commandes en cours d'exécution	37	.....	.....
VII. Créances à un an au plus	40/41	_____	_____
A. Créances commerciales	40	.....	.....
B. Autres créances	41	.....	.....
VIII. Placements de trésorerie (ann. II)	50/53	_____	_____
IX. Valeurs disponibles	54/58	_____	_____
X. Comptes de régularisation	490/1	_____	_____
TOTAL DE L'ACTIF	20/58		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en francs)	
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
	10/15	<input type="text"/>	<input type="text"/>
I. CAPITAL (ann. III)	10	_____	_____
A. Capital souscrit	100	.....	.....
B. Capital non appelé	101	(.....)	(.....)
II. Primes d'émission	11	_____	_____
III. Plus-values de réévaluation	12	_____	_____
IV. Réserves	13	_____	_____
A. Réserve légale	130	.....	.....
B. Réserves indisponibles	131	.....	.....
1. Pour actions propres	1310	.....	.....
2. Autres	1311	.....	.....
C. Réserves immunisées	132	.....	.....
D. Réserves disponibles	133	.....	.....
V. { Bénéfice reporté	140	_____	_____
{ Perte reportée	141	(_____)	(_____)
VI. Subsidés en capital	15	_____	_____
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
VII. Provisions pour risques et charges (ann. IV) ..	16	<input type="text"/>	<input type="text"/>
DETTES			
	17/49	<input type="text"/>	<input type="text"/>
VIII. Dettes à plus d'un an (ann. V)	17	_____	_____
A. Dettes financières	170/4	.....	.....
1. Etablissements de crédit, dettes de location- financement et assimilées	172/3	.....	.....
2. Autres emprunts	174/0	.....	.....
B. Dettes commerciales	175	.....	.....
C. Acomptes reçus sur commandes	176	.....	.....
D. Autres dettes	178/9	.....	.....
IX. Dettes à un an au plus (ann. V)	42/48	_____	_____
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année ...	42	.....	.....
B. Dettes financières	43	.....	.....
1. Etablissements de crédit	430/8	.....	.....
2. Autres emprunts	439	.....	.....
C. Dettes commerciales	44	.....	.....
1. Fournisseurs	440/4	.....	.....
2. Effets à payer	441	.....	.....
D. Acomptes reçus sur commandes	46	.....	.....
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	.....	.....
1. Impôts	450/3	.....	.....
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	.....	.....
F. Autres dettes	47/48	.....	.....
X. Comptes de régularisation	492/3	_____	_____
TOTAL DU PASSIF	10/49		

2. COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
		(en francs)	
I. Produits et charges d'exploitation			
Chiffre d'affaires	70	.....	.....
Approv. et march.; services et biens divers	60/61	.....	.....
A.B. Marge brute d'exploitation (solde positif)	70/61	.....	.....
Marge brute d'exploitation (solde négatif) . (-)	61/70	(.....)	(.....)
C. Rémun., charges sociales et pens. (ann. VI, 2) (-)	62	(.....)	(.....)
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	(.....)	(.....)
E. Réduction de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (do- tations -, reprises +)	631/4	.....	.....
F. Provisions pour risques et charges (dotations -, utilisations et reprises +)	635/7	.....	.....
G. Autres charges d'exploitation	640/8	(.....)	(.....)
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	649	(.....)	(.....)
{ Bénéfice d'exploitation	70/64	<input type="text"/>	<input type="text"/>
{ Perte d'exploitation	64/70	(.....)	(.....)
II. Produits financiers	75	.....	.....
Charges financières	65	(.....)	(.....)
{ Bénéfice courant avant impôts	70/65	<input type="text"/>	<input type="text"/>
{ Perte courante avant impôts	65/70	(.....)	(.....)
III. Produits exceptionnels	76	.....	.....
Charges exceptionnelles	66	(.....)	(.....)
{ Bénéfice de l'exercice avant impôts	70/66	<input type="text"/>	<input type="text"/>
{ Perte de l'exercice avant impôts	66/70	(.....)	(.....)
IV. Impôts sur le résultat	67/77	.....	.....
{ Bénéfice de l'exercice	70/67	<input type="text"/>	<input type="text"/>
{ Perte de l'exercice	67/70	(.....)	(.....)
V. Prélèvements sur les réserves immunisées (+)	78	.....	.....
Transfert aux réserves immunisées	68	(.....)	(.....)
{ Bénéfice de l'exercice à affecter	(70/68)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
{ Perte de l'exercice à affecter	(68/70)	(.....)	(.....)
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS			
A. { Bénéfice à affecter	70/69	.....	.....
{ Perte à affecter	69/70	(.....)	(.....)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	.....	.....
Perte de l'exercice à affecter	68/70	(.....)	(.....)
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	.....	.....
Perte reportée de l'exercice précédent	690	(.....)	(.....)
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2	.....	.....
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(.....)	(.....)
1. au capital et aux primes d'émission	691	.....	.....
2. à la réserve légale	6920	.....	.....
3. aux autres réserves	6921	.....	.....
D. 1. Bénéfice à reporter	693	(.....)	(.....)
2. Perte à reporter	793	.....	.....
E. Intervention d'associés (ou du propriétaire) dans la perte	794	.....	.....
F. Bénéfice à distribuer	694/6	(.....)	(.....)
1. Rémunération du capital	694	.....	.....
2. Administrateurs ou gérants	695	.....	.....
3. Autres allocataires	696	.....	.....

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES ET CONDITIONS DE LIVRAISON DES SUPPORTS DE DIFFUSION DES COMPTES ANNUELS

1. Les supports de diffusion reprographiques

11. LES MICROFILMS

Concerne : tous les comptes annuels déposés au cours d'une année civile.

Contenu : toutes les informations figurant sur les documents originaux, donc également celles qui ne seront pas encodées.

Avec les photocopies, les microfilms sont les seuls supports disponibles pour les comptes annuels établis autrement que selon les schémas normalisés (comptes des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des entreprises étrangères) et pour les comptes consolidés.

Conditions d'obtention : abonnement annuel dont le prix hors TVA s'élève à 30.000 BEF.

Disponibilité : les microfilms sont assemblés sous forme de bobines confectionnées en fonction du rythme des dépôts des comptes annuels et expédiées au fur et à mesure aux abonnés.

Le délai entre le dépôt d'un compte annuel et sa diffusion sur microfilm est au plus de quinze jours ouvrables (trois semaines).

12. LES PHOTOCOPIES

121. Demande occasionnelle

Concerne : n'importe quelle vue de microfilm.

Contenu : identique à celui des microfilms.

Conditions d'obtention : 10 BEF par page, frais d'envoi éventuels et TVA non compris; délivrance immédiate auprès de n'importe quel siège de la Banque Nationale de Belgique ou par correspondance, moyennant paiement préalable.

Disponibilité : dès confection du microfilm, soit environ trois semaines après le dépôt des comptes annuels concernés.

122. L'abonnement de surveillance

Toute personne intéressée par les comptes annuels d'une ou plusieurs entreprises peut, moyennant paiement d'une redevance forfaitaire annuelle s'élevant par entreprise suivie à 90 BEF hors TVA, obtenir la fourniture automatique des photocopies des comptes déposés dans le courant de l'année civile dès que ces comptes ont été déposés. Les photocopies ainsi livrées sont décomptées au prix hors TVA de 10 BEF la page.

2. Les supports de diffusion informatiques

21. LES BANDES MAGNETIQUES

Concerne : tous les comptes annuels déposés au cours d'une année civile avec possibilité de choix entre les comptes :

- 1) établis selon un schéma normalisé ;
- 2) établis selon un schéma normalisé et dont l'actif total est supérieur ou égal à 25 millions de BEF ;
- 3) établis selon le schéma complet.

Contenu : les données chiffrées telles qu'elles sont extraites des comptes annuels complétées par les informations permettant d'identifier l'entreprise : dénomination, adresse, forme juridique et secteur d'activité (code NACE).

Conditions d'obtention : abonnement annuel dont le prix hors frais d'expédition éventuels et TVA s'élève respectivement à 750.000 BEF, 300.000 BEF ou 250.000 BEF selon qu'il s'agisse de tous les comptes annuels normalisés, de tous les comptes annuels normalisés dont l'actif total est supérieur ou égal à 25 millions de BEF ou des seuls comptes annuels établis selon le schéma complet.

Disponibilité : les comptes annuels sont disponibles environ un mois et demi après leur dépôt ; la fréquence des livraisons des bandes magnétiques est, au choix de l'abonné, hebdomadaire, bimensuelle ou mensuelle.

Remarques :

- 1) Les abonnés aux bandes magnétiques peuvent en outre recevoir sans supplément de prix, sur disquette, les informations contenues dans les comptes annuels et concernant la détention de participations et actions dans d'autres entreprises.
- 2) Les abonnés aux bandes magnétiques peuvent souscrire un abonnement complémentaire aux corrections apportées aux comptes annuels par la Centrale des Bilans (prix : 69.000 BEF, supports magnétiques, frais d'envoi éventuels et TVA non compris ; livraison mensuelle).
- 3) Pour l'obtention sur bandes magnétiques des données éventuellement corrigées des comptes annuels clôturés au cours d'une année civile antérieure, les prix mentionnés ci-dessus sont réduits de moitié.

22. LE DISQUE COMPACT (CD-ROM)

Concerne : pour chaque entreprise, les trois plus récents comptes annuels normalisés clôturés au cours des cinq dernières années.

Contenu : outre les données chiffrées éventuellement corrigées des comptes annuels, on y trouve aussi pour chaque entreprise :

- ses données signalétiques (dénomination, adresse, forme et situation juridiques, code NACE, ...);
- la liste des participations et actions détenues dans d'autres entreprises ;
- la valeur d'une série de ratios et
- si l'entreprise a établi ses comptes annuels selon un schéma complet, la liste des administrateurs, commissaires et gérants.

Y figurent également les statistiques sectorielles.

Chaque édition du disque est livrée avec un logiciel de recherche et de restitution des données qui permet :

- d'accéder à toutes les informations reproduites sur le disque et de les éditer ;
- d'opérer des sélections d'entreprises à partir de 42 clés qui peuvent être combinées à souhait ;
- d'effectuer des recherches sur les relations financières entre les entreprises répertoriées sur le disque.

Le logiciel de base permet d'afficher ou d'imprimer tout ou partie des comptes annuels des entreprises sélectionnées, préalablement triées selon l'un ou l'autre critère, d'imprimer des étiquettes avec leur adresse, ou encore de transférer certains documents (nom et numéro de TVA, adresse pour étiquettes) en format ASCII.

L'utilisateur peut en outre acquérir un logiciel séparé qui propose diverses fonctions statistiques et graphiques ainsi qu'une fonction de transfert des informations sélectionnées sur le disque dur du PC dans les formats suivants : DIF, MULTIPLAN, DBASE III, DBASE IV, ASCII, SYMPHONY/LOTUS 1, 2, 3 et EXCEL.

Conditions d'obtention : pour offrir aux utilisateurs les données les plus récentes, la Centrale des Bilans édite six disques par an. Il est possible de s'abonner à ces six éditions annuelles (150.000 BEF¹) ou à quatre éditions au choix (125.000 BEF¹). L'achat d'un disque séparé revient à 60.000 BEF¹. Des réductions sont accordées en cas d'achats ou d'abonnements multiples à des mêmes éditions.

Disponibilité : les six éditions sont réparties sur l'année de manière telle que chacune contienne environ un même nombre de nouveaux comptes annuels, le délai entre leur dépôt et leur parution sur CD-ROM variant de deux à quatre mois.

Remarque :

Il est possible d'obtenir sur listing, l'ensemble des données reproduites sur une édition CD-ROM pour une entreprise déterminée, aux conditions suivantes :

- comptes annuels synthétiques + ratios : 200 BEF¹
- comptes annuels complets + ratios : 250 BEF¹.

Ce produit peut être directement obtenu auprès des sièges de la Banque qui disposent d'une infrastructure CD-ROM : Bruxelles, Anvers, Courtrai, Charleroi, Gand, Hasselt, Liège et Namur. Les personnes intéressées peuvent également s'adresser aux autres sièges de la Banque, lesquels répercuteront leur demande auprès de l'un des sièges susmentionnés.

¹ A majorer de la TVA et d'éventuels frais d'envoi.

MODALITES DE DIFFUSION DES STATISTIQUES ETABLIES PAR OU AVEC LA COLLABORATION DE LA CENTRALE DES BILANS

1. Statistiques sectorielles nationales

Disponibles pour 37 regroupements principaux (les « PU ») et quelque 100 regroupements détaillés (les « DI »).

Ces statistiques sont diffusées sous la forme de :

- brochures sectorielles pour les exercices 1988 et 1989. Elles peuvent être obtenues auprès de tous les sièges de la Banque Nationale de Belgique au prix de 57 BEF¹. Le prix de l'ensemble des principaux regroupements qui, dans la nomenclature des secteurs, sont assortis d'un numéro de code précédé de PU, est de 1.415 BEF¹ ;
- listings pour les exercices 1988 et 1989. Ils peuvent être obtenus auprès des sièges de la Banque, aux conditions suivantes¹ :

Par regroupement sectoriel et pour les deux dernières années disponibles	Schémas complets	Schémas abrégés	Schémas complets et abrégés
Statistique de ratios	50 BEF	50 BEF	50 BEF
Globalisation + statistique de ratios	250 BEF	250 BEF	—
Globalisation, statistique de ratios et tableau des ressources et emplois	300 BEF	—	—

Les listings présentent, par rapport aux brochures sectorielles, un double avantage : ils permettent

- * de limiter la commande à certains types de statistiques, par exemple la statistique de ratios ;
 - * de disposer des données deux à trois mois plus tôt ;
- photocopies, pour les exercices 1984, 1985, 1986 et 1987, au prix de 10 BEF la page¹ ; le client peut commander tout ou une partie des informations disponibles.

Les statistiques sectorielles sont également disponibles, pour les exercices 1984 et suivants :

- sur bande magnétique, en ce qui concerne les globalisations et les tableaux des ressources et emplois. Elles sont vendues au prix de 6.400 BEF par catégorie de statistiques (coût de la (ou des) bande(s) magnétique(s) non compris)¹ ;
- sur disquettes, en ce qui concerne les statistiques de ratios ; l'ensemble de celles-ci est reproduit sur 12 disquettes vendues au prix global de 14.400 BEF¹ ; la Banque offre également la possibilité de n'acquérir que les statistiques relatives à un type

¹ A majorer de la TVA et d'éventuels frais d'envoi.

de schéma de comptes (complet, abrégé) aux deux schémas réunis, et/ou à une catégorie de regroupements sectoriels (PU ou DI). Dans ce cas, le prix s'élève, par type de schémas, à

* 1.200 BEF¹ pour tous les secteurs PU ;

* 3.600 BEF¹ pour tous les secteurs DI.

2. Statistiques harmonisées à l'échelle internationale

Le fichier de la banque de données BACH accessible au public fournit par pays, par année, par secteur et par taille, les valeurs agrégées de 68 postes comptables repris dans un schéma harmonisé établi par les services de la Commission en s'inspirant des prescriptions de la IVe Directive.

Le prix de base de la banque BACH est fixé à 50.000 BEF ; il est modulé en fonction du statut des utilisateurs et de l'utilisation qu'ils envisagent de faire des données (recherche, rediffusion, ...).

Toute demande de renseignement ou commande relative à la banque de données BACH doit être adressée à la Commission des Communautés européennes, Direction générale des affaires économiques et financières (DGII-B-2), rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles (tél. : 02/235.88.36).

3. Statistiques régionales

Les principales caractéristiques des publications en la matière sont exposées dans l'annexe VII.

Les modalités de diffusion sont les suivantes :

— « De Belgische ondernemingen financieel doorgelicht »

* « Regionale, dimensionele en sectoriële verschillen voor het boekjaar 1987. » (décembre 1989) ;

* « Regionale en dimensionele verschillen voor de boekjaren 1986 - 1987 - 1988 » (octobre 1990).

Ces deux publications sont disponibles au prix de 500 BEF l'exemplaire auprès du secrétariat de la « Vereniging van Vlaamse Kamers voor Handel en Nijverheid v.z.w. », Grote Markt 46, 9100 Sint-Niklaas.

— « Cahiers de Microéconomie régionale », n^{os} 1, 2, 3 et 4, diffusés sous forme d'abonnement (2.400 BEF) à souscrire auprès du Centre Interuniversitaire de Formation Permanente, avenue Général Michel 1B, 6000 Charleroi.

4. Notes annuelles rédigées par la Centrale des Bilans sur l'évolution des résultats et de la structure financière des entreprises

Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises : *Cahiers* de la Banque Nationale de Belgique n^{os} 2, 5 et 8.

Un exemplaire de ces publications peut être obtenu sur simple demande adressée au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles (tél. : 02/221.20.33).

¹ A majorer de la TVA et d'éventuels frais d'envoi.

**PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PUBLICATIONS PRESENTANT
DES STATISTIQUES REGIONALES ETABLIES A PARTIR DES COMPTES ANNUELS DES
ENTREPRISES NON FINANCIERES**

	De Belgische ondernemingen financieel doorgelicht	Cahiers de Microéconomie régionale
Editeur	Vereniging van Vlaamse Kamers voor Handel & Nijverheid	Centre Interuniversitaire de Formation Permanente (CIFO-P)
Fréquence d'édition	annuelle	4 cahiers/an
Aires géographiques considérées	Région flamande Région wallonne Belgique	10 sous-régions : 5 en Wallonie et 5 en Flandre
Années considérées	1987 1988 1989	1986 1987 1988
Découpages considérés	Grandes entreprises (schémas complets) et PME (schémas abrégés) Ensemble des entreprises non financières Industrie manufacturière Construction Commerce Services non financiers	Grandes entreprises (schémas complets) et PME (schémas abrégés) Ensemble des entreprises non financières
Paramètres statistiques considérés	Rubriques globalisées Ratios calculés sur la base des données globalisées Médianes de distribution de ratios individuels	Valeurs caractéristiques de distribution de ratios individuels : médiane, quartiles, moyenne et écart-type corrigés
Aspects considérés	Conditions d'exploitation Rentabilité financière Structures et charges financières Investissements	Principales caractéristiques des populations d'entreprises des différentes sous-régions Indicateurs synthétiques de performance Conditions et rentabilité d'exploitation Structures et charges financières Structure des moyens engagés et ratios d'investissement
Commentaires	Méthodologiques et descriptifs	Méthodologiques et didactiques
Sources statistiques autres que la Centrale des Bilans	Enquête propre auprès de 225 grandes entreprises dont le siège social est situé à Bruxelles	Rapport annuel de la Banque Nationale pour les données macroéconomiques O.N.S.S., pour l'élaboration d'indices de spécialisation et d'attractivité régionales

RELEVÉ D'OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES QUI ONT EXERCÉ UNE INFLUENCE DETERMINANTE SUR CERTAINES VALEURS DES SÉRIES STATISTIQUES RELATIVES À L'ENSEMBLE DES SCHEMAS COMPLETS

1982 : La s.a. PETROFINA a mentionné des produits d'immobilisations financières pour un montant de 19,3 milliards de BEF ; ce montant qui est plus de deux fois plus élevé que ceux mentionnés pour les années antérieures et postérieures à 1982 — lesquels sont déjà considérables à l'échelle du secteur — explique à lui seul la pointe enregistrée en 1982 dans le *commerce* pour le ratio « produits des actifs financiers/valeur ajoutée ». L'évolution de ce ratio selon qu'on inclut ou non les données de PETROFINA dans son calcul est la suivante :

	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Commerce</i>					
Y compris PETROFINA (en p.c.) (tableau XII-3d.)	8,3	10,3	13,8	9,5	9,2
A l'exclusion de PETROFINA (en p.c.)	5,0	6,1	6,2	5,8	5,4
<i>Ensemble des entreprises non financières</i>					
Y compris PETROFINA (en p.c.) (tableau XII-1d.)	5,3	5,9	6,7	5,7	5,4
A l'exclusion de PETROFINA (en p.c.)	4,6	5,1	5,2	5,0	4,8

1983 : La s.a. COCKERILL-SAMBRE a comptabilisé des

- charges exceptionnelles au titre d'amortissements, réductions de valeur et provisions pour un montant de 50,8 milliards de BEF ;
- « autres » produits exceptionnels pour un montant de 31,7 milliards de BEF.

Par solde, ces produits et charges exceptionnels ont contribué à concurrence de 19,1 milliards de BEF à la perte de 34,4 milliards de BEF subie par la société en 1983. Comme l'indique le tableau qui suit, ces résultats ont affecté le résultat net globalisé et la rentabilité nette des capitaux propres de l'*industrie manufacturière* (et du *regroupement général*) dans une mesure sensible.

	Résultat net globalisé de 1983 (en milliards de BEF)	Rentabilité nette des capitaux propres en 1983 (en p.c.)
<i>Industrie manufacturière</i>		
Y compris COCKERILL-SAMBRE	14,8	2,4 (tableau XII-2d.)
A l'exclusion des charges et produits exceptionnels actés par COCKERILL-SAMBRE	33,9	5,6
A l'exclusion de COCKERILL-SAMBRE	49,2	8,3
<i>Ensemble des entreprises non financières</i>		
Y compris COCKERILL-SAMBRE	69,2	4,9 (tableau XII-1d.)
A l'exclusion des charges et produits exceptionnels actés par COCKERILL-SAMBRE	88,3	6,2
A l'exclusion de COCKERILL-SAMBRE	103,6	7,3

A noter que les amortissements, réductions de valeur et provisions exceptionnels étant repris dans l'épargne brute, celle-ci n'est pas affectée négativement, en 1983, par les 50,8 milliards de charges de cette nature actées par Cockerill-Sambre ; c'est la raison pour laquelle la baisse de la rentabilité nette des capitaux propres en 1983 ne se reflète pas dans l'évolution du ratio rapportant l'épargne brute à la valeur ajoutée (tableaux XII-1d. et XII-2d.).

1987 : La s.a. DISTRIGAZ a pris en leasing les installations du terminal de Zeebrugge construites par la s.a. Société Nationale du Terminal Méthanier (S.N.T.M.). Comme cette opération, qui porte sur un montant de 23,8 milliards de BEF, ne constitue qu'un transfert d'actifs – aucun investissement nouveau n'a été réalisé – elle a été gommée des rubriques concernées du bilan, ainsi que des acquisitions d'immobilisations corporelles de l'ensemble des entreprises non financières.

De ce fait, le niveau du ratio « acquisitions d'immobilisations corporelles/valeur ajoutée » est moins élevé en 1987 : 20 p.c. contre 21,1 p.c. si on y avait inclus l'investissement précité.

1989 : La société SOLVAY a procédé à une importante restructuration de son portefeuille de participations.

Celle-ci s'est traduite, dans les comptes annuels de la société, par des mouvements comptables de grande ampleur d'un certain nombre de rubriques, notamment du bénéfice net après impôts dont le niveau – 61,1 milliards de BEF – est très largement influencé par la comptabilisation de 53,3 milliards de plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés.

Le ratio de rentabilité nette des capitaux propres est dès lors sensiblement différent selon que l'on prend ou non cette opération en compte.

	Résultat net globalisé de 1989 (en milliards de BEF)	Rentabilité nette des capitaux propres en 1989 (en p.c.)
<i>Industrie manufacturière</i>		
Y compris SOLVAY	225,5	19,3 (tableau XII-2d.)
A l'exclusion des plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés actées par SOLVAY	172,2	14,7
A l'exclusion de SOLVAY	164,4	15,5 ¹
<i>Ensemble des entreprises non financières</i>		
Y compris SOLVAY	460,2	14,3 (tableau XII-1d.)
A l'exclusion des plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés actées par SOLVAY	406,9	12,6
A l'exclusion de SOLVAY	399,1	12,8 ¹

¹ Le ratio est plus élevé lorsqu'on exclut l'ensemble des données comptables relatives à SOLVAY, et pas seulement les plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés, étant donné que les capitaux propres intervenant au dénominateur sont alors diminués du montant des capitaux propres de SOLVAY.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	
3. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 3a	
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	
b) Industrie manufacturière :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	
c) Industrie de la construction :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4c.3	
d) Commerce :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	
II. — Population, emploi, chômage.		
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Agriculture	III - 1	
2. Pêche maritime	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. Production industrielle	IV - 1	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction	IV - 5	
6. Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activités de la SNCB et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	
4. Chambres de compensation :		
a) Nombre d'opérations	V - 4a	
b) Montant des opérations	V - 4b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Indices de prix.		
1. Matières premières	VII - 1	
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	
3. Prix à la consommation en Belgique :		
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	
4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'UEBL.		
1-2-3. Balance sur base des transactions :		
— Chiffres annuels	IX - 1	
— Soldes trimestriels	IX - 2	
— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3	
4. Balance sur base de caisse	IX - 4	
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5	
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6	
X. — Marché des changes.		
1. Cours de change indicatifs :		
a) Pays CEE	X - 1a	
b) Pays autres que la CEE	X - 1b	
2. Système Monétaire Européen :		
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a	
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge	X - 2b	
c) Indicateurs de divergence	X - 2c	
d) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 2d	
3. Cours de change effectifs	X - 3	
XI. — Finances publiques.		
1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1	
2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2	
3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3	
4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4	
5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5	
6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6	
7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7	
8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8	
XII. — Globalisation des comptes annuels des entreprises non financières.		
1. Ensemble des entreprises non financières		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 1a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 1b.1	
2. Schémas complets	XII - 1b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 1c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 1d	
2. Industrie manufacturière		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 2a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 2b.1	
2. Schémas complets	XII - 2b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 2c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 2d	
3. Commerce		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 3a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 3b.1	
2. Schémas complets	XII - 3b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 3c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 3d	
4. Services non financiers privés		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 4a	

- b) Globalisation des flux de résultats
 - 1. Schémas complets et abrégés XII - 4b.1
 - 2. Schémas complets XII - 4b.2
- c) Globalisation des flux d'investissements XII - 4c
- d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels XII - 4d

XII bis. — Créances et dettes dans l'économie belge.

- 1. Encours :
 - a) au 31 décembre 1987 XII bis - 1a
 - b) au 31 décembre 1988 XII bis - 1b
- 2. Mouvements en 1988 XII bis - 2
- 3. Encours (totaux sectoriels) :
 - a) au 31 décembre 1987 XII bis - 3a
 - b) au 31 décembre 1988 XII bis - 3b
- 4. Mouvements en 1988 (totaux sectoriels) XII bis - 4

XIII. — Organismes principalement monétaires.

- 1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires XIII - 1
- 2. Bilans :
 - a) Banque Nationale de Belgique XIII - 2a
 - b) Organismes publics monétaires XIII - 2b
 - c) Banques de dépôts XIII - 2c
 - d) Ensemble des organismes principalement monétaires XIII - 2d
- 3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires XIII - 3
- 4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires XIII - 4
- 5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires XIII - 5a
- b) Réserves de change nettes au comptant de la Banque Nationale de Belgique XIII - 5b
- 10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique XIII - 10
- Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique XIII - 10
- 11. Comptes de chèques postaux XIII - 11
- 12. Situation globale des banques XIII - 12
- 13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

- 4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ... XIV - 4
- 5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :
 - a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages XIV - 5a
 - b) Bilans de la CGER - Entité I XIV - 5b
 - c) Bilans de la CGER - Entité II XIV - 5c
- 6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie XIV - 6
- 7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :
 - a) Situation globale des banques d'épargne XIV - 7a
 - b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964 XIV - 7b
 - c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964 XIV - 7c
- 8. Crédit Communal de Belgique XIV - 8
- 9. Compagnies d'assurances sur la vie XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

- 1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers XV - 1
- 2. Stock monétaire XV - 2
- 3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers XV - 3
- 4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :
 - a) Variations XV - 4a
 - b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux XV - 4b
- 5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an XV - 5
- 6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
 - a) Variations XV - 6a
 - b) Encours XV - 6b

XVI. — Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.

- 1. Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles XVI - 1
- 2. Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 2a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 2b
- 3. Engagements contractés principalement par les particuliers — ventilation par créancier :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 3a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 3b
- 4. Ventes à tempérament, prêts personnels, cartes de banque et cartes de crédit :
 - 1) Résultats généraux XVI - 4.1
 - 2) Contrats non honorés XVI - 4.2
- 5. Demandes de crédits hypothécaires et inscriptions hypothécaires :
 - 1) Demandes de crédits hypothécaires, pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux XVI - 5.1
 - 2) Inscriptions hypothécaires XVI - 5.2
- 6. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 6a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 6b
- 7. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 7a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 7b
- 8. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 8a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 8b
- 9. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des établissements de crédit du secteur public :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 9a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 9b
- 10. Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger ... XVI - 10
- 11. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aux entreprises et particuliers et à l'étranger :
 - 1) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge XVI - 11.1
 - 2) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident XVI - 11.1

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

- 1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement XVII - 1
- 2. Rendement des sociétés par actions XVII - 2
- 4. Emissions des sociétés — données INS XVII - 4
- 5. Emissions des sociétés — données BNB XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire XVIII - 1
- 2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 2
- 3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée XVIII - 3
- 4. Plafonds pour les mobilisations d'effets de commerce par les établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 4
- 5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 5
- 6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois XVIII - 6a
- b) Emission de certificats de trésorerie à un, six et douze mois XVIII - 6b
- 7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 7
- 8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés XVIII - 8

XIX. — Taux d'intérêt.

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 1
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire	XIX - 2
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire	XIX - 3
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 4
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 5
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public	XIX - 6
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois	XIX - 7
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
--------------------------	---------------

GRAPHIQUES.

PNB calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction	I - 4c.2
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

CEE	BNB	Banque Nationale de Belgique.
		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	CNCP	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
FECOM		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
FMI		Fonds Monétaire International.
	INCA	Institut National de Crédit Agricole.
	INS	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	IRG	Institut de Réescompte et de Garantie.
	MAE	Ministère des Affaires Economiques.
	OCCH	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	OCP	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
ONU		Organisation des Nations Unies.
	RTT	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	SNCB	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	SNCI	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	SNL	Société Nationale du Logement.
	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
UEBL		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1 et 3, XV-1 à 6 et XIX-1, dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.242,1	1.265,4	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.405,1	1.460,3	1.570,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	59,0	61,0	63,2	66,2	68,7	70,1	70,6	71,6
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	293,8	319,3	368,0	422,8	441,9	477,3	495,6	534,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	598,4	611,5	650,3	684,2	741,3	742,2	747,6	780,3
5. Corrections et compléments	103,3	118,6	128,1	137,6	162,3	182,7	201,4	200,5
Ajustement statistique	- 8,7	19,6	2,8	- 11,9	19,0	3,2	19,7	- 4,3
Total ...	2.287,8	2.395,3	2.542,5	2.671,8	2.814,0	2.880,6	2.995,2	3.152,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	64,2	73,6	72,5	69,8	68,9	62,0	67,5	84,7
2. Professions libérales ¹	118,4	127,6	138,7	155,6	169,4	186,5	203,2	219,1
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	233,7	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	332,7	358,0
4. Revenu des sociétés de personnes ²	17,3	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	53,1	66,6
Ajustement statistique	- 1,6	3,8	0,5	- 2,3	3,8	0,7	4,3	- 1,0
Total ...	432,0	462,4	493,8	521,7	568,2	594,7	660,8	727,5
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	371,6	403,0	463,4	500,9	517,5	515,8	524,6	553,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	109,5	126,5	144,8	159,3	173,8	190,0	203,7	215,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	119,5	133,0	145,2	178,9	189,3	212,5	244,8	326,0
Total ...	600,7	662,4	753,4	839,2	880,6	918,3	973,1	1.095,6
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	34,7	52,4	88,5	139,3	212,9	228,7	264,0	328,1
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	112,9	115,0	132,7	148,4	156,6	164,4	177,7	182,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	11,1	- 13,5	- 4,8	0,2	- 10,4	- 9,0	- 13,5	- 1,1
Total ...	41,4	18,1	28,4	36,2	28,9	34,9	36,1	55,5
G. Intérêts de la dette publique	-362,3	-391,2	-441,6	-510,5	-569,6	-562,4	-572,8	-639,1
Revenu national net au coût des facteurs	3.147,2	3.314,5	3.597,8	3.846,0	4.091,6	4.259,1	4.534,2	4.915,8
H. Amortissements	362,9	398,4	423,4	455,4	471,5	494,2	518,1	553,8
Revenu national brut au coût des facteurs	3.510,1	3.712,9	4.021,2	4.301,4	4.563,1	4.753,3	5.052,3	5.469,7
I. Impôts indirects	478,6	513,1	535,4	560,8	578,1	617,3	658,0	722,6
J. Subventions	- 53,4	- 58,4	- 66,4	- 69,4	- 73,0	- 59,6	- 72,9	- 69,9
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Estimations à prix courants.

(milliards de francs)

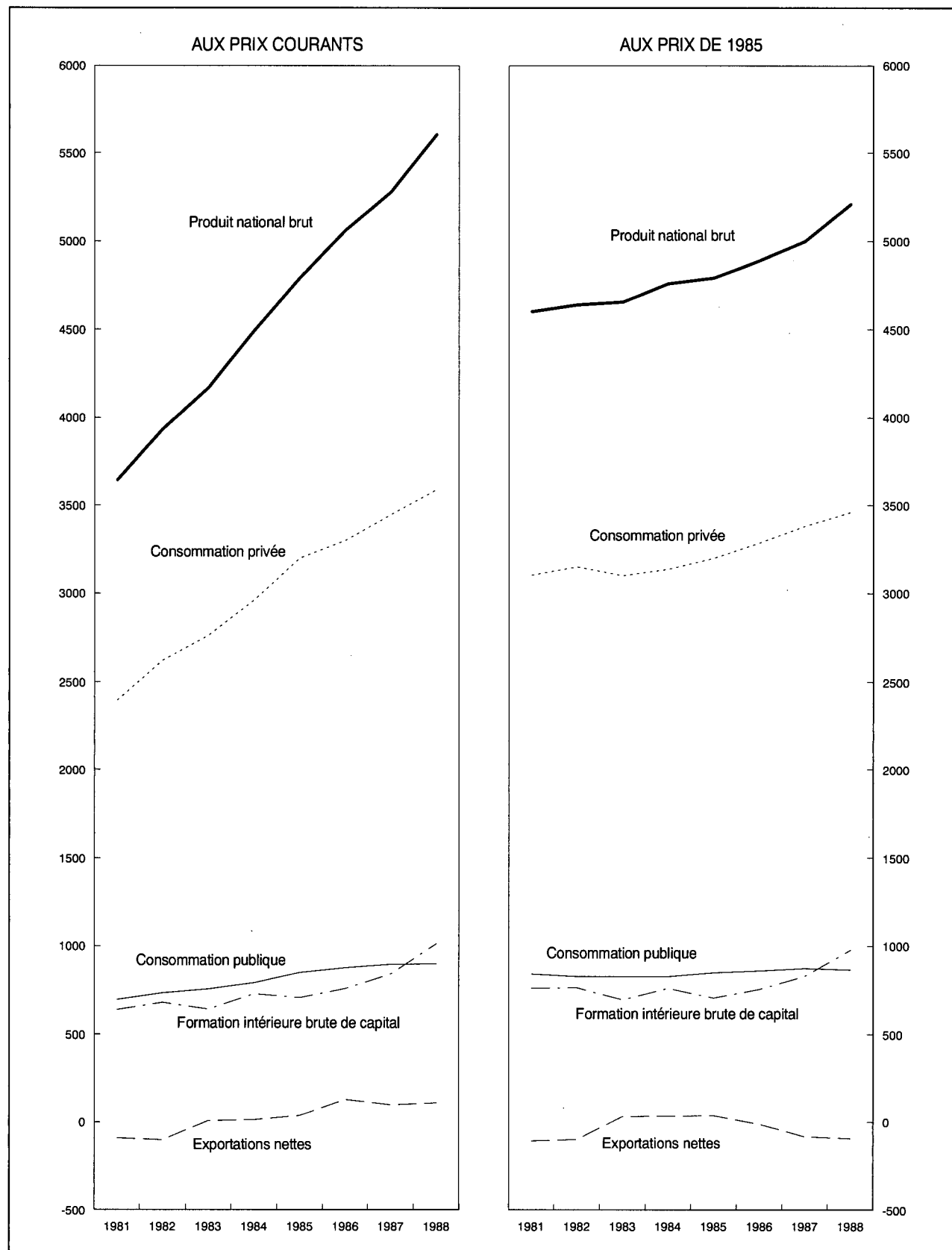
Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Agriculture, sylviculture et pêche	97,8	109,7	112,3	112,2	114,2	108,3	113,8	132,9
2. Industries extractives	25,1	24,8	22,4	22,2	17,4	15,6	17,0	18,6
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	188,2	198,7	208,6	221,3	228,4	230,2	231,6	237,5
b) Textiles	42,0	45,8	47,4	51,2	59,5	59,8	61,5	65,8
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,0	24,7	26,2	27,1	27,6	27,0	32,5
d) Bois et meubles	41,2	39,2	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	60,2
e) Papier, impression, édition	50,4	52,2	54,6	59,5	65,1	67,9	75,2	88,1
f) Industrie chimique et activités connexes	112,1	113,0	134,6	143,2	160,7	159,9	170,4	179,9
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,3	37,6	40,8	39,9	44,4	48,0	55,8	62,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux	58,5	64,1	68,4	73,4	76,5	71,2	100,4	121,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	245,8	254,8	252,1	294,7	291,5	301,9	312,1	329,6
j) Industries non dénommées ailleurs	133,2	145,8	158,5	168,3	178,7	187,8	209,2	230,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	933,3	975,2	1.031,2	1.122,5	1.179,3	1.204,2	1.296,1	1.408,8
4. Construction	246,1	240,4	241,5	252,3	261,9	273,1	309,2	351,2
5. Electricité, gaz et eau	121,0	143,8	160,9	176,4	167,6	175,7	178,7	192,6
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	763,0	838,8	870,7	955,5	1.049,1	1.126,6	1.182,3	1.272,2
b) Services financiers et assurances	223,9	218,1	256,1	279,6	325,2	356,0	374,1	414,2
c) Immeubles d'habitation	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	1.199,4	1.291,1	1.384,7	1.513,0	1.669,0	1.797,5	1.892,0	2.043,5
7. Transports et communications	307,3	321,8	359,4	390,5	383,3	407,8	444,4	454,6
8. Services	1.168,7	1.239,2	1.340,9	1.420,9	1.509,2	1.569,2	1.662,2	1.818,7
9. Correction pour investissements par moyens propres	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	8,9	10,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 61,7	- 63,1	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 93,0	- 88,9	- 94,5
11. TVA déductible sur la formation de capital	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 120,9	- 146,6
Ajustement statistique	7,5	1,6	29,8	3,6	- 5,0	- 12,6	- 27,9	- 9,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	3.983,3	4.220,7	4.538,7	4.855,8	5.117,4	5.350,7	5.684,6	6.180,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 48,0	- 53,1	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,7	- 47,2	- 57,8
Produit national brut aux prix du marché	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3. — PNB CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : INS.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	471,4	519,7	560,2	593,3	607,0	614,2	621,3	644,4
2. Boissons	114,0	121,5	123,8	128,6	132,7	138,6	142,0	148,9
3. Tabac	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,3
4. Vêtements et effets personnels	213,6	216,7	224,2	237,7	250,9	262,0	269,0	293,0
5. Loyers, taxes, eau	285,2	313,4	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,8
6. Chauffage et éclairage	179,3	184,6	202,9	228,5	189,1	171,3	157,5	163,6
7. Articles ménagers durables	230,9	233,5	242,8	257,3	292,3	313,2	333,7	370,0
8. Entretien de la maison	106,4	113,2	120,0	125,6	132,4	135,9	137,4	143,7
9. Soins personnels et hygiène	278,4	305,0	324,8	347,2	368,2	387,2	411,1	438,4
10. Transports	302,2	328,4	351,6	372,5	374,6	393,3	420,9	461,4
11. Communications : PTT	21,9	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0
12. Loisirs	231,8	251,5	272,7	291,3	305,1	324,8	353,3	380,0
13. Enseignement et recherches	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7
14. Services financiers	118,3	116,3	137,5	148,8	172,9	191,3	202,4	225,4
15. Services divers	21,3	22,7	26,6	28,0	30,1	34,6	37,0	41,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	82,6	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	137,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 124,5	- 137,2	- 152,6	- 149,1
Ajustement statistique	2,3	- 20,2	- 26,6	8,7	- 14,5	7,0	3,0	11,4
<i>Total ...</i>	<i>2.622,6</i>	<i>2.761,5</i>	<i>2.958,7</i>	<i>3.198,3</i>	<i>3.303,1</i>	<i>3.463,9</i>	<i>3.608,8</i>	<i>3.874,7</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	543,6	554,8	582,4	620,0	642,2	641,0	647,6	674,6
2. Achats courants de biens et services ..	143,5	152,9	158,1	172,7	177,7	185,7	178,0	172,1
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,6
4. Loyer payé	5,3	5,5	5,8	6,7	7,3	6,4	7,0	7,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5
6. Amortissement mobilier et matériel ...	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2
<i>Total ...</i>	<i>734,2</i>	<i>756,9</i>	<i>792,4</i>	<i>849,1</i>	<i>881,4</i>	<i>893,2</i>	<i>899,8</i>	<i>930,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	21,5
2. Industries extractives	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,7	3,9
3. Industries manufacturières	122,4	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	225,4	290,9
4. Construction	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	22,8	30,1
5. Electricité, gaz et eau	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	37,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	195,8
7. Immeubles d'habitation	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	289,8
8. Transports et communications	103,4	96,9	102,7	93,0	87,9	89,5	83,2	97,2
9. Pouvoirs publics et enseignement ...	123,6	112,6	103,1	95,9	89,5	86,2	91,4	83,0
10. Autres services	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7
11. Variations de stocks	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 27,4	12,8	25,6	40,0
Ajustement statistique	0,6	- 4,7	- 6,6	1,9	- 3,3	1,7	0,8	3,5
<i>Total ...</i>	<i>680,4</i>	<i>642,4</i>	<i>728,0</i>	<i>708,3</i>	<i>752,9</i>	<i>850,9</i>	<i>995,5</i>	<i>1.197,7</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	529,8	497,3	596,3	710,7	635,2	612,5	721,0	1.054,1
2. Exportations de biens et services	2.640,0	2.923,6	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.899,9	4.498,0
Exportations totales ...	3.169,8	3.420,9	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.089,2	4.620,9	5.552,1
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	577,8	550,4	644,8	773,7	684,4	652,1	768,2	1.111,9
4. Importations de biens et services	2.693,9	2.863,7	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.320,4
Importations totales ...	3.271,7	3.414,1	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.986,2	4.487,6	5.432,3
Exportations nettes ...	- 101,9	6,8	11,2	37,1	130,8	103,0	133,3	119,8
Produit national brut aux prix du marché ..	3.935,3	4.167,6	4.490,2	4.792,8	5.068,2	5.311,0	5.637,4	6.122,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

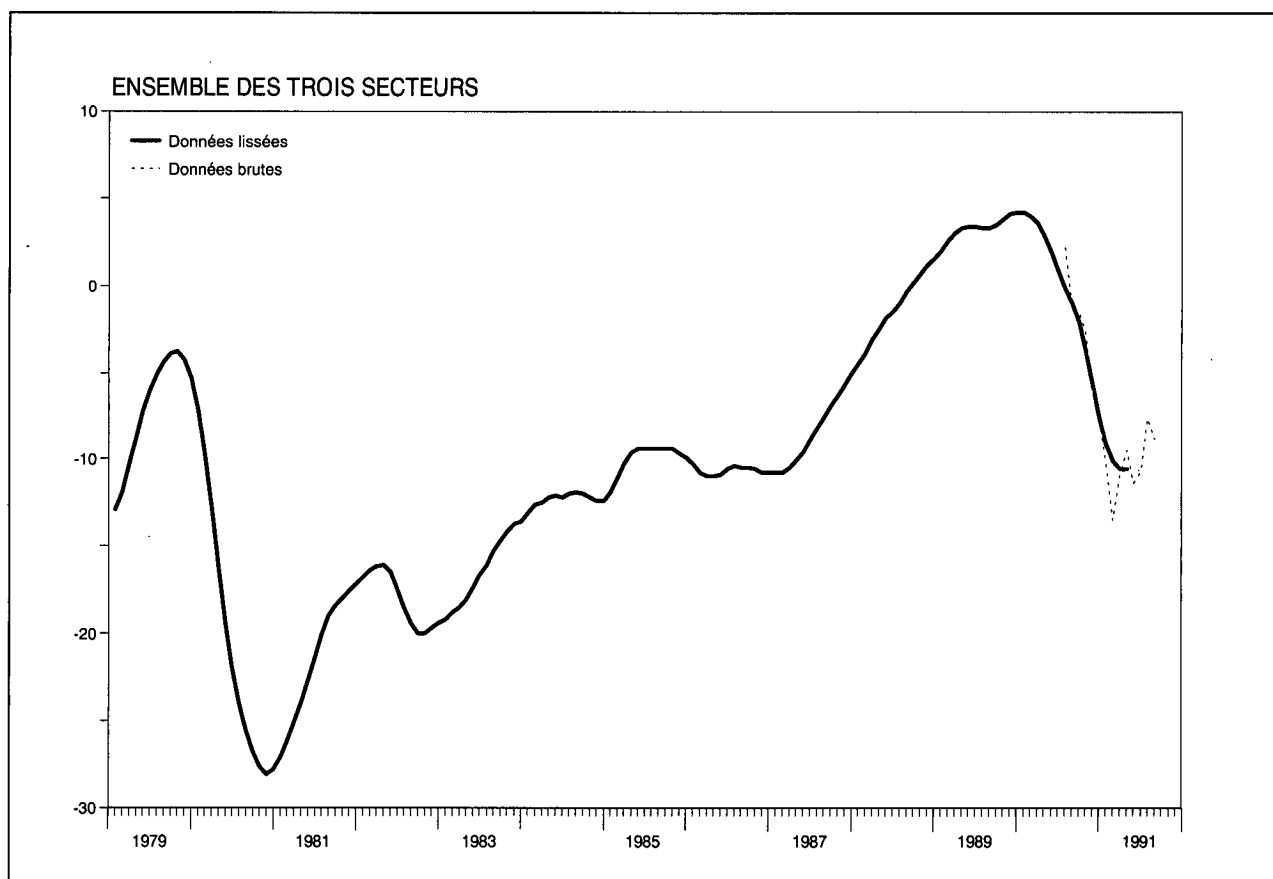
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : INS.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	97	97	100	101	103	103	105
2. Boissons	103	101	100	100	100	104	106	107
3. Tabac	109	106	107	100	96	90	91	86
4. Vêtements et effets personnels	109	104	101	100	99	98	97	102
5. Loyers, taxes, eau	94	96	98	100	102	104	107	110
6. Chauffage et éclairage	92	90	92	100	101	101	96	95
7. Articles ménagers durables	105	98	98	100	110	115	121	132
8. Entretien de la maison	103	102	101	100	101	101	102	104
9. Soins personnels et hygiène	97	99	98	100	101	103	108	113
10. Transports	97	97	99	100	104	107	112	116
11. Communications : PTT	94	96	96	100	103	112	119	125
12. Loisirs	99	99	100	100	100	104	111	116
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	97	92	98	100	112	128	140	153
15. Services divers	90	89	95	100	102	114	119	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	99	98	99	100	101	112	125	119
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	85	100	103	100	95	102	111	104
<i>Total ...</i>	99	97	98	100	103	106	109	113
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	97	97	98	100	101	101	101	101
2. Achats courants de biens et services ..	97	98	95	100	103	106	101	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	101	98	96	100	105	109	117	127
<i>Total ...</i>	98	98	98	100	102	103	102	101
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	98	97	100	100	107	116	109	111
2. Industries extractives	91	123	127	100	88	35	90	90
3. Industries manufacturières	86	85	91	100	112	120	139	174
4. Construction	102	75	93	100	117	118	174	221
5. Electricité, gaz et eau	100	93	99	100	86	79	77	81
6. Commerce, banques, assurances	83	85	93	100	113	128	149	159
7. Immeubles d'habitation	97	96	96	100	105	113	138	164
8. Transports et communications	124	112	114	100	94	95	87	97
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	156	131	112	100	102	108	123	109
10. Enseignement	128	123	111	100	83	67	55	44
11. Autres services	92	93	98	100	119	135	169	202
<i>Total ...</i>	108	99	108	100	106	118	135	155
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91	80	89	100	85	78	91	123
2. Exportations de biens et services	90	93	99	100	105	113	123	132
Exportations totales ...	91	91	97	100	102	107	118	131
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	91	82	89	100	84	76	89	119
4. Importations de biens et services	94	93	99	100	107	117	127	138
Importations totales ...	94	91	97	100	103	110	120	135
Produit national brut aux prix du marché ...	97	97	99	100	102	105	109	114

I - 4. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



Résultats du mois de juillet

Après quelques mois d'hésitation, l'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale de Belgique a enregistré une forte progression durant le mois de juillet. Cette amélioration du climat conjoncturel s'est manifestée dans les trois branches d'activité couvertes par l'enquête mensuelle de conjoncture. Elle a été nettement plus prononcée dans le commerce que dans l'industrie manufacturière et dans l'industrie de la construction.

A l'exception de celui du commerce, les indicateurs synthétiques lissés, qui indiquent clairement les retournements conjoncturels, tendent à se stabiliser, après avoir connu un net mouvement baissier tout au long de 1990.

Toutefois, comme chaque année, les résultats du mois de juillet, influencés par les vacances, doivent être appréciés avec une grande prudence. Dans ce contexte, l'amélioration observée en juillet demande à être confirmée au cours des prochains mois, avant d'être interprétée avec certitude comme le signal d'un redémarrage de l'économie.

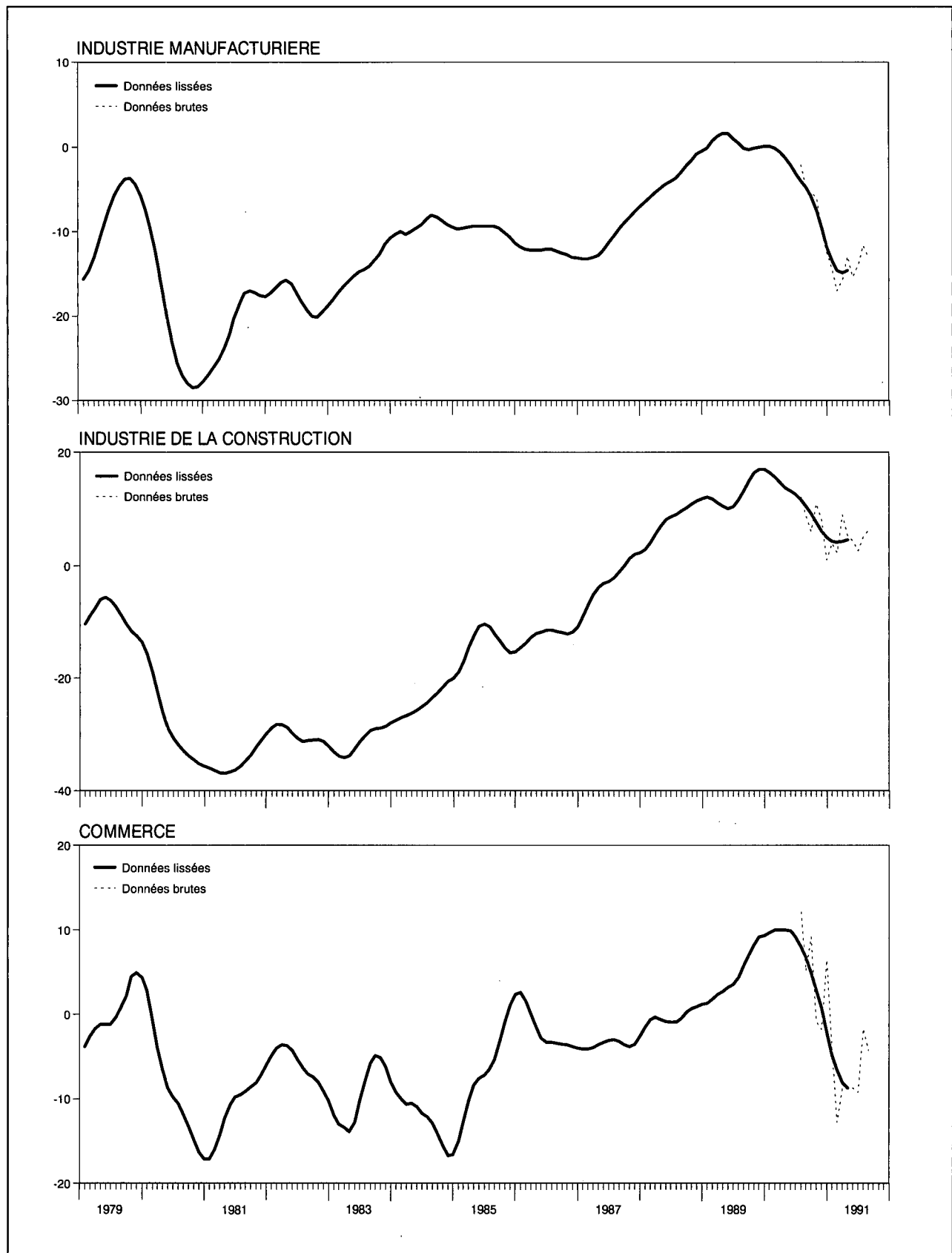
Résultats du mois d'août

Après avoir enregistré une forte amélioration le mois précédent, l'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale de Belgique a quelque peu régressé au cours du mois d'août. En dépit de ce léger recul, il se situe néanmoins à un niveau supérieur à celui observé durant la première partie de 1991. Durant le mois d'août, le climat conjoncturel s'est détérioré dans le commerce — où les indicateurs relatifs aux ventes se sont nettement inscrits à la baisse — et, dans une moindre mesure, dans l'industrie manufacturière. En revanche, dans l'industrie de la construction, la conjoncture a évolué favorablement.

L'évolution des résultats bruts au cours de 1991 semble indiquer que le creux conjoncturel a été atteint et qu'un redémarrage de l'économie n'est pas exclu. Ceci est d'ailleurs confirmé par les indicateurs synthétiques lissés, tant pour l'ensemble que pour chacune des trois branches d'activité couvertes par l'enquête mensuelle. En effet, après la forte baisse enregistrée depuis le début de 1990, les indicateurs lissés, qui reflètent les changements fondamentaux, tendent à se stabiliser.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1988 Août	- 3,0	+ 0,4	+ 9,6	+ 8,4	- 0,5	- 2,8	- 0,3	+ 1,1	+ 3,6	+ 3,2
Septembre	- 2,2	- 2,1	+10,2	+10,3	+ 0,3	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,8	+ 3,8	+ 3,7
Octobre	- 1,6	- 4,0	+10,9	+10,4	+ 0,7	- 0,5	+ 0,7	- 1,3	+ 4,3	+ 4,3
Novembre	- 0,8	+ 1,3	+11,4	+14,0	+ 0,9	+ 5,5	+ 1,2	+ 3,8	+ 5,0	+ 7,9
Décembre	- 0,5	+ 0,4	+11,9	+12,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 1,6	+ 2,4	+ 5,4	+ 6,4
1989 Janvier	- 0,1	- 2,3	+12,1	+11,3	+ 1,3	- 0,7	+ 2,0	0,0	+ 5,4	+ 4,5
Février	+ 0,7	- 0,8	+11,8	+15,9	+ 1,8	- 3,3	+ 2,6	+ 1,3	+ 5,2	+ 6,3
Mars	+ 1,3	+ 1,6	+11,1	+12,0	+ 2,4	+ 2,3	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,8	+ 4,6
Avril	+ 1,6	+ 3,6	+10,5	+ 7,1	+ 2,7	+ 3,0	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,6	+ 0,7
Mai	+ 1,6	+ 1,9	+10,1	+ 9,9	+ 3,2	+ 5,7	+ 3,4	+ 3,7	+ 4,7	+ 5,0
Juin	+ 1,0	+ 2,4	+10,4	+ 9,0	+ 3,6	+ 3,3	+ 3,4	+ 3,5	+ 5,3	+ 3,5
Juillet	+ 0,5	- 1,9	+11,6	+ 9,9	+ 4,4	+ 1,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 6,5	+ 4,7
Août	- 0,1	- 0,4	+13,2	+13,6	+ 5,8	+ 9,7	+ 3,3	+ 3,2	+ 8,0	+ 9,0
Septembre	- 0,3	- 3,1	+15,0	+16,6	+ 7,1	+ 4,3	+ 3,5	+ 1,0	+ 9,5	+10,7
Octobre	- 0,1	+ 0,5	+16,4	+16,1	+ 8,3	+ 8,2	+ 3,8	+ 4,0	+10,4	+10,2
Novembre	0,0	+ 0,1	+17,0	+17,6	+ 9,2	+ 9,7	+ 4,1	+ 4,2	+10,8	+11,6
Décembre	+ 0,1	- 0,3	+17,0	+17,3	+ 9,4	+12,7	+ 4,2	+ 4,3	+10,8	+10,9
1990 Janvier	+ 0,1	+ 1,8	+16,4	+25,7	+ 9,7	+ 6,8	+ 4,2	+ 6,1	+10,4	+18,9
Février	- 0,1	+ 1,5	+15,6	+14,0	+10,0	+10,0	+ 4,0	+ 4,7	+ 9,6	+10,0
Mars	- 0,6	- 1,1	+14,7	+15,4	+10,0	+10,2	+ 3,6	+ 3,1	+ 8,8	+ 8,4
Avril	- 1,2	- 3,1	+13,8	+ 7,7	+10,0	+ 9,8	+ 2,9	+ 0,5	+ 7,8	+ 0,9
Mai	- 2,1	+ 0,1	+13,2	+13,6	+ 9,9	+10,7	+ 1,9	+ 3,7	+ 6,9	+ 5,8
Juin	- 3,1	- 4,3	+12,6	+14,1	+ 9,2	+ 5,2	+ 0,9	- 0,1	+ 6,5	+ 7,6
Juillet	- 4,0	- 2,1	+11,6	+12,1	+ 8,0	+12,2	- 0,1	+ 2,2	+ 6,0	+ 7,1
Août	- 4,8	- 4,8	+10,5	+ 8,9	+ 6,8	+ 5,2	- 1,0	- 1,2	+ 5,2	+ 3,7
Septembre	- 5,8	- 5,4	+ 9,2	+ 6,0	+ 5,0	+ 9,2	- 2,1	- 1,5	+ 4,4	+ 1,9
Octobre	- 7,5	- 6,0	+ 7,6	+10,9	+ 2,8	- 0,8	- 3,7	- 2,7	+ 3,0	+ 6,8
Novembre	- 9,6	-10,0	+ 6,1	+ 8,1	+ 0,8	- 1,8	- 5,6	- 6,1	+ 1,5	+ 3,1
Décembre	-11,8	-12,4	+ 5,0	+ 1,0	- 2,1	+ 6,5	- 7,6	- 7,6	+ 0,6	- 3,8
1991 Janvier	-13,5	-14,5	+ 4,3	+ 4,0	- 4,8	- 4,0	- 9,1	-10,2	- 0,2	- 0,5
Février	-14,6	-17,0	+ 4,2	+ 2,3	- 6,6	-12,8	-10,1	-13,5	- 0,4	- 3,8
Mars	-14,9	-15,6	+ 4,3	+ 9,0	- 8,1	- 8,7	-10,6	-10,9	- 0,2	+ 6,0
Avril	-14,6	-12,9	+ 4,6	+ 5,3	- 8,7	- 8,5	-10,6	- 9,5	0,0	+ 3,9
Mai .....	.	-15,4	.	+ 4,4	.	- 8,7	.	-11,4	.	- 0,2
Juin .....	.	-13,9	.	+ 2,6	.	- 9,2	.	-10,7	.	- 0,2
Juillet .....	.	-11,6	.	+ 5,1	.	- 1,7	.	- 7,6	.	+ 0,5
Août .....	.	-13,0	.	+ 6,3	.	- 4,3	.	- 8,8	.	+ 3,8

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande		courbe synthétique		évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1989																							
Août	+ 6,3	+12	+ 1,1	+ 1	+ 1,0	0	- 5,9	- 6	-10,4	-14	+ 0,8	0	+ 0,6	0	+ 5,9	+ 4	- 0,1	- 0,4	+ 1,3	+ 1	+11,6	+12	
Septembre	+ 5,9	+ 3	+ 1,4	- 6	+ 0,5	+ 2	- 6,3	- 8	-10,8	-13	+ 1,3	+ 6	+ 0,5	+ 1	+ 6,9	+ 2	- 0,3	- 3,1	+ 0,4	+ 1	+11,3	+13	
Octobre	+ 5,5	+ 9	+ 1,6	+ 2	+ 0,1	0	- 6,0	- 6	-10,6	-11	+ 1,8	0	+ 0,8	0	+ 8,1	+10	- 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 6	+10,8	+10	
Novembre	+ 4,9	+ 5	+ 2,0	+ 2	0,0	0	- 5,4	- 7	-10,3	-10	+ 2,1	+ 2	+ 1,3	+ 2	+ 9,4	+11	0,0	+ 0,1	- 0,4	- 1	+10,3	+11	
Décembre	+ 4,4	0	+ 2,4	+ 4	- 0,3	- 2	- 4,8	- 4	- 9,8	- 8	+ 2,4	+ 3	+ 1,5	+ 1	+ 9,6	+10	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	-10	+ 9,6	+ 9	
1990																							
Janvier	+ 3,9	+12	+ 2,6	+ 3	0,0	+ 5	- 4,3	- 4	- 9,4	-10	+ 2,8	+ 1	+ 1,4	+ 3	+ 8,8	+ 6	+ 0,1	+ 1,8	+ 0,9	+ 5	+ 8,8	+ 8	
Février	+ 3,4	+ 2	+ 2,8	+ 2	+ 0,8	+ 4	- 4,1	- 3	- 9,1	- 2	+ 3,3	+ 4	+ 0,9	+ 3	+ 7,5	+10	- 0,1	+ 1,5	+ 1,6	+ 4	+ 7,6	+12	
Mars	+ 3,0	+ 4	+ 2,6	+ 3	+ 0,6	- 3	- 4,4	- 5	- 9,0	- 9	+ 3,5	+ 3	+ 0,1	- 3	+ 5,9	+ 7	- 0,6	- 1,1	+ 1,9	+ 2	+ 6,5	+ 6	
Avril	+ 3,1	+ 2	+ 2,1	+ 2	- 0,4	- 7	- 4,8	- 6	- 9,0	-11	+ 3,6	+ 4	- 0,5	- 1	+ 4,1	0	- 1,2	- 3,1	+ 1,3	+ 2	+ 5,6	+ 5	
Mai	+ 3,1	+ 5	+ 0,9	+ 3	- 2,3	+ 6	- 5,0	- 4	- 9,0	- 9	+ 3,8	+ 4	- 1,0	0	+ 2,4	+ 4	- 2,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 1	+ 5,3	+ 5	
Juin	+ 3,0	+ 2	- 0,8	-13	- 4,5	+ 2	- 5,1	- 7	- 9,0	-12	+ 3,8	+ 3	- 1,4	- 2	+ 0,3	- 1	- 3,1	- 4,3	- 0,8	- 5	+ 5,6	+ 4	
Juillet	+ 2,4	+ 6	- 1,9	0	- 6,0	-12	- 5,4	- 3	- 9,0	- 8	+ 4,0	+ 3	- 2,3	0	- 2,5	+ 3	- 4,0	- 2,1	- 1,6	- 3	+ 6,4	+ 6	
Août	+ 1,3	+ 3	- 2,8	- 4	- 6,5	- 7	- 5,9	- 6	-10,3	- 9	+ 4,4	+ 4	- 4,0	- 2	- 5,3	- 9	- 4,8	- 4,8	- 2,0	- 2	+ 7,1	+ 8	
Septembre	0,0	- 1	- 3,4	- 5	- 6,9	- 6	- 7,5	- 4	-13,0	- 6	+ 4,6	+ 6	- 6,3	- 9	- 8,0	- 6	- 5,8	- 5,4	- 2,0	0	+ 7,8	+11	
Octobre	- 1,5	- 1	- 4,1	+ 2	- 7,9	+ 2	-10,4	- 9	-16,3	-19	+ 4,9	+ 6	- 8,8	- 7	-10,5	-10	- 7,5	- 6,0	- 2,0	- 2	+ 7,6	+ 8	
Novembre	- 2,9	- 3	- 5,9	- 1	- 9,0	-11	-13,9	-14	-20,5	-21	+ 5,0	+ 5	-10,9	-12	-12,1	-13	- 9,6	-10,0	- 1,9	- 1	+ 6,8	+ 8	
Décembre	- 4,3	- 7	- 7,8	-12	-10,8	- 9	-17,6	-19	-24,3	-23	+ 5,1	+ 3	-12,4	-12	-13,3	-14	-11,8	-12,4	- 1,8	- 5	+ 5,8	+ 5	
1991																							
Janvier	- 5,4	- 4	- 9,1	-10	-13,0	-11	-21,0	-21	-26,6	-29	+ 5,4	+ 4	-13,3	-17	-13,6	-20	-13,5	-14,5	- 1,8	- 5	+ 4,5	+ 4	
Février	- 6,1	-10	-10,1	- 9	-14,8	-19	-23,4	-28	-28,6	-31	+ 5,8	+10	-13,0	-14	-13,0	-15	-14,6	-17,0	- 1,8	+ 1	+ 3,1	+ 4	
Mars	- 6,5	- 6	-10,8	-12	-15,8	-22	-24,9	-26	-29,6	-32	+ 6,1	+ 7	-11,6	-14	-11,6	- 6	-14,9	-15,6	- 2,1	0	+ 1,9	+ 2	
Avril	- 6,5	- 7	-11,3	- 7	-15,0	-17	-25,8	-24	-29,8	-29	+ 6,3	+ 6	- 9,9	- 7	-10,0	- 6	-14,6	-12,9	- 2,8	- 2	+ 0,6	0	
Mai	.	- 5	.	-18	.	-13	.	-31	.	-30	.	+ 6	.	- 8	.	-12	.	-15,4	.	- 4	.	- 4	
Juin	.	- 7	.	-16	.	- 9	.	-26	.	-26	.	+10	.	- 7	.	-10	.	-13,9	.	- 4	.	- 1	
Juillet	.	- 5	.	- 6	.	- 9	.	-25	.	-32	.	+ 3	.	- 6	.	- 7	.	-11,6	.	- 4	.	- 1	
Août	.	- 7	.	-12	.	- 9	.	-27	.	-26	.	+10	.	- 5	.	- 8	.	-13,0	.	- 8	.	- 3	

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août
Ensemble des industries	- 5	- 10	- 27	- 28	- 29	- 9	- 13	- 28	- 33	- 27	0	+ 4	+ 9	+ 1	+ 11
I. Biens de consommation	- 1	- 3	- 21	- 24	- 25	0	- 1	- 23	- 21	- 21	+ 8	+ 9	+ 15	+ 11	+ 17
II. Biens d'investissement	+ 1	- 2	- 26	- 23	- 27	- 14	- 18	- 32	- 35	- 27	- 1	+ 3	+ 6	- 1	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 17	- 24	- 36	- 39	- 42	- 20	- 23	- 32	- 40	- 37	+ 2	+ 5	+ 11	- 4	+ 5
Industrie textile	- 35	- 40	- 35	- 37	- 42	- 35	- 37	- 46	- 44	- 49	+ 25	+ 21	+ 26	+ 16	+ 18
dont : Laine	- 75	- 75	- 48	- 57	- 62	- 77	- 87	- 60	- 60	- 74	+ 3	- 11	+ 18	+ 3	+ 8
Coton	- 26	- 30	- 36	- 31	- 35	- 23	- 11	- 53	- 47	- 49	+ 31	+ 17	+ 27	+ 28	+ 28
Bonneterie	- 26	- 25	- 10	- 13	- 33	- 38	- 36	- 27	- 30	- 38	+ 12	+ 29	+ 11	- 13	+ 1
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 16	- 17	- 23	- 22	- 30	- 16	- 7	- 32	- 8	- 16	0	+ 3	+ 14	+ 6	+ 4
dont : Chaussures	- 32	- 31	- 29	- 52	- 45	- 89	- 64	- 78	- 77	- 87	- 12	- 12	- 1	- 3	- 38
Habillement	- 12	- 14	- 22	- 15	- 28	- 10	- 2	- 27	- 2	- 10	+ 3	+ 7	+ 17	+ 8	+ 13
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 1	- 2	- 22	- 17	- 21	- 9	- 9	- 24	- 27	- 23	+ 15	+ 5	+ 23	+ 10	+ 7
dont : Bois	- 6	- 12	- 19	- 25	- 32	- 14	- 8	- 33	- 32	- 40	- 2	- 5	+ 19	- 3	- 6
Meubles en bois	+ 5	+ 5	- 24	- 11	- 13	- 7	- 10	- 18	- 24	- 14	+ 27	+ 14	+ 25	+ 19	+ 17
Papiers et cartons	+ 1	- 21	- 36	- 26	- 37	- 22	- 35	- 57	- 34	- 45	+ 8	+ 14	+ 33	+ 3	+ 18
dont : Production de papier et carton	+ 10	- 10	- 56	- 26	- 54	- 25	- 34	- 60	- 34	- 53	+ 14	+ 16	+ 36	- 4	+ 10
Transformation de papier et carton	- 7	- 29	- 21	- 27	- 23	- 13	- 35	- 49	- 35	- 26	+ 4	+ 12	+ 30	+ 8	+ 23
Industrie du cuir	- 58	- 58	- 45	- 14	- 14	- 62	- 62	- 51	- 9	- 9	0	+ 51	+ 15	0	+ 8
Transformation de matières plastiques	+ 41	+ 8	+ 13	- 17	- 14	+ 5	- 47	+ 15	- 9	- 8	+ 30	- 36	+ 30	- 15	+ 30
Raffinage de pétrole	0	- 39	0	0	- 39	0	- 39	0	0	- 39	- 49	+ 39	0	0	+ 39
Production et première transformation des métaux	- 28	- 27	- 53	- 53	- 52	- 20	- 15	- 35	- 47	- 40	- 9	- 1	+ 1	- 20	- 14
dont : Métaux ferreux	- 34	- 42	- 47	- 47	- 46	- 31	- 26	- 32	- 36	- 30	- 5	- 2	- 6	- 16	- 10
Métaux non ferreux	- 5	+ 29	- 74	- 76	- 75	+ 18	+ 24	- 45	- 86	- 80	- 30	+ 5	+ 27	- 34	- 30
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 10	- 15	- 12	- 4	- 19	- 8	- 12	- 8	- 7	- 5	+ 15	+ 12	0	+ 1	- 3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 11	- 15	- 18	- 10	- 27	- 8	- 12	- 25	- 15	- 19	+ 18	+ 11	+ 2	+ 5	- 2
Industrie chimique	+ 2	- 10	- 11	- 12	- 11	+ 3	- 6	- 7	- 8	- 7	0	0	- 1	+ 2	+ 2
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 92	- 32	- 100	- 90	- 100	- 93	- 22	- 83	- 92	- 56	+ 61	+ 92	+ 45	+ 90	+ 53
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 16	+ 12	- 25	- 30	- 22	+ 28	+ 19	- 23	- 31	- 5	- 3	+ 11	+ 14	- 11	+ 30
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 6	+ 2	- 41	- 46	- 46	- 9	- 19	- 53	- 55	- 53	- 6	- 3	+ 9	+ 27	+ 24
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 49	+ 48	- 94	- 91	- 95	+ 53	+ 53	- 95	- 92	- 96	- 4	+ 3	+ 63	+ 94	+ 90
Machines-outils	+ 23	+ 24	- 35	- 70	- 62	- 19	- 20	- 45	- 70	- 62	- 42	- 66	- 45	+ 21	+ 3
Machines textiles	- 19	- 19	- 78	- 74	- 73	- 17	- 18	- 74	- 74	- 79	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 17	+ 2	- 12	- 9	- 2	- 27	- 42	- 26	- 11	0	- 16	+ 3	- 4	- 15	- 12
Construction électrique et électronique	- 6	- 9	- 28	- 14	- 14	- 25	- 24	- 19	- 34	- 16	- 13	+ 5	+ 11	+ 3	+ 8
dont : Construction électrique d'équipement	- 6	- 11	- 28	- 19	- 19	- 40	- 38	- 31	- 53	- 24	- 22	+ 2	+ 11	+ 1	+ 6
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 5	- 5	- 28	- 4	- 5	0	0	+ 3	0	- 2	+ 5	+ 50	+ 30	+ 37	+ 37
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 19	+ 19	- 32	- 63	- 63	+ 20	+ 19	- 41	- 51	- 50	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 5	- 9	- 21	- 42	- 43	- 19	- 23	- 40	- 40	- 42	- 38	0	+ 75	+ 26	+ 86
dont : Construction navale	- 71	- 71	- 64	- 54	- 55	- 95	- 94	- 96	- 95	- 95	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 62	+ 37	- 68	- 86	- 86	+ 98	+ 54	- 100	- 100	- 100	- 38	0	+ 75	+ 86	+ 86

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1990			1991		1990			1991		1990			1991		1990			1991	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	32	30	26	18	22	52	54	60	70	63	8	8	8	7	4	5	4	4	3	3
I. Biens de consommation	29	29	27	15	21	56	57	61	74	64	12	11	10	10	10	2	3	3	3	1
II. Biens d'investissement	37	38	30	23	28	41	40	50	59	47	11	11	12	11	5	8	7	6	5	6
III. Biens intermédiaires	39	29	28	21	22	51	56	62	71	71	4	4	4	2	2	3	3	2	1	1
Industrie textile	34	23	22	17	19	59	61	66	68	69	7	9	4	3	6	2	5	4	1	1
dont : Laine	36	20	10	11	21	61	75	86	77	78	8	5	3	1	1	3	5	4	3	1
Coton	46	23	30	16	18	47	53	54	65	70	8	3	5	3	2	1	5	4	0	0
Bonneterie	16	19	21	13	8	72	54	63	71	71	12	21	5	7	24	8	12	6	2	2
Industrie des chaussures et de l'habillement	27	14	22	12	15	46	63	66	75	64	18	21	17	11	16	0	0	0	1	0
dont : Chaussures	62	24	25	31	24	26	58	75	69	76	12	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	20	12	22	8	14	50	64	63	76	61	20	24	21	13	20	0	0	0	1	0
Industrie du bois et du meuble en bois	38	25	26	20	25	38	48	48	61	60	21	25	28	16	14	1	5	3	5	1
dont : Bois	37	18	25	23	32	45	60	54	60	56	6	25	19	11	6	3	1	4	3	3
Meubles en bois	37	31	26	19	21	34	39	44	61	63	32	25	35	19	21	0	7	2	6	0
Papiers et cartons	29	14	24	12	29	47	67	59	60	60	16	10	13	4	4	5	2	1	1	2
dont : Production de papier et carton	28	19	40	14	26	52	68	54	64	74	13	13	22	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	31	10	11	11	31	42	67	63	57	49	18	8	5	6	6	9	3	3	2	3
Industrie du cuir	51	1	0	33	25	49	99	93	67	68	0	0	7	0	7	14	22	14	14	14
Transformation de matières plastiques	47	54	46	40	38	39	39	51	57	60	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	46	41	36	28	22	45	41	53	67	70	1	1	3	1	3	3	3	0	0	0
dont : Métaux ferreux	54	48	41	31	27	39	35	53	63	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	8	8	13	8	1	73	73	52	89	80	3	3	19	3	19	16	16	0	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	50	53	50	28	40	33	32	37	52	29	9	6	3	4	2	10	10	10	5	17
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	55	57	55	30	41	31	29	34	53	29	10	7	3	5	2	7	7	7	1	14
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	95	96	97	98	0	0	0	0	0	3	1	2	0	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	100	100	67	9	36	0	0	33	91	55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	30	27	25	25	31	39	46	52	64	49	16	13	8	18	3	10	8	12	10	5
Construction de machines et de matériel mécanique	35	34	27	28	23	43	47	62	61	63	11	14	8	9	11	4	3	2	7	3
dont : Machines et tracteurs agricoles	2	4	6	3	3	97	94	94	93	96	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0
Machines-outils	61	57	45	0	8	22	32	39	90	81	14	11	10	58	8	0	0	0	0	1
Machines textiles	81	73	25	80	24	19	27	75	20	76	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1
Moteurs, compresseurs, pompes	12	19	29	16	29	46	37	48	63	52	17	30	13	3	10	3	4	4	21	2
Construction électrique et électronique	24	28	12	10	13	63	61	66	78	55	3	3	19	14	0	13	8	3	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	32	35	12	8	15	52	50	56	74	39	4	5	27	20	1	17	11	5	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	5	5	5	7	94	95	95	95	93	0	0	0	0	0	6	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	69	83	66	33	64	31	17	34	67	36	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	35	14	20	14	9	42	53	47	51	66	20	12	12	10	2	0	0	0	4	0
dont : Construction navale	0	4	4	10	17	77	73	74	72	80	23	24	22	19	3	0	1	0	0	1
Construction de cycles et motocycles	39	73	100	49	0	0	27	0	31	100	47	0	0	0	0	0	0	0	20	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1990			1991		1990			1991		1990		1991		
	Jun	Septembre	Décembre	Mars	Jun	Jun	Septembre	Décembre	Mars	Jun	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août
Ensemble des industries	+ 10	+ 15	+ 21	+ 29	+ 24	81,9 ³	81,6 ³	79,9 ³	79,4 ³	80,1 ³	4,1	4,1	3,6	3,5	3,6
I. Biens de consommation	+ 17	+ 20	+ 25	+ 37	+ 31	82,8	82,4	82,7	80,3	82,8	2,5	2,4	2,1	2,0	1,9
II. Biens d'investissement	+ 7	+ 15	+ 17	+ 21	+ 19	81,0	81,9	80,8	79,0	80,3	6,5	6,5	6,0	5,9	6,0
III. Biens intermédiaires	+ 19	+ 20	+ 30	+ 34	+ 31	80,1	80,3	75,1	78,3	77,1	2,3 ²	2,3	1,9 ²	1,9 ²	1,9 ²
Industrie textile	+ 36	+ 39	+ 32	+ 40	+ 39	74,0	73,5	75,0	75,9	74,5	2,0	1,9	1,9	1,8	1,9
dont : Laine	+ 54	+ 71	+ 45	+ 53	+ 55	66,0	67,0	69,5	67,8	75,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,9
Coton	+ 35	+ 22	+ 19	+ 27	+ 37	76,9	76,9	78,5	78,0	73,6	2,8	2,7	2,2	2,2	2,3
Bonneterie	+ 26	+ 17	+ 20	+ 27	+ 15	75,3	70,7	71,8	77,3	74,5	1,8	1,7	2,5	2,1	1,9
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 41	+ 47	+ 44	+ 50	+ 44	80,2	78,7	77,6	75,5	80,5	2,0	1,8	2,4	2,1	1,8
dont : Chaussures	+ 23	+ 49	+ 67	+ 60	+ 67	84,8	78,9	71,9	68,1	73,0	1,5	1,0	1,9	1,2	1,0
Habillement	+ 44	+ 46	+ 39	+ 48	+ 39	79,1	78,7	78,9	77,1	82,2	2,1	1,9	2,5	2,3	2,0
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 14	+ 23	+ 11	+ 18	+ 15	87,6	86,1	86,4	84,1	85,1	1,9	2,0	1,7	1,8	1,7
dont : Bois	+ 24	+ 38	+ 16	+ 15	0	87,6	83,5	83,9	83,5	84,0	2,0	2,0	1,8	1,8	1,7
Meubles en bois	+ 7	+ 12	+ 8	+ 20	+ 26	87,6	87,9	88,2	84,5	86,0	1,9	2,0	1,7	1,8	1,7
Papiers et cartons	+ 1	+ 21	+ 22	+ 32	+ 28	86,7	84,8	85,1	83,6	83,4	1,3	1,3	1,1	1,2	1,1
dont : Production de papier et carton	- 8	+ 11	+ 4	+ 49	+ 30	91,9	91,4	92,9	89,8	87,9	1,3	1,1	1,0	1,1	1,0
Transformation de papier et carton	+ 8	+ 29	+ 35	+ 21	+ 26	82,8	79,7	79,2	78,9	80,0	1,4	1,4	1,2	1,3	1,2
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 70	+ 18	+ 44	84,8	76,1	73,9	70,8	70,0	1,6	1,6	1,6	1,8	1,8
Transformation de matières plastiques	- 31	0	+ 4	+ 5	+ 6	82,3	85,6	85,4	81,7	82,7	3,9	4,5	3,0	3,0	2,9
Production et première transformation des métaux	+ 36	+ 23	+ 51	+ 45	+ 37	77,1	79,6	67,2	77,3	74,8	2,0	1,9	1,7	1,7	1,7
dont : Métaux ferreux	+ 46	+ 26	+ 60	+ 49	+ 37	74,6	77,1	63,3	76,2	72,7	1,7	1,8	1,6	1,6	1,6
Métaux non ferreux	- 16	+ 9	+ 6	+ 24	+ 35	89,6	91,9	86,8	82,9	85,1	3,0	2,5	2,1	2,1	2,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 10	+ 10	+ 18	+ 5	86,8	86,1	84,9	80,3	86,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,0
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 11	+ 10	+ 11	+ 24	+ 12	86,1	85,7	85,1	79,4	84,8	2,2	2,1	2,1	2,2	2,0
Industrie chimique	+ 6	+ 8	+ 8	+ 28	+ 23	83,0	80,2	81,3	77,5	77,8	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 62	- 28	- 58	0	+ 55	99,2	99,2	95,8	90,7	93,6	2,3	2,2	2,0	2,0	2,2
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 10	+ 4	+ 30	+ 21	+ 29	79,5	81,7	80,1	80,0	79,2	5,1	5,6	4,6	4,8	4,8
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 6	+ 14	+ 27	+ 32	+ 43	84,1	85,1	82,0	76,8	79,5	5,6	5,4	4,4	4,4	4,8
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 47	+ 46	+ 48	+ 47	+ 96	81,7	81,3	67,3	67,2	66,7	6,7	7,1	6,9	6,1	6,6
Machines-outils	- 43	+ 29	+ 19	+ 9	+ 38	89,9	90,4	91,7	87,2	80,6	9,1	8,8	6,6	6,5	6,5
Machines textiles	- 8	+ 25	+ 6	+ 66	+ 73	92,6	88,4	89,6	76,7	82,3	6,4	5,8	4,6	4,6	4,7
Moteurs, compresseurs, pompes	- 8	- 9	+ 15	+ 17	+ 7	84,3	85,1	83,5	77,3	83,4	5,0	4,7	3,8	4,3	6,2
Construction électrique et électronique	+ 8	+ 31	+ 2	+ 17	+ 4	80,4	80,0	78,4	80,9	78,2	6,8	6,5	5,4	5,2	5,1
dont : Construction électrique d'équipement	- 3	+ 27	+ 1	+ 5	- 14	81,4	81,2	79,4	82,6	79,4	6,7	6,5	6,4	6,3	6,1
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 34	+ 42	+ 4	+ 48	+ 48	77,4	76,9	76,3	75,6	75,1	7,3	6,9	3,1	2,8	2,7
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 20	- 21	+ 17	+ 50	+ 18	96,9	96,6	96,5	89,1	97,3	2,7	2,4	1,9	1,8	1,9
Construction d'autre matériel de transport	+ 48	+ 23	+ 27	+ 21	+ 33	59,8	61,1	66,5	68,4	66,4	18,0	17,7	18,9	18,2	18,2
dont : Construction navale	+ 90	+ 88	+ 89	+ 85	+ 78	55,1	55,9	62,6	64,5	63,9	15,5	14,8	17,4	16,0	16,5
Construction de cycles et motocycles	0	- 23	0	- 13	+ 64	94,1	87,4	88,5	86,1	69,8	2,4	2,3	1,5	1,7	1,3

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains Bulletins de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août
Ensemble des industries	+ 5	- 8	- 11	- 7	- 7	+ 2	- 3	- 6	- 5	- 5	+ 4	+ 9	- 5	- 6	- 3
I. Biens de consommation	+ 17	+ 5	- 5	+ 6	+ 2	+ 9	+ 1	- 2	+ 2	0	+ 15	+ 20	+ 8	+ 18	+ 15
II. Biens d'investissement	+ 6	- 11	- 11	- 8	- 10	- 3	- 4	- 13	- 15	- 11	+ 5	+ 17	- 1	- 4	- 1
III. Biens intermédiaires	- 1	- 16	- 19	- 16	- 15	- 1	- 5	- 7	- 5	- 5	- 3	- 3	- 14	- 23	- 16
Industrie textile	+ 4	- 9	- 19	- 12	- 6	- 4	- 14	- 5	- 10	- 4	+ 6	+ 10	+ 9	+ 9	+ 5
dont : Laine	- 25	- 20	- 45	- 45	- 30	- 28	- 39	- 1	- 11	- 6	- 7	- 18	0	+ 15	- 3
Coton	- 10	- 6	- 29	- 14	- 3	- 6	- 16	- 10	- 15	- 13	+ 2	+ 9	+ 11	- 2	- 6
Bonneterie	+ 13	- 14	+ 4	+ 22	- 2	- 20	- 8	+ 8	+ 6	- 2	+ 17	+ 20	+ 12	+ 16	+ 19
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 8	+ 10	- 25	+ 3	- 8	- 3	- 5	- 14	- 8	- 14	+ 14	+ 19	+ 11	+ 16	+ 14
dont : Chaussures	+ 55	+ 61	- 29	+ 43	+ 31	- 10	- 7	- 48	- 15	- 4	+ 18	+ 27	+ 15	+ 28	+ 29
Habillement	- 3	- 1	- 25	- 6	- 17	- 2	- 5	- 7	- 6	- 17	+ 13	+ 17	+ 10	+ 13	+ 10
Industrie du bois et du meuble en bois	- 5	- 3	- 21	- 9	- 12	0	0	- 2	0	- 7	+ 5	+ 21	+ 10	+ 3	+ 29
dont : Bois	- 10	- 8	- 23	- 14	- 22	- 3	0	- 3	- 1	- 20	+ 3	+ 23	+ 3	+ 1	+ 30
Meubles en bois	0	+ 1	- 20	- 5	- 4	+ 2	- 1	- 1	+ 2	+ 3	+ 7	+ 20	+ 14	+ 5	+ 28
Papiers et cartons	+ 7	- 22	- 27	- 16	- 22	+ 2	- 3	- 9	- 2	- 2	0	+ 1	- 16	- 11	- 18
dont : Production de papier et carton	+ 3	- 22	- 42	- 16	- 34	+ 4	- 6	- 5	- 16	+ 3	- 16	- 32	- 47	- 40	- 58
Transformation de papier et carton	+ 10	- 23	- 14	- 16	- 13	0	0	- 13	+ 8	- 6	+ 11	+ 27	+ 7	+ 12	+ 14
Industrie du cuir	- 58	- 44	- 39	- 52	+ 14	- 44	- 44	- 29	0	0	0	- 44	- 30	- 1	0
Transformation de matières plastiques	+ 1	- 2	+ 23	+ 33	+ 65	+ 1	- 3	- 5	- 31	+ 29	0	+ 8	+ 15	+ 33	+ 5
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	- 49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	+ 14	- 25	- 33	- 35	- 36	+ 3	+ 1	- 10	- 13	- 11	+ 1	- 17	- 36	- 65	- 43
dont : Métaux ferreux	+ 11	- 30	- 40	- 43	- 36	+ 4	- 4	- 10	- 14	- 13	- 16	- 39	- 43	- 84	- 52
Métaux non ferreux	+ 24	- 8	- 8	- 5	- 36	0	+ 19	- 5	- 7	- 3	+ 60	+ 63	- 13	+ 2	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 5	- 20	- 7	- 7	+ 1	- 9	- 5	- 13	- 16	- 11	+ 1	+ 2	+ 3	- 8	- 18
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 4	- 19	- 9	- 4	- 10	- 7	- 2	- 12	- 18	- 16	+ 1	+ 4	+ 4	- 6	- 26
Industrie chimique	- 9	0	+ 4	+ 2	0	0	0	0	0	0	- 12	+ 3	- 10	- 7	- 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 31	0	- 3	+ 36	+ 27	0	0	0	0	+ 37	0	0	+ 6	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 12	+ 2	- 5	- 6	- 6	+ 17	+ 7	- 8	- 2	- 4	+ 11	+ 16	- 3	- 9	- 2
Construction de machines et de matériel mécanique	- 11	- 16	- 30	- 29	- 28	- 5	- 19	- 31	- 36	- 33	+ 6	+ 13	- 6	- 2	+ 8
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 47	+ 43	- 93	- 88	- 96	- 3	- 49	- 89	- 91	- 96	0	+ 48	0	0	+ 45
Machines-outils	- 2	- 9	- 17	- 7	+ 16	- 1	- 13	- 35	- 55	- 53	+ 1	- 7	- 9	+ 11	+ 3
Machines textiles	- 49	- 75	- 80	- 47	- 71	- 18	- 26	- 54	- 56	- 55	- 49	- 49	- 47	- 48	- 46
Moteurs, compresseurs, pompes	- 21	- 19	- 13	- 17	- 4	+ 2	- 4	+ 3	- 15	- 10	+ 30	+ 34	- 2	+ 3	+ 22
Construction électrique et électronique	+ 30	- 6	+ 5	+ 9	- 1	- 17	- 13	- 9	- 6	+ 4	+ 8	+ 28	- 7	- 9	0
dont : Construction électrique d'équipement	+ 38	- 13	+ 7	+ 13	0	- 16	- 8	- 16	- 15	+ 3	+ 12	+ 40	+ 5	- 14	- 2
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 5	- 2	- 3	+ 1	- 3	- 32	- 34	+ 3	+ 5	+ 5	- 2	0	- 38	+ 4	+ 5
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 19	- 16	+ 10	+ 31	+ 14	+ 35	0	+ 6	+ 18	0	+ 12	+ 12	+ 11	+ 63	+ 14
Construction d'autre matériel de transport	+ 16	+ 16	- 10	- 10	- 17	+ 29	+ 38	+ 36	+ 21	+ 9	+ 9	+ 36	+ 1	+ 32	+ 25
dont : Construction navale	+ 18	+ 17	+ 4	- 2	- 3	+ 21	+ 20	+ 45	0	0	+ 14	+ 17	+ 7	+ 16	+ 16
Construction de cycles et motocycles	+ 38	+ 37	- 64	- 50	- 86	- 12	0	- 64	- 24	- 86	0	+ 36	- 8	0	- 36

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande		évolution		prévisions				
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1989	Août	+ 7,9	+10	+3,0	+ 3	+ 5,5	+ 5	+ 6,1	+ 3	+ 1,6	- 5	+2,6	- 2	+ 7,6	+ 8	+ 7,8	+10	+ 4,7	+ 4,5	+ 4,9	+ 8	+17,1	+17
	Septembre	+ 7,4	- 2	+2,3	- 3	+ 5,1	0	+ 6,0	+ 3	+ 1,1	- 6	+4,3	+ 7	+ 7,3	+ 8	+ 8,3	+ 6	+ 4,4	- 0,1	+ 3,3	0	+17,0	+17
	Octobre	+ 7,1	+ 6	+1,5	- 4	+ 5,5	- 6	+ 6,3	+ 6	+ 1,5	+ 4	+5,3	+10	+ 6,8	+ 7	+ 8,6	+ 8	+ 4,3	+ 1,4	+ 2,0	+ 2	+17,0	+18
	Novembre	+ 7,0	+ 7	+1,5	+ 3	+ 6,0	+ 8	+ 6,8	+ 8	+ 2,1	0	+5,5	+ 4	+ 6,3	+ 5	+ 8,9	+ 9	+ 4,3	+ 4,5	+ 1,4	+ 1	+16,9	+17
	Décembre	+ 6,6	+ 7	+1,9	+18	+ 6,4	+ 7	+ 6,9	+16	+ 2,9	+ 9	+5,1	+ 8	+ 5,4	+ 1	+ 9,0	+12	+ 4,1	+ 7,8	+ 1,3	+ 1	+16,4	+18
1990	Janvier	+ 5,4	+12	+2,9	- 9	+ 6,5	+ 6	+ 6,3	+ 5	+ 2,9	+ 3	+4,4	+ 4	+ 4,3	+ 6	+ 8,8	+ 9	+ 3,7	+ 3,5	+ 1,3	+ 6	+15,4	+12
	Février	+ 3,3	+ 4	+3,4	+ 7	+ 5,6	+15	+ 4,6	+ 9	+ 1,6	+ 8	+4,0	+ 3	+ 3,1	+ 7	+ 7,9	+ 9	+ 2,7	+ 7,0	+ 1,1	+ 4	+13,9	+16
	Mars	+ 0,8	-10	+3,1	- 4	+ 3,0	- 7	+ 2,4	+ 2	0,0	0	+4,0	+ 5	+ 2,0	+ 1	+ 6,6	+ 3	+ 1,1	- 2,5	+ 1,0	+ 1	+11,9	+14
	Avril	- 1,0	- 5	+2,5	+ 6	+ 0,3	- 7	+ 0,4	- 1	- 1,6	- 4	+3,9	+ 4	+ 1,3	+ 2	+ 5,4	- 1	- 0,4	- 1,8	+ 1,0	+ 1	+ 9,9	+ 5
	Mai	- 1,5	0	+0,6	+ 2	- 1,8	+13	- 1,1	- 1	- 3,3	- 3	+3,6	+ 6	+ 0,5	- 2	+ 4,4	+ 7	- 1,5	+ 1,3	+ 1,0	+ 1	+ 8,6	+10
	Juin	- 1,1	- 3	-2,1	- 9	- 3,1	0	- 2,3	- 2	- 4,6	- 6	+3,4	+ 3	- 0,9	0	+ 3,0	+ 4	- 2,3	- 2,4	+ 1,0	- 1	+ 8,1	+ 6
	Juillet	- 0,4	0	-4,9	+ 4	- 3,1	- 9	- 3,4	- 3	- 6,1	- 3	+3,8	+ 2	- 2,8	+ 5	+ 0,9	+ 6	- 3,4	- 0,3	+ 1,3	+ 1	+ 8,9	+ 7
	Août	0,0	+ 1	-7,6	- 9	- 3,0	- 2	- 5,6	- 5	- 8,5	- 8	+4,9	+ 3	- 4,8	- 6	- 1,8	- 5	- 4,9	- 4,6	+ 1,8	- 2	+10,6	+ 9
	Septembre	- 0,5	- 4	-8,9	-13	- 3,8	- 4	- 8,9	- 6	-11,5	-10	+6,1	+11	- 6,6	- 7	- 5,0	- 4	- 6,6	- 7,4	+ 2,4	+ 8	+12,1	+16
	Octobre	- 1,8	0	-8,3	-10	- 4,9	- 3	-12,5	-15	-14,4	-19	+7,4	+10	- 8,4	- 9	- 8,1	-10	- 8,3	- 9,5	+ 3,0	+ 3	+13,3	+14
	Novembre	- 3,4	+ 1	-7,0	+ 2	- 6,0	- 8	-16,6	-21	-17,5	-16	+8,0	+ 8	-10,4	- 8	-10,8	- 8	-10,0	- 8,3	+ 3,4	+ 3	+13,3	+15
	Décembre	- 6,0	- 7	-5,8	- 3	- 7,9	- 8	-20,9	-16	-21,4	-18	+8,0	+ 8	-12,5	-13	-12,9	-15	-12,0	-11,0	+ 3,6	+ 8	+11,9	+13
1991	Janvier	- 9,0	- 6	-5,3	- 8	-10,5	- 6	-25,0	-23	-25,4	-24	+8,3	+ 7	-14,4	-18	-14,1	-26	-14,1	-14,8	+ 3,4	+ 4	+10,1	+10
	Février	-11,3	-14	-6,0	- 5	-12,8	-15	-28,4	-37	-29,0	-33	+9,0	+12	-15,3	-18	-13,9	-20	-15,9	-19,3	+ 2,5	+ 1	+ 8,4	+ 7
	Mars	-12,8	-17	-7,8	- 2	-14,8	-20	-30,9	-33	-31,8	-35	+9,8	+ 8	-14,8	-16	-12,5	- 9	-16,9	-17,5	+ 1,3	+ 4	+ 7,0	+ 6
	Avril	-12,9	-14	-9,5	-11	-15,8	-16	-32,0	-32	-32,4	-36	+10,5	+10	-13,1	- 6	-10,8	-10	-17,1	-16,9	- 0,3	- 1	+ 6,5	+ 7
	Mai	.	-11	.	-15	.	-17	.	-32	.	-30	.	+12	.	-13	.	-13	.	-17,9	.	- 2	.	+ 5
	Juin	.	- 6	.	-13	.	-11	.	-27	.	-29	.	+22	.	-12	.	- 7	.	-15,9	.	- 3	.	+ 6
	Juillet	.	-11	.	- 2	.	-11	.	-35	.	-32	.	+ 7	.	- 7	.	- 3	.	-13,5	.	- 4	.	+14
	Août	.	- 2	.	- 4	.	-15	.	-39	.	-28	.	+18	.	- 5	.	- 4	.	-14,4	.	- 2	.	+ 9

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande		évolution		prévisions				
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1989																							
	Août	+ 0,6	+17	- 2,8	- 1	- 1,3	- 7	-24,8	-23	-27,0	-27	+ 1,9	+14	- 0,5	0	- 1,0	- 4	- 7,2	- 7,4	- 0,8	- 8	+11,1	+12
	Septembre	+ 0,6	- 5	- 3,3	- 4	- 1,0	+ 9	-25,9	-26	-27,0	-27	+ 1,4	+ 5	- 0,5	- 2	- 2,0	-10	- 7,2	- 8,8	- 2,4	- 1	+11,0	+11
	Octobre	+ 0,6	+15	- 3,3	+12	- 0,6	+11	-26,8	-28	-27,0	-27	+ 1,0	+ 1	- 0,3	- 5	- 1,6	- 2	- 6,7	- 3,1	- 2,3	-13	+10,3	+11
	Novembre	0,0	0	- 3,1	- 6	- 1,3	- 5	-27,1	-23	-27,1	-16	+ 1,1	- 4	0,0	0	- 0,9	+ 1	- 6,3	- 5,6	- 1,3	+ 3	+ 8,6	+12
	Décembre	+ 0,9	-12	- 2,8	-12	- 1,3	-21	-27,4	-29	-27,4	-25	+ 1,6	0	0,0	0	- 0,5	+ 5	- 5,9	-11,8	+ 0,6	-11	+ 6,4	+ 4
1990																							
	Janvier	+ 2,6	+10	- 1,4	0	- 2,9	+37	-27,1	-30	-27,6	-31	+ 2,4	+ 4	- 0,3	0	- 0,5	- 9	- 5,8	- 3,4	+ 2,5	+ 4	+ 3,6	0
	Février	+ 4,3	- 4	- 0,1	+ 3	- 4,5	- 4	-26,0	-27	-27,6	-28	+ 3,4	+11	- 0,9	+ 1	- 0,9	+ 7	- 5,9	- 7,9	+ 1,8	+13	+ 1,6	+ 5
	Mars	+ 5,8	+30	+ 0,3	- 5	- 4,5	- 7	-23,8	-25	-26,6	-28	+ 4,5	+ 2	- 1,6	- 5	- 1,8	- 2	- 6,1	- 5,5	- 1,3	-11	+ 0,4	- 1
	Avril	+ 6,4	+ 7	- 1,1	+ 8	- 4,5	- 5	-20,8	-22	-24,9	-26	+ 5,3	+ 6	- 2,3	- 5	- 2,6	- 3	- 6,4	- 6,5	- 4,3	+ 3	- 0,5	0
	Mai	+ 5,6	+ 6	- 4,3	+ 6	- 5,0	+ 4	-18,0	-15	-23,1	-21	+ 5,8	- 2	- 2,5	- 2	- 3,6	- 1	- 6,9	- 2,6	- 7,3	-11	- 1,3	- 4
	Juin	+ 4,4	+ 2	- 7,8	-16	- 6,0	+ 1	-16,3	-15	-21,9	-21	+ 6,4	+ 6	- 2,5	- 3	- 5,5	- 5	- 8,2	- 7,9	- 9,0	- 7	- 2,4	0
	Juillet	+ 2,6	+ 6	-10,1	-11	- 7,6	- 8	-16,8	-15	-22,5	-21	+ 7,1	+ 9	- 4,4	0	- 9,0	- 7	-10,3	- 8,1	- 9,0	-11	- 3,8	- 2
	Août	- 0,5	+ 1	-10,6	-14	-10,4	-18	-19,0	-18	-24,8	-23	+ 8,0	+11	- 8,4	0	-14,0	-30	-12,6	-14,1	-10,3	+ 4	- 5,1	- 7
	Septembre	- 4,0	-11	-10,4	- 7	-12,8	-14	-22,1	-23	-27,3	-29	+ 9,0	+ 6	-12,6	-26	-19,3	-12	-14,8	-16,0	-12,3	-25	- 6,1	- 5
	Octobre	- 6,6	-10	-10,4	-10	-14,3	- 5	-25,8	-25	-29,8	-31	+ 9,9	+ 9	-16,8	-18	-23,6	-21	-16,4	-16,1	-13,6	- 6	- 6,9	- 7
	Novembre	- 7,8	- 3	-12,4	+10	-15,0	-21	-28,6	-30	-31,6	-31	+10,6	+13	-18,9	-24	-26,3	-28	-17,1	-17,5	-14,8	-22	- 7,6	-10
	Décembre	- 7,5	-12	-16,1	-25	-14,5	-27	-30,6	-33	-32,6	-36	+11,3	+10	-18,9	-19	-26,8	-27	-17,9	-23,6	-14,6	-17	- 8,5	-22
1991																							
	Janvier	- 5,9	- 8	-19,9	-25	-13,3	- 4	-31,8	-32	-33,4	-36	+11,8	+12	-18,0	-19	-26,3	-27	-18,6	-20,4	-13,3	-12	- 9,5	- 5
	Février	- 3,4	+ 1	-22,4	-12	-12,5	-14	-32,4	-35	-33,9	-33	+11,8	+16	-16,4	-11	-25,8	-23	-18,8	-17,9	-12,4	- 9	-11,5	- 8
	Mars	- 1,9	+ 6	-22,0	-31	-11,8	- 8	-33,1	-31	-34,0	-34	+11,3	+10	-14,6	-12	-25,4	-12	-18,9	-16,5	-11,8	-15	-15,1	-11
	Avril	- 1,0	-17	-20,0	-17	-11,1	-24	-34,1	-32	-34,4	-34	+10,3	+12	-13,1	-18	-25,4	-25	-18,9	-22,4	-11,1	-11	-19,3	-28
	Mai	.	+ 9	.	-28	.	- 7	.	-37	.	-43	.	+ 6	.	-13	.	-26	.	-18,9	.	- 3	.	-27
	Juin	.	-16	.	+ 9	.	-15	.	-35	.	-34	.	+10	.	- 9	.	-26	.	-17,0	.	-15	.	-20
	Juillet	.	0	.	-14	.	- 8	.	-40	.	-37	.	+ 3	.	-12	.	-39	.	-19,1	.	- 9	.	-30
	Août	.	- 4	.	-21	.	-17	.	-37	.	-38	.	+ 4	.	-13	.	-33	.	-20,9	.	-15	.	-26

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1990		1991			1990		1991		
	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 2	- 5	- 28	- 33	- 39	+ 2	+ 4	+ 16	+ 6	+ 18
I. Biens de consommation	+ 11	+ 9	- 17	- 31	- 45	+ 6	+ 4	+ 14	+ 11	+ 13
II. Biens d'investissement	- 5	- 2	- 42	- 37	- 39	- 1	+ 1	+ 16	+ 8	+ 20
III. Biens intermédiaires	- 6	- 16	- 29	- 34	- 38	0	+ 5	+ 17	- 1	+ 13
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 26	- 26	- 27	- 22	- 29	+ 15	+ 18	+ 26	+ 19	+ 16
Industrie de la transformation du bois	+ 5	+ 3	- 24	- 16	- 20	+ 20	+ 10	+ 26	+ 12	+ 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 8	- 8	- 23	- 25	- 28	+ 8	+ 7	+ 43	+ 33	+ 35
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 9	- 4	- 11	- 16	- 19	- 1	- 5	+ 8	- 1	+ 11
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	- 13	- 11	- 5	- 10	+ 9	- 1	- 2	- 10	- 6
Industrie des fabrications métalliques	+ 8	+ 6	- 37	- 47	- 56	- 6	+ 4	+ 14	+ 6	+ 31
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 18	- 22	- 34	- 42	- 38	+ 9	+ 9	+ 9	+ 1	+ 3
I. Biens de consommation	+ 1	- 3	- 22	- 9	- 16	+ 8	+ 3	+ 6	+ 6	+ 9
II. Biens d'investissement	- 4	- 4	- 19	- 36	- 24	+ 19	+ 18	+ 14	+ 10	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 28	- 36	- 45	- 46	- 44	0	+ 1	- 1	- 10	- 9
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 36	- 52	- 47	- 49	- 59	+ 35	+ 18	+ 26	+ 32	+ 32
Industrie de la transformation du bois	- 6	+ 10	- 36	+ 7	- 6	- 16	- 25	- 17	- 26	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 8	- 15	- 57	- 42	- 45	+ 8	+ 22	+ 22	- 21	- 21
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 11	- 18	- 18	- 16	- 14	+ 15	+ 12	- 6	0	- 6
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	- 8	- 12	- 14	- 12	+ 11	+ 15	+ 4	- 1	- 20
Industrie des fabrications métalliques	- 8	- 5	- 25	- 48	- 33	+ 19	+ 18	+ 20	+ 11	+ 21

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1990			1991		1990			1991		1990		1991		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries²	+ 10	+ 17	+ 22	+ 31	+ 27	84,2	83,5	82,5	80,0	81,6	4,1	4,0	3,5	3,4	3,4
I. Biens de consommation	+ 3	+ 3	+ 15	+ 35	+ 24	87,6	86,5	87,4	82,7	86,5	2,3	2,2	2,2	2,1	1,9
II. Biens d'investissement	+ 23	+ 31	+ 35	+ 37	+ 40	80,0	79,9	76,8	75,1	77,3	6,8	6,8	6,2	6,0	6,2
III. Biens intermédiaires	+ 1	+ 9	+ 8	+ 23	+ 21	84,2	83,3	83,0	81,5	80,6	2,8 ³	2,8 ³	2,2	2,2 ³	2,3 ³
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 33	+ 33	+ 23	+ 32	+ 28	79,5	78,6	79,4	79,6	79,8	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3
Industrie de la transformation du bois	+ 11	+ 20	+ 15	+ 19	+ 19	88,6	87,6	87,1	83,9	84,9	2,0	2,1	1,8	1,9	1,8
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 8	+ 9	+ 17	+ 37	+ 27	86,6	85,3	83,6	80,7	82,5	1,6	1,5	1,3	1,4	1,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 18	+ 18	+ 27	+ 21	+ 12	88,2	84,7	80,4	73,6	87,4	2,7	2,7	2,9	3,1	2,7
Industrie des fabrications métalliques	+ 6	+ 13	+ 26	+ 40	+ 34	84,3	83,6	82,1	79,6	81,5	5,8	5,7	4,9	4,7	4,7
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries²	+ 29	+ 27	+ 42	+ 36	+ 39	75,3	77,6	73,0	74,9	76,1	3,2	3,3	3,1	3,2	3,3
I. Biens de consommation	+ 18	+ 24	+ 31	+ 33	+ 32	80,4	79,5	78,1	76,5	76,8	1,4	1,4	1,8	1,9	1,8
II. Biens d'investissement	+ 11	+ 11	+ 24	+ 25	+ 36	79,3	82,3	82,0	77,1	81,3	5,3	5,6	4,9	5,1	5,3
III. Biens intermédiaires	+ 41	+ 36	+ 57	+ 41	+ 39	73,5	74,8	65,9	73,8	72,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 25	+ 58	+ 36	+ 52	+ 63	63,6	70,3	76,0	74,2	71,0	1,1	1,1	1,2	1,0	1,2
Industrie de la transformation du bois	+ 4	+ 13	- 8	+ 17	+ 20	75,8	68,8	72,1	73,4	73,3	1,7	1,7	1,4	1,1	1,1
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 7	+ 38	+ 17	+ 33	+ 25	78,2	79,7	83,7	85,0	81,5	1,0	0,7	1,3	1,2	1,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 5	+ 3	+ 10	+ 16	+ 4	85,9	85,3	84,6	82,6	85,1	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7
Industrie des fabrications métalliques	+ 11	+ 18	+ 34	+ 28	+ 44	76,7	77,7	77,6	74,6	78,2	5,5	5,9	5,1	5,4	5,6

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					C. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1990		1991			1990		1991			1990		1991		
	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août	Juillet	Août	2 ^e trim.	Juillet	Août
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 5	- 6	- 7	0	- 5	+ 4	- 6	- 8	- 7	- 4	+ 3	+ 12	+ 3	+ 8	+ 10
I. Biens de consommation	+ 16	- 1	- 5	+ 10	+ 1	+ 17	0	- 1	+ 5	- 2	+ 9	+ 16	+ 8	+ 29	+ 12
II. Biens d'investissement	+ 7	- 13	- 16	- 9	- 15	- 2	- 13	- 19	- 25	- 11	+ 7	+ 19	+ 3	+ 1	+ 16
III. Biens intermédiaires	- 3	- 6	- 4	0	- 1	- 1	- 7	- 8	- 3	- 3	- 5	+ 5	- 2	- 3	+ 5
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 8	+ 4	- 16	- 6	- 7	- 4	- 6	- 7	- 11	- 1	+ 8	+ 12	+ 10	+ 8	+ 7
Industrie de la transformation du bois	- 4	- 5	- 21	- 13	- 14	0	- 3	- 5	- 3	- 7	+ 9	+ 23	+ 11	+ 4	+ 28
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 13	- 10	- 11	- 4	- 15	+ 3	- 4	- 11	+ 11	- 2	+ 2	- 2	+ 5	- 2	- 4
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 7	0	+ 8	+ 12	+ 11	0	- 1	- 1	+ 6	+ 5	- 10	+ 6	- 8	+ 8	+ 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	0	- 10	- 4	- 8	+ 3	+ 2	+ 1	- 3	- 2	- 5	+ 8	+ 9	+ 8	+ 3
Industrie des fabrications métalliques	+ 13	- 15	- 10	- 1	- 9	+ 9	- 13	- 15	- 15	- 12	+ 10	+ 19	+ 5	+ 15	+ 14
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	0	- 26	- 26	- 32	- 29	+ 2	- 2	- 12	- 10	- 15	- 3	- 11	- 22	- 33	- 30
I. Biens de consommation	+ 12	+ 5	- 6	+ 9	+ 5	+ 10	+ 6	0	+ 1	0	+ 6	+ 5	+ 11	+ 3	+ 22
II. Biens d'investissement	- 6	- 16	- 14	- 16	- 17	+ 2	- 6	- 25	- 22	- 29	+ 4	+ 5	- 8	- 13	- 14
III. Biens intermédiaires	+ 1	- 34	- 36	- 46	- 37	0	- 2	- 5	- 3	- 4	- 8	- 25	- 39	- 50	- 47
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 14	- 33	- 32	- 31	- 15	+ 3	- 22	+ 1	- 10	- 14	- 5	- 10	- 6	+ 15	0
Industrie de la transformation du bois	- 3	+ 10	- 24	+ 10	+ 5	+ 10	+ 9	+ 7	+ 1	+ 10	+ 27	+ 26	+ 5	+ 26	+ 67
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 30	- 16	- 21	- 8	- 17	0	- 13	+ 6	- 1	+ 10	+ 1	- 18	- 34	- 19	- 23
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 9	- 2	- 5	- 27	+ 2	0	0	- 5	0	- 3	- 11	- 2	- 13	- 12	- 12
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 10	- 30	- 10	+ 14	+ 1	- 14	- 14	- 26	- 25	- 17	- 3	- 5	- 14	- 19	- 15
Industrie des fabrications métalliques	- 1	- 12	- 16	- 21	- 24	+ 7	- 1	- 19	- 15	- 26	+ 3	+ 3	- 8	- 14	- 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	rythme d'activité		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989																				
Août	+ 5,3	+ 2	+16,9	+12	+10,5	+16	+17,8	+17	+ 9,0	+ 7	+17,1	+20	+16,3	+21	+13,2	+13,6	+23,8	+27	+42,4	+39
Septembre	+ 6,6	+ 6	+20,4	+22	+12,9	+16	+18,3	+21	+11,0	+15	+18,1	+21	+15,8	+15	+15,0	+16,6	+22,9	+20	+42,1	+42
Octobre	+ 8,3	+11	+24,0	+25	+13,8	+12	+18,4	+19	+13,8	+12	+18,6	+18	+15,0	+16	+16,4	+16,1	+22,8	+23	+41,9	+41
Novembre	+10,1	+12	+26,5	+40	+14,0	+14	+18,4	+17	+16,6	+14	+19,3	+17	+13,6	+ 9	+17,0	+17,6	+23,5	+19	+41,4	+42
Décembre	+12,3	+ 7	+25,9	+28	+13,9	+14	+18,4	+19	+18,6	+22	+20,1	+19	+11,8	+12	+17,0	+17,3	+24,3	+25	+40,5	+44
1990																				
Janvier	+13,8	+31	+22,3	+33	+13,6	+22	+18,1	+18	+19,9	+30	+21,1	+30	+ 9,5	+16	+16,4	+25,7	+24,1	+32	+39,4	+39
Février	+13,5	+15	+17,8	+10	+13,4	+13	+18,4	+12	+19,5	+21	+22,3	+22	+ 7,4	+ 5	+15,6	+14,0	+23,0	+29	+37,4	+38
Mars	+11,6	+15	+13,8	+14	+13,0	+12	+19,1	+21	+17,4	+18	+22,9	+24	+ 5,9	+ 4	+14,7	+15,4	+20,4	+20	+34,3	+37
Avril	+ 9,3	-15	+11,4	+ 3	+12,9	+ 7	+19,5	+18	+14,6	+15	+22,9	+19	+ 4,9	+ 7	+13,8	+ 7,7	+16,6	+19	+30,9	+30
Mai	+ 6,8	+ 6	+10,9	+ 9	+13,1	+16	+19,3	+24	+12,3	+10	+22,4	+27	+ 4,3	+ 3	+13,2	+13,6	+13,5	+10	+27,6	+25
Juin	+ 5,4	+ 5	+11,1	+14	+13,4	+17	+18,4	+23	+10,6	+10	+21,5	+23	+ 3,5	+ 7	+12,6	+14,1	+11,3	+10	+25,1	+22
Juillet	+ 4,3	+ 9	+10,9	+19	+13,5	+ 8	+17,1	+14	+10,0	+10	+19,9	+21	+ 1,8	+ 4	+11,6	+12,1	+10,5	+10	+24,0	+23
Août	+ 2,4	- 2	+10,8	+ 8	+13,3	+14	+16,3	+16	+ 9,6	+ 6	+17,8	+19	- 1,1	+ 1	+10,5	+ 8,9	+11,0	+11	+22,8	+26
Septembre	+ 0,6	- 9	+11,0	+11	+12,8	+14	+15,9	+12	+ 9,1	+ 6	+15,3	+14	- 4,3	- 6	+ 9,2	+ 6,0	+11,5	+17	+20,6	+24
Octobre	- 1,1	+15	+10,0	+11	+12,1	+12	+15,6	+18	+ 8,9	+16	+12,5	+13	- 7,0	- 9	+ 7,6	+10,9	+11,6	+18	+18,4	+17
Novembre	- 2,0	- 3	+ 7,6	+15	+11,0	+11	+15,4	+20	+ 8,5	+14	+10,6	+ 9	- 8,6	- 9	+ 6,1	+ 8,1	+11,3	+12	+16,1	+15
Décembre	- 2,0	+ 1	+ 4,4	- 5	+ 9,1	+ 1	+15,1	+10	+ 8,4	+ 7	+10,0	+ 7	- 7,4	-14	+ 5,0	+ 1,0	+10,8	+10	+14,6	+12
1991																				
Janvier	- 2,6	- 2	+ 0,8	- 4	+ 6,9	+14	+15,1	+15	+ 8,4	+ 9	+10,5	+ 7	- 3,8	-11	+ 4,3	+ 4,0	+10,4	+ 8	+14,9	+13
Février	- 4,4	-32	- 1,8	+ 3	+ 4,8	+ 3	+15,4	+13	+ 8,1	+ 4	+11,5	+15	+ 0,3	+10	+ 4,2	+ 2,3	+10,4	+ 9	+16,5	+14
Mars	- 6,1	+11	- 2,9	0	+ 3,3	+ 6	+15,6	+18	+ 8,0	+ 8	+12,8	+16	+ 4,3	+ 4	+ 4,3	+ 9,0	+10,9	+11	+18,5	+20
Avril	- 7,4	- 7	- 3,1	- 4	+ 2,6	+ 3	+15,5	+16	+ 8,0	+ 9	+12,5	+13	+ 6,6	+ 7	+ 4,6	+ 5,3	+11,6	+19	+20,5	+32
Mai	.	-11	.	- 3	.	+ 2	.	+16	.	+ 7	.	+13	.	+ 7	.	+ 4,4	.	+13	.	+26
Juin	.	-14	.	- 3	.	+ 2	.	+12	.	+14	.	+ 9	.	- 2	.	+ 2,6	.	+11	.	+22
Juillet	.	- 4	.	+ 4	.	0	.	+11	.	+ 7	.	+ 9	.	+ 9	.	+ 5,1	.	+14	.	+13
Août	.	0	.	+13	.	+ 3	.	+13	.	+ 8	.	+ 8	.	- 1	.	+ 6,3	.	+12	.	+20

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

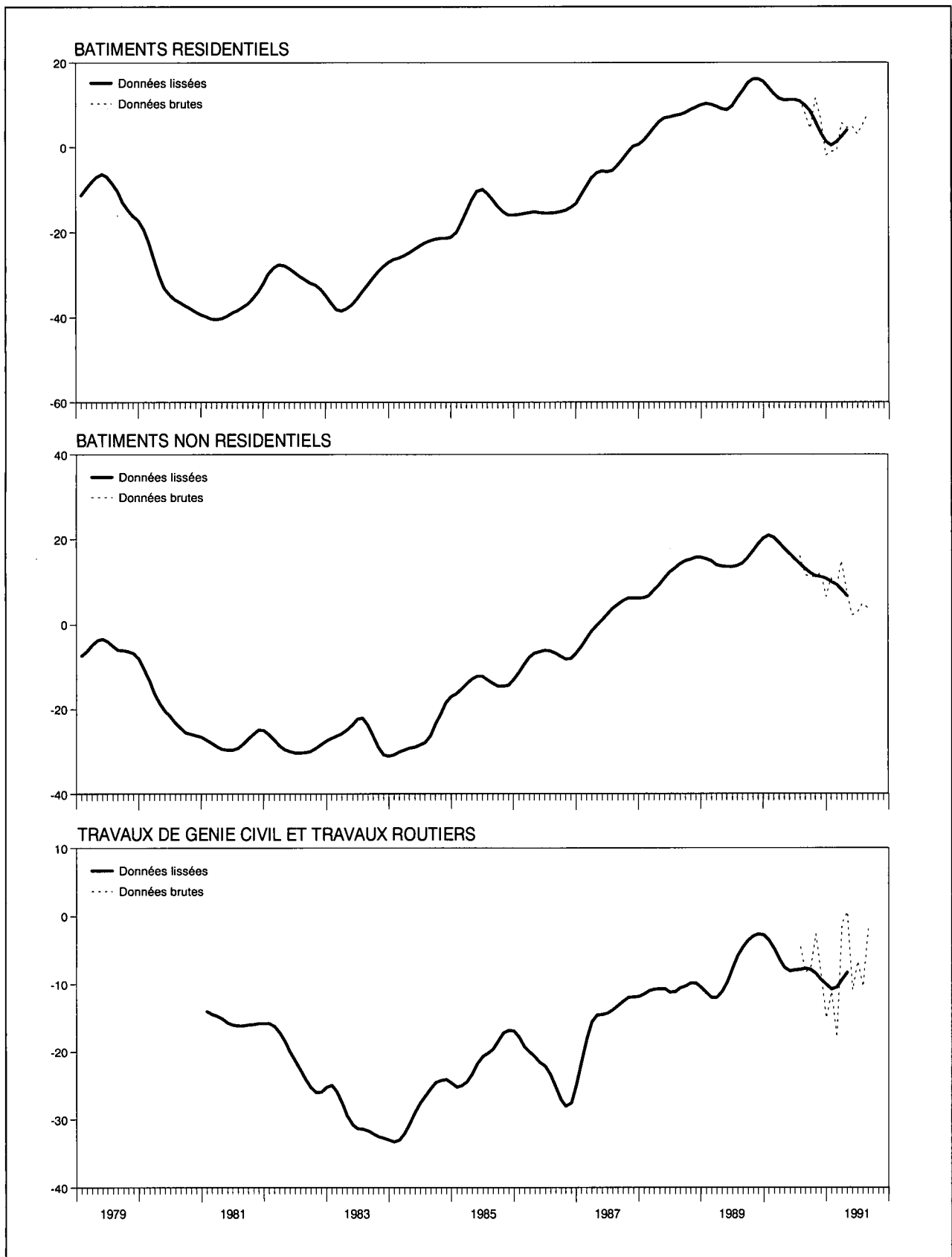
	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹				
	montant des travaux exécutés		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1989	Août	+ 3,0	+ 3	+ 7,6	+37	-11,6	-11	+ 3,3	+ 2	-45,1	-48	+ 0,6	+ 0	+ 8,4	+ 6	- 4,6	- 1,6	+ 1,0	- 1	+ 4,8	+ 5
	Septembre	+ 3,4	- 8	+ 9,5	+ 8	-10,9	- 3	+ 4,0	+ 9	-44,4	-43	+ 1,4	+ 7	+ 9,4	+ 9	- 3,6	- 3,0	+ 0,9	+ 2	+ 4,9	+ 1
	Octobre	+ 4,1	+12	+ 9,5	+11	-10,6	-15	+ 5,5	- 1	-43,6	-44	+ 2,0	- 1	+10,6	+13	- 3,0	- 3,6	+ 0,5	+ 2	+ 5,4	+ 2
	Novembre	+ 4,9	+ 6	+ 8,6	+16	-10,4	-12	+ 6,4	+ 8	-43,1	-43	+ 2,3	+ 2	+11,9	+ 7	- 2,7	- 2,3	- 0,4	- 4	+ 6,4	+ 6
	Décembre	+ 4,5	- 5	+ 6,8	+ 8	-10,1	- 8	+ 6,8	- 1	-43,0	-40	+ 2,1	+ 4	+13,1	+14	- 2,8	- 4,0	- 1,0	- 3	+ 7,6	+10
1990	Janvier	+ 2,6	+38	+ 4,5	+ 3	-10,0	-10	+ 6,5	+10	-43,0	-39	+ 1,0	+ 3	+12,5	+17	- 3,5	+ 3,1	- 1,1	0	+ 8,4	+ 7
	Février	- 0,4	+ 6	+ 1,6	+ 4	- 9,5	0	+ 5,5	+15	-43,1	-43	- 0,9	+ 1	+ 9,9	+21	- 4,9	+ 0,6	- 1,6	0	+ 8,4	+12
	Mars	- 4,1	- 3	- 1,1	- 2	- 8,9	-10	+ 4,5	+ 4	-43,4	-44	- 2,6	- 5	+ 7,1	+ 3	- 6,4	- 8,1	- 2,0	- 3	+ 7,5	+12
	Avril	- 6,8	- 9	- 3,3	- 5	- 8,6	-21	+ 3,9	- 1	-43,5	-43	- 4,4	- 8	+ 4,1	-18	- 7,6	-15,0	- 2,5	- 1	+ 5,9	+ 4
	Mai	- 7,9	-15	- 4,6	-12	- 8,4	- 6	+ 3,6	+ 3	-43,6	-48	- 5,4	- 9	+ 3,3	+ 1	- 8,1	-12,3	- 3,6	- 6	+ 4,4	+ 3
	Juin	- 7,0	- 9	- 4,0	-12	- 8,6	- 6	+ 4,1	+ 9	-43,8	-45	- 5,6	- 3	+ 4,8	+13	- 8,0	- 7,6	- 5,3	- 5	+ 3,3	+ 6
	Juillet	- 4,3	- 6	- 2,0	- 5	- 9,0	- 9	+ 4,8	+ 9	-43,8	-32	- 6,0	+ 2	+ 5,6	+ 9	- 7,9	- 4,6	- 7,3	- 3	+ 2,4	+ 1
	Août	- 1,3	+ 3	0,0	+ 3	- 9,5	-18	+ 4,0	- 3	-44,0	-36	- 6,4	- 6	+ 5,5	- 1	- 7,8	- 8,3	- 9,0	-11	+ 1,9	0
	Septembre	+ 1,1	+ 1	+ 1,3	+ 6	- 9,6	-17	+ 3,4	- 4	-44,4	-44	- 6,9	- 7	+ 4,3	+11	- 7,9	- 7,7	-10,0	-12	+ 1,8	+ 2
	Octobre	+ 1,0	+ 6	0,0	+19	- 8,9	0	+ 2,9	+10	-44,6	-49	- 7,6	- 9	+ 2,3	+ 4	- 8,5	- 2,7	- 9,4	-12	+ 1,6	+ 2
	Novembre	- 1,3	+ 5	- 3,0	- 3	- 9,0	- 5	+ 2,3	+ 4	-44,3	-48	- 8,0	- 7	+ 0,9	- 6	- 9,4	- 8,6	- 7,5	- 8	+ 1,5	0
	Décembre	- 3,8	- 7	- 6,0	-15	- 9,5	-13	+ 3,1	- 4	-43,1	-45	- 7,3	-11	+ 2,3	-11	-10,1	-15,1	- 5,3	+ 1	+ 1,8	+ 4
1991	Janvier	- 7,3	-17	- 7,3	- 9	-11,3	- 6	+ 4,3	+ 4	-41,6	-38	- 5,5	-13	+ 5,5	+ 1	-10,8	-11,1	- 3,1	- 4	+ 2,3	- 3
	Février	-10,0	-48	- 5,5	-23	-14,8	-27	+ 4,8	-15	-39,9	-38	- 3,5	+ 4	+ 8,5	+22	-10,5	-17,9	- 1,9	- 3	+ 3,1	+ 1
	Mars	-10,5	-11	- 2,5	+14	-17,4	-22	+ 5,3	+12	-38,6	-40	- 1,8	+ 3	+10,6	+14	- 9,4	- 1,1	- 1,1	- 1	+ 4,4	+ 4
	Avril	-10,5	0	+ 0,5	+25	-18,4	- 3	+ 5,3	+14	-37,9	-44	- 1,0	- 1	+10,4	+13	- 8,3	+ 0,6	- 0,6	+ 2	+ 5,4	+ 8
	Mai	.	-24	.	- 1	.	-20	.	+ 6	.	-36	.	- 4	.	+ 3	.	-10,9	.	+ 1	.	+ 6
	Juin	.	-11	.	+ 3	.	-10	.	+ 2	.	-34	.	- 2	.	+ 5	.	- 6,7	.	- 6	.	+11
	Juillet	.	- 7	.	- 4	.	-23	.	- 7	.	-37	.	- 1	.	+ 6	.	-10,4	.	0	.	+ 6
	Août	.	+ 5	.	+14	.	-14	.	0	.	-37	.	+11	.	+ 8	.	- 1,9	.	- 7	.	+ 7

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1990		1991		
	Juillet	Août	2 ^e trimestre	Juillet	Août
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 18	+ 24	+ 15	- 28	+ 26
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 22	+ 26	+ 17	- 31	+ 28
Bâtiments non-résidentiels	- 12	+ 21	+ 12	- 24	+ 23
Génie civil et travaux routiers	-	-	-	-	-
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	-	-	-	-	-
dont :					
Bâtiments résidentiels	-	-	-	-	-
Bâtiments non-résidentiels	-	-	-	-	-
Génie civil et travaux routiers	- 44	+ 30	- 37	+ 47	+ 37
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	+ 17	+ 13	+ 15	+ 11	+ 12
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 14	+ 14	+ 17	+ 14	+ 14
Bâtiments non-résidentiels	+ 23	+ 11	+ 13	+ 7	+ 11
Génie civil et travaux routiers	- 34	- 36	- 37	- 42	- 37
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 20	+ 22	+ 13	+ 10	+ 13
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 15	+ 17	+ 14	+ 11	+ 10
Bâtiments non-résidentiels	+ 29	+ 31	+ 10	+ 11	+ 16
Génie civil et travaux routiers	+ 2	- 7	+ 2	+ 1	+ 11
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 26	+ 26	+ 24	+ 15	+ 19
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 25	+ 29	+ 29	+ 13	+ 19
Bâtiments non-résidentiels	+ 28	+ 22	+ 17	+ 16	+ 18
Génie civil et travaux routiers	+ 2	0	+ 6	+ 6	+ 6

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1989																		
Août	+11,4	+20	+ 2,0	+14	+16,8	+17	+ 8,6	+11	+11,6	+14	+15,9	+16	+ 5,8	+ 9,7	+14,4	+18	+21,6	+25
Septembre	+13,1	+ 7	+ 3,9	+ 0	+17,0	+20	+ 9,5	+10	+13,9	+12	+16,1	+17	+ 7,1	+ 4,3	+14,4	+17	+20,4	+20
Octobre	+15,8	+23	+ 5,8	+ 5	+16,8	+18	+ 9,8	+ 8	+15,6	+17	+16,1	+14	+ 8,3	+ 8,2	+14,0	+13	+18,8	+18
Novembre	+18,0	+15	+ 7,4	+ 7	+15,9	+17	+10,1	+13	+15,6	+18	+15,5	+22	+ 9,2	+ 9,7	+13,4	+15	+17,1	+18
Décembre	+19,5	+16	+ 8,9	+ 8	+14,6	+15	+ 9,9	+20	+14,0	+18	+14,4	+29	+ 9,4	+12,7	+12,6	+ 8	+16,1	+14
1990																		
Janvier	+21,5	+24	+11,1	+10	+13,4	+12	+ 8,8	+ 4	+12,0	+ 9	+13,1	+ 6	+ 9,7	+ 6,8	+12,3	+ 8	+15,4	+12
Février	+22,6	+27	+13,8	+18	+12,4	+11	+ 8,0	+ 6	+10,0	+ 9	+12,4	+11	+10,0	+10,0	+12,4	+12	+15,0	+15
Mars	+23,4	+19	+15,6	+14	+12,0	+12	+ 7,0	+19	+ 9,0	+ 9	+12,6	+12	+10,0	+10,2	+12,9	+16	+15,0	+16
Avril	+24,0	+26	+16,4	+20	+12,3	+12	+ 6,4	+ 1	+ 9,4	+ 8	+13,4	+16	+10,0	+ 9,8	+13,4	+15	+15,0	+15
Mai	+23,6	+24	+15,9	+19	+12,8	+11	+ 6,6	+ 7	+10,1	+12	+14,0	+13	+ 9,9	+10,7	+13,5	+13	+15,3	+13
Juin	+22,0	+14	+14,4	+ 9	+13,3	+17	+ 6,9	+ 3	+10,4	+ 7	+14,4	+15	+ 9,2	+ 5,2	+13,1	+ 7	+15,8	+17
Juillet	+19,0	+35	+13,0	+15	+13,8	+14	+ 7,0	+ 7	+10,1	+13	+13,8	+17	+ 8,0	+12,2	+12,1	+15	+16,1	+14
Août	+15,5	+ 4	+10,8	+11	+13,9	+20	+ 7,3	+ 9	+ 9,5	+13	+12,3	+14	+ 6,8	+ 5,2	+11,1	+13	+16,4	+20
Septembre	+12,5	+21	+ 7,5	+13	+13,1	+ 5	+ 6,1	+ 9	+ 8,3	+ 8	+10,0	+ 9	+ 5,0	+ 9,2	+10,3	+10	+16,1	+20
Octobre	+10,8	+10	+ 4,8	+ 1	+12,4	+13	+ 3,0	- 7	+ 6,8	+ 2	+ 7,0	+ 2	+ 2,8	- 0,8	+ 9,6	+ 9	+15,4	+16
Novembre	+ 9,9	+ 7	+ 1,8	- 3	+12,6	+17	- 0,6	- 4	+ 4,5	+ 6	+ 4,4	0	+ 0,8	- 1,8	+ 9,4	+ 9	+14,6	+11
Décembre	+ 8,4	+15	- 1,3	+ 1	+13,5	+ 9	- 4,6	+14	+ 0,6	+ 9	+ 2,5	+ 9	- 2,1	+ 6,5	+ 9,1	+15	+14,0	+12
1991																		
Janvier	+ 5,5	+11	- 4,4	+ 1	+15,4	+ 9	- 7,4	- 9	- 3,9	- 4	+ 1,9	-14	- 4,8	- 4,0	+ 8,8	0	+13,8	+14
Février	+ 2,1	-27	- 8,3	-19	+18,1	+17	- 8,1	- 9	- 7,6	-12	+ 2,1	+ 7	- 6,6	-12,8	+ 8,5	+ 4	+13,8	+24
Mars	- 0,6	+ 1	-11,6	- 9	+20,4	+25	- 8,3	- 8	-10,1	-11	+ 2,6	0	- 8,1	- 8,7	- 8,5	+15	+13,9	+13
Avril	- 2,1	- 3	-13,6	-14	+22,1	+20	- 8,1	- 5	-10,9	-12	+ 3,0	+ 3	- 8,7	- 8,5	+ 8,3	+ 9	+14,0	+16
Mai .....	.	- 4	.	-18	.	+24	.	-11	.	+ 2	.	+ 3	.	- 8,7	.	+ 7	.	+14
Juin .....	.	- 2	.	-15	.	+27	.	- 5	.	-10	.	+ 4	.	- 9,2	.	+12	.	+ 9
Juillet .....	.	+26	.	+ 7	.	+24	.	-12	.	-14	.	+ 7	.	- 1,7	.	+ 6	.	+15
Août .....	.	+ 4	.	-10	.	+13	.	- 7	.	0	.	0	.	- 4,3	.	+ 5	.	+ 6

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5		
1991	+ 4,1	+ 6,0				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : INS.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :								
2.1 les entreprises	- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51
— agriculture, sylviculture et pêche ...	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
— industrie ⁵	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
— construction	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
— services	+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58
2.2 les services non-marchands ⁶	+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	+ 3
2.3 l'étranger ⁷	0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifi- cations reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite										(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		milliers d'unités					milliers d'unités			
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,2	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,4	—	10,8	8,0		
1985 Janvier-Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,6	—	13,0	18,4		
Avril-Décembre		292,0	36,5			544,8	13,2	42,1				
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7		
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7		
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6		
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4		
1990	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7		
1989 2 ^e trimestre	76,3	249,9	31,5	24,4	8,9	391,0	10,3	72,7	18,3	25,0		
3 ^e trimestre	75,9	255,7	32,0	63,3	9,5	436,4	10,0	72,9	13,2	24,6		
4 ^e trimestre	69,7	249,0	31,2	59,1	9,5	418,5	9,8	73,5	13,5	19,5		
1990 1 ^{er} trimestre	76,5	249,0	31,3	33,8	8,9	399,5	9,8	73,9	16,1	19,1		
2 ^e trimestre	67,0	238,7	30,8	22,8	8,4	367,7	9,7	71,1	14,9	20,4		
3 ^e trimestre	69,9	248,6	31,2	64,1	9,6	423,4	9,7	72,1	11,6	19,4		
4 ^e trimestre	68,3	248,4	30,9	61,3	10,4	419,3	9,8	72,6	10,8	16,0		
1991 1 ^{er} trimestre	81,9	255,7	31,4	36,2	10,7	415,9	10,0	73,4	13,1	15,0		
2 ^e trimestre	75,6	249,1	31,3	26,0	10,9	392,9	10,2	73,8	12,6	16,2		
1990 Août	70,8	251,1	31,4	66,2	8,7	428,2	9,7	72,1	12,1	19,8		
Septembre	67,6	245,0	30,8	70,6	9,7	423,7	9,7	72,1	13,6	19,1		
Octobre	67,6	246,0	30,9	65,9	10,3	420,7	9,8	72,4	14,7	17,5		
Novembre	67,1	247,8	30,9	61,0	10,6	417,4	9,8	72,6	9,8	16,1		
Décembre	70,2	254,6	31,0	57,1	10,3	423,2	9,8	72,9	7,8	14,4		
1991 Janvier	80,5	257,4	31,3	43,5	10,4	423,1	9,9	73,5	13,7	14,7		
Février	82,8	257,6	31,5	36,4	10,6	418,9	10,1	72,9	11,3	14,6		
Mars	82,4	252,1	31,3	28,8	11,1	405,7	10,0	73,8	14,4	15,7		
Avril	79,4	250,3	31,6	25,5	11,0	397,8	10,2	73,4	13,3	16,0		
Mai	75,0	248,2	31,2	24,6	10,9	389,9	10,2	73,7	12,1	16,1		
Juin	72,3	248,8	31,2	28,0	10,8	391,1	10,3	74,2	12,3	16,4		
Juillet	79,5	261,5	31,8	59,0	12,0	443,8	10,2	74,2	8,5	16,3		
Août	80,5	266,4	32,2	70,2	11,1	460,4	10,4	74,1	11,4	18,0		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonné) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)} \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonnés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	170	187	177	180	181	185	186	203
Autres céréales panifiables	14	16	16	16	17	20	18	18
Céréales non panifiables	177	170	168	149	152	146	145	129
Betteraves sucrières	124	109	117	118	113	106	109	106
Autres plantes industrielles	12	14	17	16	13	16	16	17
Pommes de terre	37	34	36	41	40	45	41	42
Autres plantes et racines tuberculifères	17	15	15	15	14	14	12	12
Prés et prairies	691	686	678	669	661	652	647	638
Cultures maraîchères	28	25	25	27	23	27	29	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	11	11	12	12
Divers	123	133	136	148	158	155	154	156
Total ...	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402
Avoine	153	80	92	94	59	60	70	45
Orge	745	670	873	685	793	678	738	647
Autres céréales	138	123	155	137	148	136	148	148
Betteraves sucrières	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061
Pommes de terre	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	968	984	994	973	947	922	892	872
Autres bovidés	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255
Porcs	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

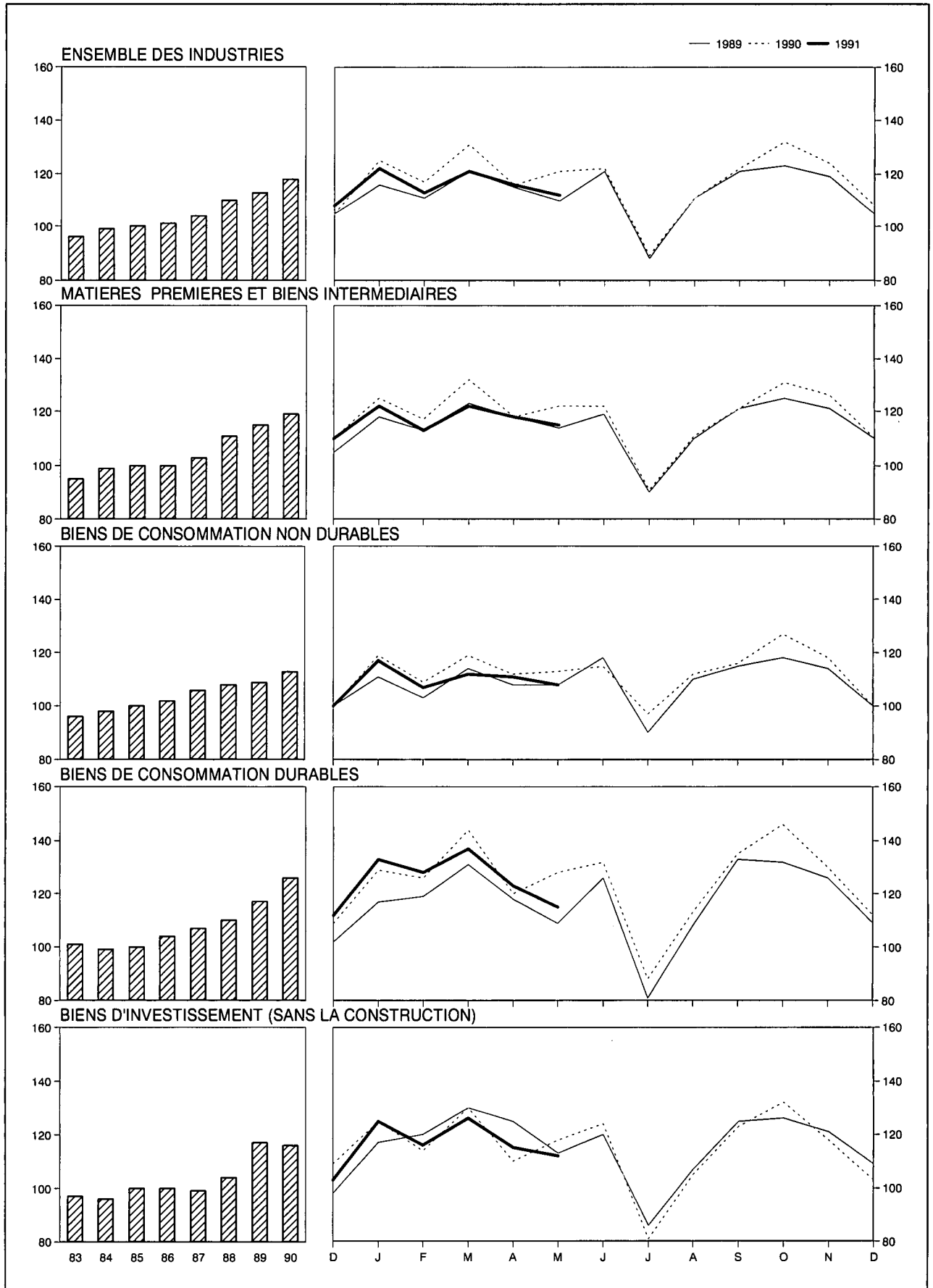
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1
Poissons pélagiques	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1
Crustacés et mollusques	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2
Total ...	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988 et 1989	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1983	96	96	106	95	96	101	97	101	120
1984	99	98	107	99	98	99	96	100	107
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990	119	121	38	119	113	126	116	123	144
1989 1 ^{er} trimestre	116	118	56	118	110	122	122	115	109
2 ^e trimestre	116	117	59	117	112	118	119	119	131
3 ^e trimestre	106	108	48	107	105	107	106	107	111
4 ^e trimestre	116	118	52	119	111	122	119	116	119
1990 1 ^{er} trimestre	125	127	45	125	115	134	125	128	139
2 ^e trimestre	120	122	41	121	113	127	117	127	160
3 ^e trimestre	107	110	32	107	109	112	99	112	130
4 ^e trimestre	121	124	33	122	115	129	118	126	148
1991 1 ^{er} trimestre	119	123	21	120	113	132	122	118	110
1990 Mai	121	123	41	122	113	128	118	129	164
Juin	122	125	40	122	115	132	124	130	164
Juillet	89	91	21	91	97	88	71	85	65
Août	111	113	39	111	112	113	105	120	162
Septembre	122	125	38	121	116	135	123	130	163
Octobre	132	135	41	131	127	146	132	141	180
Novembre	124	127	36	126	118	130	118	132	164
Décembre	108	111	23	110	100	112	103	106	99
1991 Janvier	122	126	21	122	117	132	124	120	111
Février	115	119	15	115	110	128	116	108	77
Mars	121	124	26	122	111	137	126	125	143
Avril	115	119	28	118	111	123	115	120	142
Mai	114	118	27	117	109	122	112	118	131

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1983	96	92	93	97	93	95	92	105	100	101	107	93	94	122
1984	96	97	104	100	96	98	96	110	100	99	102	99	95	115
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990	121	131	108	105	121	120	124	130	110	138	118	130	100	156
1989 1 ^{er} trimestre	119	131	102	104	124	109	122	128	113	137	120	126	101	163
2 ^e trimestre	115	127	101	97	115	116	112	136	113	145	101	130	107	162
3 ^e trimestre	104	116	104	82	111	112	107	121	88	115	108	118	107	175
4 ^e trimestre	119	125	104	93	121	115	131	134	111	145	113	123	102	166
1990 1 ^{er} trimestre	130	137	116	110	128	116	133	134	123	142	131	134	97	148
2 ^e trimestre	123	134	109	122	127	119	114	135	114	146	110	135	103	184
3 ^e trimestre	105	121	103	85	110	118	114	117	91	118	116	122	104	162
4 ^e trimestre	126	132	105	95	121	129	135	132	112	147	114	130	96	132
1991 1 ^{er} trimestre	121	136	111	.	123	111	137	122	109	141	143	133	99	180
1990 Mai	125	135	117	126	129	119	109	135	117	154	103	137	105	188
Juin	130	133	104	117	128	124	112	137	115	151	118	141	106	179
Juillet	76	115	95	83	88	103	106	94	68	93	88	104	102	191
Août	110	120	109	97	116	123	116	124	89	118	118	125	106	173
Septembre	129	128	106	99	128	128	119	133	115	143	141	138	105	122
Octobre	140	143	110	109	139	138	131	147	129	165	132	148	99	79
Novembre	127	134	114	101	123	137	135	134	118	147	109	135	88	137
Décembre	110	117	90	74	103	111	139	115	90	128	101	106	101	180
1991 Janvier	123	138	112	105	130	118	143	126	110	138	139	134	106	187
Février	115	143	106	92	120	104	137	99	105	131	143	129	98	177
Mars	124	137	115	.	122	111	132	124	113	155	149	136	91	178
Avril	113	134	114	.	125	114	121	131	99	151	116	136	99	178
Mai	110	132	115	.	112	127	121	123	90	153	128	124	100	184

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines ; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en UEBL	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159		
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326		
1990	2.103	1.252	227	700	146	.	*452	*440	* 87	*1.249	5.572		
1989 1 ^{er} trimestre	1.966	1.357	233	796	225	.	457	453	208	1.199	5.494		
2 ^e trimestre	2.087	1.116	258	553	125	.	449	425	174	1.166	5.069		
3 ^e trimestre	2.068	1.146	248	579	153	.	453	434	116	980	4.835		
4 ^e trimestre	2.072	1.429	221	852	186	.	461	433	134	1.253	5.905		
1990 1 ^{er} trimestre	2.199	1.351	222	791	180	.	*455	*459	*136	*1.224	6.005		
2 ^e trimestre	2.464	1.286	239	674	178	.	*461	*457	* 90	*1.330	5.049		
3 ^e trimestre	2.103	1.311	222	768	139	.	*451	*415	* 59	*1.059	5.134		
4 ^e trimestre	1.647	1.061	226	567	89	.	*439	*427	* 61	*1.384	6.099		
1991 1 ^{er} trimestre	2.504	1.468	205	881	208	.	.	.	.	.	6.206
1990 Avril	2.517	1.324	235	722	172	.	*460	*475	*101	*1.295	5.212		
Mai	2.506	1.213	242	582	183	.	*472	*447	* 92	*1.511	4.902		
Juin	2.368	1.323	240	719	179	.	*452	*450	* 77	*1.185	5.035		
Juillet	2.492	1.305	221	733	186	.	*464	*398	* 40	*1.154	4.779		
Août	2.179	1.642	250	996	215	.	*453	*429	* 71	* 905	5.251		
Septembre	1.639	985	195	576	15	.	*436	*419	* 67	*1.119	5.371		
Octobre	963	909	219	475	42	.	*445	*464	* 75	*1.137	5.916		
Novembre	1.655	1.008	207	559	78	.	*427	*438	* 68	*1.773	6.098		
Décembre	2.323	1.266	251	666	146	.	*446	*380	* 39	*1.242	6.283		
1991 Janvier	2.526	1.660	213	1.139	154	.	.	.	.	.	6.459
Février	2.426	1.397	185	820	232	.	.	.	.	.	6.201
Mars	2.559	1.347	217	684	283	.	.	.	.	.	5.957
Avril	2.446	1.209	212	170	170	.	.	.	.	.	5.467

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1988 3 ^e trimestre	880	688	21,4	59,0	80,4	79,8
4 ^e trimestre	978	764	26,9	77,5	104,4	103,5
1989 1 ^{er} trimestre	915	734	27,8	82,2	109,9	105,4
2 ^e trimestre	914	775	29,2	82,6	111,8	111,5
3 ^e trimestre	909	644	27,4	68,2	95,7	89,2
4 ^e trimestre	918	720	34,6	84,0	118,6	115,4
1990 1 ^{er} trimestre	* 1.022	* 822	* 34,1	* 88,2	* 122,3	* 114,5
2 ^e trimestre	* 966	* 799	* 33,1	* 82,4	* 115,5	* 115,1
3 ^e trimestre	* 901	* 664	* 28,4	* 71,1	* 99,6	* 98,3
1989 Novembre	922	746	32,0	86,4	118,4	118,7
Décembre	901	626	40,0	78,7	118,6	108,3
1990 Janvier	* 1.035	* 833	* 35,7	* 86,7	* 122,4	* 108,2
Février	* 966	* 798	* 33,3	* 84,5	* 117,8	* 109,0
Mars	* 1.065	* 836	* 33,3	* 93,4	* 126,7	* 126,2
Avril	* 943	* 837	* 31,2	* 75,9	* 107,1	* 105,7
Mai	* 1.034	* 807	* 34,0	* 82,9	* 116,9	* 116,2
Juin	* 920	* 754	* 34,1	* 88,5	* 122,6	* 123,3
Juillet	* 817	* 542	* 21,2	* 55,0	* 76,2	* 76,0
Août	* 959	* 688	* 34,2	* 70,9	* 105,2	* 98,1
Septembre	* 926	* 761	* 29,9	* 87,5	* 117,4	* 120,7
Octobre	* 979	* 830	* 33,5	* 98,6	* 132,0	* 134,4
Novembre	* 1.013	* 839	* 29,2	* 85,4	* 114,7	* 122,2

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région) ; autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1985 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	120
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	107
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	101
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	144
1989 1 ^{er} trimestre	3,8	2.376	3,4	2.156	.	0,6	3.350	0,8	3.400	—
2 ^e trimestre	4,6	2.846	3,7	2.329	.	0,9	3.937	0,6	2.662	—
3 ^e trimestre	4,1	2.554	2,9	1.844	.	0,8	4.608	0,6	2.267	—
4 ^e trimestre	4,1	2.497	4,2	2.601	.	0,7	3.936	0,6	4.175	—
1990 1 ^{er} trimestre	4,7	2.961	3,3	2.115	.	0,8	4.425	0,6	3.208	—
2 ^e trimestre	4,1	2.573	4,0	2.557	.	0,8	4.709	0,7	3.559	—
3 ^e trimestre	4,2	2.581	3,0	1.891	.	0,8	4.386	0,6	2.238	—
4 ^e trimestre	4,0	2.469	3,3	2.051	.	0,7	3.833	0,7	3.227	—
1991 1 ^{er} trimestre	3,7	2.343	3,3	1.957	.	.	4.517	0,6	3.410	—
1990 Mars	4,7	2.934	3,5	2.336	.	0,9	4.629	0,5	3.110	* 125
Avril	4,3	2.645	3,9	2.447	.	0,8	5.899	0,5	3.144	* 127
Mai	3,9	2.474	4,0	2.563	.	0,7	3.751	0,8	4.337	* 130
Juin	4,1	2.600	4,2	2.661	.	1,0	4.478	0,7	3.196	* 133
Juillet	4,6	2.808	3,4	2.068	.	0,9	4.586	0,6	2.667	* 133
Août	4,1	2.484	3,0	1.897	.	0,8	4.079	0,6	2.093	* 136
Septembre	4,0	2.450	2,7	1.708	.	0,8	4.492	0,5	1.955	* 138
Octobre	4,0	2.464	3,0	2.020	.	0,8	4.385	0,7	3.709	* 140
Novembre	4,2	2.485	3,3	1.958	.	0,7	3.745	0,6	2.433	* 143
Décembre	3,7	2.458	3,5	2.176	.	0,7	3.368	0,8	3.539	* 144
1991 Janvier	3,7	2.301	3,7	2.133	.	0,7	5.308	0,9	4.054	* 144
Février	3,4	2.132	2,3	1.436	.	0,6	3.106	0,4	1.971	* 139
Mars	3,9	2.595	3,8	2.303	.	0,7	5.138	0,6	4.204	* 137

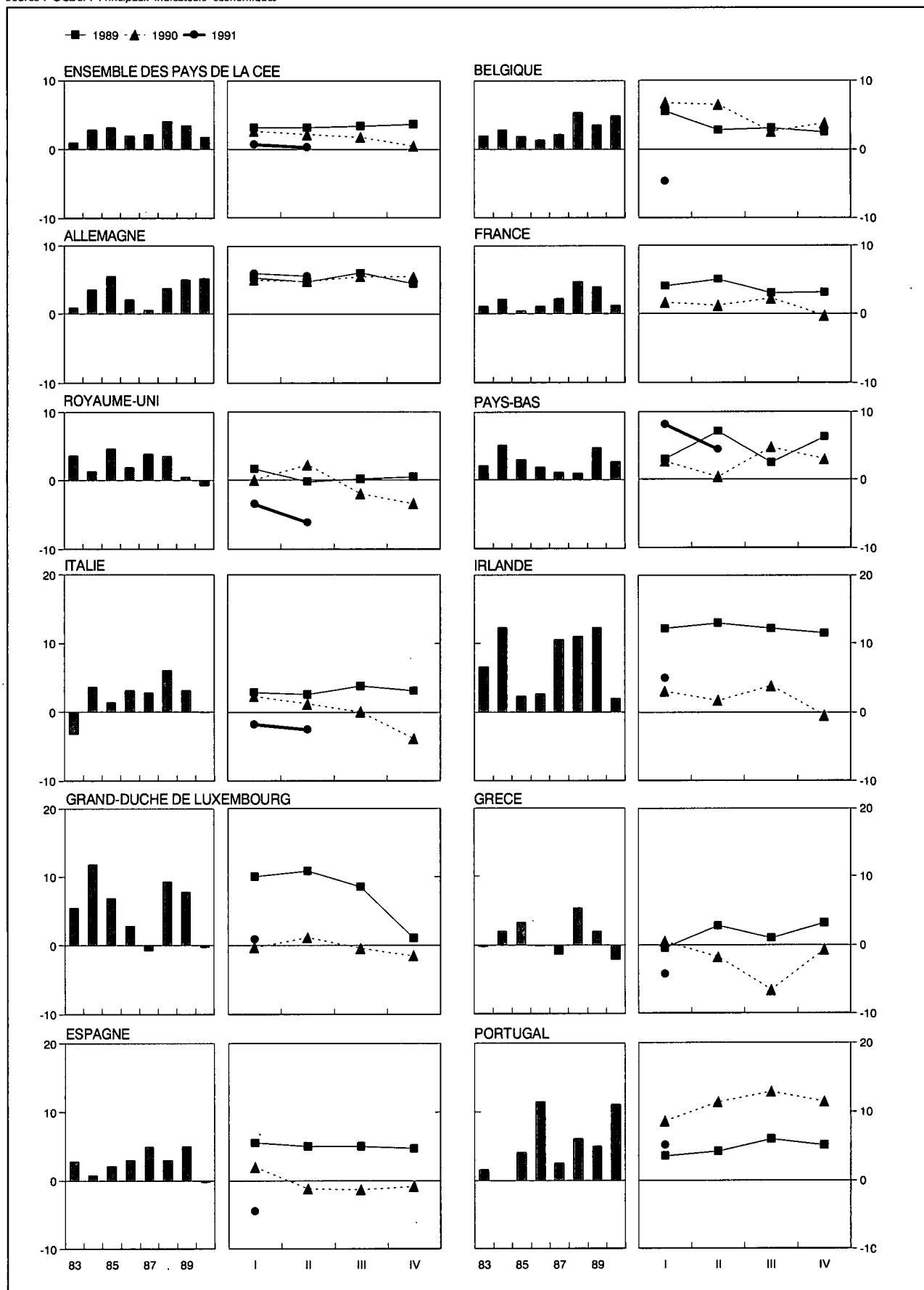
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : *Principaux indicateurs économiques*



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

(indices 1985 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	103	103	106	101	107	111	101	98	108	112
1988	109	110	106	108	110	101	114	123	110	103	111	116
1989	113	113	112	112	110	107	119	138	119	104	116	124
1990	115	119	117	113	109	109	.	144	118	102	116	135
1989 1 ^{er} trimestre	111	113	109	110	110	102	116	133	118	104	114	121
2 ^e trimestre	112	112	110	112	109	107	115	135	120	105	118	123
3 ^e trimestre	114	115	113	113	111	107	118	140	121	104	117	124
4 ^e trimestre	114	115	113	113	110	110	121	142	116	105	116	128
1990 1 ^{er} trimestre	114	121	115	112	110	104	119	142	116	104	118	131
2 ^e trimestre	115	118	115	113	112	107	117	141	120	104	116	134
3 ^e trimestre	116	117	119	115	109	112	119	148	122	97	116	138
4 ^e trimestre	115	119	119	113	107	113	116	146	114	104	116	139
1991 1 ^{er} trimestre	115	115	121	.	107	113	117	148	127	100	113	.
1990 Mai	114	118	116	113	111	107	116	140	117	105	118	133
Juin	116	120	117	113	113	109	116	143	127	104	117	135
Juillet	116	118	118	115	110	110	117	145	121	107	117	139
Août	116	116	119	115	108	111	118	148	121	100	117	138
Septembre	116	118	120	113	108	115	119	150	124	85	115	136
Octobre	115	119	120	114	108	111	116	144	110	106	116	139
Novembre	115	120	119	112	106	112	115	145	116	102	117	140
Décembre	114	118	119	109	106	116	118	149	117	104	114	138
1991 Janvier	116	115	122	114	105	114	117	149	112	100	117	135
Février	116	115	121	113	107	119	117	151	119	100	116	.
Mars	114	115	121	109	107	105	117	145	121	100	106	.
Avril	114	.	121	113	104	108	111	144	.	.	119	.
Mai	114	.	120	113	104	115	112	.	.	.	116	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990	545	696	5.594	1.254	1.075	631	114
1989 2 ^e trimestre	549	683	5.649	1.162	1.216	565	109
3 ^e trimestre	519	626	5.068	1.128	1.157	672	113
4 ^e trimestre	551	719	5.745	1.301	1.147	528	109
1990 1 ^{er} trimestre	540	706	5.729	1.346	1.108	500	102
2 ^e trimestre	537	690	5.619	1.221	1.112	658	119
3 ^e trimestre	537	650	5.128	1.164	1.036	788	128
4 ^e trimestre	566	739	5.898	1.287	1.044	578	109
1991 1 ^{er} trimestre	549	633	5.076	1.093	1.011	455	89
2 ^e trimestre						499	91
1990 Juillet	568	581	4.420	1.059	809	828	130
Août	528	700	5.660	1.193	1.276	803	127
Septembre	516	669	5.305	1.240	1.022	734	127
Octobre	604	833	6.570	1.432	1.239	644	118
Novembre	541	746	6.155	1.308	1.117	521	103
Décembre	552	637	4.969	1.120	777	570	106
1991 Janvier	541	608	4.937	1.081	1.062	530	97
Février	539	558	4.633	926	896	375	80
Mars	567	733	5.657	1.272	1.073	461	91
Avril	565	651	4.966	1.040	1.198	473	86
Mai	* 559	677	5.440	974	1.137	488	88
Juin						535	98
Juillet						641	100

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989		4.093	3.134	1.803	1.267	399	5.031	908	422	8.105	444
1990		4.514	3.267	1.983	1.413	344	5.590	1.141	463	8.331	454
1989 1 ^{er} trimestre	10.550	3.421	3.188	1.686	1.136	443	5.060	731	427	7.945	432
2 ^e trimestre		4.711	3.394	1.764	1.260	410	5.142	991	418	8.859	464
3 ^e trimestre		3.754	2.809	1.788	1.218	290	4.795	805	385	7.904	424
4 ^e trimestre		4.421	3.151	1.973	1.436	445	5.126	1.097	455	8.047	454
1990 1 ^{er} trimestre		3.456	2.756	1.996	1.293	417	5.126	1.120	522	8.323	463
2 ^e trimestre		4.781	3.614	1.870	1.280	269	5.777	1.134	405	9.071	481
3 ^e trimestre		5.518	3.594	2.032	1.261	276	5.728	1.026	431	7.960	425
4 ^e trimestre		4.299	3.102	2.033	1.819	411	5.728	1.285	496	7.972	447
1990 Février		3.672	2.400	1.946	1.233	406	4.686	1.000	571	7.326	414
Mars		3.550	3.138	2.396	1.357	461	5.805	1.274	365	9.852	528
Avril		2.737	2.605	2.068	1.129	241	5.620	739	389	8.777	467
Mai		5.107	4.660	1.946	1.142	304	5.574	1.567	393	9.299	483
Juin		6.499	3.578	1.595	1.570	263	6.136	1.096	432	9.137	494
Juillet		7.012	4.531	2.001	1.309	335	5.841	1.308	433	7.631	397
Août		6.552	4.022	2.073	1.434	303	5.422	829	522	8.224	429
Septembre		2.990	2.230	2.023	1.041	191	5.921	940	338	8.024	448
Octobre		4.853	3.441	1.895	1.058	426	6.629	918	300	8.557	492
Novembre		3.571	2.770	2.006	2.704	377	5.459	1.232	379	8.363	459
Décembre		4.473	3.095	2.199	1.695	431	5.097	1.704	809	6.997	389
1991 Janvier				1.958			5.617			7.953	447
Février				1.814			4.976				

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.706	1.825	84	339	81	141	48
1989	2.997	1.983	101	374	99	164	49
1990	2.641	1.656	86	376	106	140	51
1989 1 ^{er} trimestre	1.047	495	52	184	55	89	32
2 ^e trimestre	2.407	1.483	93	300	103	162	54
3 ^e trimestre	5.314	3.871	106	694	120	197	55
4 ^e trimestre	1.272	591	62	223	78	98	42
1990 1 ^{er} trimestre	983	428	54	177	58	77	36
2 ^e trimestre	2.736	1.683	104	345	133	180	57
3 ^e trimestre	5.459	3.864	117	737	148	201	68
4 ^e trimestre	1.386	650	68	246	85	103	42
1991 1 ^{er} trimestre *	1.034	499	56	155	62	87	24
1990 Mars	1.246	608	61	193	74	99	37
Avril	2.582	1.689	104	254	113	166	42
Mai	2.658	1.561	113	373	159	151	63
Juin	2.968	1.799	96	406	128	225	65
Juillet	7.396	5.390	127	1.012	143	264	75
Août	6.682	4.935	143	870	155	184	64
Septembre	2.298	1.267	83	331	148	155	66
Octobre	1.673	762	74	313	118	149	54
Novembre	1.303	596	75	221	79	90	38
Décembre	1.182	592	56	205	58	71	33
1991 Janvier	727	309	43	126	37	59	25
Février	867	414	51	139	53	58	18
Mars	1.509	774	73	201	97	145	30

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990	* 163	169	131	22	* 163	* 187	* 195	* 150	* 168	* 109
1988 4 ^e trimestre	159	165	127	26	158	181	196	143	164	113
1989 1 ^{er} trimestre	148	149	119	24	145	170	165	142	152	104
2 ^e trimestre	162	161	128	24	157	182	182	157	165	112
3 ^e trimestre	150	152	129	26	152	168	180	136	154	104
4 ^e trimestre	176	175	133	22	166	201	232	158	180	120
1990 1 ^{er} trimestre	* 157	161	124	20	* 155	* 174	* 179	* 154	* 161	* 106
2 ^e trimestre	* 167	171	130	23	* 165	* 183	* 201	* 158	* 171	* 113
3 ^e trimestre	* 154	159	132	24	* 160	* 176	* 182	* 136	* 159	* 103
4 ^e trimestre	* 175	184	136	22	* 173	* 213	* 219	* 153	* 180	* 115
1989 Décembre	204	203	152	24	191	223	295	175	208	138
1990 Janvier	* 154	159	123	20	* 152	* 187	* 171	* 145	* 158	* 104
Février	* 145	149	116	19	* 145	* 141	* 174	* 144	* 149	* 98
Mars	* 173	176	134	21	* 167	* 195	* 192	* 174	* 177	* 117
Avril	* 163	170	126	22	* 158	* 197	* 191	* 153	* 168	* 110
Mai	* 169	172	130	23	* 166	* 187	* 203	* 158	* 173	* 114
Juin	* 169	172	133	23	* 171	* 165	* 208	* 162	* 173	* 114
Juillet	* 148	162	131	25	* 153	* 179	* 183	* 130	* 155	* 102
Août	* 148	155	136	25	* 164	* 141	* 173	* 134	* 153	* 100
Septembre	* 166	161	130	21	* 163	* 207	* 191	* 144	* 168	* 108
Octobre	* 168	172	130	22	* 164	* 212	* 200	* 149	* 172	* 110
Novembre	* 156	172	126	21	* 160	* 186	* 187	* 142	* 163	* 104
Décembre	* 200	209	151	23	* 195	* 242	* 270	* 167	* 206	* 132

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia-tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1987	2	303	7	19.125			20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8	21.227			22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7	23.494			24.051	3	47.822	786	48.608
1990	1	242	6	25.993			25.897	2	52.141	709	52.850
1989 2 ^e trimestre	1	283	7	23.663			24.623	2	48.579	826	49.405
3 ^e trimestre	2	265	7	23.434			22.051	4	45.763	758	46.521
4 ^e trimestre	2	248	7	24.661			25.645	3	50.566	762	51.328
1990 1 ^{er} trimestre	2	257	6	24.349			25.784	3	50.401	745	51.146
2 ^e trimestre	1	259	6	43	21	26.264	26.527	1	53.122	757	53.879
3 ^e trimestre	2	246	6	43	20	25.534	23.991	1	49.843	688	50.531
4 ^e trimestre	2	205	6	45	23	27.630	27.288	0	55.199	646	55.845
1991 1 ^{er} trimestre	1	222	3	44	27	25.398	26.858	1	52.554	602	53.156
2 ^e trimestre	0	236	3	43	29	27.820	27.749	1	55.881	650	56.531
1990 Juillet	2	307	6	42	18	27.487	25.543	1	53.406	776	54.182
Août	2	225	6	45	22	25.325	23.173	1	48.799	702	49.501
Septembre	2	205	6	43	20	23.789	23.256	2	47.323	586	47.909
Octobre	2	235	6	50	22	29.019	27.875	1	57.210	706	57.916
Novembre	2	181	6	45	22	25.808	26.336	0	52.400	600	53.000
Décembre	1	198	5	41	25	28.064	27.652	0	55.986	632	56.618
1991 Janvier	1	245	4	51	32	26.748	27.935	1	55.017	665	55.682
Février	1	210	3	39	22	23.745	25.688	0	49.708	565	50.273
Mars	1	209	3	43	28	25.701	26.951	1	52.937	577	53.514
Avril	1	232	3	45	31	29.503	27.564	1	57.380	683	58.063
Mai	0	228	3	45	27	28.150	28.470	1	56.924	641	57.565
Juin	0	249	3	38	28	25.807	27.212	1	53.338	625	53.963
Juillet	0	295	3	38	29	31.008	28.202	5	59.580	716	60.296

b) Montant des opérations

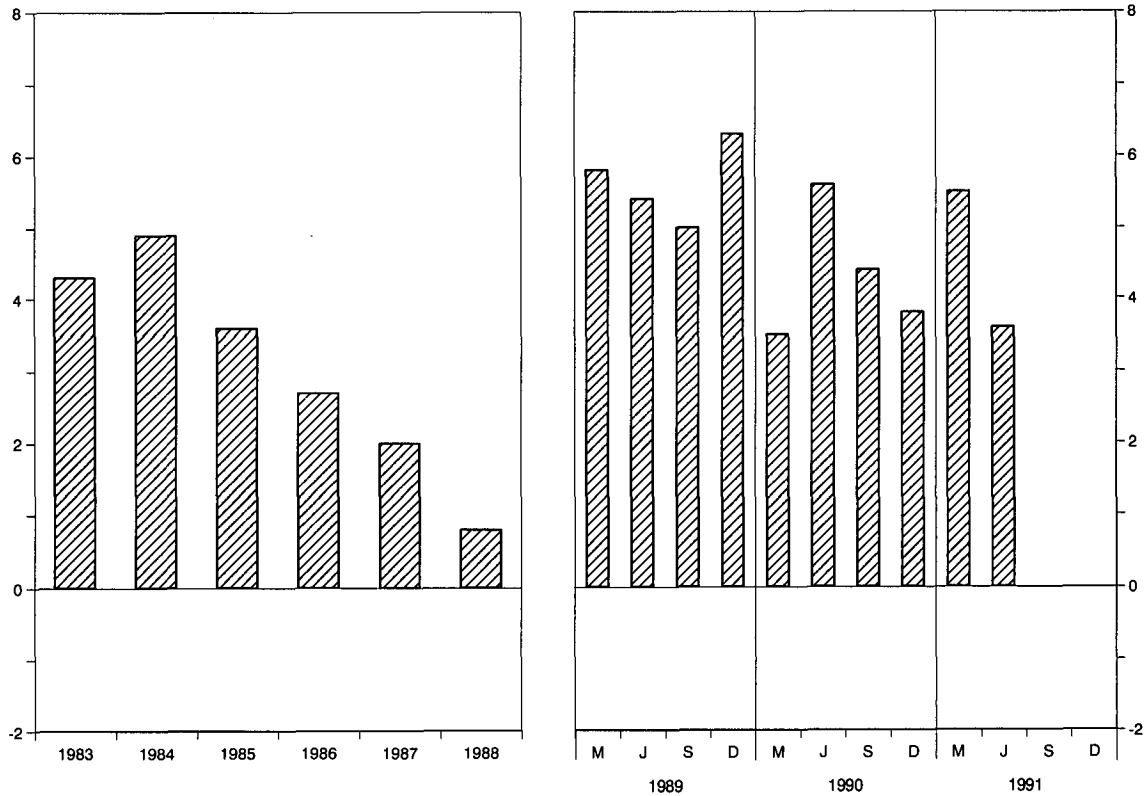
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia-tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1987	288	5	1.216	837			7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272	965			7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352	1.125			9.080	1.820	3.638	773	14.411
1990	221	3	1.170	1.886			10.310	1.517	15.107	795	15.902
1989 2 ^e trimestre	271	7	1.516	1.162			9.005	1.935	13.896	752	14.648
3 ^e trimestre	237	5	1.280	1.101			8.813	2.007	13.443	706	14.149
4 ^e trimestre	245	4	1.258	1.102			9.896	2.151	14.656	805	15.461
1990 1 ^{er} trimestre	221	4	1.199	1.363			10.772	2.365	15.924	826	16.750
2 ^e trimestre	212	3	1.285	9	3	1.955	10.019	1.437	14.923	789	15.712
3 ^e trimestre	212	3	1.124	8	4	2.091	10.057	1.196	14.695	771	15.466
4 ^e trimestre	239	2	1.071	11	3	2.099	10.391	1.071	14.887	794	15.681
1991 1 ^{er} trimestre	623	3	1.133	14	1	1.998	12.362	1.014	17.148	698	17.846
2 ^e trimestre	717	4	1.023	11	1	1.670	12.456	675	16.557	462	17.019
1990 Juillet	215	4	1.064	8	3	2.254	10.661	1.440	15.649	776	16.425
Août	232	3	1.263	9	7	2.018	10.421	1.078	15.031	818	15.849
Septembre	189	3	1.044	7	1	2.001	9.090	1.070	13.405	720	14.125
Octobre	233	3	1.127	9	4	2.227	10.770	1.205	15.578	819	16.397
Novembre	248	2	1.047	13	1	1.806	9.548	929	13.594	745	14.339
Décembre	235	2	1.037	12	5	2.264	10.856	1.078	15.489	818	16.307
1991 Janvier	328	4	1.216	12	1	1.985	12.047	1.046	16.639	850	17.489
Février	737	3	1.088	16	2	2.011	12.091	821	16.769	741	17.510
Mars	804	3	1.095	14	1	1.997	12.948	1.173	18.035	504	18.539
Avril	723	3	1.049	21	2	1.969	12.977	867	17.611	486	18.097
Mai	733	4	867	10	1	1.711	12.002	530	15.858	464	16.322
Juin	694	5	1.152	3	1	1.329	12.390	627	16.201	435	16.636
Juillet	707	5	1.002	5	2	1.633	13.060	595	17.009	467	17.476

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Gain moyen brut par heure prestée des ouvriers dans l'industrie 1 (pourcentages de variation par rapport à l'année précédente 2 ou au mois correspondant de l'année précédente)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-côût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	111,1	110,3	111,8	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1989 Décembre	110,6	107,2	108,0	110,2	108,8	109,4	109,6	109,9
1990 Mars	108,1	108,9	110,4	107,5	110,6	111,1	110,4	110,4
Juin	111,0	109,5	111,0	110,5	111,3	111,8	110,8	110,9
Septembre	110,5	110,9	112,4	109,9	112,8	113,6	112,5	112,5
Décembre	114,8	111,8	113,4	114,3	113,7	114,5	114,3	113,7
1991 Mars	* 114,0	* 114,5	* 116,3	* 113,5	116,2	117,5	115,9	115,3
Juin	* 115,0	* 115,6	* 116,9	* 114,5	117,5	118,1	116,3	116,1

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-côût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le côût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1988	1988	1989	1989	1990	1988	1988	1989	1989	1990
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	307	310	318	328	337	75,4	76,6	78,4	80,8	84,0
<i>Industrie extractive</i>	341	346	351	357	368	67,4	69,2	65,0	73,6	81,9
<i>Bâtiment et génie civil</i>	301	299	310	319	326	70,0	71,0	73,0	74,6	78,3
<i>Industrie manufacturière</i>	306	310	318	327	337	76,3	77,5	79,6	81,8	84,6
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	305	308	314	322	330	72,3	73,5	76,2	79,6	80,5
Construction de machines et de matériel mécanique	321	326	331	337	350	78,3	80,5	82,2	83,0	86,3
Construction électrique et électronique	307	309	316	323	336	79,0	81,3	82,5	85,0	87,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	326	327	331	339	346	77,9	79,6	82,0	82,8	86,9
Construction d'autre matériel de transport	315	322	329	334	348	79,6	76,7	79,4	81,4	85,8
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	289	300	313	313	330	71,7	74,6	76,1	77,8	81,3
Métallurgie de base	376	385	391	402	422	89,4	91,1	94,0	96,2	100,7
Industrie chimique	370	377	391	398	412	88,2	89,2	93,3	95,7	98,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	291	297	303	311	319	71,2	73,2	74,1	76,4	78,8
Industrie textile	261	264	272	277	287	68,7	70,8	71,8	72,8	75,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	320	324	332	340	351	77,3	78,7	80,7	83,2	85,2
Industrie du bois	273	275	281	286	299	60,4	61,8	63,9	65,5	66,7
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	232	231	235	244	248	53,8	55,9	56,9	60,1	61,2
Industrie du papier, imprimerie et édition	338	343	354	355	370	73,6	74,8	77,0	78,9	81,8
Raffineries de pétrole	486	486	504	525	553	114,8	113,7	117,5	115,6	124,2
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	91,4	91,6	94,9	96,9	100,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1989 2 ^e trimestre	160,7	153,1	110,2	100,0	119,6	112,6	185,8	188,5	225,0	128,7	165,2	155,0	166,1
3 ^e trimestre	154,6	146,3	98,6	93,6	104,1	99,3	182,7	190,5	214,8	124,0	159,5	155,1	159,9
4 ^e trimestre	160,6	144,2	95,2	95,4	95,7	95,0	181,5	195,0	202,6	125,1	170,1	164,4	170,7
1990 1 ^{er} trimestre	165,3	146,4	96,8	93,7	94,3	99,4	184,1	205,3	189,7	131,3	176,2	173,0	176,6
2 ^e trimestre	152,8	151,5	99,2	96,6	97,6	101,3	191,4	209,1	203,4	137,9	153,5	173,4	151,6
3 ^e trimestre	199,5	154,9	92,7	84,8	98,1	95,2	202,2	213,6	217,7	157,2	225,6	176,6	230,3
4 ^e trimestre	225,1	150,5	89,9	77,4	99,0	93,7	196,7	215,2	196,5	156,9	268,6	184,6	276,6
1991 1 ^{er} trimestre	165,3	145,1	89,1	80,9	97,4	90,7	187,7	207,1	183,7	151,0	177,1	182,2	176,6
2 ^e trimestre	156,8	135,7	87,6	82,7	97,3	87,0	172,4	184,7	175,6	141,7	169,1	166,0	169,4
1990 Août	204,5	156,1	92,4	84,3	98,4	94,8	204,7	216,7	219,6	159,1	232,7	178,5	237,9
Septembre	236,8	156,6	91,9	79,4	99,0	96,4	205,8	216,1	226,4	156,6	283,7	178,5	293,7
Octobre	245,6	152,6	90,5	78,2	100,8	93,8	200,0	214,5	208,6	157,4	299,8	182,5	311,0
Novembre	228,4	150,2	89,2	76,7	97,6	93,1	196,8	216,8	193,8	157,5	274,0	185,9	282,3
Décembre	201,2	148,6	90,1	77,4	98,6	94,1	193,2	214,2	187,2	155,7	232,0	185,3	236,4
1991 Janvier	182,3	146,7	89,0	79,4	96,7	91,7	190,7	212,6	183,8	152,6	203,1	183,8	205,0
Février	157,7	146,1	88,5	80,1	97,0	90,2	189,9	209,8	184,1	154,6	164,5	186,6	162,4
Mars	155,8	142,4	89,8	83,3	98,6	90,3	182,4	198,9	183,2	145,9	163,6	176,1	162,4
Avril	157,9	138,8	89,1	83,3	98,4	89,0	176,6	187,7	184,2	143,0	169,1	168,2	169,2
Mai	159,2	135,4	86,6	83,1	96,9	85,0	172,6	186,2	173,5	142,3	173,1	167,3	173,6
Juin	153,4	133,0	87,2	81,8	96,6	86,9	167,9	180,2	169,0	139,8	165,2	162,5	165,5
Juillet	158,1	131,5	86,3	80,1	95,5	86,4	165,9	174,8	169,8	141,6	173,6	162,3	174,7
Août	159,8	130,2	87,9	84,3	98,4	86,1	162,5	164,1	168,7	150,8	177,1	165,3	178,3

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1983	130,5	132,7	142,8	138,2
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,8	134,7	142,5	138,9
1990	127,6	135,5	140,0	137,6
1989 1 ^{er} trimestre	130,6	132,6	141,7	137,5
2 ^e trimestre	133,3	134,4	144,4	139,8
3 ^e trimestre	134,0	135,5	142,8	139,5
4 ^e trimestre	137,2	136,1	141,0	139,0
1990 1 ^{er} trimestre	130,1	134,9	140,6	137,8
2 ^e trimestre	131,3	134,4	137,4	135,9
3 ^e trimestre	124,8	136,2	139,0	137,1
4 ^e trimestre	124,2	136,5	142,9	139,4
1991 1 ^{er} trimestre	127,8	133,3	139,6	136,5
1990 Mai	128,7	134,4	136,7	135,4
Juin	124,8	133,8	137,1	135,2
Juillet	125,1	133,7	137,0	135,1
Août	121,8	136,6	138,5	136,9
Septembre	127,4	138,2	141,4	139,4
Octobre	122,7	137,9	142,6	139,7
Novembre	124,3	136,4	143,5	139,7
Décembre	125,6	135,2	142,6	138,8
1991 Janvier	124,6	134,5	141,7	137,9
Février	133,6	133,0	138,5	136,0
Mars	125,1	132,3	138,6	135,4
Avril	120,0	133,3	137,5	135,0
Mai	125,7	133,6	137,3	135,2

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1983	132,7	148,9	136,6	126,1	122,4	138,6	123,9	126,4
1984	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1989 2 ^e trimestre	134,4	106,7	157,1	144,8	139,6	128,6	141,4	145,3
3 ^e trimestre	135,5	105,7	158,7	146,2	141,9	128,9	144,2	146,8
4 ^e trimestre	136,1	108,8	156,2	147,7	142,0	129,3	144,9	148,3
1990 1 ^{er} trimestre	134,9	107,4	154,9	148,5	140,1	128,5	141,9	149,0
2 ^e trimestre	134,4	104,1	154,8	148,9	140,9	126,6	143,6	149,7
3 ^e trimestre	136,2	113,6	152,6	149,3	139,8	130,0	142,9	150,3
4 ^e trimestre	136,5	117,3	149,0	150,3	139,2	130,5	142,3	151,6
1991 1 ^{er} trimestre	133,3	105,7	145,5	151,3	140,4	124,3	143,5	152,8
2 ^e trimestre	133,7	104,8	144,8	152,8	141,9	124,4	143,9	154,4
1990 Juillet	133,7	104,0	152,6	149,1	140,4	125,5	143,8	150,1
Août	136,6	114,4	154,3	149,3	139,6	130,9	142,6	150,4
Septembre	138,2	122,5	150,9	149,3	139,4	133,6	142,4	150,4
Octobre	137,9	122,0	150,3	149,4	139,3	133,1	142,5	150,4
Novembre	136,4	116,7	148,9	150,8	139,2	130,2	142,4	152,3
Décembre	135,2	113,1	147,8	150,8	139,2	128,3	142,1	152,3
1991 Janvier	134,5	110,6	146,0	150,8	140,1	126,7	143,0	152,3
Février	133,0	104,4	145,1	151,6	140,6	123,5	143,7	153,1
Mars	132,3	102,1	145,4	151,6	140,5	122,5	143,6	153,1
Avril	133,3	104,1	145,3	151,6	141,7	124,2	143,7	153,1
Mai	133,7	104,7	144,4	153,4	141,8	124,3	143,8	155,1
Juin	134,1	105,5	144,6	153,4	142,2	124,8	144,3	155,1
Juillet	133,9	106,5	144,5	153,4	141,2	124,9	143,5	155,1

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 1981 = 100					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	141,89	139,16	143,97	154,84
2 ^e trimestre	143,20	142,69	139,57	146,15	155,89
3 ^e trimestre	144,77	143,11	141,40	148,50	156,36
4 ^e trimestre	146,51	145,02	144,57	148,16	157,24
1990 Août	144,61	142,99	141,03	148,57	156,37
Septembre	145,93	144,04	143,64	148,43	156,52
Octobre	146,92	145,41	145,51	148,02	156,70
Novembre	146,39	145,01	144,52	147,73	157,62
Décembre	146,21	144,63	143,67	148,72	157,41
Indices 1988 = 100¹					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,35	109,54	108,92	107,78
2 ^e trimestre	109,28	107,93	109,56	109,74	109,21
1991 Janvier	108,89	108,30	109,81	108,53	107,03
Février	109,25	108,87	109,87	109,03	107,84
Mars	108,80	107,87	108,95	109,20	108,47
Avril	108,86	107,48	109,10	109,35	108,89
Mai	109,25	107,57	109,71	109,67	109,20
Juin	109,74	108,75	109,86	110,19	109,54
Juillet	110,34	109,70	109,94	111,29	109,74
Août	110,68	110,38	110,17	111,60	109,98

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528; produits alimentaires à 1,3410; produits non alimentaires à 1,3180; services à 1,3866; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 1981 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88
1989 2 ^e trimestre	138,91	138,81	152,90	126,27	139,82	142,41	134,95	144,02	150,07
3 ^e trimestre	140,12	140,42	153,71	127,19	140,47	143,79	134,72	145,33	153,47
4 ^e trimestre	140,97	142,79	154,98	129,01	140,94	144,61	135,33	145,85	150,26
1990 1 ^{er} trimestre	142,14	144,22	156,07	129,86	141,66	147,61	137,37	146,28	150,63
2 ^e trimestre	143,20	145,00	157,45	129,88	142,53	147,85	137,81	147,61	154,69
3 ^e trimestre	144,77	145,40	158,17	131,60	143,12	148,84	140,86	149,06	158,09
4 ^e trimestre	146,51	147,25	160,14	135,81	143,85	149,98	143,48	149,46	156,12
1990 Août	144,61	145,28	158,03	131,51	143,10	148,82	140,05	148,76	158,49
Septembre	145,93	146,28	158,73	133,44	143,34	149,06	144,30	149,84	157,42
Octobre	146,92	147,58	159,58	136,46	143,56	149,30	145,29	149,83	156,13
Novembre	146,39	147,25	160,21	135,80	143,88	150,06	143,41	149,51	155,09
Décembre	146,21	146,92	160,63	135,16	144,11	150,59	141,73	149,04	157,13
Indices 1988 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,82	109,06	110,31	105,37	111,30	109,60	105,87	109,63
2 ^e trimestre	109,28	108,45	110,14	109,72	106,27	111,94	110,22	106,19	110,84
1991 Janvier	108,89	108,74	108,65	110,68	105,02	110,89	109,91	105,53	109,02
Février	109,25	109,32	108,94	111,15	105,39	111,43	109,38	106,13	109,79
Mars	108,80	108,39	109,58	109,09	105,71	111,57	109,51	105,95	110,08
Avril	108,86	108,02	109,94	109,31	105,99	111,77	109,63	106,04	110,15
Mai	109,25	108,11	110,16	109,81	106,20	111,85	110,38	106,26	110,79
Juin	109,74	109,23	110,33	110,03	106,61	112,19	110,65	106,26	111,57
Juillet	110,34	110,13	110,40	110,75	106,81	112,49	110,90	106,18	113,05
Août	110,68	110,79	110,54	111,18	107,02	112,67	110,92	106,21	113,62

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1989	3.883,9	3.943,1	+ 59,2	102	130,8	128,2	89,5	97,1	108,5
1990	4.002,0	3.942,9	- 59,1	99	137,4	132,2	87,8	94,2	107,3
1989 1 ^{er} trimestre	953,6	974,8	+ 21,2	102	129,5	127,9	88,8	96,2	108,3
2 ^e trimestre	1.018,1	1.037,2	+ 19,1	102	134,7	133,5	91,1	98,1	107,7
3 ^e trimestre	925,8	918,2	- 7,6	99	123,6	118,3	90,2	97,8	108,4
4 ^e trimestre	986,5	1.013,0	+ 26,5	103	133,7	130,4	88,9	98,0	110,2
1990 1 ^{er} trimestre	1.044,1	1.031,4	- 12,7	99	141,5	134,3	89,0	96,9	108,9
2 ^e trimestre	991,8	972,3	- 19,5	98	136,5	128,6	87,6	95,5	109,0
3 ^e trimestre	924,6	904,4	- 20,2	98	126,6	121,7	88,0	93,7	106,5
4 ^e trimestre	1.024,0	1.014,7	- 9,3	99	136,6	137,5	90,3	93,1	103,1
1991 1 ^{er} trimestre	1.056,1	1.035,8	- 20,3	98	146,1	139,1	87,1	94,0	107,9
1990 Mai	335,1	336,0	+ 0,9	100	138,1	133,0	87,8	95,7	109,0
Juin	334,1	337,6	+ 3,5	101	138,4	135,0	87,3	94,7	108,5
Juillet	294,7	309,0	+ 14,3	105	123,2	125,5	86,5	93,2	107,7
Août	304,7	259,7	- 45,0	85	125,5	106,8	87,8	92,1	104,9
Septembre	325,2	335,7	+ 10,5	103	131,2	132,7	89,6	95,8	106,9
Octobre	379,8	383,6	+ 3,8	101	151,9	156,6	90,4	92,8	102,6
Novembre	341,7	343,1	+ 1,4	100	136,3	137,2	90,6	94,8	104,6
Décembre	302,5	288,0	- 14,5	95	121,7	118,8	89,9	91,8	102,1
1991 Janvier	373,8	363,7	- 10,1	97	153,4	144,3	88,1	95,5	108,4
Février	326,2	317,7	- 8,5	97	136,5	128,6	86,4	93,6	108,3
Mars	356,1	354,4	- 1,7	99	148,5	144,5	86,7	92,9	107,2
Avril	353,2	350,2	- 3,0	99	147,6	141,3	86,5	93,9	108,6
Mai	342,7	336,9	- 5,8	98	141,7	138,0	87,5	92,5	105,7

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la BNB sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la BNB sur la base des données définitives de l'INS.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : INS (classement BNB d'après le Classement type pour le Commerce International de l'ONU).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : INS — Calculs BNB.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					dura- bles	
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (FOB)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (CIF)}} \times 100$.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Allemagne ¹			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	-11,8	40,7	52,8	+12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	-14,3	43,5	56,3	+12,8	50,2	41,4	- 8,8
1989	76,0	62,1	-13,9	48,2	67,2	+19,0	57,1	45,0	-12,1
1990	79,8	69,7	-10,1	53,0	66,5	+13,5	58,7	44,8	-13,9
1989 1 ^{er} trimestre	76,7	61,0	-15,7	48,4	67,3	+18,9	56,1	45,6	-10,5
2 ^e trimestre	80,1	67,0	-13,1	49,6	70,7	+21,1	59,7	47,2	-12,5
3 ^e trimestre	70,7	59,5	-11,2	44,4	60,6	+16,2	53,5	40,9	-12,6
4 ^e trimestre	76,6	60,5	-16,1	50,2	70,2	+20,0	57,9	45,6	-12,3
1990 1 ^{er} trimestre	82,6	66,9	-15,7	55,9	71,0	+15,1	59,8	47,3	-12,5
2 ^e trimestre	79,6	66,6	-13,0	53,6	68,2	+14,6	57,7	45,8	-11,9
3 ^e trimestre	74,8	65,8	- 9,0	48,1	60,4	+12,3	54,4	40,3	-14,1
4 ^e trimestre	82,1	79,7	- 2,4	54,5	66,7	+12,2	63,0	46,1	-16,9
1991 1 ^{er} trimestre	81,5	86,7	+ 5,2	55,7	67,0	+11,3	62,8	46,8	-16,0
1990 5 mois	80,9	63,2	-17,7	51,8	65,2	+13,4	59,3	45,1	-14,2
1991 5 mois	80,6	86,0	+ 5,4	55,1	66,4	+11,3	60,9	46,7	-14,2
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			CEE ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1989	13,7	20,9	+ 7,2	25,5	30,9	+ 5,4	231,0	241,8	+10,8
1990	15,1	21,5	+ 6,4	27,6	28,5	+ 0,9	244,4	247,0	+ 2,6
1989 1 ^{er} trimestre	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,7	242,4	+12,7
2 ^e trimestre	13,4	22,6	+ 9,2	27,3	32,9	+ 5,6	241,7	257,6	+15,9
3 ^e trimestre	13,8	17,9	+ 4,1	24,0	28,5	+ 4,5	216,8	221,6	+ 4,8
4 ^e trimestre	14,3	21,8	+ 7,5	25,4	30,2	+ 4,8	234,9	244,7	+ 9,8
1990 1 ^{er} trimestre	15,7	23,7	+ 8,0	29,0	30,5	+1,5	253,4	256,5	+ 3,1
2 ^e trimestre	15,0	21,9	+ 6,9	25,8	26,5	+ 0,7	242,1	246,0	+ 3,9
3 ^e trimestre	14,6	17,5	+ 2,9	26,7	28,8	+ 2,1	228,1	226,9	- 1,2
4 ^e trimestre	15,0	23,1	+ 8,1	29,0	28,2	- 0,8	254,6	259,7	+ 5,1
1991 1 ^{er} trimestre	15,9	22,5	+ 6,6	30,0	27,9	- 2,1	257,5	267,1	+ 9,6
1990 5 mois	15,2	21,1	+ 5,9	27,6	27,0	- 0,6	245,1	237,2	- 7,9
1991 5 mois	15,8	22,0	+ 6,2	30,5	27,1	- 3,4	254,4	264,7	+10,3

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Jusqu'au mois de septembre 1990 : RFA.

² Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite)

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'OPEP ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1989	15,3	15,8	+ 0,5	7,3	4,3	- 3,0	9,7	5,4	- 4,3
1990	14,9	14,2	- 0,7	7,0	4,4	- 2,6	8,8	5,9	- 2,9
1989 1 ^{er} trimestre	14,3	15,5	+ 1,2	7,4	3,7	- 3,7	8,1	5,4	- 2,7
2 ^e trimestre	16,8	16,4	- 0,4	7,9	4,5	- 3,4	10,2	5,6	- 4,6
3 ^e trimestre	15,1	15,7	+ 0,6	7,2	4,6	- 2,6	10,4	5,4	- 5,0
4 ^e trimestre	14,7	15,5	+ 0,8	6,9	4,4	- 2,5	10,0	5,3	- 4,7
1990 1 ^{er} trimestre	15,4	15,3	- 0,1	7,4	5,1	- 2,3	10,2	6,3	- 3,9
2 ^e trimestre	15,9	14,0	- 1,9	7,8	4,1	- 3,7	8,6	5,5	- 3,1
3 ^e trimestre	13,4	14,0	+ 0,6	6,3	4,5	- 1,8	9,1	5,8	- 3,3
4 ^e trimestre	15,2	13,4	- 1,8	6,4	3,9	- 2,5	7,2	6,1	- 1,1
1991 1 ^{er} trimestre	16,0	12,1	- 3,9	7,3	4,1	- 3,2	11,0	5,8	- 5,2
1990 5 mois	15,2	13,3	- 1,9	7,7	4,2	- 3,5	10,1	5,3	- 4,8
1991 5 mois	16,7	12,4	- 4,3	7,8	4,0	- 3,8	11,0	6,4	- 4,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1989	282,6	293,1	+10,5	34,1	27,7	- 6,4	6,7	5,4	- 1,3
1990	293,9	294,2	+ 0,3	30,6	26,4	- 4,2	6,9	4,4	- 2,5
1989 1 ^{er} trimestre	280,1	291,0	+10,9	31,0	26,3	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0
2 ^e trimestre	296,4	310,2	+13,8	35,1	28,1	- 7,0	7,6	5,4	- 2,2
3 ^e trimestre	267,0	271,1	+ 4,1	35,5	27,1	- 8,4	5,9	4,9	- 1,0
4 ^e trimestre	285,8	298,7	+12,9	34,9	29,1	- 5,8	6,8	5,7	- 1,1
1990 1 ^{er} trimestre	304,9	307,4	+ 2,5	34,3	27,6	- 6,7	6,6	5,1	- 1,5
2 ^e trimestre	292,0	292,7	+ 0,7	31,2	25,1	- 6,1	6,1	4,1	- 2,0
3 ^e trimestre	272,4	271,7	- 0,7	29,9	24,5	- 5,4	7,6	4,3	- 3,3
4 ^e trimestre	306,9	306,2	- 0,7	27,1	28,3	+ 1,2	7,3	4,1	- 3,2
1991 1 ^{er} trimestre	311,9	311,4	- 0,5	31,1	25,4	- 5,7	7,3	4,9	- 2,4
1990 5 mois	295,2	282,2	-13,0	33,0	23,9	- 9,1	6,1	3,6	- 2,5
1991 5 mois	308,9	310,1	+ 1,2	32,5	26,2	- 6,3	7,1	5,4	- 1,7

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'UEBL — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'INS. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1970-1980. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (ONU), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	+ 51,4	+ 27,2	3.741,3	3.752,0	- 10,7
1.12 Travail à façon	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	+ 54,3	+ 64,6	84,5	18,9	+ 65,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	+ 21,3	+ 18,3	36,3	—	+ 36,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	+ 44,0	+ 53,8	223,0	173,1	+ 49,9
1.3 Autres frais de transport	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	- 1,9	- 13,0	93,0	99,6	- 6,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	- 43,6	- 49,5	123,6	182,0	- 58,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	+ 11,7	+ 49,8	2.089,2	2.062,0	+ 27,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	+ 84,5	+ 92,4	115,0	22,0	+ 93,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	+ 3,1	+ 1,6	38,6	38,4	+ 0,2
1.72 Autres	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	- 20,7	- 29,1	480,9	484,0	- 3,1
Total 1 ...	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	+ 158,6	+ 204,1	+ 216,2	7.025,4	6.831,9	+ 193,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	+ 1,5	+ 2,0	66,6	86,5	- 19,9
2.2 Transferts publics	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	- 71,6	- 78,5	59,1	110,7	- 51,6
Total 2 ...	- 50,9	- 41,8	- 43,5	- 56,0	- 70,1	- 76,5	125,7	197,3	- 71,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	+ 134,0	+ 139,7	7.151,1	7.029,2	+ 121,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	+ 92,5	+ 85,6	360,4	330,7	+ 29,7
3.12 Avoirs	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	- 3,6	- 10,4	0,9	5,6	- 4,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	- 2,4	- 1,5	24,9	29,7	- 4,8
Total 3 ...	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	+ 8,6	+ 86,5	+ 73,8	386,2	366,0	+ 20,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	+ 7,8	32,6	—	+ 32,6
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 9,7	15,1	22,4	- 7,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	+ 30,1	- 10,1	24,5	74,5	- 50,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 110,5	- 122,1	- 165,5	- 138,6	- 379,7	- 567,1	—	305,8	- 305,8
4.2312 Investissements directs	- 16,3	- 13,7	- 72,7	- 100,1	- 132,7	- 240,9	80,7	301,4	- 220,7
4.2313 Immeubles	- 0,8	+ 0,9	- 2,4	- 3,0	- 5,8	- 11,4	14,2	20,9	- 6,7
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	+ 14,6	- 15,1	73,4	—	+ 73,4
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	+ 288,4	+ 432,6	261,2	—	+ 261,2
4.2322 Investissements directs	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	+ 183,5	+ 265,2	330,9	58,1	+ 272,8
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,9	+ 11,9	22,1	7,3	+ 14,8
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	- 39,8	+ 41,5	160,1	—	+ 160,1
Total 4 ...	- 68,5	- 87,3	- 174,1	- 6,5	- 53,8	- 95,3	1.014,8	790,4	+ 224,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	+ 3,2	- 4,5	- 24,1	—	53,4	- 53,4
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	- 2,6	—	0,5	- 0,5
Total 1 à 6 ...	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	+ 97,3	+ 162,2	+ 91,3	8.552,1	8.239,5	+ 312,7
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 34,8	- 46,3	- 53,5	—	—	- 9,7
7.112 Monnaies étrangères	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	+ 183,5	+ 132,2	—	—	+ 305,8
7.12 Organismes divers	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,4	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	—	—	+ 16,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1988		1989			1990			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 23,5	+ 8,2	+ 15,4	- 4,3	+ 8,0	- 10,2	+ 5,8	+ 2,0	- 8,4
1.12 Travail à façon	+ 15,2	+ 16,2	+ 16,6	+ 14,3	+ 17,5	+ 16,4	+ 17,7	+ 14,1	+ 17,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,4	+ 1,9	+ 4,9	+ 3,9	+ 7,5	+ 4,8	+ 15,3	+ 9,2	+ 7,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,5	+ 12,3	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 12,3	+ 13,7	+ 10,6
1.3 Autres frais de transport	- 0,8	- 3,8	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,2	- 1,2	- 0,2
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 11,5	- 10,6	- 28,8	- 7,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 14,3	+ 10,6	+ 4,1	- 1,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 22,4	+ 21,6	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 22,0	+ 24,7	+ 22,9	+ 23,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	- 0,5
1.72 Autres	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1	+ 1,8	- 4,1	+ 2,3
Total 1 ...	+ 67,4	+ 59,8	+ 70,5	+ 24,4	+ 61,4	+ 42,9	+ 75,7	+ 32,6	+ 42,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 3,4	- 6,3	- 4,3
2.2 Transferts publics	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,4	- 25,4	- 17,2	- 17,7	- 12,2	- 4,5
Total 2 ...	- 20,0	- 17,2	- 17,6	- 18,9	- 22,8	- 23,1	- 21,1	- 18,5	- 8,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 47,4	+ 42,7	+ 53,0	+ 5,4	+ 38,6	+ 19,8	+ 54,6	+ 14,1	+ 33,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 7,1	+ 11,1	+ 1,9	+ 34,5	+ 38,2	- 4,1	+ 23,4	- 8,1	+ 18,5
3.12 Avoirs	- 1,5	- 3,3	- 1,7	- 0,5	- 4,9	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 4,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 4,2	- 0,6	- 0,3	0,0	- 0,7	+ 1,7	- 0,4	- 0,6	- 5,5
Total 3 ...	- 12,8	+ 7,2	- 0,1	+ 34,1	+ 32,6	- 3,0	+ 22,8	- 8,7	+ 9,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	- 7,6	- 7,3	- 7,4	+ 29,1	- 6,6	- 9,9	+ 12,7	+ 12,8	+ 17,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,3	- 3,2	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,4	- 3,0	- 2,2	- 2,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 31,3	- 54,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 21,8	+ 16,9	- 40,2	- 5,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 138,5	- 155,3	- 73,2	- 265,4	- 73,2	+ 10,1	- 102,1	- 76,9	- 137,0
4.2312 Investissements directs ..	- 36,8	- 35,2	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 18,3	- 79,0	- 12,9	- 110,4
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 4,2	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3	- 0,7	- 1,6
4.2314 Autres	+ 28,4	- 26,2	- 56,7	+ 26,5	+ 41,3	- 17,2	+ 23,7	- 24,6	+ 91,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBl :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 157,1	+ 97,2	+ 72,6	+ 105,3	+ 157,6	+ 59,5	+ 72,5	+ 41,6	+ 87,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 75,5	+ 55,3	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 57,7	+ 60,2	+ 40,3	+ 114,6
4.2323 Immeubles	+ 1,0	+ 1,2	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,9	+ 4,7	+ 4,3
4.2324 Autres	+ 17,1	+ 9,4	+ 8,7	- 6,3	+ 29,7	+ 20,0	+ 12,6	+ 83,9	+ 43,6
Total 4 ...	+ 126,3	- 122,3	- 30,5	- 91,2	+ 148,6	+ 80,4	+ 16,2	+ 25,8	+ 102,0
5. Erreurs et omissions	- 1,2	- 19,6	+ 15,2	- 37,3	+ 17,5	- 27,7	- 5,9	- 26,9	+ 7,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 159,7	- 92,0	+ 37,6	- 89,6	+ 235,4	+ 69,6	+ 87,2	+ 4,3	+ 151,6
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 0,3	- 17,3	- 20,7	- 19,0	+ 3,4	+ 11,0	- 25,3	- 19,4	+ 24,0
7.112 Monnaies étrangères	+ 152,8	- 79,7	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	+ 55,1	+ 84,2	+ 42,6	+ 123,9
7.12 Organismes divers	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 6,9	+ 4,7	- 1,4	+ 8,5	+ 0,5	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1990					
	3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	878,6	876,6	+ 2,0	962,2	970,6	- 8,4
1.12 Travail à façon	17,9	3,8	+ 14,1	22,0	4,5	+ 17,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	9,2	—	+ 9,2	7,0	—	+ 7,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	56,2	42,5	+ 13,7	56,5	45,9	+ 10,6
1.3 Autres frais de transport	24,1	25,3	- 1,2	24,4	24,6	- 0,2
1.4 Déplacements à l'étranger	40,3	69,1	- 28,8	28,2	35,7	- 7,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	503,6	499,5	+ 4,1	544,5	546,4	- 1,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	28,0	5,1	+ 22,9	28,4	5,1	+ 23,4
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	9,4	8,8	+ 0,6	10,3	10,8	- 0,5
1.72 Autres	111,0	115,1	- 4,1	142,4	140,1	+ 2,3
Total 1 ...	1.678,5	1.645,9	+ 32,6	1.828,2	1.786,0	+ 42,3
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	19,5	25,7	- 6,3	15,3	19,6	- 4,3
2.2 Transferts publics	12,8	25,0	- 12,2	25,4	29,9	- 4,5
Total 2 ...	32,3	50,8	- 18,5	40,7	49,5	- 8,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.710,8	1.696,7	+ 14,1	1.868,9	1.835,5	+ 33,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	208,2	216,3	- 8,1	256,7	238,2	+ 18,5
3.12 Avoirs	0,3	0,4	- 0,1	0,4	4,4	- 4,0
3.2 Autres pouvoirs publics	17,2	17,8	- 0,6	5,1	10,6	- 5,5
Total 3 ...	225,7	234,5	- 8,7	262,3	253,2	+ 9,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	12,8	—	+ 12,8	17,0	—	+ 17,0
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	2,2	- 2,2	14,5	17,0	- 2,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public	11,9	52,1	- 40,2	15,5	20,5	- 5,0
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	76,9	- 76,9	—	137,0	-137,0
4.2312 Investissements directs	31,6	44,5	- 12,9	15,0	125,5	-110,4
4.2313 Immeubles	3,6	4,2	- 0,7	4,5	6,1	- 1,6
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	24,6	- 24,6	91,5	—	+ 91,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	41,6	—	+ 41,6	87,7	—	+ 87,7
4.2322 Investissements directs	58,9	18,6	+ 40,3	129,1	14,5	+114,6
4.2323 Immeubles	6,0	1,3	+ 4,7	6,3	2,0	+ 4,3
4.2324 Autres (chiffres nets)	83,9	—	+ 83,9	43,6	—	+ 43,6
Total 4 ...	250,3	224,4	+ 25,8	424,7	322,6	+102,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	26,9	- 26,9	7,1	—	+ 7,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	2.186,8	2.182,5	+ 4,3	2.563,0	2.411,3	+ 151,6
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois	—	—	- 19,4	—	—	+ 24,0
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+ 42,6	—	—	+123,9
7.12 Organismes divers :	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	—	—	- 18,9	—	—	+ 3,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».
¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1989	1990	1989		1990				*1991	
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 31,9	+ 18,8	+ 22,5	- 0,4	- 20,6	+ 13,1	+ 18,3	+ 8,0	- 13,7	+ 9,1
1.12 Travail à façon	+ 63,3	+ 67,1	+ 13,3	+ 17,2	+ 16,2	+ 20,0	+ 12,3	+ 18,6	+ 18,6	+ 20,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 22,7	+ 37,9	+ 7,2	+ 9,6	+ 5,5	+ 18,4	+ 7,6	+ 6,4	+ 9,8	+ 6,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 53,8	+ 49,9	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 12,3	+ 13,7	+ 10,6	+ 10,5	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	- 13,0	- 6,5	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,2	- 1,2	- 0,2	- 1,9	- 2,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 49,5	- 58,4	- 26,6	- 5,8	- 11,5	- 10,6	- 28,8	- 7,5	- 12,0	- 13,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 49,8	+ 27,1	+ 8,5	+ 11,8	+ 14,3	+ 10,6	+ 4,1	- 1,9	- 13,1	+ 22,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 92,4	+ 93,0	+ 23,0	+ 24,4	+ 22,0	+ 24,7	+ 22,9	+ 23,4	+ 23,4	+ 23,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,1
1.72 Autres	- 29,1	- 3,1	- 5,9	- 13,1	- 3,1	+ 1,8	- 4,1	+ 2,3	+ 1,0	+ 1,1
Total 1 ...	+ 223,9	+ 226,0	+ 53,5	+ 54,8	+ 33,0	+ 88,5	+ 45,3	+ 59,2	+ 21,9	+ 74,9
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 2,0	- 19,9	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 3,4	- 6,3	- 4,3	- 2,8	- 2,6
2.2 Transferts publics	- 78,5	- 51,6	- 18,4	- 25,4	- 17,2	- 17,7	- 12,2	- 4,5	- 10,4	- 16,8
Total 2 ...	- 76,5	- 71,5	- 18,9	- 22,8	- 23,1	- 21,1	- 18,5	- 8,9	- 13,2	- 19,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 147,5	+ 154,5	+ 34,5	+ 32,0	+ 9,9	+ 67,3	+ 26,9	+ 50,4	+ 8,7	+ 55,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 85,6	+ 29,7	+ 34,5	+ 38,2	- 4,1	+ 23,4	- 8,1	+ 18,5	+ 19,0	+ 71,6
3.12 Avoirs	- 10,4	- 4,8	- 0,5	- 4,9	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 4,0	- 1,2	- 5,9
3.2 Autres pouvoirs publics	- 1,5	- 4,8	0,0	- 0,7	+ 1,7	- 0,4	- 0,6	- 5,5	- 0,4	+ 0,3
Total 3 ...	+ 73,8	+ 20,2	+ 34,1	+ 32,6	- 3,0	+ 22,8	- 8,7	+ 9,1	+ 17,4	+ 65,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 9,7	- 7,3	- 2,5	- 3,6	+ 0,4	- 3,0	- 2,2	- 2,5	- 1,9	- 0,2
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 10,1	- 50,0	+ 16,5	+ 16,6	- 21,8	+ 16,9	- 40,2	- 5,0	- 17,7	+ 28,1
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières	- 567,1	- 305,8	- 265,4	- 73,2	+ 10,1	- 102,1	- 76,9	- 137,0	- 136,0	- 213,6
4.2312 Investissements directs	- 240,9	- 220,7	- 57,8	- 80,4	- 18,3	- 79,0	- 12,9	- 110,4	- 34,5	- 71,6
4.2313 Immeubles	- 11,4	- 6,7	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3	- 0,7	- 1,6	+ 0,2	- 1,7
4.2314 Autres	- 15,1	+ 73,4	+ 26,5	+ 41,3	- 17,2	+ 23,7	- 24,6	+ 91,5	+ 3,5	+ 32,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :										
4.2321 Valeurs mobilières	+ 432,6	+ 261,2	+ 105,3	+ 157,6	+ 59,5	+ 72,5	+ 41,6	+ 87,7	+ 249,8	+ 90,6
4.2322 Investissements directs	+ 265,2	+ 272,8	+ 60,6	+ 65,6	+ 57,7	+ 60,2	+ 40,3	+ 114,6	+ 58,1	+ 82,7
4.2323 Immeubles	+ 11,9	+ 14,8	+ 3,8	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,9	+ 4,7	+ 4,3	+ 3,9	+ 2,6
4.2324 Autres	+ 41,5	+ 160,1	- 6,3	+ 29,7	+ 20,0	+ 12,6	+ 83,9	+ 43,6	- 17,1	+ 104,3
Total 4 ...	- 103,1	+ 191,8	- 120,3	+ 155,2	+ 90,3	+ 3,5	+ 13,0	+ 85,1	+ 108,3	+ 53,6
5. Erreurs et omissions	- 24,1	- 53,4	- 37,3	+ 17,5	- 27,7	- 5,9	- 26,9	+ 7,1	- 3,3	- 42,8
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 2,6	- 0,5	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 91,3	+ 312,7	- 89,6	+ 235,4	+ 69,6	+ 87,2	+ 4,3	+ 151,6	+ 131,1	+ 132,3
7. Financement du total :										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 53,5	- 9,7	- 19,0	+ 3,4	+ 11,0	- 25,3	- 19,4	+ 24,0	+ 34,5	+ 30,2
7.112 Monnaies étrangères	+ 132,2	+ 305,8	- 79,1	+ 231,4	+ 55,1	+ 84,2	+ 42,6	+ 123,9	+ 101,7	+ 94,7
7.12 Organismes divers	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4	- 0,5
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 12,3	+ 16,6	+ 8,5	+ 0,5	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6	- 4,7	+ 7,9
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1987	1988	1989	1990	1990		*1991	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Opérations courantes ¹	+ 102,6	+ 134,0	+ 139,7	+ 121,9	+ 14,1	+ 33,4	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 104,2	+ 121,9	+ 147,5	+ 154,5	+ 26,9	+ 50,4	+ 8,7	+ 55,5
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								.
2.1 Crédits commerciaux	+ 1,6	- 12,1	+ 7,8	+ 32,6	+ 12,8	+ 17,0	.	.
2.2 Avoirs nets en francs des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	+ 34,4	+ 80,4	+ 43,7	+ 98,0	+ 2,1	- 25,0	- 155,5	- 16,8
2.21 Au comptant	+ 26,1	+ 57,6	+ 57,0	+ 18,4	+ 26,8	- 32,9	- 57,5	- 7,9
2.22 A terme	+ 8,3	+ 22,8	- 13,3	+ 79,6	- 24,6	+ 7,9	- 97,9	- 8,9
2.3 Avoirs nets des entreprises et particuliers résidents	+ 44,6	- 67,3	- 29,6	- 243,3	- 46,8	0,0	+ 18,6	+ 32,2
2.31 En francs à l'étranger	+ 15,6	+ 8,3	- 21,0	- 20,7	- 1,2	+ 7,2	- 9,5	+ 5,6
2.32 En monnaies étrangères	+ 29,0	- 75,6	- 8,6	- 222,6	- 45,6	- 7,3	+ 28,0	+ 26,6
2.321 Au comptant	- 40,9	- 111,1	- 94,0	+ 47,3	- 0,9	+ 69,0	+ 6,4	+ 53,8
2.322 A terme	+ 69,9	+ 35,5	+ 85,4	- 269,8	- 44,7	- 76,2	+ 21,6	- 27,2
2.4 Valeurs mobilières	- 60,2	- 137,7	- 205,8	+ 60,7	+ 33,7	- 18,7	+ 131,5	- 27,1
2.41 Actions	+ 23,4	+ 37,5	- 47,5	+ 47,3	+ 17,8	+ 4,1	- 17,4	+ 9,4
2.411 Avoirs de résidents	- 0,5	+ 18,5	- 78,1	+ 19,3	+ 11,3	- 4,9	- 17,9	+ 3,2
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 23,9	+ 19,0	+ 30,6	+ 28,1	+ 6,4	+ 9,0	+ 0,5	+ 6,2
2.42 Titres à revenu fixe	- 83,6	- 175,2	- 158,3	+ 13,4	+ 16,0	- 22,8	+ 148,8	- 36,5
2.421 Avoirs de résidents	- 111,4	- 214,9	- 185,1	- 0,8	+ 18,9	- 31,3	+ 7,1	- 23,2
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 27,8	+ 39,7	+ 26,8	+ 14,3	- 2,9	+ 8,6	+ 141,7	- 13,4
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	- 12,1	+ 51,2	+ 43,3	+ 74,7	+ 21,2	+ 11,3	+ 7,2	+ 26,7
2.51 Avoirs de résidents	- 108,3	- 138,4	- 259,3	- 228,2	- 20,7	- 110,2	- 30,1	- 68,7
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 96,2	+ 189,6	+ 302,6	+ 302,9	+ 41,9	+ 121,5	+ 37,3	+ 95,3
2.6 Total (2.1 à 2.5)	+ 8,3	- 85,5	- 140,6	+ 22,7	+ 23,0	- 15,4	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	+ 6,7	- 73,4	- 148,4	- 9,9	+ 10,2	- 32,4	+ 1,7	+ 14,9
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 56,0	- 23,2	- 23,8	- 36,0	+ 10,4	- 35,1	- 3,0	- 18,4
3.1 Au comptant	+ 22,2	+ 35,1	+ 48,2	- 226,3	- 58,9	- 103,4	- 79,3	- 54,5
3.2 A terme	- 78,2	- 58,3	- 72,1	+ 190,3	+ 69,3	+ 68,3	+ 76,3	+ 36,0
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 3,8	- 17,5	- 2,9	- 14,1	- 3,5	- 0,1	- 8,4	+ 2,3
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	- 6,4	- 3,2	- 9,7	- 7,3	- 2,2	- 2,5	- 1,9	- 0,2
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	+ 2,6	- 14,3	+ 6,8	- 6,8	- 1,3	+ 2,4	- 6,5	+ 2,5
5. Erreurs et omissions	+ 5,7	- 1,3	- 23,8	- 54,6	- 25,4	+ 2,6	+ 0,7	- 43,3
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or	- 10,6	0,0	- 2,6	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	+ 46,2	+ 6,5	- 54,1	+ 39,5	+ 18,7	- 14,7	- 0,3	+ 11,1
Financement du total :								
7.1 Opérations en capital, en monnaies étrangères, des pouvoirs publics ³	- 34,5	- 12,2	- 72,9	+ 22,9	+ 12,8	- 18,4	+ 4,5	+ 3,2
7.2 Mouvement des réserves de change nettes, au comptant et à terme, de la Banque Nationale de Belgique ⁴	+ 80,7	+ 18,7	+ 18,8	+ 16,6	+ 5,8	+ 3,6	- 4,7	+ 7,9

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Soit les emprunts au comptant en monnaies étrangères et les opérations à terme conclues avec la BNB. Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ou achats de monnaies étrangères à terme ; signe - : augmentation de la dette ou cessions à terme.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,0	77,3	17,9	4,8
1990	28,6	22,0	11,4	9,2	3,4	2,8	1,0	78,4	16,6	5,0
1989 6 premiers mois	28,2	22,1	10,7	8,7	3,5	2,6	1,0	76,8	18,2	5,0
9 premiers mois	28,2	22,1	10,9	8,8	3,4	2,7	1,0	77,1	18,1	4,8
1990 3 premiers mois	29,9	21,2	11,1	9,0	3,5	2,6	0,9	78,2	16,8	5,0
6 premiers mois	29,7	21,7	11,2	9,1	3,4	2,7	0,9	78,7	16,4	4,9
9 premiers mois	28,9	21,9	11,4	9,1	3,4	2,8	1,0	78,5	16,6	4,9
1991 3 premiers mois	28,1	21,6	11,2	9,0	3,2	2,8	1,0	76,9	17,7	5,4
6 premiers mois	27,6	22,3	11,2	8,8	3,0	2,8	1,1	76,8	17,9	5,3
Recettes d'exportations										
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1989	34,6	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,1	85,1	11,3	3,6
1990	33,4	19,3	15,6	8,0	4,6	2,9	1,4	85,2	10,8	4,0
1989 6 premiers mois	34,6	17,9	15,8	7,7	5,1	2,8	1,1	85,0	11,4	3,6
9 premiers mois	34,4	17,8	16,0	7,7	5,0	2,9	1,1	84,9	11,5	3,6
1990 3 premiers mois	35,2	18,9	15,7	8,1	4,6	2,8	1,3	86,6	9,7	3,7
6 premiers mois	34,2	19,3	16,0	8,1	4,6	2,8	1,3	86,3	9,9	3,8
9 premiers mois	33,6	19,0	16,0	8,0	4,7	2,9	1,3	85,5	10,5	4,0
1991 3 premiers mois	32,6	20,0	14,7	8,1	4,4	2,5	1,4	83,7	12,2	4,1
6 premiers mois	31,7	20,8	14,5	8,1	4,2	2,4	1,5	83,2	12,8	4,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1988 sur la base des transactions » ; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS CEE

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1982	18,83	6,96	79,80	3,38	17,11	41,63	5,48	57,99	64,84	—
1983	20,01	6,72	77,50	3,37	17,91	35,68	5,59	46,77	63,58	—
1984	20,31	6,61	76,98	3,29	18,01	35,93	5,58	39,62	62,60	—
1985	20,18	6,61	76,33	3,11	17,89	34,87	5,60	34,58	62,80	—
1986	20,58	6,44	65,48	3,00	18,25	31,88	5,52	29,88	59,80	—
1987	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1989 2 ^e trimestre	20,94	6,18	65,71	2,87	18,57	33,29	5,38	25,25	55,90	24,53
3 ^e trimestre	20,93	6,19	64,26	2,91	18,56	33,40	5,39	25,01	55,87	24,23
4 ^e trimestre	21,01	6,17	60,40	2,85	18,61	32,85	5,40	24,34	55,65	23,27
1990 1 ^{er} trimestre	20,87	6,15	58,45	2,81	18,52	32,34	5,41	23,66	55,38	22,14
2 ^e trimestre	20,63	6,13	57,98	2,81	18,33	32,99	5,41	23,38	55,30	21,11
3 ^e trimestre	20,57	6,13	61,02	2,79	18,26	33,23	5,39	23,32	55,18	20,93
4 ^e trimestre	20,63	6,12	60,33	2,75	18,30	32,62	5,38	23,37	55,18	20,20
1991 1 ^{er} trimestre	20,60	6,06	60,14	2,75	18,27	32,90	5,36	23,37	54,89	19,27
2 ^e trimestre	20,57	6,07	60,92	2,77	18,26	33,18	5,36	23,62	55,04	18,87
1990 Août	20,56	6,13	61,37	2,79	18,25	33,30	5,38	23,29	55,16	20,87
Septembre	20,57	6,14	60,68	2,76	18,25	32,79	5,39	23,21	55,19	20,79
Octobre	20,59	6,15	61,04	2,75	18,26	32,81	5,39	23,33	55,22	20,52
Novembre	20,63	6,13	60,20	2,74	18,29	32,60	5,38	23,44	55,21	20,13
Décembre	20,70	6,09	59,61	2,75	18,35	32,41	5,37	23,36	55,09	19,90
1991 Janvier	20,60	6,07	60,14	2,74	18,28	32,69	5,35	23,13	54,98	19,47
Février	20,59	6,05	59,88	2,74	18,27	32,91	5,35	23,40	54,78	19,22
Mars	20,60	6,05	60,38	2,76	18,28	33,13	5,36	23,61	54,89	19,10
Avril	20,56	6,08	61,28	2,77	18,25	33,31	5,37	23,69	54,99	18,97
Mai	20,57	6,07	60,94	2,77	18,26	33,23	5,37	23,66	55,06	18,81
Juin	20,58	6,07	60,51	2,77	18,27	33,00	5,34	23,50	55,06	18,83
Juillet	20,59	6,07	60,65	2,76	18,27	32,86	5,32	23,84	55,07	18,81
Août	20,59	6,06	60,44	2,75	18,27	32,97	5,32	24,01	55,04	18,66

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

X - 1b. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS AUTRES QUE LA CEE

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	1 zaïre	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1982	45,76	18,38	37,08	7,31	22,52	267,88	7,09	9,50	7,9417	.	.	.	50,43
1983	51,18	21,55	41,52	6,66	24,34	284,50	7,00	9,18	6,3602	.	.	.	54,64
1984	57,79	24,32	44,63	6,98	24,61	288,81	7,08	9,61	1,6090	.	.	45,06	59,18
1985	59,36	24,91	43,50	6,89	24,21	287,18	6,90	9,56	1,2119	.	.	44,91	60,12
1986	44,66	26,57	32,13	6,26	24,89	292,79	6,04	8,80	0,7598	.	.	43,79	52,33
1987	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	295,41	5,54	8,50	0,3504	.	.	43,03	48,26
1988	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	297,76	5,64	8,78	0,2080	.	.	43,42	49,39
1989	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	297,79	5,71	9,18	0,1065	.	.	43,35	50,50
1990	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	293,87	5,34	8,73	0,0572	.	.	42,50	45,30
1989 2 ^e trimestre	40,55	29,32	33,97	6,19	23,90	297,50	5,78	9,37	0,1112	.	.	43,49	51,33
3 ^e trimestre	40,28	28,31	34,08	6,16	24,27	297,38	5,72	9,28	0,1021	.	.	43,37	50,75
4 ^e trimestre	38,12	26,65	32,62	5,96	23,71	298,36	5,56	9,03	0,0878	.	.	42,90	48,90
1990 1 ^{er} trimestre	35,30	23,87	29,88	5,74	23,44	296,51	5,40	8,83	0,0750	.	.	42,52	46,42
2 ^e trimestre	34,61	22,29	29,57	5,68	24,00	293,16	5,33	8,74	0,0647	.	.	42,33	45,39
3 ^e trimestre	32,79	22,58	28,43	5,62	24,53	292,38	5,33	8,74	0,0527	.	.	42,62	44,91
4 ^e trimestre	31,00	23,74	26,70	5,53	24,38	293,33	5,29	8,62	0,0365	.	.	42,54	44,45
1991 1 ^{er} trimestre	31,53	23,57	27,28	5,54	24,13	292,77	5,27	8,55	0,0131	24,53	18,82	42,39	44,50
2 ^e trimestre	35,68	25,79	31,06	5,72	24,20	292,35	5,28	8,73	0,0088	27,50	20,84	42,33	47,72
1990 Août	32,31	21,92	28,22	5,59	24,67	292,24	5,31	8,72	0,0532	.	.	42,65	44,50
Septembre	32,28	23,27	27,88	5,60	24,70	292,32	5,32	8,71	0,0468	.	.	42,58	44,89
Octobre	31,39	24,19	27,07	5,56	24,49	292,64	5,30	8,68	0,0431	.	.	42,60	44,83
Novembre	30,64	23,77	26,33	5,51	24,40	293,29	5,28	8,61	0,0424	.	.	42,54	44,29
Décembre	30,93	23,15	26,66	5,50	24,21	294,20	5,28	8,57	0,0219	.	.	42,45	44,15
1991 Janvier	31,10	23,28	26,91	5,52	24,46	292,83	5,27	8,54	0,0159	24,23	18,50	42,47	44,24
Février	30,47	23,37	26,39	5,50	24,05	292,63	5,26	8,48	0,0133	23,88	18,34	42,34	43,90
Mars	33,06	24,10	28,58	5,61	23,84	292,80	5,28	8,61	0,0096	25,51	19,64	42,33	45,52
Avril	35,05	25,56	30,39	5,72	24,33	292,22	5,29	8,77	0,0095	27,30	20,66	42,40	47,30
Mai	35,28	25,55	30,69	5,74	24,27	292,35	5,28	8,73	0,0086	27,27	20,68	42,29	47,40
Juin	36,74	26,27	32,12	5,71	23,99	292,48	5,27	8,69	0,0082	27,91	21,18	42,31	48,42
Juillet	36,85	26,71	32,11	5,69	23,75	292,49	5,28	8,58	0,0080	28,44	20,91	42,31	48,68
Août	35,93	26,26	31,37	5,67	23,63	292,54	5,27	8,48	0,0046	28,12	20,61	42,26	48,00

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 8 JANVIER AU 7 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,1679	2,30358	7,79845	2,04446	1529,70	6,85684	0,763159	132,889
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges		5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
	—	5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas . .	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes . . .	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200
100 francs français . . .	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais . . .	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858	

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 8 OCTOBRE 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES
Cours-pivot de l'ECU	42,4032	2,31643	7,84195	2,05586	1538,24	6,89509	0,767417	133,631	0,696904
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire									
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619	1,74510
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143	1,64352
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802	1,54790
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30	31,9450
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83	30,0853
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10	28,3340
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40	9,43610
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05	8,88687
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90	8,36970
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70	35,9970
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00	33,8984
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70	31,9280
100 liras italiennes	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400	0,0481050
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726	0,0453053
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200	0,0426690
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80	10,7320
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06	10,1073
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30	9,5190
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2	96,4240
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1	90,8116
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7	85,5260
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772		0,553740
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—	0,521514
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858		0,491160
100 livres Royaume-Uni	6460,50	352,950	1194,79	313,200	234362,0	1050,550	116,920	20360,0	
	6084,51	332,389	1125,26	295,000	220725,0	989,389	110,118	19175,0	—
	5730,35	313,050	1059,76	277,800	207879,0	931,800	103,710	18059,0	

**X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE¹**

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ²	Livre sterling ³
1983	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	—	—
1984	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	—	—
1985	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	—
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	—
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ²	—
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—
1989 2 ^e trimestre	+ 1,46	- 0,52	+ 1,50	+ 0,44	+ 0,55	+ 1,16	+ 3,62 ²	—
3 ^e trimestre	+ 1,41	- 0,38	+ 1,48	+ 1,50	+ 0,64	+ 1,10	+ 5,24	—
4 ^e trimestre	+ 1,66	- 0,14	+ 1,84	- 0,37	+ 0,36	+ 0,72	+ 3,50	—
1990 1 ^{er} trimestre	+ 1,16	+ 0,14	+ 1,18	+ 1,82	+ 0,05	+ 0,23	+ 1,91	—
2 ^e trimestre	+ 0,13	+ 0,11	0,00	+ 1,87	- 0,28	+ 0,07	+ 4,00	—
3 ^e trimestre	- 0,27	- 0,24	- 0,26	+ 1,05	- 0,31	- 0,12	+ 4,71	—
4 ^e trimestre	- 0,05	- 0,45	+ 0,03	- 0,40	- 0,41	- 0,14	+ 2,78	- 0,85 ³
1991 1 ^{er} trimestre	- 0,26	- 0,96	- 0,14	- 0,30	- 1,53	- 0,68	+ 3,68	- 1,17
2 ^e trimestre	- 0,25	- 0,81	- 0,26	+ 0,55	- 1,25	- 0,39	+ 4,57	+ 0,12
1990 Août	- 0,31	- 0,52	- 0,31	+ 1,21	- 0,54	- 0,17	+ 4,89	—
Septembre	- 0,32	- 0,40	- 0,29	- 0,08	- 0,16	- 0,11	+ 3,33	—
Octobre	- 0,23	- 0,23	- 0,19	- 0,32	- 0,04	- 0,08	+ 3,39	+ 0,62
Novembre	- 0,09	- 0,47	- 0,02	- 0,45	- 0,36	- 0,07	+ 2,75	- 1,02
Décembre	+ 0,21	- 0,70	+ 0,34	- 0,43	- 0,92	- 0,31	+ 2,07	- 2,05
1991 Janvier	- 0,39	- 1,03	- 0,11	- 0,57	- 1,37	- 0,50	+ 3,03	- 1,15
Février	- 0,21	- 1,05	- 0,19	- 0,51	- 1,66	- 0,86	+ 3,70	- 1,58
Mars	- 0,17	- 0,78	- 0,12	+ 0,20	- 1,58	- 0,66	+ 4,39	- 0,77
Avril	- 0,29	- 0,65	- 0,29	+ 0,68	- 1,05	- 0,48	+ 4,99	+ 0,72
Mai	- 0,26	- 0,58	- 0,27	+ 0,53	- 1,34	- 0,35	+ 4,73	+ 0,19
Juin	- 0,19	- 1,21	- 0,21	+ 0,43	- 1,35	- 0,35	+ 4,00	- 0,56
Juillet	- 0,18	- 1,54	- 0,20	+ 0,27	- 1,37	- 0,35	+ 3,56	- 0,32
Août	- 0,21	- 1,53	- 0,19	- 0,10	- 1,49	- 0,38	+ 3,89	- 0,66

¹ Formule = $\frac{\text{[Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)] - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE¹

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ²	Livre sterling ³
1983	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	—	—
1984	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	—	—
1985	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	—	—
1986	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	—	—
1987	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	—	—
1988	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	—	—
1989	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ²	—
1990	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	—
1989 2 ^e trimestre	+ 50	- 22	+ 71	- 34	+ 20	+ 25	- 7	- 32 ²	—
3 ^e trimestre	+ 56	- 14	+ 70	- 23	+ 6	+ 28	+ 1	- 54	—
4 ^e trimestre	+ 51	- 30	+ 53	- 50	+ 31	+ 38	+ 15	- 38	—
1990 1 ^{er} trimestre	+ 44	- 12	+ 35	- 17	- 49	+ 47	+ 30	- 18	—
2 ^e trimestre	+ 14	+ 8	+ 9	+ 20	- 76	+ 33	+ 10	- 61	—
3 ^e trimestre	+ 11	+ 25	+ 25	+ 32	- 40	+ 27	+ 16	- 65	—
4 ^e trimestre	- 7	- 4	+ 15	- 11	+ 13	+ 15	0	- 49	+ 14 ³
1991 1 ^{er} trimestre	- 27	- 19	+ 19	- 27	- 12	+ 54	+ 5	- 69	+ 15
2 ^e trimestre	- 13	- 1	+ 25	0	- 40	+ 55	+ 6	- 78	- 4
1990 Août	+ 8	+ 24	+ 34	+ 32	- 51	+ 30	+ 16	- 68	—
Septembre	+ 5	+ 21	+ 23	+ 26	+ 9	+ 14	+ 10	- 47	—
Octobre	+ 3	+ 14	+ 13	+ 16	+ 19	+ 6	+ 6	- 54	- 10
Novembre	- 9	- 6	+ 13	- 14	+ 13	+ 9	- 6	- 49	+ 17
Décembre	- 15	- 25	+ 18	- 41	+ 6	+ 34	0	- 41	+ 34
1991 Janvier	- 26	- 19	+ 23	- 27	+ 2	+ 46	- 2	- 59	+ 14
Février	- 33	- 23	+ 17	- 32	- 8	+ 54	+ 8	- 72	+ 21
Mars	- 22	- 14	+ 16	- 21	- 32	+ 63	+ 10	- 78	+ 10
Avril	- 7	+ 8	+ 24	+ 10	- 40	+ 51	+ 15	- 82	- 12
Mai	- 13	- 1	+ 14	- 1	- 40	+ 59	+ 3	- 81	- 5
Juin	- 19	- 9	+ 38	- 11	- 40	+ 54	- 1	- 71	+ 6
Juillet	- 18	- 9	+ 54	- 12	- 32	+ 56	- 1	- 65	+ 1
Août	- 23	- 13	+ 49	- 19	- 19	+ 56	- 5	- 71	+ 7

¹ Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu (1)	Cours-pivots bilatéraux en francs belges (2)	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies (3) = (1) × (2)	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu (4)	
du 8 janvier au 7 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8744	30,53	1,56
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,43	1,81
Livre sterling	0,08784	57,8740 ³	5,0837	12,06	—
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,92	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,54	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,14	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,53	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,12	2,22
Drachme grecque	1,44	0,224376 ³	0,3231	0,77	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,18	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,1679	100,00	
depuis le 8 octobre 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,36	1,57
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,32	1,82
Livre sterling	0,08784	60,8451	5,3446	12,61	5,24
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,87	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,49	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,09	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,52	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,11	2,23
Drachme grecque	1,44	0,206532 ³	0,2974	0,70	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,15	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,4032	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques, livres sterling ou escudos portugais et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations de l'UEBL	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3	50,9	71,7
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1989 2 ^e trimestre	109,4	108,2	96,4	101,7	141,8	235,7	68,3	74,4	45,4	130,7	67,4	156,1	86,1	78,2	51,9	69,8
3 ^e trimestre	109,9	109,2	96,8	102,0	142,6	228,2	68,7	73,1	46,1	131,0	67,6	159,6	86,7	78,0	52,2	70,2
4 ^e trimestre	112,0	111,7	98,7	99,4	147,4	222,2	70,5	70,5	46,4	134,5	67,4	160,6	89,9	78,4	52,9	72,1
1990 1 ^{er} trimestre	114,6	115,3	101,5	97,0	152,3	209,2	73,1	71,3	47,5	138,4	67,8	166,4	94,1	79,8	54,3	74,7
2 ^e trimestre	115,8	117,4	102,9	97,1	152,8	197,9	74,0	71,9	48,2	138,7	68,3	173,4	95,4	80,2	56,2	75,6
3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 ^e trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 ^{er} trimestre	118,8	122,2	104,9	89,4	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2	58,0	77,1
2 ^e trimestre	116,6	119,9	101,6	95,8	148,6	224,9	71,5	73,6	46,4	135,9	67,1	170,0	92,4	77,1	55,3	73,4
1990 Août	117,2	118,5	104,3	91,7	154,8	201,4	75,3	77,7	48,6	140,4	68,5	183,1	96,7	81,4	58,0	76,7
Septembre	117,5	118,7	104,0	90,8	154,0	213,8	75,2	76,3	47,8	140,0	68,2	181,7	96,5	81,1	56,9	76,7
Octobre	118,0	119,4	104,2	88,2	154,6	226,4	75,6	77,0	47,7	140,9	68,1	180,8	97,3	81,2	57,3	77,3
Novembre	118,7	120,3	105,1	87,4	156,4	225,5	76,2	76,8	48,1	142,4	68,3	182,3	98,3	82,0	57,7	78,2
Décembre	119,0	121,1	105,0	88,4	157,6	218,9	75,8	76,1	48,2	142,8	68,3	181,0	98,2	82,0	57,4	78,3
1991 Janvier	119,1	121,7	105,2	88,7	156,4	219,1	75,3	76,7	48,1	142,3	68,3	182,7	97,5	81,7	57,7	77,7
Février	119,9	122,6	105,6	87,3	157,3	222,8	75,5	76,9	48,4	143,0	68,7	180,9	98,2	82,3	58,6	78,0
Mars	118,1	121,0	103,8	92,0	153,5	219,3	73,5	75,4	47,4	139,5	68,2	173,7	96,0	82,7	57,5	75,8
Avril	116,7	119,5	101,8	94,6	149,2	224,8	72,0	74,4	46,7	136,5	67,4	172,0	93,1	77,6	55,9	73,8
Mai	116,9	119,6	101,9	95,3	149,0	224,2	71,7	73,9	46,5	136,4	67,6	171,4	93,0	77,4	55,6	73,7
Juin	*116,4	*119,0	101,0	97,6	147,5	225,6	70,8	72,4	45,9	134,9	66,4	166,7	91,0	76,2	54,5	72,8
Juillet	*116,6	*119,1	100,7	97,6	147,2	228,8	70,7	72,4	45,8	134,8	65,9	164,6	90,6	76,0		
Août	*117,4	*120,2														

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'OCP	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1990 Août	3.521,9	19,3	1.883,3	113,8	5.538,3	564,1	540,5	1.104,6	6.642,9	549,9	—	549,9	7.192,8	
Septembre	3.528,2	19,3	1.939,9	111,1	5.598,5	561,2	535,8	1.097,0	6.695,5	549,0	—	549,0	7.244,5	
Octobre	3.542,0	19,3	1.913,5	115,2	5.590,0	567,1	525,4	1.092,5	6.682,5	548,7	—	548,7	7.231,2	
Novembre	3.575,0	19,3	1.926,7	102,4	5.623,4	562,6	526,3	1.088,9	6.712,3	546,8	—	546,8	7.259,1	
Décembre	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1991 Janvier	3.625,4	9,8	1.956,7	125,3	5.717,2	561,1	542,3	1.103,4	6.820,6	506,1	—	506,1	7.326,7	
Février	3.724,4	9,8	2.016,6	102,2	5.853,0	554,3	549,6	1.103,9	6.956,9	504,1	—	504,1	7.461,0	
Mars	3.827,3	9,5	2.068,2	103,4	6.008,4	598,0	531,6	1.129,6	7.138,0	443,0	—	443,0	7.581,0	
Avril	3.841,4	9,5	2.030,7	119,8	6.001,4	623,0	512,0	1.135,0	7.136,4	413,3	—	413,3	7.549,7	
Mai	3.943,4	9,5	2.069,3	94,4	6.116,6	624,4	508,6	1.133,0	7.249,6	413,3	—	413,3	7.662,9	
Juin	4.081,2	9,5	2.041,4	111,7	6.243,8	635,9	505,0	1.140,9	7.384,7	380,4	—	380,4	7.765,1	
Juillet	4.108,5	1,5	1.978,2	108,8	6.197,0	624,0	507,7	1.131,7	7.328,7	380,4	—	380,4	7.709,1	
Août	4.166,7	1,5	1.942,9	112,3	6.223,4	622,3	508,7	1.131,0	7.354,4	380,3	—	380,3	7.734,7	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.
* Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements				Total	Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5
1989 12 mois	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 1 mois	+ 80,2	+ 0,6	+ 2,1	—	—	+ 2,7	77,5
2 mois	+ 194,2	+ 0,3	0,0	—	+ 0,5	+ 0,8	193,4
3 mois	+ 314,0	+ 1,0	- 3,6	—	+ 31,5	+ 28,9	285,1
4 mois	+ 283,4	+ 1,0	- 3,5	—	+ 31,5	+ 29,0	254,4
5 mois	+ 332,3	- 9,3	+ 7,4	—	+ 31,5	+ 29,6	302,7
6 mois	+ 376,3	- 9,5	+ 3,5	—	+ 31,5	+ 25,5	350,8
7 mois	+ 391,0	- 9,5	- 0,6	+ 15,0	+ 31,5	+ 36,4	354,6
8 mois	+ 404,6	- 9,5	+ 3,0	+ 15,0	+ 31,5	+ 40,0	364,6
9 mois	+ 456,3	- 8,8	+ 6,9	+ 15,0	+ 31,5	+ 44,6	411,7
10 mois	+ 443,0	- 8,8	+ 5,8	+ 15,0	+ 31,5	+ 43,5	399,5
11 mois	+ 470,9	- 8,8	+ 2,2	+ 15,0	+ 31,5	+ 39,9	431,0
12 mois	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}						Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions	
	Opérations courantes			Opérations en capital						Solde budgétaire
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)
1989 12 mois	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 1 mois	154,7	239,1	- 84,4	1,6	20,3	- 18,7	- 103,1	+ 25,6	- 77,5	(- 25,0)
2 mois	281,9	446,3	- 164,4	3,2	31,7	- 28,5	- 192,9	- 0,5	- 193,4	(- 7,2)
3 mois	402,2	667,4	- 265,2	4,6	47,2	- 42,6	- 307,8	+ 22,7	- 285,1	(- 20,6)
4 mois	618,0	869,9	- 251,9	6,1	54,4	- 48,3	- 300,2	+ 45,8	- 254,4	(- 23,1)
5 mois	734,1	1.025,3	- 291,2	7,6	60,7	- 53,1	- 344,3	+ 41,6	- 302,7	(- 16,2)
6 mois	879,5	1.223,2	- 343,7	9,2	70,9	- 61,7	- 405,4	+ 54,6	- 350,8	(- 25,2)
7 mois	1.117,5	1.414,7	- 297,2	11,3	79,3	- 68,0	- 365,2	+ 10,6	- 354,6	(- 46,7)
8 mois	1.247,3	1.555,1	- 307,8	13,9	88,6	- 74,7	- 382,5	+ 17,9	- 364,6	(- 39,9)
9 mois	1.353,5	1.701,5	- 348,0	15,3	95,3	- 80,0	- 428,0	+ 16,3	- 411,7	(- 39,3)
10 mois	1.523,0	1.859,4	- 336,4	18,9	106,3	- 87,4	- 423,8	+ 24,3	- 399,5	(- 46,9)
11 mois	1.632,5	1.982,2	- 349,7	20,6	116,7	- 96,2	- 445,8	+ 14,8	- 431,0	(- 37,2)
12 mois	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1989 11 mois	1990 11 mois
A. Recettes courantes²	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.676,8	1.827,6	1.504,6	1.632,5
I. Recettes fiscales	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.609,5	1.733,2	1.446,2	1.550,0
1. Impôts directs	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	932,3	1.012,3	850,5	911,0
dont ³ :										
— précompte professionnel ⁴	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	524,3	568,6
— versements anticipés	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	176,9	165,9
— impôts des sociétés (rôles)	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 20,0	- 22,3
— impôts des personnes physiques (rôles) ...	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	1,4
— précompte mobilier	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	139,5	158,8
2. Douanes et accises	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	143,3	159,4
3. T.V.A. et enregistrement	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	519,4	547,3	452,4	479,6
II. Recettes non fiscales	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	67,3	94,4	58,4	82,6
B. Recettes en capital⁵	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	15,0	20,6
I. Recettes fiscales	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	13,8	17,2
II. Recettes non fiscales	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	1,2	3,4
C. Recettes totales [A + B]	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.850,6	1.519,6	1.653,1
I. Recettes des Voies et Moyens	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.143,1	928,2	1.003,8
II. Recettes cédées	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	68,8	74,1	62,6	67,8
III. Recettes ristournées plus recettes affectées ⁶	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	568,5	631,7	526,7	578,1
IV. Moyens propres des communautés et régions ...	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	2,2	1,7	2,1	3,4

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Les montants suivants concernent des données à l'exclusion des recettes comptabilisées provisoirement (9,5 milliards pendant les onze premiers mois et 20,9 milliards pour l'année 1990) dont on ne connaît pas encore la ventilation exacte.

⁴ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁵ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁶ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total général
	Solde net à financer du Trésor ¹	Nouvelle dette des communautés et des régions ²	Autres ³	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)
1980	- 297	-	- 36	- 333	- 58	- 7	- 398
1981	- 455	-	- 62	- 516	- 64	- 10	- 590
1982	- 509	- 2	- 71	- 582	- 27	+ 27	- 581
1983	- 524	+ 1	- 65	- 588	- 27	+ 12	- 603
1984	- 504	...	- 37	- 540	- 12	+ 44	- 508
1985	- 571	...	- 41	- 613	- 10	+ 49	- 574
1986	- 556	...	- 49	- 605	- 15	+ 31	- 589
1987	- 430	...	- 100	- 530	- 2	+ 21	- 511
1988 9 mois	- 392	...	- 71	- 462	+ 10	- 24	- 476
12 mois	- 434	...	- 62	- 495	- 6	+ 21	- 481
1989 3 mois *	- 264	...	- 26	- 290	+ 5	- 11	- 297
6 mois *	- 366	...	- 58	- 424	- 17	+ 4	- 437
9 mois *	- 414	...	- 73	- 488	- 20	+ 6	- 502
12 mois *	- 397	...	- 85	- 482	- 34	+ 32	- 484
1990 3 mois *	- 285	...	- 46	- 331	+ 21	+ 14	- 296
6 mois *	- 351	...	- 92	- 442	- 1	+ 30	- 414
9 mois *	- 412	...	- 105	- 516	+ 18	+ 31	- 468
12 mois *	- 394	...	- 114	- 508	- 15	+ 39	- 484

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements						Total général	Formation d'actifs financiers en franc belge	Solde ²
	en monnaies étrangères	en franc belge			à plus d'un an	total			
		à un an au plus							
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹	autres	total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (1) + (6)	(8)	(9) = (7) - (8)	
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 399	- 1	+ 398
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 108	+ 346	+ 570	- 20	+ 590
1982	+ 243	+ 31	+ 190	+ 221	+ 151	+ 372	+ 615	+ 34	+ 581
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 386	+ 491	+ 625	+ 22	+ 603
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 78	+ 337	+ 415	+ 570	+ 62	+ 508
1985	+ 34	- 18	+ 54	+ 36	+ 563	+ 598	+ 633	+ 59	+ 574
1986	+ 62	+ 27	+ 286	+ 313	+ 234	+ 547	+ 610	+ 21	+ 589
1987	+ 32	- 82	+ 218	+ 135	+ 385	+ 521	+ 553	+ 42	+ 511
1988 9 mois	+ 36	- 28	+ 83	+ 54	+ 386	+ 440	+ 476	+ 1	+ 476
12 mois	+ 20	- 21	+ 37	+ 16	+ 494	+ 510	+ 530	+ 49	+ 481
1989 3 mois *	- 3	- 55	+ 313	+ 259	+ 28	+ 286	+ 284	- 13	+ 297
6 mois *	- 16	- 50	+ 350	+ 300	+ 134	+ 434	+ 418	- 20	+ 437
9 mois *	-	- 59	+ 415	+ 356	+ 126	+ 482	+ 482	- 20	+ 502
12 mois *	+ 69	- 40	+ 277	+ 237	+ 201	+ 438	+ 507	+ 23	+ 484
1990 3 mois *	+ 8	- 36	+ 290	+ 254	+ 51	+ 305	+ 313	+ 18	+ 296
6 mois *	- 7	- 62	+ 232	+ 170	+ 271	+ 441	+ 434	+ 24	+ 414
9 mois *	- 43	- 61	+ 278	+ 217	+ 328	+ 545	+ 502	+ 34	+ 468
12 mois *	- 22	- 30	+ 146	+ 116	+ 441	+ 557	+ 535	+ 50	+ 484

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes					Actifs financiers en franc belge	Dettes nettes		Ajustements ²	Déficit financier net des pouvoirs publics ³
	en monnaies étrangères	en franc belge			Total général		Encours	Variations nominales		
		à un an au plus ¹	à plus d'un an	total							(5) = (1) + (4)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7) = (5) - (6)	(8)	(9)	(10) = (8) - (9)	
1980	159	582	2.076	2.658	2.817	375	2.442	+ 419	+ 21	398
1981	404	827	2.185	3.012	3.415	355	3.060	+ 618	+ 28	590
1982	683	1.055	2.336	3.391	4.074	389	3.685	+ 625	+ 44	581
1983	868	1.193	2.722	3.915	4.783	411	4.372	+ 687	+ 84	603
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.277	3.059	4.336	5.399	473	4.926	+ 554	+ 46	508
Nouv. série ⁴	1.063	1.258	3.061	4.319	5.382	452	4.930			
1985	1.031	1.303	3.624	4.926	5.957	511	5.446	+ 516	- 58	574
1986	1.048	1.601	3.858	5.459	6.507	531	5.976	+ 530	- 60	589
1987	1.070	1.734	4.247	5.980	7.049	573	6.477	+ 501	- 10	511
1988 Juin	1.042	1.907	4.518	6.425	7.467	569	6.898	+ 421	+ 16	405
Septembre	1.125	1.789	4.633	6.422	7.547	574	6.973	+ 496	+ 20	476
Décembre	1.108	1.752	4.741	6.493	7.600	622	6.979	+ 502	+ 21	481
1989 Mars	1.106	2.012	4.769	6.780	7.887	609	7.278	+ 299	+ 3	297
Juin	1.098	2.056	4.875	6.931	8.029	602	7.426	+ 448	+ 11	437
Septembre	1.110	2.113	4.867	6.980	8.090	602	7.489	+ 510	+ 8	502
Décembre	1.150	1.994	4.941	6.936	8.086	644	7.441	+ 463	- 21	484
1990 Mars	1.154	2.249	4.993	7.242	8.396	661	7.735	+ 293	- 3	296
Juin	1.147	2.155	5.213	7.367	8.514	665	7.849	+ 408	- 6	414
Septembre	1.114	2.203	5.270	7.473	8.587	679	7.907	+ 466	- 2	468
Décembre	1.128	2.100	5.382	7.483	8.611	694	7.917	+ 476	- 9	484

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).
² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.
⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre	103	37	66	110	04-12-1989
1990 Mars	68	37	31	110	04-12-1989
Juin	42	37	5	110	04-12-1989
Septembre	43	37	6	110	04-12-1989
Décembre	74	37	37	110	04-12-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — GLOBALISATIONS DES COMPTES ANNUELS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES *

1a. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels	74.440	87.903	88.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	30,8	28,1	22,7	21,6	13,7	11,4	12,5	9,6
II. Immobilisations incorporelles	121,0	151,7	180,6	193,3	231,4	263,6	215,5	225,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	725,4	778,8	805,8	853,9	935,9	1.048,7	863,9	928,4
b. Installations, machines et outillage	911,4	1.055,0	1.084,3	1.125,2	1.169,6	1.258,5	1.119,2	1.167,6
c. Mobilier et matériel roulant	195,3	204,1	230,4	248,8	264,6	296,2	245,6	267,6
d. Location-financement et droits similaires	39,9	44,6	56,7	65,5	100,7	122,2	94,6	112,3
e. Autres immobilisations corporelles	67,0	75,2	78,5	84,6	96,4	114,0	86,0	103,9
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	213,5	150,9	147,8	147,9	162,2	189,3	154,8	170,8
Total des immobilisations corporelles	2.152,5	2.308,7	2.403,4	2.525,9	2.729,2	3.028,9	2.564,1	2.750,6
IV. Immobilisations financières	514,5	622,0	755,2	886,3	1.142,0	1.535,2	1.053,3	1.410,6
Total des actifs immobilisés	2.818,8	3.110,5	3.362,0	3.626,8	4.116,3	4.839,1	3.845,4	4.395,8
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	52,8	51,5	62,8	63,5	68,7	75,8	66,1	63,3
b. Autres créances	82,5	98,0	118,0	166,2	275,2	376,7	250,0	339,4
Total des créances à plus d'un an	135,2	149,5	180,8	229,7	343,9	452,5	316,1	402,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	1.029,3	1.088,5	1.056,7	1.056,7	1.153,7	1.250,4	1.047,7	1.131,7
b. Commandes en cours d'exécution	194,5	191,2	207,2	203,7	162,5	181,6	144,8	162,3
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	1.223,8	1.279,7	1.263,9	1.260,4	1.316,2	1.432,0	1.192,5	1.294,0
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	1.526,8	1.690,9	1.648,5	1.659,9	1.890,9	2.154,3	1.695,7	1.942,9
b. Autres créances	312,5	356,0	415,0	484,3	725,8	1.002,4	642,6	876,2
Total des créances à un an au plus	1.839,2	2.047,0	2.063,5	2.144,2	2.616,7	3.156,7	2.338,3	2.819,1
VIII. Placements de trésorerie	238,8	273,6	331,7	430,5	544,6	722,1	496,0	667,6
IX. Valeurs disponibles	226,2	240,0	258,4	278,2	317,9	360,8	283,7	307,3
X. Comptes de régularisation	103,4	115,7	112,8	114,6	129,8	143,0	121,0	131,3
Total des actifs circulants	3.766,7	4.105,5	4.211,1	4.457,7	5.269,1	6.267,1	4.747,6	5.622,0
TOTAL DU BILAN	6.585,5	7.216,0	7.573,1	8.084,6	9.385,4	11.106,2	8.593,0	10.017,8

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	1.176,3	1.247,3	1.396,8	1.511,7	1.783,7	2.101,7	1.629,3	1.833,8
II. Primes d'émission	55,3	141,9	146,8	158,2	178,1	205,2	171,6	201,1
III. Plus-values de réévaluation	195,6	172,7	151,8	142,8	101,2	103,5	98,3	100,9
IV. Réserves								
a. Réserve légale	47,6	53,5	58,9	64,7	75,3	84,9	70,3	80,1
b. Réserves indisponibles	49,2	60,6	67,5	70,2	73,3	78,6	67,6	73,1
c. Réserves immunisées	126,7	144,3	159,3	174,0	188,6	269,3	168,4	258,2
d. Réserves disponibles	318,2	381,2	425,9	473,3	529,5	633,5	483,4	595,7
Total des réserves	541,7	639,6	711,6	782,2	866,7	1.066,3	789,7	1.007,1
V. Bénéfice reporté	133,4	172,2	204,9	237,8	301,3	367,3	278,3	344,9
Perte reportée	-227,0	-219,8	-232,3	-240,8	-228,0	-231,7	-177,3	-194,1
VI. Subsidés en capital	105,8	122,0	134,9	142,3	143,5	143,9	141,1	140,2
Total des capitaux propres	1.981,1	2.275,9	2.514,6	2.734,2	3.146,3	3.756,2	2.931,0	3.433,9
B. VII. Provisions pour risques et charges	172,6	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	248,9	258,6
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	1.244,7	1.285,7	1.357,8	1.497,8	1.737,6	2.008,5	1.622,8	1.809,2
dont : établissements de crédit ³	(797,0)	(838,4)	(882,1)	(995,9)	(1.154,6)	(1.345,7)	(1.070,9)	(1.208,7)
b. Dettes commerciales	20,7	18,7	13,7	12,6	10,9	13,1	9,5	9,4
c. Acomptes reçus sur commandes	34,6	33,6	28,4	24,9	16,6	20,0	16,5	19,7
d. Autres dettes	138,8	144,3	150,9	172,9	182,1	191,3	162,7	169,7
Total des dettes à plus d'un an	1.438,7	1.482,3	1.550,9	1.708,3	1.947,3	2.232,9	1.811,5	2.008,0
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	162,3	181,0	213,8	241,7	291,9	368,6	265,3	336,0
b. Dettes financières	504,9	592,2	566,8	630,4	793,4	1.179,3	709,9	1.036,8
dont : établissements de crédit ³	(446,7)	(505,0)	(473,4)	(487,7)	(584,8)	(809,9)	(520,3)	(706,1)
c. Dettes commerciales	1.338,9	1.427,7	1.376,2	1.404,4	1.634,9	1.824,1	1.457,1	1.621,8
d. Acomptes reçus sur commandes	210,7	207,8	217,6	198,9	210,5	237,6	191,9	215,9
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	312,6	339,7	358,6	374,7	397,5	434,0	357,9	391,4
f. Autres dettes	336,2	376,1	429,7	430,2	545,4	634,2	485,2	560,4
Total des dettes à un an au plus	2.865,6	3.124,5	3.162,8	3.280,2	3.873,5	4.677,8	3.467,3	4.162,3
X. Comptes de régularisation	127,5	141,1	136,6	136,1	147,3	168,5	134,3	155,0
Total des dettes	4.431,8	4.747,9	4.850,2	5.124,7	5.968,1	7.079,2	5.413,1	6.325,3

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 9, septembre 1991.

XII - 1b. 1. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		2.182,4	2.405,6	2.538,4	2.604,9	2.843,0	3.055,7	2.598,6	2.779,3
Frais de personnel	-	1.413,9	1.561,4	1.606,2	1.652,8	1.741,7	1.867,7	1.582,1	1.696,0
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	287,0	326,4	361,4	402,4	466,2	516,1	423,3	458,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	15,4	17,9	23,0	18,3	18,3	18,3	15,8	15,6
Provisions nettes pour risques et charges	-	24,5	17,0	16,1	22,7	21,7	13,7	20,0	12,0
Autres charges d'exploitation ³	-	126,3	134,5	119,1	108,4	107,0	116,0	96,2	104,2
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	3,9	2,6	2,6	3,1	3,9	2,8	3,7	2,3
Résultat d'exploitation	=	319,2	351,0	415,2	403,4	492,0	526,7	464,9	495,3
Produits financiers	+	189,6	224,7	231,6	267,9	313,1	483,2	287,5	440,3
Charges financières	-	275,9	285,4	297,4	307,1	333,2	462,4	303,0	418,7
Résultat courant avant impôts	=	232,9	290,3	349,4	364,3	471,9	547,5	449,4	516,9
Produits exceptionnels	+	86,8	69,1	84,1	82,1	95,1	190,1	79,9	178,4
Charges exceptionnelles	-	83,9	60,4	87,2	90,7	115,1	110,1	92,8	98,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	235,8	299,0	346,3	355,7	451,9	627,5	436,5	596,6
Impôts sur le résultat	-	70,2	79,0	100,3	96,7	110,3	118,2	99,9	107,7
Résultat de l'exercice	=	165,6	220,0	246,0	259,0	341,6	509,3	336,6	488,9
Transfert net aux réserves immunisées	-	9,3	19,9	19,3	20,3	28,7	86,4	23,4	82,8
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	108,3	143,7	169,7	193,5	230,4	292,4	212,3	277,7
Perte reportée de l'exercice précédent	-	211,1	216,3	201,7	221,4	227,8	203,5	191,1	175,6
RESULTAT A AFFECTER	=	53,5	127,5	194,7	210,8	315,5	511,8	334,4	508,2
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	64,8	17,0	- 25,9	- 33,1	- 105,1	- 249,9	- 138,0	- 260,2
Intervention d'associés dans la perte	+	5,9	4,7	3,6	2,9	2,2	2,0	1,5	1,7
Bénéfice à distribuer	-	124,2	149,2	172,4	180,6	212,6	263,8	197,8	249,7
dont : rémunération du capital		(114,0)	(137,0)	(155,3)	(161,8)	(192,5)	(243,6)	(179,7)	(231,7)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 1b. 2. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		1.851,5	1.963,3	2.049,1	2.072,4	2.258,0	2.422,6	2.103,2	2.242,0
Subsides d'exploitation	+	33,0	36,5	35,2	39,1	38,3	34,3	33,8	31,3
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	1.884,4	1.999,7	2.084,3	2.111,4	2.296,4	2.456,9	2.137,0	2.273,2
Frais de personnel	-	1.226,7	1.304,9	1.318,1	1.335,2	1.392,7	1.484,2	1.287,0	1.368,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	53,4	53,9	55,0	59,2	61,2	69,2	59,3	66,1
Autres charges d'exploitation	-	28,0	27,5	23,5	20,9	23,2	26,9	19,0	22,3
Excédent brut d'exploitation	=	576,3	613,4	687,7	696,1	819,3	876,6	771,7	816,2
Produit des immobilisations financières	+	48,8	63,6	66,3	72,9	86,3	142,2	82,5	133,5
Produit des actifs financiers circulants	+	53,3	55,7	54,5	67,1	88,2	159,4	79,1	144,6
Subsides en intérêts	+	4,4	4,5	4,2	4,2	4,8	4,7	4,5	4,3
Charge des dettes	-	176,7	181,1	180,5	177,6	193,2	247,0	179,6	227,1
Solde des autres produits et charges financiers	+	-17,6	0,5	-5,6	-0,5	0,9	-18,5	2,1	-18,6
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	15,7	3,1	9,9	10,7	-2,3	3,5	-3,9	3,7
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	11,1	5,9	5,8	7,1	8,8	3,5	7,4	3,0
Impôts sur le résultat	-	61,2	66,3	83,6	77,6	89,0	92,4	81,9	86,0
Intervention d'associés dans la perte	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,2
Bénéfice à distribuer	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	182,4	234,4
<i>dont : rémunération du capital</i>		<i>(110,7)</i>	<i>(132,2)</i>	<i>(148,9)</i>	<i>(154,0)</i>	<i>(183,9)</i>	<i>(234,3)</i>	<i>(172,6)</i>	<i>(224,1)</i>
EPARGNE BRUTE	=	343,8	365,7	403,1	440,4	531,3	588,1	500,4	540,6
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		150,0	195,1	210,0	217,5	291,2	460,2	291,8	444,6
Amortissements d'exploitation	+	255,0	280,0	303,2	330,4	378,5	412,7	349,9	374,6
Amortissements nets exceptionnels	+	16,1	8,3	17,9	9,2	21,1	14,1	16,2	12,3
Provisions nettes pour risques et charges	+	26,7	23,0	29,1	30,8	38,6	17,7	30,6	17,8
Réductions de valeurs nettes	+	31,3	27,9	36,3	44,7	44,7	54,7	35,9	48,6
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	25,1	35,0	37,5	30,1	50,4	127,5	42,6	124,2
Intervention d'associés dans la perte	+	4,4	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,2
Bénéfice à distribuer	-	114,5	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	182,4	234,4

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

XII - 1c. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	29,7	55,7	60,7	56,7	103,2	94,0	92,6	59,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	3,0	2,7	1,7	3,2	5,0	8,6	4,3	3,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	434,6	478,2	537,2	557,1	677,7	856,7	606,8	675,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	55,9	76,9	82,9	70,4	89,9	106,9	78,2	90,4
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	120,3	174,5	220,3	262,7	409,4	646,2	365,6	556,5
Cessions (valeur nette comptable)	34,0	52,8	64,9	72,5	96,4	188,2	81,3	169,5
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	24,7	49,4	53,5	46,2	90,5	77,3	83,1	53,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,8	2,3	1,4	2,7	4,6	7,9	4,0	3,0
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	374,8	394,7	428,3	421,9	502,5	650,0	462,2	537,4
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	48,7	65,8	74,6	60,2	77,1	89,5	68,0	75,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	116,5	168,5	210,3	250,8	383,9	600,0	348,3	527,5
Cessions (valeur nette comptable)	32,8	50,4	62,4	69,6	93,1	182,2	78,7	164,4

¹ Données définitives.

XII - 1d. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		74.440	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	88.358	88.358
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		7,0	7,0	8,3	8,5	9,3	9,0	9,5	9,1
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		3,5	3,5	4,3	4,1	4,6	4,4	4,8	4,6
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		64,8	64,9	63,3	63,5	61,3	61,1	60,9	61,0
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		5,8	5,6	4,7	4,1	3,7	3,8	3,7	3,7
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,4	29,5	32,0	32,4	35,0	35,1	35,4	35,3
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.436	1.510	1.586	1.623	1.738	1.824	1.762	1.843
3.2 Frais de personnel par personne occupée		951	1.006	1.034	1.061	1.095	1.147	1.103	1.155
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	19,9	21,2	21,4	23,8	28,0	23,4	24,3
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	9,7	9,8	9,5	10,9	13,6	11,5	14,2
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		30,1	31,5	33,2	33,7	33,5	33,8	34,1	34,3
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		11.650	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	10.021	10.021
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	65,1	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4	60,2	60,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,8	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,8	2,9
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,5	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	0,9	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	30,6	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7	36,1	35,9
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	5,4	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3	7,5	12,2
1.7 Charge des dettes	-	9,4	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1	8,4	10,0
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,2	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8	3,8	3,8
1.9 Rémunération du capital	-	5,9	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5	8,1	9,8
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	0,7	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7	0,1	-0,7
1.11 Epargne brute ⁵	=	18,2	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9	23,4	23,8
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	19,7	20,6	20,0	21,9	26,5	21,6	23,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières		6,2	8,4	10,1	11,9	16,7	24,4	16,3	23,2
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	9,8	9,7	9,3	10,9	14,3	11,5	14,9
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		29,7	31,3	33,1	33,6	33,4	33,9	33,9	34,3

¹ Données définitives.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 2a. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels	12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	12,1	10,1	6,9	9,1	5,0	4,6	4,5	4,0
II. Immobilisations incorporelles	21,3	27,6	38,1	44,7	64,5	82,8	57,5	65,7
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	187,4	187,9	196,5	202,7	215,8	235,4	195,9	211,7
b. Installations, machines et outillage	256,6	281,9	299,2	310,6	335,4	382,2	305,4	328,5
c. Mobilier et matériel roulant	20,0	24,9	29,9	33,0	39,7	41,6	35,0	37,5
d. Location-financement et droits similaires	9,8	11,7	20,0	25,4	30,9	35,1	29,9	33,0
e. Autres immobilisations corporelles	13,9	14,1	14,9	14,3	15,0	15,1	13,1	13,2
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	30,3	39,6	39,4	40,6	48,2	68,6	43,5	60,4
Total des immobilisations corporelles	517,9	560,1	599,8	626,8	685,1	778,0	622,8	684,3
IV. Immobilisations financières	206,7	251,1	301,3	347,5	440,6	601,1	407,0	581,0
Total des actifs immobilisés	758,1	848,9	946,1	1.028,0	1.195,2	1.466,5	1.091,8	1.335,0
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	10,9	14,0	17,5	9,1	10,4	8,2	9,1	7,9
b. Autres créances	16,8	17,9	24,7	28,6	27,2	26,1	22,1	24,9
Total des créances à plus d'un an	27,7	31,9	42,2	37,8	37,6	34,3	31,2	32,8
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	504,7	515,1	479,9	467,7	515,5	555,3	469,0	512,2
b. Commandes en cours d'exécution	64,0	61,0	62,9	57,4	56,9	62,9	54,0	59,4
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	568,7	576,1	542,8	525,1	572,4	618,2	523,0	571,6
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	643,6	687,3	673,1	644,8	723,6	797,9	653,6	735,4
b. Autres créances	108,4	115,4	148,2	121,6	154,7	224,9	133,9	211,9
Total des créances à un an au plus	751,9	802,7	821,3	766,3	878,3	1.022,8	787,5	947,3
VIII. Placements de trésorerie	87,1	103,9	134,4	166,4	167,6	201,9	154,9	193,2
IX. Valeurs disponibles	59,3	59,3	66,3	68,2	80,1	92,9	71,5	73,5
X. Comptes de régularisation	16,6	17,0	17,0	16,8	18,4	20,1	16,6	18,4
Total des actifs circulants	1.511,4	1.591,0	1.624,0	1.580,6	1.754,4	1.990,2	1.584,7	1.836,8
TOTAL DU BILAN	2.269,4	2.439,9	2.570,1	2.608,6	2.949,6	3.456,7	2.676,4	3.171,8

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	439,3	487,4	527,3	504,3	546,1	600,8	498,5	526,6
II. Primes d'émission	31,3	31,1	35,6	40,9	44,5	50,9	40,1	49,0
III. Plus-values de réévaluation	32,6	29,7	31,1	27,0	23,1	21,2	22,0	20,5
IV. Réserves								
a. Réserve légale	19,3	20,8	22,6	23,4	27,6	29,9	25,6	28,7
b. Réserves indisponibles	15,3	15,9	15,2	15,4	14,6	15,8	13,2	15,0
c. Réserves immunisées	57,3	67,6	71,0	76,1	77,2	128,3	66,1	125,4
d. Réserves disponibles	151,2	178,4	201,1	219,5	237,3	296,7	215,8	286,2
Total des réserves	243,1	282,7	309,9	334,4	356,7	470,7	320,7	455,3
V. Bénéfice reporté	66,1	74,7	90,7	112,1	139,4	179,0	131,0	174,0
Perte reportée	- 89,1	- 69,9	- 76,5	- 76,9	- 83,2	- 81,3	- 61,7	- 70,0
VI. Subsidés en capital	17,6	20,5	20,3	19,1	18,7	20,4	16,9	17,5
Total des capitaux propres	740,9	856,3	938,3	960,9	1.045,2	1.261,7	967,5	1.172,9
B. VII. Provisions pour risques et charges	85,2	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	116,5	125,0
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	270,5	279,5	324,0	366,9	420,6	513,3	379,7	461,2
dont : établissements de crédit ³	(174,7)	(173,6)	(198,9)	(213,4)	(229,1)	(263,4)	(203,8)	(233,9)
b. Dettes commerciales	6,5	6,5	4,6	4,0	2,9	3,3	2,6	2,7
c. Acomptes reçus sur commandes	11,8	8,3	8,9	5,4	5,7	8,8	5,7	8,7
d. Autres dettes	46,0	34,2	36,2	47,8	67,0	64,1	62,1	58,8
Total des dettes à plus d'un an	334,7	328,4	373,7	424,1	496,2	589,5	450,1	531,4
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	55,3	57,0	58,1	70,4	103,4	115,0	89,7	102,2
b. Dettes financières	209,4	233,3	216,0	187,1	197,4	279,2	174,9	256,9
dont : établissements de crédit ³	(175,7)	(185,7)	(176,0)	(143,6)	(160,9)	(215,7)	(142,2)	(198,6)
c. Dettes commerciales	498,7	508,6	485,5	480,3	571,4	629,8	516,4	569,4
d. Acomptes reçus sur commandes	57,1	51,1	51,8	47,3	49,9	54,1	47,7	51,2
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	165,3	172,3	180,1	180,6	190,1	204,3	171,7	187,2
f. Autres dettes	81,3	96,5	120,1	106,6	121,1	146,5	103,9	131,0
Total des dettes à un an au plus	1.067,1	1.118,9	1.111,6	1.072,3	1.233,4	1.428,9	1.104,3	1.297,9
X. Comptes de régularisation	41,4	43,7	40,2	38,1	41,1	46,9	38,0	44,6
Total des dettes	1.443,3	1.491,1	1.525,6	1.534,5	1.770,6	2.065,3	1.592,4	1.873,9

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 2b. 1. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		1.001,8	1.081,4	1.157,3	1.161,1	1.256,2	1.322,8	1.139,7	1.216,2
Frais de personnel	—	678,8	735,4	754,8	753,3	781,8	819,6	706,1	753,9
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	—	130,5	150,3	168,6	187,0	215,7	234,3	193,0	207,4
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	—	7,2	7,5	10,3	7,1	7,8	6,5	6,6	5,9
Provisions nettes pour risques et charges	—	10,3	5,7	6,6	12,0	11,2	4,5	10,0	4,3
Autres charges d'exploitation ³	—	32,3	34,7	33,1	30,9	29,2	29,0	24,2	26,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	3,3	1,1	1,2	2,0	3,2	0,9	3,1	0,8
Résultat d'exploitation	=	146,0	148,9	185,1	172,8	213,7	229,8	202,9	219,0
Produits financiers	+	61,9	78,0	82,0	76,2	86,0	139,0	79,1	131,0
Charges financières	—	102,4	107,3	111,4	95,1	97,4	136,8	87,3	125,7
Résultat courant avant impôts	=	105,5	119,6	155,7	153,9	202,3	232,0	194,7	224,3
Produits exceptionnels	+	54,1	29,9	36,2	34,2	38,8	113,2	29,9	110,3
Charges exceptionnelles	—	53,7	30,4	48,4	46,3	65,9	50,9	48,9	46,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	105,9	119,1	143,5	141,8	175,2	294,3	175,7	287,9
Impôts sur le résultat	—	40,3	41,9	56,6	53,7	60,0	58,7	55,1	55,1
Résultat de l'exercice	=	65,6	77,2	86,9	88,1	115,2	235,6	120,6	232,8
Transfert net aux réserves immunisées	—	5,3	8,8	5,2	9,3	12,1	55,4	7,8	54,5
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	47,9	65,8	74,7	88,2	104,7	134,6	97,3	130,5
Perte reportée de l'exercice précédent	—	91,1	77,2	64,7	70,9	73,9	68,3	60,0	61,1
RESULTAT A AFFECTER	=	17,1	57,0	91,7	96,1	133,9	246,5	150,1	247,7
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (–) aux capitaux propres	+	18,5	–8,9	–36,4	–38,9	–66,5	–167,7	–88,7	–172,2
Intervention d'associés dans la perte	+	3,0	1,7	0,9	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfice à distribuer	—	38,6	49,8	56,2	57,8	67,6	79,0	61,6	75,7
dont : rémunération du capital		(36,3)	(47,3)	(50,7)	(51,5)	(61,9)	(73,2)	(56,1)	(70,1)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 2b. 2. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	2.927	2.927
FLUX DE RESULTATS CONOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		914,4	972,0	1.031,7	1.030,4	1.118,4	1.178,8	1.024,4	1.091,9
Subsides d'exploitation	+	14,0	7,7	10,7	10,2	8,7	6,8	4,4	4,0
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	928,4	979,7	1.042,5	1.040,6	1.127,1	1.185,6	1.028,8	1.095,9
Frais de personnel	-	627,1	663,9	674,8	669,1	692,7	724,5	629,5	670,0
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	12,5	14,2	15,9	16,8	16,4	17,6	15,4	16,8
Autres charges d'exploitation	-	12,2	11,2	10,5	9,4	9,3	8,6	6,1	7,3
Excédent brut d'exploitation	=	276,6	290,4	341,2	345,4	408,7	434,9	377,8	401,8
Produit des immobilisations financières	+	11,5	15,1	16,5	20,2	25,3	52,6	24,2	51,2
Produit des actifs financiers circulants	+	19,1	18,7	19,9	18,8	21,3	44,4	19,3	42,1
Subsides en intérêts	+	2,7	2,7	2,5	2,4	2,4	2,2	2,2	2,0
Charge des dettes	-	62,4	60,3	57,2	52,5	54,3	70,2	48,8	64,4
Solde des autres produits et charges financiers	+	- 13,0	- 9,3	- 14,6	- 11,0	- 8,8	- 24,7	- 7,8	- 23,8
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	15,7	0,5	5,2	- 2,2	- 4,8	1,3	- 5,6	2,0
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	6,4	4,0	4,2	4,9	7,4	1,5	5,9	1,5
Impôts sur le résultat	-	38,5	39,2	52,9	49,6	55,8	53,6	51,4	50,6
Intervention d'associés dans la perte	+	2,8	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1
Bénéfice à distribuer	-	36,7	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	58,5	72,5
<i>dont : rémunération du capital</i>		(35,6)	(46,3)	(49,3)	(49,7)	(60,0)	(70,8)	(54,6)	(68,4)
EPARGNE BRUTE	=	184,2	176,7	212,2	222,6	277,6	313,5	257,4	289,3
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		61,9	71,4	78,7	79,2	104,3	225,5	110,6	223,7
Amortissements d'exploitation	+	123,8	140,2	155,8	171,6	197,4	213,2	177,5	189,6
Amortissements nets exceptionnels	+	12,7	4,0	10,1	3,7	15,8	6,0	11,2	4,8
Provisions nettes pour risques et charges	+	12,0	11,3	20,0	19,2	26,3	8,9	18,9	9,0
Réductions de valeurs nettes	+	17,1	12,9	17,3	21,9	19,5	24,9	13,6	23,8
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	9,4	17,2	17,1	19,2	21,8	90,0	15,9	89,1
Intervention d'associés dans la perte	+	2,8	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1
Bénéfice à distribuer	-	36,7	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	58,5	72,5

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

XII - 2c. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	18,2	24,1	35,5	39,0	62,9	52,5	56,8	36,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,4	2,1	1,0	1,2	2,9	5,4	2,4	0,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	159,8	183,7	221,0	217,9	263,1	323,4	236,0	255,9
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	12,6	16,9	27,8	16,4	24,5	35,6	21,7	27,3
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	48,1	77,3	92,9	121,9	158,2	275,0	139,7	254,3
Cessions (valeur nette comptable)	17,6	24,2	34,0	34,1	38,8	75,8	32,3	66,4
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	2.927	2.927
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	17,3	23,3	34,4	37,7	61,4	49,8	55,6	34,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,4	2,0	1,0	1,2	2,8	5,3	2,4	0,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	148,0	167,8	198,8	191,9	229,4	286,1	208,1	229,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	11,3	15,0	26,5	15,0	22,9	33,5	20,5	25,6
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	47,7	76,6	91,7	120,5	154,4	269,3	137,0	250,4
Cessions (valeur nette comptable)	17,4	24,0	33,7	33,7	38,3	74,8	31,9	65,5

¹ Données définitives.

XII - 2d. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises							Echantillon constant ¹	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		12.439	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	13.433	13.433
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		8,5	8,3	9,9	10,2	11,0	10,7	11,2	10,7
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,2	4,0	4,9	4,7	5,3	5,2	5,5	5,4
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		67,8	68,0	65,2	64,9	62,2	62,0	62,0	62,0
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		3,2	3,2	2,9	2,6	2,4	2,2	2,1	2,2
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,0	28,8	31,9	32,5	35,4	35,8	35,9	35,8
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.429	1.532	1.655	1.718	1.847	1.961	1.883	1.975
3.2 Frais de personnel par personne occupée		972	1.044	1.082	1.118	1.154	1.215	1.167	1.224
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		16,0	17,0	19,1	18,8	20,9	24,5	20,7	21,0
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,9	9,0	9,3	9,2	11,0	18,7	12,5	19,9
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		32,6	35,1	36,5	36,8	35,5	36,5	36,1	37,0
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		3.482	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	2.927	2.927
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	67,6	67,8	64,7	64,3	61,5	61,1	61,2	61,1
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,3	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,6	0,7
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	29,8	29,6	32,7	33,2	36,3	36,7	36,7	36,7
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	3,3	3,5	3,5	3,7	4,1	8,2	4,2	8,5
1.7 Charge des dettes	-	6,7	6,2	5,5	5,0	4,8	5,9	4,7	5,9
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,1	4,0	5,1	4,8	4,9	4,5	5,0	4,6
1.9 Rémunération du capital	-	3,8	4,7	4,7	4,8	5,3	6,0	5,3	6,2
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	1,3	- 0,2	- 0,5	- 0,9	- 0,8	- 2,0	- 0,9	- 2,1
1.11 Epargne brute ⁵	=	19,8	18,0	20,4	21,4	24,6	26,5	25,0	26,4
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		15,9	17,1	19,1	18,4	20,4	24,1	20,2	20,9
3. Acquisitions d'immobilisations financières		5,1	7,8	8,8	11,6	13,7	22,7	13,3	22,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,8	8,9	9,0	8,9	10,8	19,3	12,3	20,5
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		32,6	35,1	36,6	37,0	35,5	36,7	36,1	37,1

¹ Données définitives.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 3a. — COMMERCE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels	33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	1,9	3,0	2,9	2,8	2,1	1,8	1,7	1,3
II. Immobilisations incorporelles	11,6	13,3	14,7	16,4	19,6	22,5	16,0	16,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	89,4	101,7	109,3	126,3	143,1	173,7	129,2	147,5
b. Installations, machines et outillage	47,0	54,1	57,2	64,3	74,2	90,7	64,8	73,4
c. Mobilier et matériel roulant	21,7	26,7	30,7	35,3	39,8	45,2	35,2	37,5
d. Location-financement et droits similaires	12,0	14,3	14,7	16,4	18,1	20,8	16,9	18,9
e. Autres immobilisations corporelles	16,0	18,0	19,6	21,5	22,9	26,7	20,7	22,6
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	3,1	4,5	4,1	6,3	11,5	10,1	10,1	9,1
Total des immobilisations corporelles	189,2	219,3	235,6	270,3	309,7	367,2	276,9	309,0
IV. Immobilisations financières	113,7	135,4	172,5	174,4	211,7	275,9	197,9	250,5
Total des actifs immobilisés	316,4	371,1	425,6	463,8	543,0	667,4	492,6	576,8
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	19,3	19,3	25,3	27,3	30,0	32,1	29,4	30,1
b. Autres créances	6,0	7,3	8,7	9,7	9,2	15,5	8,5	10,0
Total des créances à plus d'un an	25,3	26,6	34,0	37,0	39,2	47,6	37,9	40,1
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	345,7	390,7	402,6	423,1	470,6	513,1	424,8	454,9
b. Commandes en cours d'exécution	3,7	4,7	3,9	3,0	5,7	5,8	5,5	5,2
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	349,3	395,3	406,5	426,2	476,3	518,9	430,3	460,1
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	489,3	543,9	502,7	525,4	594,7	656,8	514,8	585,2
b. Autres créances	57,1	78,5	76,2	81,5	90,9	115,0	78,6	100,5
Total des créances à un an au plus	546,4	622,4	578,9	606,9	685,6	771,7	593,4	685,7
VIII. Placements de trésorerie	58,6	72,4	67,9	86,5	101,5	120,1	94,7	111,5
IX. Valeurs disponibles	79,4	88,3	91,2	95,3	102,9	116,7	91,1	101,4
X. Comptes de régularisation	14,9	16,1	15,7	17,4	21,1	24,0	19,2	21,3
Total des actifs circulants	1.073,9	1.221,2	1.194,3	1.269,3	1.426,7	1.599,1	1.266,6	1.420,1
TOTAL DU BILAN	1.390,3	1.592,2	1.619,9	1.733,2	1.969,7	2.266,5	1.759,1	1.997,0

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	190,0	222,0	251,1	259,9	279,1	312,8	248,5	267,9
II. Primes d'émission	2,1	3,6	6,5	8,7	10,1	23,5	9,1	23,0
III. Plus-values de réévaluation	8,1	7,0	6,7	6,6	6,1	6,5	5,5	6,2
IV. Réserves								
a. Réserve légale	10,4	12,2	13,7	14,6	16,1	18,0	15,0	16,6
b. Réserves indisponibles	7,3	7,9	8,3	7,9	8,3	8,9	7,8	8,1
c. Réserves immunisées	26,8	25,4	24,5	29,2	35,5	44,3	32,5	39,9
d. Réserves disponibles	89,0	105,6	116,3	126,9	138,8	155,0	126,5	142,6
Total des réserves	133,5	151,1	162,8	178,7	198,6	226,1	181,7	207,2
V. Bénéfice reporté	43,9	65,4	77,5	76,2	88,2	97,3	82,8	91,2
Perte reportée	- 48,4	- 55,1	- 56,2	- 59,1	- 54,7	- 61,7	- 43,5	- 48,1
VI. Subsidés en capital	1,6	1,8	1,9	2,3	2,3	2,4	2,1	2,2
Total des capitaux propres	330,7	395,7	450,3	473,2	529,7	607,0	486,2	549,5
B. VII. Provisions pour risques et charges	19,1	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	25,7	26,6
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	102,4	115,3	138,2	166,4	190,4	249,4	170,0	210,7
dont : établissements de crédit ³	(68,4)	(76,8)	(95,4)	(117,2)	(134,7)	(163,6)	(120,9)	(140,2)
b. Dettes commerciales	4,9	4,6	3,8	3,5	3,2	3,0	2,5	2,4
c. Acomptes reçus sur commandes	0,2	1,0	1,2	0,8	0,2	0,5	0,2	0,5
d. Autres dettes	22,6	27,7	25,2	23,3	25,6	32,4	22,0	24,9
Total des dettes à plus d'un an	130,1	148,5	168,4	194,0	219,4	285,2	194,7	238,4
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	16,7	19,1	20,3	26,7	35,1	43,8	31,7	36,3
b. Dettes financières	201,2	234,0	199,7	220,1	263,5	310,8	239,8	271,4
dont : établissements de crédit ³	(192,0)	(207,2)	(183,8)	(200,4)	(224,6)	(272,2)	(203,6)	(238,3)
c. Dettes commerciales	508,6	563,5	541,0	567,1	641,3	690,2	553,3	611,0
d. Acomptes reçus sur commandes	9,9	13,2	13,1	12,3	16,9	16,4	14,6	14,7
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	62,6	73,4	77,3	82,9	89,2	99,9	81,2	89,0
f. Autres dettes	89,8	99,9	103,5	108,5	121,1	149,4	108,1	131,1
Total des dettes à un an au plus	888,8	1.003,1	954,8	1.017,7	1.167,2	1.310,4	1.028,6	1.153,5
X. Comptes de régularisation	21,5	22,1	23,7	23,3	26,4	32,1	24,0	29,0
Total des dettes	1.040,4	1.173,7	1.146,9	1.235,0	1.413,0	1.627,8	1.247,3	1.420,9

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 3b. 1. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		434,1	496,6	525,4	549,6	609,2	663,7	558,4	590,0
Frais de personnel	-	268,4	313,0	323,5	343,3	364,3	400,7	332,5	355,0
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	39,0	46,4	51,7	59,3	71,1	82,2	63,9	70,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	4,6	5,9	6,2	5,2	6,2	6,6	5,7	5,4
Provisions nettes pour risques et charges	-	3,6	3,0	2,5	2,6	2,2	1,4	1,9	0,3
Autres charges d'exploitation ³	-	54,9	61,1	53,8	51,0	50,6	55,9	48,0	50,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,3	1,1	1,1	0,9	0,5	0,6	0,5	0,2
Résultat d'exploitation	=	63,9	68,3	88,8	89,1	115,3	117,5	106,9	108,5
Produits financiers	+	57,1	62,3	56,1	53,0	51,4	78,5	47,3	70,3
Charges financières	-	69,9	65,2	64,2	60,9	68,7	93,2	61,5	82,3
Résultat courant avant impôts	=	51,1	65,4	80,7	81,2	98,0	102,8	92,8	96,5
Produits exceptionnels	+	13,9	14,4	17,1	19,2	24,6	30,2	22,6	24,7
Charges exceptionnelles	-	13,9	13,5	19,5	18,4	24,2	24,3	23,0	19,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	51,1	66,3	78,3	82,0	98,4	108,7	92,4	101,5
Impôts sur le résultat	-	18,4	21,4	25,2	27,3	30,4	32,4	27,9	29,4
Résultat de l'exercice	=	32,7	44,9	53,1	54,7	68,0	76,3	64,4	72,0
Transfert net aux réserves immunisées	-	1,0	2,6	1,7	5,5	8,0	7,6	7,7	6,0
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	41,9	53,7	64,3	66,6	78,6	87,2	74,5	83,3
Perte reportée de l'exercice précédent	-	41,4	47,3	50,1	52,9	50,4	54,9	41,4	42,8
RESULTAT A AFFECTER	=	32,2	48,7	65,6	62,9	88,2	100,9	89,8	106,6
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	8,3	21,0	35,8	31,5	49,9	51,0	54,0	59,1
Intervention d'associés dans la perte	+	1,6	1,4	1,5	1,3	1,0	0,8	0,7	0,6
Bénéfice à distribuer	-	25,5	29,1	31,3	32,7	39,3	50,7	36,5	48,2
dont : rémunération du capital		(20,9)	(24,5)	(26,7)	(27,8)	(33,2)	(45,1)	(31,1)	(43,2)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 3b. 2. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	3.779	3.779
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		324,0	347,7	359,6	368,7	413,4	455,2	390,4	410,1
Subsides d'exploitation	+	2,3	2,0	1,7	2,9	5,3	3,4	5,2	3,3
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	326,3	349,7	361,3	371,6	418,7	458,5	395,6	413,4
Frais de personnel	-	205,4	225,8	224,8	233,2	246,5	273,3	231,6	244,8
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	29,6	32,0	30,9	34,2	36,7	41,4	36,3	39,9
Autres charges d'exploitation	-	5,8	6,4	4,8	4,1	4,2	6,2	3,9	4,0
Excédent brut d'exploitation	=	85,5	85,5	100,7	100,1	131,3	137,7	123,8	124,8
Produit des immobilisations financières	+	13,6	21,0	17,0	13,6	13,2	24,2	12,6	21,3
Produit des actifs financiers circulants	+	16,5	17,2	14,8	12,7	13,3	22,2	12,6	20,7
Subsides en intérêts	+	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5
Charge des dettes	-	32,2	31,7	28,4	25,6	28,4	38,4	26,4	34,5
Solde des autres produits et charges financiers	+	- 5,7	- 2,3	- 3,7	- 1,0	- 6,5	- 9,3	- 5,7	- 8,5
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	0,7	1,8	1,3	4,9	- 0,1	- 0,8	- 0,4	- 1,3
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,4	1,2	1,2	0,9	0,7	0,6	0,7	0,2
Impôts sur le résultat	-	14,6	15,9	17,9	19,0	21,4	22,3	20,2	20,5
Intervention d'associés dans la perte	+	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,4	0,3
Bénéfice à distribuer	-	21,6	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	30,3	42,3
<i>dont : rémunération du capital</i>		(19,9)	(22,8)	(24,6)	(25,2)	(30,2)	(42,2)	(28,6)	(40,7)
EPARGNE BRUTE	=	44,0	53,9	60,8	61,6	70,9	70,9	67,4	60,9
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		26,6	35,3	39,3	39,0	50,4	60,4	48,3	56,6
Amortissements d'exploitation	+	28,5	31,0	32,6	35,7	43,0	49,5	40,2	43,7
Amortissements nets exceptionnels	+	0,1	1,1	2,7	0,5	1,1	1,0	1,0	0,7
Provisions nettes pour risques et charges	+	4,0	3,7	3,1	3,0	3,7	0,3	3,5	0,4
Réductions de valeurs nettes	+	8,4	9,3	9,6	12,4	15,3	14,7	14,8	11,7
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	3,0	3,1	1,9	3,7	11,0	11,6	10,6	10,3
Intervention d'associés dans la perte	+	1,0	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,4	0,3
Bénéfice à distribuer	-	21,6	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	30,3	42,3

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

XII - 3c. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	4,2	4,9	6,6	7,2	12,1	13,5	10,5	7,3
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,8	0,4	0,7
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	60,6	69,3	80,9	100,3	126,8	148,4	111,7	111,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	9,3	8,9	9,8	11,4	15,5	18,7	13,4	16,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	29,4	38,4	62,4	40,3	60,7	113,6	56,7	95,1
Cessions (valeur nette comptable)	6,3	12,4	16,5	7,6	12,8	46,4	11,0	40,2
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	3.779	3.779
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	2,0	2,2	3,8	3,1	6,8	7,1	6,3	5,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,2	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	0,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	41,7	42,6	46,4	57,0	73,0	84,8	67,2	68,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	7,0	5,3	7,2	8,3	11,6	13,8	10,3	12,8
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	28,4	37,1	59,9	37,1	55,6	103,1	51,2	87,5
Cessions (valeur nette comptable)	6,2	12,0	16,0	7,0	12,0	45,4	10,4	39,4

¹ Données définitives.

XII - 3d. — COMMERCE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		33.337	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	39.395	39.395
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		2,8	2,8	3,6	3,7	4,3	4,1	4,4	4,1
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		1,6	1,6	2,2	2,1	2,6	2,4	2,7	2,4
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		61,8	63,0	61,6	62,5	59,8	60,4	59,5	60,2
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		12,7	12,3	10,2	9,2	8,3	8,4	8,6	8,6
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		25,5	24,7	28,2	28,3	31,9	31,2	31,9	31,2
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.391	1.431	1.521	1.525	1.626	1.685	1.649	1.702
3.2 Frais de personnel par personne occupée		872	914	951	965	984	1.029	993	1.035
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		13,9	14,0	15,4	18,2	20,8	22,4	20,0	20,5
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,9	11,3	11,8	11,6	12,8	12,6	13,3	13,1
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		23,8	24,9	27,8	27,3	26,9	26,8	27,6	27,5
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		4.669	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	3.779	3.779
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	63,0	64,6	62,2	62,8	58,9	59,6	58,6	59,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	9,1	9,2	8,6	9,2	8,8	9,0	9,2	9,6
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,8	1,8	1,3	1,1	1,0	1,4	1,0	1,0
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	26,2	24,4	27,9	26,9	31,4	30,0	31,3	30,2
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	9,2	10,9	8,8	7,1	6,3	10,1	6,4	10,2
1.7 Charge des dettes	-	9,9	9,1	7,9	6,9	6,8	8,4	6,7	8,3
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,5	4,5	5,0	5,1	5,1	4,9	5,1	5,0
1.9 Rémunération du capital	-	6,1	6,5	6,8	6,8	7,2	9,2	7,2	9,9
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	- 1,4	0,2	- 0,2	1,4	- 1,6	- 2,2	- 1,6	- 2,5
1.11 Epargne brute ⁵	=	13,5	15,4	16,9	16,6	16,9	15,5	17,0	14,7
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		12,8	12,2	12,9	15,3	17,4	18,5	17,0	16,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières		8,7	10,6	16,6	10,0	13,3	22,5	12,9	21,2
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		10,1	11,7	11,8	11,5	13,4	13,8	13,7	14,2
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		23,2	24,3	27,7	26,8	26,2	26,4	26,8	26,9

¹ Données définitives.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII - 1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 4a. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<i>Nombre de comptes annuels</i>	19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	24.064	24.064
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	4,7	4,4	5,0	4,3	3,4	1,8	3,2	1,2
II. Immobilisations incorporelles	7,7	10,8	12,5	16,9	22,4	33,9	17,5	20,0
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	308,2	343,0	356,9	372,8	412,4	467,9	378,0	401,6
b. Installations, machines et outillage	38,2	45,1	47,4	60,8	68,3	87,0	60,9	72,1
c. Mobilier et matériel roulant	66,0	58,4	71,0	77,0	80,9	103,7	72,9	89,9
d. Location-financement et droits similaires	16,4	17,5	20,6	21,8	25,5	37,8	22,0	32,6
e. Autres immobilisations corporelles	31,2	38,8	39,1	44,1	53,6	66,7	47,8	63,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	16,6	17,3	16,9	16,2	22,7	27,9	21,8	19,3
Total des immobilisations corporelles	476,7	520,0	551,9	592,6	663,4	791,0	603,4	678,6
IV. Immobilisations financières	64,7	86,1	105,5	132,1	180,4	262,1	150,9	227,2
Total des actifs immobilisés	553,8	621,3	674,9	746,0	869,6	1.088,8	775,1	927,0
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	15,1	10,9	14,2	13,4	21,0	21,7	20,6	18,0
b. Autres créances	26,0	35,5	32,8	67,1	74,4	89,3	71,7	83,6
Total des créances à plus d'un an	41,1	46,4	47,0	80,5	95,4	111,0	92,3	101,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	43,5	45,8	46,9	46,7	51,1	58,4	43,0	47,6
b. Commandes en cours d'exécution	43,1	52,4	60,1	39,0	22,9	24,5	15,9	19,2
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	86,6	98,2	107,0	85,6	73,9	82,9	58,8	66,8
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	155,1	189,8	198,6	209,0	241,9	302,8	211,6	250,8
b. Autres créances	52,5	60,7	75,8	87,6	113,2	133,4	96,6	113,5
Total des créances à un an au plus	207,5	250,5	274,4	296,6	355,1	436,2	308,3	364,3
VIII. Placements de trésorerie	51,7	58,3	63,1	68,2	93,9	120,3	81,7	99,6
IX. Valeurs disponibles	51,1	51,8	57,3	66,0	74,5	82,4	63,7	68,7
X. Comptes de régularisation	17,4	22,3	21,8	20,3	22,2	28,3	18,7	23,5
Total des actifs circulants	455,4	527,5	570,6	617,2	715,1	861,1	623,5	724,5
TOTAL DU BILAN	1.009,2	1.148,9	1.245,5	1.363,1	1.584,7	1.949,9	1.398,6	1.651,5

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	180,8	205,1	231,9	280,7	343,3	392,2	293,0	314,5
II. Primes d'émission	3,9	4,1	4,1	6,2	15,2	21,2	14,2	19,5
III. Plus-values de réévaluation	8,1	8,2	7,2	7,6	9,6	10,2	8,7	9,0
IV. Réserves								
a. Réserve légale	5,0	6,1	6,9	7,9	9,2	10,9	8,0	9,6
b. Réserves indisponibles	4,4	4,8	5,2	5,4	5,0	5,3	4,2	4,7
c. Réserves immunisées	20,0	24,6	33,7	38,0	43,0	61,0	38,2	57,7
d. Réserves disponibles	36,4	45,0	50,1	56,9	65,2	73,0	57,4	65,1
Total des réserves	65,8	80,5	95,8	108,2	122,4	150,2	107,8	136,9
V. Bénéfice reporté	15,2	19,8	24,4	29,1	37,9	49,1	30,4	42,1
Perte reportée	- 57,8	- 64,2	- 66,0	- 62,3	- 70,8	- 67,6	- 55,1	- 56,9
VI. Subsidés en capital	0,9	1,2	1,6	2,0	2,6	3,4	2,4	3,1
Total des capitaux propres	216,9	254,7	299,0	371,4	460,1	558,6	401,5	468,1
B. VII. Provisions pour risques et charges	16,0	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	21,1	23,3
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	367,7	400,5	425,4	454,4	505,3	611,6	470,7	531,2
dont : établissements de crédit ³	(319,8)	(349,7)	(369,8)	(399,1)	(436,7)	(509,4)	(410,2)	(449,9)
b. Dettes commerciales	2,8	1,7	1,4	1,4	1,4	1,5	1,0	1,1
c. Acomptes reçus sur commandes	17,0	16,8	13,4	13,6	2,9	3,5	2,9	3,4
d. Autres dettes	33,4	38,5	36,5	38,4	43,4	48,7	35,8	40,4
Total des dettes à plus d'un an	420,9	457,6	476,7	507,8	553,1	665,2	510,4	576,1
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	40,8	36,4	40,7	51,2	54,8	67,4	48,0	58,7
b. Dettes financières	49,8	63,3	68,5	66,1	82,4	130,8	71,2	108,2
dont : établissements de crédit ³	(44,4)	(54,4)	(58,5)	(55,5)	(66,3)	(98,5)	(57,8)	(82,8)
c. Dettes commerciales	120,6	149,0	152,4	161,2	192,2	234,4	168,6	195,7
d. Acomptes reçus sur commandes	21,2	26,7	31,2	27,0	31,2	38,0	24,0	31,0
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	34,6	39,8	42,7	47,2	53,0	60,6	42,1	48,8
f. Autres dettes	55,9	67,1	80,6	78,4	102,1	131,3	83,2	108,4
Total des dettes à un an au plus	322,9	382,3	416,2	431,0	515,7	662,6	437,1	550,8
X. Comptes de régularisation	32,4	36,2	34,3	31,9	32,0	38,5	28,4	33,3
Total des dettes	776,2	876,1	927,2	970,8	1.100,7	1.366,2	976,0	1.160,1

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 1. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
<i>Nombre de comptes annuels</i>		19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	24.064	24.064
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		260,4	306,7	326,0	353,4	404,8	456,0	346,5	386,6
Frais de personnel	-	161,4	191,3	202,4	221,3	247,0	272,8	208,7	231,1
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	42,4	49,0	55,9	63,9	79,1	91,8	68,8	76,7
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	2,1	2,2	2,7	2,7	3,2	3,3	2,7	2,4
Provisions nettes pour risques et charges	-	1,1	1,3	1,2	2,0	1,9	1,6	1,8	1,3
Autres charges d'exploitation ³	-	20,2	24,5	19,0	16,3	16,8	19,5	14,6	16,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de restructuration	+	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Résultat d'exploitation	=	33,5	38,5	44,9	47,3	56,9	67,2	50,0	58,7
Produits financiers	+	19,9	24,7	26,3	29,7	35,0	56,1	31,0	49,1
Charges financières	-	33,3	38,8	39,1	41,5	45,5	62,6	40,6	54,0
Résultat courant avant impôts	=	20,1	24,4	32,1	35,5	46,4	60,7	40,4	53,8
Produits exceptionnels	+	9,7	13,5	17,9	15,3	19,6	33,9	16,6	31,0
Charges exceptionnelles	-	6,7	9,3	10,1	11,6	14,1	18,9	10,4	16,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	23,1	28,6	39,9	39,2	51,9	75,7	46,6	68,1
Impôts sur le résultat	-	8,2	9,5	10,9	11,4	13,7	15,7	11,3	12,8
Résultat de l'exercice	=	14,9	19,1	29,0	27,8	38,2	60,0	35,3	55,3
Transfert net aux réserves immunisées	-	2,0	4,2	9,0	4,2	5,9	18,7	5,4	17,7
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	11,7	16,0	19,0	23,3	28,4	34,6	23,1	30,1
Perte reportée de l'exercice précédent	-	54,2	58,9	60,5	63,4	62,3	62,1	50,5	54,9
RESULTAT A AFFECTER	=	- 29,6	- 28,0	- 21,5	- 16,5	- 1,6	13,8	2,5	12,9
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	38,8	40,3	35,8	33,4	22,3	10,5	15,6	8,2
Intervention d'associés dans la perte	+	0,8	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,5	0,8
Bénéfice à distribuer	-	10,0	13,3	15,3	17,7	21,5	25,1	18,6	21,9
dont : rémunération du capital		(8,3)	(10,3)	(12,1)	(14,1)	(17,5)	(20,9)	(15,2)	(18,4)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 2. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
Nombre de comptes annuels		2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	2.483	2.483
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		190,2	210,6	221,1	234,1	266,5	299,5	236,9	264,1
Subsides d'exploitation	+	2,1	2,6	0,5	0,7	1,7	2,2	1,6	2,1
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	192,2	213,1	221,6	234,8	268,2	301,6	238,5	266,1
Frais de personnel	-	123,5	138,9	143,8	153,9	170,2	186,0	148,9	162,8
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	3,8	4,8	5,0	4,8	4,3	5,3	3,8	4,7
Autres charges d'exploitation	-	5,1	5,8	3,7	4,0	5,8	7,8	5,5	7,0
Excédent brut d'exploitation	=	59,8	63,6	69,1	72,0	87,8	102,3	80,3	91,6
Produit des immobilisations financières	+	3,1	4,2	5,3	6,9	8,7	18,9	7,3	17,1
Produit des actifs financiers circulants	+	8,5	9,5	8,8	9,4	13,4	19,9	12,4	17,6
Subsides en intérêts	+	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8
Charge des dettes	-	22,8	24,3	23,9	24,0	28,1	35,7	25,9	31,9
Solde des autres produits et charges financiers	+	- 0,7	- 1,3	- 0,2	- 1,3	0,2	- 2,4	0,3	- 2,2
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	1,7	0,1	0,8	0,9	1,2	6,0	1,2	5,9
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,3	0,2	0,2	0,8	0,5	0,3	0,5	0,2
Impôts sur le résultat	-	5,9	6,3	6,9	6,5	8,1	8,3	6,9	7,1
Intervention d'associés dans la perte	+	0,2	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,4	0,7
Bénéfice à distribuer	-	7,5	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	14,7	17,8
<i>dont : rémunération du capital</i>		(7,0)	(8,5)	(9,7)	(11,3)	(14,5)	(17,7)	(12,9)	(15,8)
EPARGNE BRUTE	=	37,7	37,3	43,3	46,5	60,8	83,0	55,8	74,9
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		10,9	13,1	20,1	16,5	24,4	44,6	23,9	42,5
Amortissements d'exploitation	+	31,5	33,4	36,2	39,2	48,4	55,4	43,8	48,4
Amortissements nets exceptionnels	+	1,1	0,8	2,0	1,2	1,9	3,9	1,6	3,7
Provisions nettes pour risques et charges	+	1,2	1,1	0,7	1,6	1,7	2,2	1,6	2,1
Réductions de valeurs nettes	+	2,9	3,1	3,9	5,7	7,5	9,2	5,3	7,6
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	2,7	4,7	8,9	5,2	7,5	13,1	6,1	12,2
Intervention d'associés dans la perte	+	0,2	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,4	0,7
Bénéfice à distribuer	-	7,5	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	14,7	17,8

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données définitives.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4c. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	19.336	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	24.064	24.064
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	3,3	5,3	5,6	8,4	12,7	20,3	10,5	9,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,3	0,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	90,9	96,8	112,6	132,4	174,2	249,8	150,5	185,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	16,5	19,6	24,4	23,9	34,4	39,7	29,8	33,8
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	17,5	30,0	33,8	48,2	88,9	120,7	72,4	99,6
Cessions (valeur nette comptable)	6,6	9,5	10,3	15,2	22,9	27,1	17,4	25,0
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	2.483	2.483
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	1,5	2,8	2,7	3,8	7,5	13,8	6,8	6,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	68,5	65,5	72,1	82,2	108,5	170,7	97,6	135,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	13,8	15,3	21,0	19,5	28,3	30,9	24,9	26,4
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	15,4	26,4	28,8	41,5	73,7	99,0	62,6	85,8
Cessions (valeur nette comptable)	5,8	7,9	8,9	13,6	21,1	23,4	16,0	21,8

¹ Données définitives.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4d. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises							Echantillon constant ¹	
	Opérateur	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1988	1989
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		19.351	23.411	24.330	28.514	32.220	36.188	24.064	24.064
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		11,4	10,8	12,0	12,3	13,3	13,5	13,5	13,6
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,9	4,7	5,2	5,1	5,5	5,7	5,6	5,9
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		62,0	62,4	62,1	62,6	61,0	59,8	60,2	59,8
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		7,8	8,0	5,8	4,6	4,2	4,3	4,2	4,3
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		30,2	29,6	32,1	32,8	34,8	35,9	35,6	35,9
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.512	1.591	1.520	1.567	1.654	1.761	1.688	1.782
3.2 Frais de personnel par personne occupée		995	1.041	1.003	1.043	1.069	1.122	1.077	1.126
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		34,9	31,6	34,4	37,5	43,0	54,8	43,4	48,0
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		6,9	7,5	9,7	7,5	8,3	10,7	8,8	11,8
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		21,5	22,1	24,0	27,3	29,0	28,6	28,7	28,3
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		2.581	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	2.483	2.483
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	64,3	65,2	64,9	65,6	63,5	61,7	62,4	61,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,0	2,3	2,3	2,1	1,6	1,8	1,6	1,8
1.4 Autres charges d'exploitation	-	2,7	2,7	1,7	1,7	2,2	2,6	2,3	2,6
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	31,1	29,8	31,2	30,7	32,7	34,0	33,7	34,4
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	6,1	6,4	6,4	6,9	8,2	12,9	8,2	13,1
1.7 Charge des dettes	-	11,9	11,4	10,8	10,2	10,5	11,8	10,8	12,0
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,1	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8	2,9	2,7
1.9 Rémunération du capital	-	3,6	4,0	4,4	4,8	5,4	5,9	5,4	5,9
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	0,9	- 0,3	0,2	0,1	0,6	1,1	0,6	1,3
1.11 Epargne brute ⁵	=	19,6	17,5	19,5	19,8	22,7	27,5	23,4	28,2
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		35,6	30,8	32,5	35,0	40,5	56,6	40,9	50,9
3. Acquisitions d'immobilisations financières		8,0	12,4	13,0	17,7	27,5	32,8	26,2	32,3
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		7,6	8,4	11,1	7,2	8,4	12,5	9,3	13,8
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		17,2	17,4	19,1	22,9	25,1	25,2	24,6	24,8

¹ Données définitives.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

¹⁰ A l'exclusion des centres de coordination.

XII bis. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII bis - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	184,2	—	67,8	13,0	0,2	3,5	269,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.219,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.292,5
Obligations	52,1	1,7	0,0	0,0	0,0	8,4	19,7	—	22,6	0,1	51,4	0,0	156,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,4	0,0	1.727,8
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	308,3	0,0	0,0	—	3,7	1,6	5,7	0,0	0,0
(Actions et parts)	(.)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(.)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(.)
Total ...	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3,5	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	32,0	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,5	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	62,3	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	19,8	142,7
Autres emprunts à plus d'un an	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	4,5	—	7,0	74,1	1,2	0,0	114,0
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	41,6	471,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	727,8	13,2	—	15,9	22,7	54,8	764,0	32,5	542,9	362,5	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	—	0,0	0,0	427,6	178,1	0,0	123,9	136,8	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,7	—	0,0	36,6	0,1	3,4	0,0	22,4	21,2	3,7	0,0	106,1
Total ...	790,7	32,0	—	27,2	60,1	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	53,2	6.111,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	26,4	0,1	0,0	0,4	0,5	0,8	28,6	2,8	28,3	45,0	14,0	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	66,0	0,0	68,7	26,2	9,0	0,0	179,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	20,6	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	70,9
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	0,0	1.079,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,8	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale	49,1	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	—	70,5
Divers	182,8	0,4	34,3	0,0	0,0	0,0	10,3	—	8,1	15,2	2,2	60,2	313,5
Total ...	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	60,2	427,9
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,7	23,3	15,2	0,0	538,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	—	16,2	37,5	0,0	5,3	—	20,6	—	162,9	39,0	0,0	—	236,3
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(.)
Total ...	.	16,2	156,9	0,0	5,3	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	.	.

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	961,0	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	16,4	0,0	1.091,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6
Autres dépôts à un an au plus	582,4	0,1	—	0,0	4,2	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	549,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	549,4
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	453,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	4,0	0,0	462,5
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	10,6	0,0	612,0	685,6
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)
Total	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	612,0	10.396,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5
Total	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,4	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,1
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,6	0,0	—	0,1	0,1	0,0	2,7	—	3,0	0,3	1,2	0,0	613,0
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	125,8	114,7	0,0	16,5	5,3	0,0	92,3	469,1
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)
Total	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	92,3	2.621,4
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	0,0	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	311,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	311,9
Autres dépôts à un an au plus	55,1	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	152,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	891,2	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	46,7	45,0	34,7	0,0	1.090,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	4,1	0,0	0,0	0,0	0,2	109,0	69,8	—	96,7	18,0	16,8	3,3	317,9
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	106,4	133,1	—	3,2	35,7	0,0	226,7	659,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	230,0	2.692,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	98,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,3
Réserves mathématiques	764,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	764,6
Divers	9,2	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	4,1	14,2
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)
Total	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	—	821,5
Total des créances	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII bis - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,4	181,1	—	82,2	12,5	0,3	4,8	281,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	26,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.517,6	—	34,7	25,6	0,0	0,0	1.604,7
Obligations	89,8	1,3	0,0	0,0	0,1	7,5	21,8	—	21,6	0,6	41,2	0,0	183,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0	—	741,4	916,6	222,2	0,0	1.884,1
Divers	0,0	16,4	14,8	0,0	315,2	—	0,0	—	4,1	1,9	6,5	0,0	—
(Actions et parts)	(.)	(16,9)	(27,5)	(9,9)	(0,2)	(.)	(18,1)	(—)	(10,6)	(0,3)	(80,8)	(0,0)	(.)
Total ...	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	4,8	.
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	3,6	—	0,0	6,7	0,0	0,0	11,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	24,2	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	16,5	2,3	15,3	8,4	10,9	0,0	78,1
Obligations non accessibles à tout placeur	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	64,9	9,5	0,0	15,4	18,3	5,2	18,6	133,1
Autres emprunts à plus d'un an	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	21,6	5,2	—	7,5	62,6	1,4	0,0	102,8
Divers	34,0	0,5	29,1	2,5	0,7	8,7	0,0	—	0,0	2,0	0,0	26,5	104,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(71,7)	(30,1)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(109,5)
Total ...	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	45,1	429,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	52,8	0,0	—	1,8	0,0	1,4	93,4	0,0	0,0	0,0	0,0	51,2	200,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	1,3	2,4	680,3	819,1	124,1	262,2	206,4	0,0	0,0	2.095,8
Obligations accessibles à tout placeur	876,3	13,1	—	4,8	23,9	94,2	848,1	35,1	611,9	414,1	323,2	0,0	3.244,7
Obligations non accessibles à tout placeur	3,1	0,0	—	0,0	0,0	518,9	151,7	0,0	113,2	130,8	15,1	0,0	932,8
Divers	0,0	15,9	—	0,0	26,2	0,0	3,5	0,0	23,9	31,9	3,5	0,0	104,9
Total ...	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	51,2	6.578,8
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,0	0,0	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3	—	0,0	0,0	0,0	0,0	117,3
Obligations accessibles à tout placeur	24,0	0,0	0,0	0,4	0,6	0,0	29,8	3,4	32,3	57,0	16,6	0,0	164,1
Obligations non accessibles à tout placeur	3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	12,9	63,9	0,0	72,2	22,6	7,8	4,9	187,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	72,5	509,8	0,0	0,0	593,0
Divers	21,7	2,4	29,9	0,0	0,0	0,0	5,1	—	0,0	15,3	0,0	0,0	74,4
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	4,9	1.136,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	14,1	—	0,0	0,0	—	0,0	14,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	11,4	0,0	24,2	6,1	5,5	0,0	49,0
Réserves de sécurité sociale	50,0	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	71,7
Divers	176,8	0,2	13,3	0,0	0,0	0,0	1,5	—	7,4	14,8	2,3	55,2	271,5
Total ...	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	55,2	406,3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	1,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,7
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	5,8	83,1	—	10,6	19,1	0,0	3,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	835,1	—	23,0	0,0	0,0	0,0	858,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	4.537,3	—	—	—	—	—	4.537,3
Obligations	—	0,0	0,0	0,1	0,0	—	507,0	0,0	113,4	32,2	13,5	0,0	—
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	122,4	—	—	—	16,8	—	—	—	—	—	139,2
Divers	—	15,1	42,6	0,0	5,2	—	30,2	—	231,0	64,6	0,0	—	—
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(0,0)	(0,0)	(—)	(57,4)	(—)	(7,2)	(—)	(12,8)	(0,0)	(.)
Total ...	.	15,1	165,0	0,1	5,2	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	.	.

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	1.020,1	13,1	3,1	45,1	12,1	—	—	0,0	41,3	6,0	11,6	0,0	1.152,4	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	16,8	9,9	0,0	0,0	0,4	—	0,0	27,1	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.956,0	—	—	—	—	—	—	6.956,0	
Autres dépôts en devises à un an au plus	151,2	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	151,2	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	766,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	766,6	
Autres dépôts à un an au plus	580,8	0,1	—	0,0	5,0	—	—	—	0,0	6,9	0,0	0,0	592,8	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	552,0	0,0	0,0	0,0	—	—	552,0	
Dépôts à plus d'un an	34,9	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	2,4	0,0	0,0	0,0	37,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	461,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,2	—	2,8	0,6	3,7	0,0	469,9	
Divers	0,5	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,1	24,0	0,0	666,8	769,0	
(Actions et parts)	(80,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(11,0)	(0,0)	(4,5)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(98,6)	
Total ...	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	666,8	11.474,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,4	6,4	—	1,0	0,0	—	0,0	10,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	106,6	—	0,0	0,0	—	—	106,6	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	20,4	19,0	—	11,5	0,0	—	—	50,9	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,8	3,6	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	0,8	171,9	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	116,6	0,0	0,0	0,1	13,6	1,3	0,0	—	0,5	3,3	16,5	0,0	151,9	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,2	—	0,0	0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	5,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	
Autres dépôts en devises à un an au plus	3,8	0,0	—	0,0	0,0	149,9	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	153,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	1.038,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.038,8	
Autres dépôts à un an au plus	106,5	0,8	0,4	0,4	24,0	51,8	0,0	—	3,3	1,2	34,1	0,0	222,5	
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	4,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	102,1	
Bons de caisse à un an au plus	96,8	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	96,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	635,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,7	—	2,8	0,8	0,7	0,0	641,6	
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers	108,6	0,0	1,1	21,1	0,0	123,8	121,9	0,0	24,1	7,2	0,0	101,9	509,7	
(Actions et parts)	(25,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,1)	(0,0)	(2,8)	(0,0)	(29,7)	
Total ...	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	101,9	2.922,8	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	24,3	0,0	—	1,2	1,7	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,0	0,0	29,2	
Argent à très court terme (franc belge)	0,2	—	—	0,0	—	1,2	0,0	0,0	2,3	1,2	—	0,0	4,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,8	0,0	0,0	1,4	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	344,1	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	344,1	
Autres dépôts à un an au plus	46,8	10,8	0,0	75,6	13,8	3,0	0,0	—	3,7	0,0	1,8	0,0	155,5	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	92,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	—	1,4	1,1	0,0	0,0	101,6	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	4,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	956,7	0,1	0,0	4,0	2,7	0,1	69,8	5,9	38,6	41,7	27,3	0,0	1.146,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	3,6	0,0	0,0	0,0	0,1	130,1	70,9	—	105,0	22,9	19,8	1,4	353,8	
Divers	3,9	0,2	125,9	8,0	14,8	128,7	101,6	—	1,7	21,8	0,0	246,1	652,7	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,8)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,1)	(0,0)	(6,5)	
Total ...	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	247,5	2.795,4	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	110,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,2	
Réserves mathématiques	831,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	831,8	
Divers	9,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,8	14,0	
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)	
Total ...	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	—	911,1	
Total des créances .....	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	.	.

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII bis - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1988 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypoth. et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,4	—	0,0	0,0	0,0	- 3,1	—	+ 14,4	- 0,5	+ 0,1	+ 1,3	+ 11,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 285,0	—	+ 7,4	+ 5,5	0,0	0,0	0,0	+ 229,3
Obligations	+ 37,7	- 0,4	0,0	0,0	+ 0,1	+ 2,1	—	- 1,0	+ 0,5	- 10,2	0,0	0,0	+ 27,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 73,5	+ 72,0	+ 10,8	0,0	0,0	+ 156,3
Divers	0,0	+ 6,3	- 0,2	0,0	+ 6,9	+ 166,1	0,0	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,8	0,0	0,0	+ 180,6
(Actions et parts)	(+ 184,0)	(+ 1,9)	(+ 0,3)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 10,9)	(- 1,1)	(-)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 29,8)	(0,0)	(+ 225,9)
Total ...	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 165,2	+ 284,0	-	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 1,3	+ 675,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 8,5	—	0,0	- 2,3	0,0	0,0	- 10,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,8	- 0,8	0,0	- 0,1	- 0,3	0,0	- 2,4	- 0,3	- 5,2	- 3,7	- 0,6	0,0	- 21,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,1	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	+ 2,6	- 8,2	0,0	- 0,3	- 4,0	+ 1,2	- 1,2	- 9,6
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,7	—	+ 0,5	- 11,5	+ 0,2	0,0	- 11,2
Divers	+ 4,7	- 0,2	+ 1,6	+ 0,2	- 0,4	+ 0,5	0,0	—	0,0	- 0,8	0,0	+ 4,7	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,3)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 25,4)
Total ...	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	+ 3,5	- 42,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	- 9,2	0,0	—	- 7,7	0,0	- 4,6	+ 2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	- 21,2
Certificats à un an au plus	—	- 0,1	—	- 0,5	+ 1,6	+ 50,5	+ 1,9	- 15,8	+ 6,0	- 35,8	0,0	0,0	+ 7,8
Obligations accessibles à tout placeur	+ 148,5	- 0,1	—	- 11,1	+ 1,2	+ 39,4	+ 84,1	+ 2,6	+ 69,0	+ 51,6	+ 40,3	0,0	+ 425,5
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 2,2	0,0	—	0,0	0,0	+ 74,7	- 28,4	0,0	- 10,7	- 6,0	+ 3,5	0,0	+ 35,3
Divers	0,0	- 2,8	—	0,0	- 10,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 1,5	+ 10,7	- 0,2	0,0	- 1,2
Total ...	+ 141,5	- 3,0	—	- 19,3	- 7,6	+ 159,9	+ 60,0	- 13,2	+ 65,8	+ 20,5	+ 43,6	- 2,0	+ 446,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 16,2	—	0,0	- 23,5	0,0	0,0	- 7,3
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,4	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,8	+ 1,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 12,0	+ 2,6	0,0	+ 17,2
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	- 2,1	0,0	+ 3,5	- 3,6	- 1,2	+ 4,9	+ 8,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 2,6	+ 33,0	0,0	0,0	+ 35,6
Divers	+ 1,1	+ 0,8	+ 4,7	0,0	0,0	0,0	- 2,1	—	0,0	- 1,0	0,0	0,0	+ 3,5
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 4,9	+ 57,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 11,8	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 11,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,4	0,0	+ 4,7	0,0	+ 4,5	- 1,0	- 0,3	0,0	+ 7,4
Réserves de sécurité sociale	+ 0,9	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 1,2
Divers	- 6,0	- 0,2	- 21,0	0,0	0,0	0,0	- 8,8	—	- 0,7	- 0,4	+ 0,1	- 5,0	- 42,0
Total ...	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	- 5,0	- 21,6
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	- 3,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 3,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 2,7	- 0,2	—	- 1,6	- 1,9	0,0	+ 1,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 92,8	—	- 1,8	0,0	0,0	0,0	+ 91,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires	—	—	—	—	—	—	+ 538,2	—	—	—	—	—	+ 538,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,3	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 22,3
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 5,9	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9
Obligations	+ 374,5	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	—	+ 67,6	0,0	+ 32,7	+ 8,9	- 1,7	0,0	+ 482,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 0,9	—	—	—	- 2,3	—	—	—	—	+ 2,1	+ 0,7
Divers	+ 138,4	- 1,1	+ 5,1	0,0	0,0	—	+ 9,6	—	+ 68,1	+ 25,6	0,0	+ 152,8	+ 398,4
(Actions et parts)	(- 1,6)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 19,9)	(-)	(+ 4,7)	(-)	(+ 8,5)	(0,0)	(+ 31,8)
Total ...	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 155,9	+ 1.535,1

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	+ 59,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 3,3	.	—	0,0	+ 2,0	+ 0,3	- 4,8	0,0	+ 61,3	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	+ 4,6	- 5,7	0,0	0,0	+ 0,4	—	0,0	+ 0,7	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 818,7	—	—	—	—	—	—	+ 818,7	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 14,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	+ 6,2	+ 20,9	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 76,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 76,0	
Autres dépôts à un an au plus	- 1,6	0,0	—	0,0	+ 0,8	—	—	—	0,0	- 0,7	0,0	0,0	- 1,5	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 2,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,6	
Dépôts à plus d'un an	- 8,8	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	+ 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 7,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,2	—	+ 0,5	- 0,7	- 0,3	0,0	+ 7,4	
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,1	+ 13,4	0,0	+ 87,5	+ 116,1	
(Actions et parts)	(+ 1,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 4,3)	(0,0)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 7,2)	
Total ...	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 93,7	+ 1.092,9	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	+ 0,3	+ 3,9	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 4,2	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 21,0	—	0,0	0,0	—	—	- 21,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	+ 3,8	- 4,5	—	+ 3,8	0,0	—	—	+ 3,1	
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	+ 0,1	+ 0,1	
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	+ 4,1	- 21,6	—	+ 3,8	0,0	—	+ 0,1	- 13,6	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	+ 18,5	0,0	0,0	- 0,1	+ 4,2	+ 0,7	0,0	—	+ 0,3	- 2,1	+ 2,3	0,0	+ 23,8	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	—	0,0	+ 0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,0	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 93,8	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 94,8	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 83,7	
Autres dépôts à un an au plus	- 3,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 7,2	+ 15,2	0,0	—	+ 0,4	- 0,3	- 3,3	0,0	+ 16,3	
Dépôts à plus d'un an	- 1,7	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,7	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0	
Bons de caisse à un an au plus	+ 11,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,4	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 29,9	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	- 1,0	—	- 0,2	+ 0,5	- 0,5	0,0	+ 28,6	
Réserves mathématiques	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	
Divers	+ 16,5	0,0	- 0,2	0,0	0,0	- 2,0	+ 7,2	0,0	+ 7,6	+ 1,9	0,0	+ 9,6	+ 40,6	
(Actions et parts)	(+ 6,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,4)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 5,9)	
Total ...	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+ 11,3	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 9,6	+ 301,4	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	+ 2,5	0,0	—	+ 0,5	+ 1,7	0,0	- 0,1	—	- 0,1	0,0	+ 0,8	0,0	+ 5,3	
Argent à très court terme (franc belge)	- 0,2	—	—	0,0	—	+ 0,8	- 0,9	0,0	+ 0,4	- 0,2	—	0,0	- 0,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	—	0,0	- 1,7	0,0	0,0	- 1,2	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 32,2	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 32,2	
Autres dépôts à un an au plus	- 8,3	+ 1,0	0,0	+ 12,9	- 2,2	+ 1,0	- 0,1	—	- 0,4	0,0	- 0,7	0,0	+ 3,2	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,4	—	0,0	+ 0,6	0,0	0,0	+ 11,0	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0	- 31,5	—	- 0,3	0,0	0,0	0,0	- 32,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 65,5	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 8,7	+ 1,5	- 8,1	- 3,3	- 7,4	0,0	+ 56,2	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	- 0,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 21,1	+ 1,1	—	+ 8,3	+ 4,9	+ 3,0	- 1,9	+ 35,9	
Divers	- 0,4	+ 0,1	- 5,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 22,3	- 31,5	—	- 1,5	- 13,9	0,0	+ 19,4	- 7,0	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,4)	(-)	(- 0,5)	(0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	
Total ...	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+ 17,0	- 0,7	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	+ 17,5	+ 102,7	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	+ 11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 11,9	
Réserves mathématiques	+ 67,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 67,2	
Divers	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 0,3	- 0,2	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	
Total ...	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	—	+ 115,0	
Total des créances	+ 1.191,1	+ 11,3	- 14,5	- 1,0	+ 13,7	+ 1.316,4	+ 1.072,7	- 11,9	+ 317,7	+ 112,5	+ 40,4	+ 279,2	+ 4.327,6	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII bis - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter-médiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	77,5	12,5	15,0	0,0	311,9	416,9	.	1.423,6	—	789,3	879,4	268,7	3.361,0	3,5	.
2. Organismes publics d'exploitation	67,3	1,7	27,5	2,4	1,7	100,6	93,4	53,2	2,6	43,2	120,6	16,7	236,3	41,6	471,9
3. Etat (Trésor)	790,7	32,0	—	27,2	60,1	910,0	1.116,2	1.853,8	172,4	945,4	762,7	298,2	4.032,5	53,2	6.111,9
4. Secteur public non compris ailleurs	48,6	12,4	25,2	0,4	0,5	87,1	9,0	203,0	2,8	166,9	587,8	23,0	983,5	0,0	1.079,6
5. Sécurité sociale	232,9	0,4	34,3	0,0	1,3	268,9	21,4	19,3	0,0	27,8	22,3	8,0	77,4	60,2	427,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.217,0	59,0	102,0	30,0	375,5	1.783,5	.	3.552,9	177,8	1.972,6	2.372,8	614,6	8.690,7	158,5	.
7. Etranger	.	16,2	156,9	0,0	5,3	.	3,1	5.315,3	0,0	280,6	83,3	15,2	5.694,4	.	.
8. Organismes principalement monétaires	2.862,3	13,1	3,5	44,0	13,0	2.935,9	6.131,7	566,0	0,0	105,1	25,2	20,4	716,7	612,0	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.048,3	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,8	222,6	119,8	0,0	22,6	12,5	52,8	207,7	92,3	2.621,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.377,2	10,1	131,5	71,8	33,8	1.624,4	219,8	301,4	4,4	154,4	103,1	55,2	618,5	230,0	2.692,7
12. Autres institutions ¹	872,1	0,0	0,4	0,0	0,5	873,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1	877,1
13. Total des intermédiaires financiers	7.159,9	24,0	139,9	137,5	73,6	7.534,9	6.593,8	1.140,8	4,4	290,8	140,8	128,4	1.705,2	939,1	16.773,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	15,6	41,2	0,0	500,7	5,3	101,1	134,1	39,1	780,3	—	821,5
15. Total des créances	.	124,8	398,8	167,5	470,0	.	.	10.509,7	187,5	2.645,1	2.731,0	797,3	16.870,6	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-347,1	-5.713,1	-912,1	42,1	.	.	113,4	2,0	23,7	38,3	-79,8	97,6	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII bis - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation (10)	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	116,6	18,0	14,8	0,0	318,9	468,3	.	1.720,5	—	884,0	957,2	270,2	3.831,9	4,8	.
2. Organismes publics d'exploitation	64,0	0,9	29,1	2,5	1,0	97,5	95,7	34,8	2,3	38,2	98,2	17,5	191,0	45,1	429,3
3. Etat (Trésor)	932,2	29,0	—	7,9	52,5	1.021,6	1.294,8	1.915,8	159,2	1.011,2	783,2	341,8	4.211,2	51,2	6.578,8
4. Secteur public non compris ailleurs	49,1	13,1	29,9	0,4	0,6	93,1	12,9	216,5	3,4	177,0	604,7	24,4	1.026,0	4,9	1.136,9
5. Sécurité sociale	227,7	0,2	13,3	0,0	0,9	242,1	21,7	27,0	0,0	31,6	20,9	7,8	87,3	55,2	406,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.389,6	61,2	87,1	10,8	373,9	1.922,6	.	3.914,6	164,9	2.142,0	2.464,2	661,7	9.347,4	161,2	.
7. Etranger .....	.	15,1	165,0	0,1	5,2	.	5,8	6.011,2	0,0	378,0	115,9	13,5	6.518,6	.	.
8. Organismes principalement monétaires	3.015,6	13,2	3,7	45,1	17,2	3.094,8	6.972,8	563,1	0,0	123,6	37,9	15,3	739,9	666,8	11.474,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,8	132,0	—	12,5	0,0	—	144,5	0,8	171,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.204,6	0,8	1,5	21,7	37,6	2.266,2	331,0	129,0	0,0	30,7	12,7	51,3	223,7	101,9	2.922,8
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.472,0	11,1	125,9	88,8	33,1	1.730,9	264,0	254,0	5,9	152,7	89,5	50,9	553,0	247,5	2.795,4
12. Autres institutions ¹	951,3	0,0	0,4	0,0	0,5	952,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	956,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.643,5	25,1	134,3	155,6	88,4	8.046,9	7.591,6	1.078,1	5,9	319,5	140,1	117,5	1.661,1	1.020,8	18.320,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	34,7	0,0	0,0	16,2	50,9	0,0	563,8	4,8	123,3	123,3	45,0	860,2	—	911,1
15. Total des créances .....	.	136,1	386,4	166,5	483,7	.	.	11.567,7	175,6	2.962,8	2.843,5	837,7	18.387,3	.	.
Solde des créances et des dettes ..	.	-293,2	-6.192,4	-970,4	77,4	.	.	93,4	3,7	40,0	48,1	-118,3	66,9	.	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII bis - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1988

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypo- thé- caires et de capita- lisation	Inter- médi- aires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médi- aires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 39,1	+ 5,5	- 0,2	0,0	+ 7,0	+ 51,4	+ 165,2	+ 284,0	—	+ 94,7	+ 77,8	+ 1,5	+ 458,0	+ 1,3	+ 675,9
2. Organismes publics d'exploitation	- 3,3	- 0,8	+ 1,6	+ 0,1	- 0,7	- 3,1	+ 2,3	- 18,4	- 0,3	- 5,0	- 22,4	+ 0,8	- 45,3	+ 3,5	- 42,6
3. Etat (Trésor)	+ 141,5	- 3,0	—	- 19,3	- 7,6	+ 111,6	+ 159,9	+ 60,0	- 13,2	+ 65,8	+ 20,5	+ 43,6	+ 176,7	- 2,0	+ 446,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 0,5	+ 0,7	+ 4,7	0,0	+ 0,1	+ 6,0	+ 3,9	+ 13,5	+ 0,6	+ 10,1	+ 16,9	+ 1,4	+ 42,5	+ 4,9	+ 57,3
5. Sécurité sociale	- 5,2	- 0,2	- 21,0	0,0	- 0,4	- 26,8	+ 0,3	+ 7,7	0,0	+ 3,8	- 1,4	- 0,2	+ 9,9	- 5,0	- 21,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 172,6	+ 2,2	- 14,9	- 19,2	- 1,6	+ 139,1	+ 331,6	+ 346,8	- 12,9	+ 169,4	+ 91,4	+ 47,1	+ 641,8	+ 2,7	+ 1.115,2
7. Etranger	+ 541,1	- 1,1	+ 6,0	+ 0,1	- 0,1	+ 546,0	+ 2,7	+ 702,2	0,0	+ 97,4	+ 32,6	- 1,7	+ 830,5	+ 155,9	+ 1.535,1
8. Organismes principalement monétaires	+ 147,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 4,2	+ 152,7	+ 823,3	- 2,9	0,0	+ 18,5	+ 12,7	- 5,1	+ 23,2	+ 93,7	+ 1.092,9
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 4,1	- 21,6	—	+ 3,8	0,0	—	- 17,8	+ 0,1	- 13,6
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 156,3	0,0	- 0,2	0,0	+ 11,3	+ 167,4	+ 108,4	+ 9,2	0,0	+ 8,1	+ 0,2	- 1,5	+ 16,0	+ 9,6	+ 301,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 94,8	+ 1,0	- 5,6	+ 17,0	- 0,7	+ 106,5	+ 44,2	- 47,4	+ 1,5	- 1,7	- 13,6	- 4,3	- 65,5	+ 17,5	+ 102,7
12. Autres institutions ¹	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 79,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 78,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 477,4	+ 1,1	- 5,6	+ 18,1	+ 14,8	+ 505,8	+ 980,0	- 62,7	+ 1,5	+ 28,7	- 0,7	- 10,9	- 44,1	+ 120,6	+ 1.562,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 9,1	0,0	0,0	+ 0,6	+ 9,7	+ 2,1	+ 86,4	- 0,5	+ 22,2	- 10,8	+ 5,9	+ 103,2	—	+ 115,0
15. Total des créances	+ 1.191,1	+ 11,3	- 14,5	- 1,0	+ 13,7	+ 1.200,6	+ 1.316,4	+ 1.072,7	- 11,9	+ 317,7	+ 112,5	+ 40,4	+ 1.531,4	+ 279,2	+ 4.327,6
Solde des créances et des dettes ..	+ 515,2	+ 53,9	- 460,7	- 58,3	+ 35,3	+ 85,4	- 218,7	- 20,2	+ 1,7	+ 16,3	+ 9,8	- 38,5	- 30,9	+ 164,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)	
		En franc belge		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes			Autres inter-médiaires financiers ¹⁰
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)				
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	— 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	— 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	— 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	— 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	— 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	— 200,2
1984 Anc. série ¹² ...	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	— 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	— 173,1
Nouv. série ¹²	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	— 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	— 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	— 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	— 165,4
1986	1.040,7	1.172,6	489,6	113,3	2.816,2	— 814,3	1.756,6	200,9	1.292,4	1.298,5	50,4	209,4	18,8	277,5	— 175,6
1987	1.091,3	1.313,3	506,6	130,2	3.041,5	— 816,5	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	354,3	— 202,0
1988 Décembre	1.152,4	1.378,0	506,0	151,2	3.187,7	— 961,5	1.915,5	228,8	1.723,6	1.731,8	45,9	106,6	25,4	263,2	— 159,8
1989 Mars	1.129,4	1.473,1	508,0	161,5	3.272,0	— 1.045,9	2.137,0	219,3	1.782,2	1.790,0	48,8	52,0	21,7	262,5	— 205,5
Juin	1.213,1	1.436,0	506,9	185,6	3.341,7	— 1.054,5	2.166,6	216,4	1.976,6	1.981,2	45,2	56,5	16,8	254,7	— 336,8
Septembre	1.125,1	1.527,4	571,4	192,3	3.416,3	— 1.184,4	2.225,9	214,7	2.110,0	2.113,1	48,3	47,8	14,7	214,9	— 275,6
Décembre	1.214,3	1.555,1	565,5	189,9	3.524,9	— 1.018,9	2.031,6	229,8	2.190,1	2.186,7	47,7	66,5	27,4	265,3	— 314,8
1990 Mars	1.186,8	1.655,6	583,9	223,9	3.650,2	— 1.028,7	2.254,4	248,6	2.088,5	2.093,6	45,6	30,7	22,7	260,3	— 271,8
Juin	1.250,7	1.592,3	642,5	204,6	3.690,1	— 1.052,1	2.255,0	256,5	2.195,7	2.187,7	45,6	4,7	35,4	217,7	— 268,4
Septembre	1.147,0	1.634,6	692,0	195,0	3.668,7	— 1.100,3	* 2.284,7	* 232,7	2.267,4	2.264,4	* 44,8	5,5	35,3	* 210,8	* — 312,4
Décembre	1.223,3	1.678,4	715,5	175,0	3.792,1	— 1.032,9	* 2.170,5	* 266,6	2.312,9	2.310,6	* 39,9	36,7	45,4	* 229,3	* — 276,5

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vice et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le FMI.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91	30-6-91
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7 ⁵	363,7
2. FMI : — Participation	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	17,2	16,9
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	18,4	18,4
— Autres	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4	4,4
3. Ecus	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	105,4	106,3
4. Accords internationaux	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,4	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	3,5	3,2
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	29,6	10,7	15,5	2,0	0,4	0,7	11,6	15,0	15,9	11,2	18,6	17,0	15,4	16,9	5,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	200,7	218,6	221,9	228,2	259,1	237,7	236,1	223,9	226,5
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,2	21,5
Total des créances sur l'étranger	321,3	323,8	303,7	278,1	371,4	395,5	439,4	453,4	452,4	451,3	481,0	453,7	455,3	771,6	766,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,5	2,5	3,0	2,9	2,9	2,6	2,6	17,7	23,2
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0	40,8	57,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	21,2	24,6	24,6	24,6	29,1	29,1	29,1	29,1	29,6	29,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2	37,3	37,2	37,2	37,2	19,6	19,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0	3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,4	0,8	1,3	0,4	0,9	1,0	0,8	* 0,5	* 0,0
b) effets commerciaux	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	5,7	10,3	15,8	5,6	20,9	18,1	14,1	* 11,7	* 10,3
c) avances	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	0,0	0,0
b) autres	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	8,9	0,0	13,5	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	0,0	8,6	1,9	1,0	4,7	3,7	0,0	3,3	8,1	14,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,0	80,1	64,5	41,7	55,2	55,0	67,8	73,0	66,5	57,4	83,0	67,7	64,9	15,4	* 16,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	682,7	920,1	942,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	31-3-91	30-6-91
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers le FÉCOM	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	6,6	6,2	6,7	5,8	5,0	10,2	4,0	4,3	4,7	6,3	5,9	6,8	8,3	9,5	6,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	55,1	6,5	7,0	6,1	5,3	10,5	4,3	4,6	4,9	6,5	6,1	7,1	8,5	9,8	7,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,6	16,3	14,8	14,6	15,0	15,4	15,3	14,3	20,0	14,6	16,3	15,8	19,9	16,1	16,1
2. Autres :															
a) envers la BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	383,3	381,9	379,9	400,5	410,7	415,0	419,3	407,1	422,6	402,1	418,5	399,7	408,6	401,9	429,1
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	0,8	0,7	0,8	0,1	0,7	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,0	0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2	2,7
D. Autres	278,8	292,1	250,8	202,8	220,0	216,1	263,2	267,6	263,6	245,4	265,2	244,0	245,2	484,8⁶	487,4
TOTAL DU PASSIF ...	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	703,3	694,4	712,0	669,3	706,9	667,1	682,7	920,1	942,9

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB., lequel est repris sous C. 3. c).

⁶ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91	30-6-91	31-7-91	31-8-91
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	363,7 ⁵	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7
2. FMI. : — Participation	16,0	15,3	15,3	15,3	15,9	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9	16,9	16,9	16,3
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,7	19,6	19,4	19,2	19,1	18,9	18,8	18,4	18,4	18,8	18,4	17,6	17,7
— Autres	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
3. Ecus	104,3	104,3	109,1	109,1	109,1	105,4	105,4	105,4	106,3	106,3	106,3	113,9	113,9
4. Accords internationaux	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,2	3,2	3,1
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	15,6	17,0	15,4	16,7	15,4	15,1	17,0	16,9	9,6	5,3	5,1	6,7	7,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	234,3	237,7	231,8	234,3	236,1	223,1	231,5	223,9	224,4	226,6	226,5	226,4	228,1
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	7,3	18,2	17,8	17,6	21,5	24,2	10,1
Total des créances sur l'étranger	449,6	453,7	450,7	454,4	455,3	766,1	766,6	771,6	764,7	762,8	766,1	777,1	764,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,8	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8
2. Autres : a) sur la BNB :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,7	2,6	2,3	2,3	2,6	13,8	3,3	17,7	7,0	22,8	23,2	11,6	19,3
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	33,5	54,2	40,8	57,4	48,8	57,6	42,8	43,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	29,1	29,1	29,1	29,1	29,1	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6
— autres	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	34,0	26,0	19,6	17,5	19,2	19,5	17,7	15,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,7	1,0	0,9	1,0	0,8	0,1	0,4	0,5	0,6	0,5	* 0,0	* 0,0	* 0,0
b) effets commerciaux	11,9	18,1	12,3	17,6	14,1	4,3	9,5	11,7	9,1	12,0	* 10,3	* 14,4	* 21,8
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,7	0,0	0,5	0,7	0,1	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	22,9	5,5	20,4	18,9	36,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) autres	7,9	13,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	0,0	0,0	0,0	0,1	3,3	13,8	8,0	8,1	13,8	15,4	14,7	16,8	15,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	62,9	67,7	67,4	67,6	64,9	15,5	13,7	15,4	17,6	17,1	* 16,9	* 18,4	* 18,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	663,5	667,1	662,0	667,0	682,7	915,2	915,6	920,1	921,6	932,9	942,9	932,7	932,8

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.⁵ Nouvelle série.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-90	30-9-90	31-10-90	30-11-90	31-12-90	31-1-91	28-2-91	31-3-91	30-4-91	31-5-91	30-6-91	31-7-91	31-8-91
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le FMI	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	5,9	6,8	6,4	7,7	8,3	6,3	8,9	9,5	10,9	8,9	6,8	7,3	7,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	6,2	7,1	6,7	7,9	8,5	6,5	9,2	9,8	11,2	9,1	7,1	7,6	7,8
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	14,3	15,8	16,0	15,8	19,9	13,2	14,7	16,1	16,5	16,3	16,2	* 16,3	* 16,2
2. Autres :													
a) envers la BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	400,2	399,7	397,6	399,2	408,6	394,7	394,8	401,9	399,9	412,3	429,0	*407,5	*407,2
— monnaie scripturale ⁵	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	14,4	8,0	7,2	5,7	4,0	2,7	3,9	1,9
D. Autres	242,4	244,0	241,4	243,7	245,2	486,0⁶	488,6	484,8	487,9	490,9	487,4	496,8	499,2
TOTAL DU PASSIF ...	663,5	667,1	662,0	667,0	682,7	915,2	915,6	920,1	921,6	932,9	942,9	932,7	932,8

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB, lequel est repris sous C. 3. c).

⁶ Nouvelle série.

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge repré. d'exportation	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,0	0,0	0,2	3,7	3,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,4	4,8	2,0	2,2	1,2	0,0	0,0	0,2	3,8	3,3	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	2,2	2,4	2,1	2,4	2,3	2,9	2,3	2,3	3,1	2,2
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) sur les banques de dépôts	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	91,1	93,4	107,4	114,3	108,6	107,1	116,5	115,1	114,1	101,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,7	14,6	14,4	14,4	14,4	14,2	14,1	14,1	14,1	14,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,7	51,7	64,6	59,7	54,1	54,1	72,8	67,3	70,9	63,4	91,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,0	0,1	3,1	2,5	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	0,8	5,5	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,4	0,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,9	0,0	1,9	0,2	0,5	0,0	0,2	0,0	0,3	0,1
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,3	13,9	11,8	11,3	15,3	16,6	14,5	16,0	14,1	16,7	16,4	26,5	25,4	25,4	17,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	164,1	166,1	148,6⁶	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,7	232,1

¹ OCP, Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), IRC (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	1,0	0,9
2. Autres :															
a) envers la BNB	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,5	2,5	3,0	2,9	2,4	2,6	2,6
b) envers les organismes publics	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	3,3	0,7	2,3	4,1	0,3	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,7	15,4	15,3	16,1	16,3	16,3	16,3	16,9	17,3	17,8
— monnaie scripturale	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	113,9	117,5	131,0	143,4	137,5	141,0	151,3	156,4	148,4	142,3
b) monnaie script. détenue par les pouvoirs publics	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	36,5	43,1	51,9	48,3	35,7	38,5	52,1	55,2	50,8	49,4	63,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	164,1	166,1	148,6⁵	167,7	188,7	188,8	197,5	208,2	212,0	203,2	219,5	231,8	230,1	222,8	232,2

¹ OCP, Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), IRG (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la BNB.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la BNB.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. FMI : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,7
8. Acceptations en franc belge représ. d'export.	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	15,9	16,8	16,3	16,1	15,7	15,4	15,8	15,3	17,6	16,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.226,1	4.797,6	5.226,9	5.449,4	5.115,9	5.021,4	4.966,7	4.964,0	4.704,8	5.014,3
b) en franc belge	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	262,5	294,2	325,1	297,4	312,4	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1
Total des créances sur l'étranger	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.765,4	4.943,9	5.615,7	6.098,5	6.292,6	5.992,6	5.883,2	5.821,0	5.850,2	5.619,3	5.949,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	12,8	13,1	11,5	12,9	12,1	17,1	12,2	14,0	12,8	17,7
2. Autres : a) sur la BNB :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	8,6	7,6	7,3	9,2	7,3	5,6	5,2	2,5	4,1	5,4
c) sur les banques de dépôts	399,5	469,5	437,1	517,2	466,5	544,3	569,4	635,0	642,5	637,6	604,4	648,7	893,5	845,5	880,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	337,4	481,1	482,2	553,3	745,1	781,1	783,1	998,9	1.002,6	1.035,4	875,5	1.097,4	1.065,2	1.062,7	925,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	740,9	812,9	802,0	816,8	846,0	813,7	810,2	852,3	* 871,3	* 905,6
— autres	113,8	155,9	249,1	266,6	170,9	133,8	115,7	115,5	119,7	122,8	122,3	112,8	105,0	* 119,2	* 120,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	24,1	23,3	25,6	39,4	51,5	54,3	59,8	59,4	62,6	66,2	64,5	78,0	83,6	79,2	88,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	20,0	10,0	18,9	23,1	21,3	27,6	28,9	27,8	28,7	29,5	28,4	29,2	28,9	* 30,0	* 28,8
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	73,7	72,6	* 59,7	* 57,4
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	13,1	11,6	11,3	9,2	11,3	11,5	11,2	10,5	7,4	7,1
b) effets commerciaux	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	173,9	172,5	160,5	167,4	158,7	164,6	154,4	160,0	149,0	150,6
c) avances	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,0	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ..	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	16,0	16,5	* 16,8	* 10,8
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	29,6	29,1	* 28,1	* 29,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la BNB pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	25,0	19,9	21,7	16,8	14,7	20,8	13,8	35,4	21,4	44,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	73,9	96,4	98,6	129,4	168,9	256,9	183,4	193,6	178,4	155,1	187,4	176,7	142,7	163,8	172,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et obligations accessibles à tout placeur	75,4	64,8	56,3	65,9	61,4	62,6	77,0	70,5	75,9	79,0	75,5	75,8	67,1	* 71,4	* 70,0
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	55,7	49,6	* 48,2	* 44,1
D. Autres	377,4	438,5	544,0	588,8	619,7	625,4	751,0	771,6	756,5	799,7	804,9	827,7	790,1	* 784,1	* 842,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0	12.491,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le FECOM	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8
b) en franc belge ¹	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	619,2	726,4	802,1	857,7	892,1	904,2	944,0	1.055,4	1.092,2	1.050,4
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.852,9	6.126,4	6.962,3	7.589,0	7.786,0	7.629,1	7.349,6	7.296,8	7.377,2	7.166,1	7.429,2
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la BNB	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2	0,0	2,5	5,2	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	7,4	1,8	4,3	0,8	0,5	3,9	0,8	2,2	1,9	4,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
— autres	399,1	468,8	436,3	516,4	465,9	543,3	568,2	633,9	640,8	635,9	603,1	647,3	892,1	844,2	879,1
C. Engagem. envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	334,6	393,7	392,9	427,6	468,4	502,6	545,1	532,6	591,5	519,0	574,9	555,2	601,2	525,2	584,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,1	1,2	2,1	2,2	3,7	5,3	6,8	6,6	6,1	6,0	6,7	6,0	6,3	6,6	6,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	920,9
— à plus d'un an :															
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,5	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	675,8
b) en monnaies étrang. : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— org. d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	13,0	15,8	11,6	19,9	22,3	37,4	69,2	79,6	74,4	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9
D. Autres⁴	408,2	436,8	516,8	579,3	649,6	679,2	764,1	782,7	912,0	897,5	939,0	938,0	901,7	945,8	956,6
TOTAL DU PASSIF ...	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.854,0	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7	11.851,5	11.964,6	12.272,2	12.086,0	12.491,4

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEBL.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	(6)
2. FMI : — Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,1	16,8	15,6	16,7	15,8	16,6	15,6	16,0	15,3	15,9	(1)
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,3	22,0	21,7	20,6	21,0	19,0	19,6	19,1	
— Autres	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	
3. Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	137,3	129,2	122,7	118,7	116,1	109,5	104,3	109,1	
4. Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,9	2,5	3,0	2,5	2,9	2,5	3,4	3,4	
5. FECOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. CEE : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	439,4	507,0	530,2	529,6	548,6	516,0	526,4	546,6	568,1	602,7	
8. Accept. en franc belge représent. d'exportation	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	16,2	17,5	21,9	31,4	33,8	31,3	29,3	33,9	34,5	32,0	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	4.091,0	4.337,1	4.954,3	5.440,8	5.650,2	5.334,4	5.243,2	5.194,9	5.223,1	4.942,6	5.250,3	
b) en franc belge	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	262,5	294,2	325,1	297,5	312,7	330,4	312,1	324,3	328,7	316,1	
Total des créances sur l'étranger	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.315,2	6.011,2	6.547,9	6.735,8	6.449,3	6.335,6	6.274,6	6.331,2	6.072,9	6.404,9	
B. Créances sur les organismes nationaux principale- ment monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	
2. Autres : a) sur la BNB :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	
b) sur les organismes publics	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	15,7	12,0	12,6	15,9	10,1	9,5	8,2	5,4	6,7	8,1	
c) sur les banques de dépôts	403,6	469,7	442,7	519,0	473,4	551,8	571,2	650,5	665,2	642,2	608,3	652,0	900,8	847,5	885,2	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	909,2	913,5	1.143,3	1.153,9	1.180,9	1.019,6	1.251,0	1.217,4	1.213,8	1.063,8	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	773,1	848,8	840,9	855,7	884,9	852,5	853,4	895,5	* 914,5	* 948,8	(7)
— autres	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	171,2	153,2	152,8	156,9	160,0	159,5	150,1	142,2	* 156,4	* 157,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,3	65,7	66,8 ⁵	86,5	97,1	105,9	124,4	119,0	116,7	120,3	137,3	145,3	154,5	142,6	180,0	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	21,0	10,6	19,6	23,8	22,0	28,4	29,6	28,5	29,3	30,3	29,0	29,8	29,5	* 30,7	* 29,4	(8)
— autres	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	71,6	75,1	72,0	70,6	64,5	63,7	73,7	72,6	* 59,7	* 57,4	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	13,1	11,6	11,5	10,3	12,4	12,8	11,7	11,4	8,4	7,9	(9)
b) effets commerciaux	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	173,9	172,5	165,1	176,2	171,5	180,4	161,5	181,0	167,0	164,7	(9)
c) avances	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.257,0	1.539,5	1.605,6	1.790,1	1.926,1	1.997,0	1.915,3	2.003,3	2.092,1	2.140,4	(9)
d) autres créances à un an au plus	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	18,9	16,5	16,7	16,2	17,3	16,2	16,0	16,6	* 16,8	* 10,8	(11)
— autres	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	30,9	29,4	31,4	29,0	31,0	31,5	29,6	29,1	* 28,1	* 29,1	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la BNB pour le financement de cer- tificats de trésorerie	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	52,0	56,5	47,8	66,5	30,7	4,7	5,5	36,7	(12)
b) autres	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	25,8	25,4	21,7	16,8	14,7	27,4	22,7	35,4	35,3	45,4	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	74,3	96,5	99,3	129,6	168,9	257,9	183,4	199,0	187,3	157,5	188,4	181,6	146,3	164,2	176,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. acc. à tout placeur	75,7	65,1	56,6	66,2	61,7	62,9	77,1	70,6	76,0	79,0	75,6	75,9	67,2	* 71,4	* 70,0	(14)
— autres	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	71,1	71,9	72,5	66,0	63,7	63,6	55,7	49,6	* 48,2	* 44,1	(14)
D. Autres	467,2	515,4	635,9	664,6	676,8	697,2	820,5	840,2	838,4	889,4	887,8	911,6	898,5	* 877,4	* 925,3	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁵	9.678,6	10.059,8	10.695,0	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,8	13.209,3	12.975,8	13.406,2	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	31-12-87	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	31-12-89	31-3-90	30-6-90	30-9-90	31-12-90	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le FMI	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers le FECOM	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.507,2	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	6.445,4	6.352,8	6.321,7	6.074,0	6.378,8	
b) en franc belge ¹	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	624,2	736,6	806,6	861,8	896,4	908,9	950,3	1.061,3	1.099,0	1.058,7	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.131,7	6.972,7	7.593,8	7.790,3	7.633,7	7.354,5	7.303,3	7.383,3	7.173,2	7.437,8	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	16,5	16,1	14,4	16,1	15,2	20,6	15,3	17,0	16,8	20,8	(1)
2. Autres :																
a) envers la BNB	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,8	3,6	14,2	24,4	6,6	3,0	5,4	7,6	2,6	2,7	
b) envers les organismes publics	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	10,7	2,5	6,5	5,0	0,8	4,8	0,8	2,2	2,0	4,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2	1,2	1,7	1,7	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	
— autres	405,3	474,7	443,6	523,5	476,7	552,2	576,0	641,2	650,1	643,2	608,9	652,6	894,7	848,3	884,5	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	425,3	430,5	410,2	435,4	423,4	438,8	418,4	435,5	417,0	426,4	(1)
— monnaie scripturale ³	432,3	490,1	483,6	533,4	584,8	616,9	662,9	663,9	735,4	656,8	716,2	706,8	757,8	673,8	727,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	39,6	42,1	32,3	37,0	40,3	49,1	59,0	55,3	42,3	44,9	59,3	61,6	57,4	56,2	69,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	690,6	766,6	784,1	790,4	836,1	862,3	796,9	744,1	728,1	757,5	(2)
— autres dépôts	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	622,7	611,4	689,0	645,6	691,3	692,8	858,6	848,2	906,5	920,9	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	45,2	37,3	32,2	29,2	35,3	35,5	40,4	39,4	34,4	39,6	(3)
— bons de caisse et obligations	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	461,4	468,7	475,8	477,7	536,1	530,0	543,5	603,0	657,6	675,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	130,2	151,2	161,5	185,6	192,3	189,9	223,9	204,6	195,0	175,0	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	13,0	15,8	11,6	19,9	22,4	37,5	69,2	79,6	74,5	85,4	62,2	52,9	45,4	73,0	60,9	(14)
D. Autres	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	899,2	980,3	1.045,7	1.175,2	1.165,0	1.202,6	1.183,4	1.167,4	1.189,8	1.201,8	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁶	9.678,6	10.059,8	10.695,0	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	12.783,1	12.865,7	13.209,3	12.975,9	13.406,4	

¹ Pour la BNB, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le FMI ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en UEBL.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB, lequel est repris sous C. 3. c).

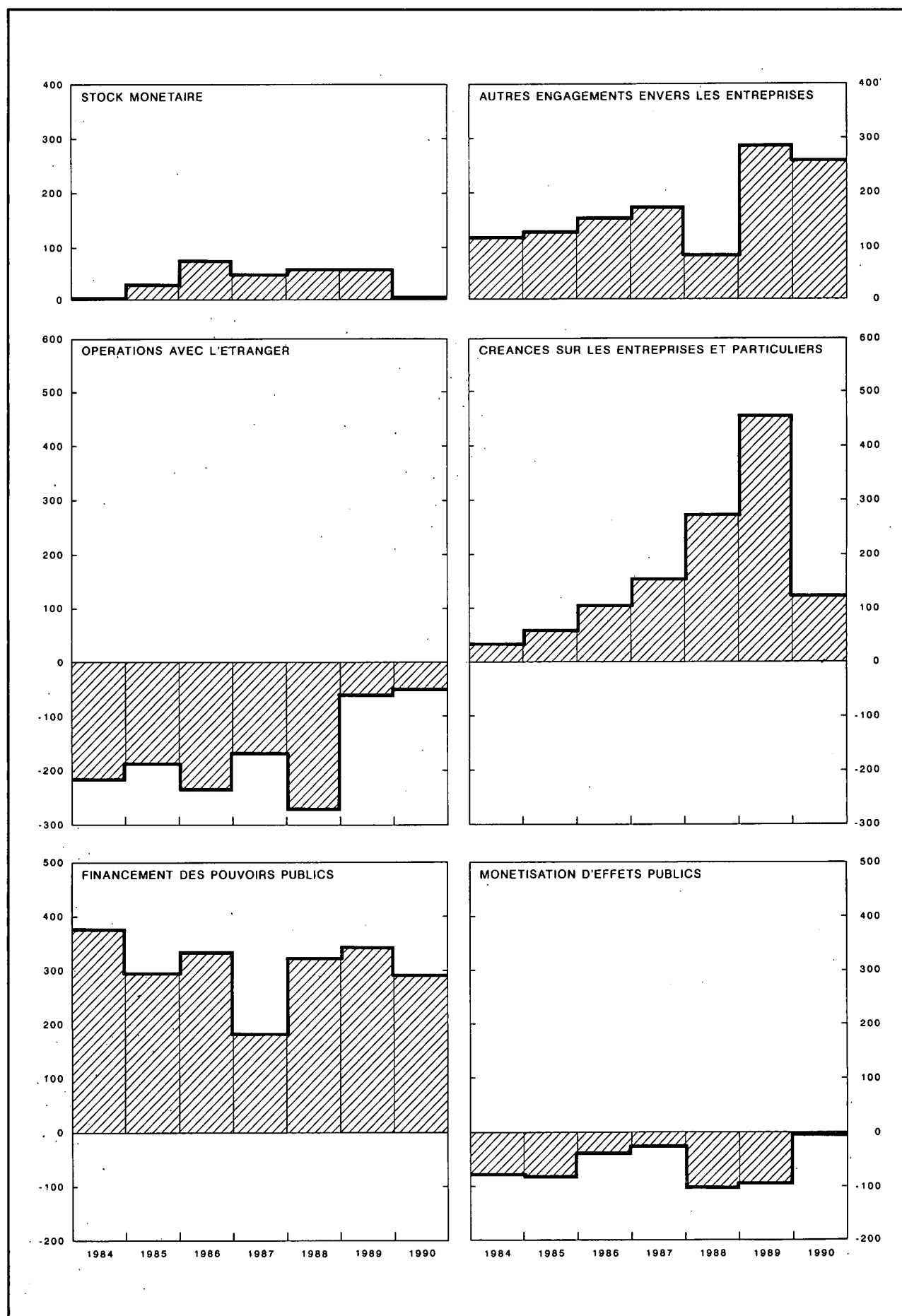
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note *).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+ 205,9	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+ 158,5	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,9	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+ 140,7	+ 17,1	+ 17,0	+ 225,3	- 170,4	+ 152,6	0,0	- 0,8	- 0,9	+ 162,0	+ 1,3	- 14,0	- 2,5	+ 72,6	+ 25,3
1988	+ 61,1	+ 64,7	- 0,6	+ 21,0	+ 146,2	- 273,7	+ 280,7	- 8,0	- 0,1	- 1,2	+ 292,2	+ 31,3	- 89,6	- 13,5	- 89,8	+ 18,0
1989	+ 61,9	+ 177,1	+ 59,5	+ 38,7	+ 337,2	- 277,2	+ 454,9	+ 3,1	- 3,5	+ 11,6	+ 327,1	+ 1,9	- 78,6	+ 18,6	+ 4,4	- 125,0
1990	+ 9,0	+ 123,2	+ 150,0	- 15,0	+ 267,2	- 53,9	+ 123,9	*- 8,4	+ 6,6	- 1,0	*+ 263,7	*+ 35,9	*- 0,3	- 7,1	*- 41,0	*- 51,2
1988 4 ^e trimestre ...	+ 31,5	+ 32,9	- 8,5	- 6,9	+ 49,0	- 8,1	+ 65,6	- 7,6	- 3,6	0,0	- 8,2	+ 2,5	- 25,5	+ 7,0	+ 3,2	+ 23,6
1989 1 ^{er} trimestre ...	- 23,0	+ 95,0	+ 2,0	+ 10,3	+ 84,3	- 45,2	+ 58,2	+ 2,6	- 9,5	+ 0,5	+ 211,3	- 9,2	- 54,3	- 3,9	+ 2,1	- 68,2
2 ^e trimestre ...	+ 83,7	- 37,1	- 1,1	+ 24,1	+ 69,7	- 74,0	+ 191,2	- 2,4	+ 3,1	+ 3,2	+ 42,5	- 2,6	- 15,0	- 5,9	- 8,0	- 62,4
3 ^e trimestre ...	- 88,0	+ 91,4	+ 64,5	+ 6,7	+ 74,6	- 186,9	+ 131,9	+ 2,0	+ 7,4	+ 1,6	+ 119,7	- 2,6	+ 30,8	+ 0,9	- 39,8	+ 9,8
4 ^e trimestre ...	+ 89,2	+ 27,7	- 5,9	- 2,4	+ 108,6	+ 28,9	+ 73,7	+ 0,7	- 4,4	+ 6,4	- 46,3	+ 16,3	- 40,2	+ 27,5	+ 50,2	- 4,2
1990 1 ^{er} trimestre ...	- 27,5	+ 100,4	+ 18,4	+ 34,0	+ 125,3	+ 30,1	- 93,1	- 1,9	- 5,4	- 8,5	+ 194,2	+ 17,9	+ 1,7	- 4,8	- 5,9	+ 1,1
2 ^e trimestre ...	+ 63,9	- 63,3	+ 58,6	- 19,3	+ 40,0	- 15,5	+ 94,1	- 0,5	+ 9,1	+ 13,1	- 7,0	+ 8,2	+ 2,8	- 5,4	- 44,8	- 14,1
3 ^e trimestre ...	- 103,7	+ 42,3	+ 49,5	- 9,6	- 21,5	- 108,0	+ 76,7	*- 1,0	+ 0,9	- 4,9	*+ 107,8	*- 24,9	*- 20,8	+ 19,8	*- 9,0	*- 58,1
4 ^e trimestre ...	+ 76,2	+ 43,8	+ 23,4	- 20,0	+ 123,4	+ 39,6	+ 46,2	*- 5,0	+ 2,1	- 0,7	*- 31,2	*+ 34,6	*+ 16,0	- 16,7	*+ 18,7	*+ 19,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la BNB	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la BNB ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
1984 Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,4	584,8	1.000,4	40,3	1.040,7
1987	14,7	425,6	425,3	0,3	113,9	502,6	616,9	1.042,2	49,1	1.091,3
1988 Décembre	15,4	430,4	430,5	0,2	117,5	545,1	662,9	1.093,3	59,1	1.152,4
1989 Mars	15,3	408,4	410,2	0,3	131,0	532,6	663,9	1.074,1	55,3	1.129,4
Juin	16,1	434,6	435,4	0,4	143,4	591,5	735,3	1.170,7	42,4	1.213,1
Septembre	16,3	421,4	423,4	0,3	137,5	519,0	656,8	1.080,2	44,9	1.125,1
Décembre	16,3	442,5	438,8	0,4	140,9	575,0	716,2	1.155,1	59,2	1.214,3
1990 Mars	16,3	416,6	418,4	0,3	151,3	555,2	706,8	1.125,2	61,6	1.186,8
Juin	16,9	434,8	435,5	0,3	156,3	601,2	757,8	1.193,3	57,4	1.250,7
Juillet	17,1	417,8	420,1	0,2	149,9	559,6	709,7	1.129,7	60,1	1.189,8
Août	17,2	414,5	417,4	0,2	149,6	548,6	698,4	1.115,8	56,6	1.172,5
Septembre	17,3	415,5	418,0	0,3	148,3	525,2	673,8	1.090,9	56,2	1.147,0
Octobre	17,5	413,6	415,1	0,2	141,7	524,9	666,7	1.081,8	66,2	1.148,0
Novembre	17,6	415,0	416,8	0,2	135,2	539,3	674,7	1.091,5	55,6	1.147,1
Décembre	17,8	428,5	426,4	0,3	142,4	584,8	727,4	1.153,8	69,4	1.223,3
1991 Janvier	17,6	407,8	412,3	0,1	163,1	556,0	719,3	1.131,6	82,1	1.213,7
Février	17,6	409,4	412,4	0,2	142,6	553,8	696,6	1.109,0	86,0	1.195,0
Mars	17,8	418,1	419,8	0,2	143,4	578,6	722,2	1.142,0	99,5	1.241,5
Avril	18,0	416,3	417,9	0,1	158,7	596,4	755,2	1.173,1	90,5	1.263,7
Mai	18,3	428,6	430,5	0,1	138,5	585,6	724,3	1.154,8	95,6	1.250,4
Juin	18,3	445,2	445,4	0,3	161,9	632,3	794,5	1.239,9	89,0	1.328,9

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires, financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la BNB.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la BNB détenus par les organismes et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ OCP et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la BNB n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²					
	BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				BNB	Autres organismes principalement monétaires	Total				(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	-130,1	- 154,3	+100,8	- 5,1	- 250,0
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	- 216,5
1985	296,7	-1.019,8	- 723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2
1986	272,0	-1.086,3	- 814,3	- 6,3	-109,6	-115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3
1987	366,0	-1.182,5	- 816,5	+ 79,1	-133,1	- 54,0	+117,2	- 0,8	- 170,4
1988	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 25,5	-146,4	-120,8	+153,0	- 0,1	- 273,7
1989	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 82,2	-169,5	- 87,3	+193,4	- 3,5	- 277,2
1990	446,8	-1.479,6	-1.032,9	+ 16,5	+ 57,5	+ 74,0	+121,3	+ 6,6	- 53,9
1988 4 ^e trimestre	385,1	-1.346,6	- 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	+ 48,7	- 3,6	- 8,1
1989 1 ^{er} trimestre	444,4	-1.490,3	-1.045,9	+ 64,2	-126,1	- 61,9	- 7,2	- 9,5	- 45,2
2 ^e trimestre	435,1	-1.489,7	-1.054,5	+ 4,8	- 82,2	- 77,5	- 6,6	+ 3,1	- 74,0
3 ^e trimestre	448,8	-1.633,2	-1.184,4	+ 11,9	- 90,4	- 78,5	+101,0	+ 7,4	- 186,9
4 ^e trimestre	447,5	-1.466,5	-1.018,9	+ 1,4	+129,3	+130,6	+106,2	- 4,4	+ 28,9
1990 1 ^{er} trimestre	444,8	-1.473,5	-1.028,7	- 1,3	+ 33,2	+ 32,0	+ 7,3	- 5,4	+ 30,1
2 ^e trimestre	474,9	-1.527,0	-1.052,1	+ 36,2	- 42,1	- 5,9	+ 0,6	+ 9,1	- 15,5
3 ^e trimestre	446,6	-1.546,9	-1.100,3	- 20,5	- 13,6	- 34,1	+ 73,0	+ 0,9	- 108,0
4 ^e trimestre	446,8	-1.479,6	-1.032,9	+ 2,1	+ 79,9	+ 82,0	+ 40,3	+ 2,1	+ 39,6

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant			Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	CEE ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10) = (6) - (9)	(11)	
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	23,6	30,1	283,0	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	23,6	30,6	257,6	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	23,6	29,7	246,4	+ 7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	23,6	28,9	342,1	+ 80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	23,6	34,1	360,7	+ 25,2
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 12,3
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 16,5
1989 2 ^e trimestre	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	23,6	27,9	399,9	- 1,3
3 ^e trimestre	51,7	42,4	122,7	218,6	3,0	438,4	4,6	23,6	28,2	410,2	+ 8,5
4 ^e trimestre	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 0,5
1990 1 ^{er} trimestre	51,5	41,4	116,1	228,2	2,9	440,1	6,5	23,6	30,1	410,0	+ 3,4
2 ^e trimestre	51,5	39,9	109,5	259,1	2,5	462,4	6,1	23,6	29,7	432,7	+ 28,4
3 ^e trimestre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	23,6	30,7	406,0	- 18,9
4 ^e trimestre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 3,6
1990 Août	51,5	40,6	104,3	234,3	3,3	434,0	6,2	23,6	29,8	404,2	+ 2,7
Septembre	51,5	39,8	104,3	237,7	3,4	436,7	7,1	23,6	30,7	406,0	+ 1,3
Octobre	51,5	39,6	109,1	231,8	3,4	435,3	6,7	23,6	30,3	405,0	+ 2,3
Novembre	51,5	39,4	109,1	234,3	3,4	437,7	7,9	23,6	31,5	406,2	+ 0,6
Décembre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 0,7
Nouvelle série											
1991 1 ^{er} trimestre	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 4,1
2 ^e trimestre	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 7,3
1991 Janvier	363,7	38,3	105,4	223,1	3,5	734,0	6,5	21,4	27,9	706,0	- 1,4
Février	363,7	38,3	105,4	231,5	3,5	742,4	9,2	21,4	30,5	711,8	+ 3,7
Mars	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 6,4
Avril	363,7	39,3	106,3	224,4	3,5	737,2	11,2	21,4	32,6	704,7	+ 0,2
Mai	363,7	40,1	106,3	226,6	3,2	739,9	9,1	21,4	30,5	709,3	+ 5,3
Juin	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 1,8
Juillet	363,7	38,9	113,9	226,4	3,2	746,2	7,6	21,4	29,0	717,2	+ 0,2
Août	363,7	38,4	113,9	228,1	3,1	747,3	7,8	21,4	29,2	718,1	+ 1,1

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FECOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3	51,5	51,5
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8	16,6	15,9
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3	20,6	19,1
Ecus	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0	118,6	109,1
Monnaies étrangères	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8	221,9	236,1
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6	27,4	31,9
Autres	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	3,0	0,8
Accords internationaux	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5	2,4	3,4
Avances au FMI	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	0,0	0,0	0,0
Dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR	—	—	—	—	—	—	3,2	4,9	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	0,0	0,0
Effets de commerce	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7	33,2	30,3
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé ...	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,5	3,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,3	0,0
Autres institutions du secteur public	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3
Entreprises privées et publiques, et particuliers	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6	66,5	36,7
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7	0,7	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6	2,9	2,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,2	3,2
Valeurs à recevoir	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5	6,0	0,8
Fonds publics	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8	26,2	30,6
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1	10,0	10,7
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
Comptes transitoires	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5	19,1	19,9
Total de l'actif ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.
Billets en circulation	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4	442,5	428,5
Comptes courants :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers, entreprises et particuliers	1,4	1,3	1,5	1,2	0,5	1,3	0,9	1,0	0,5
Banques à l'étranger et institutions internationales	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9	2,1	5,9
Valeurs à payer	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2	17,5	9,6
Accords d'aide financière	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6	3,0	2,7
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0	121,6	109,9
Autres	—	—	—	1,4	—	—	—	—	—
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	6,8	3,4	1,1
Caisse de Pensions du Personnel	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—	—	—
Comptes transitoires	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3	10,8	11,2
Réserve indisponible de plus-values sur or ...	—	—	—	—	—	—	—	54,8	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4
Réserve extraordinaire	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9	18,3	20,8
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6	9,5	10,1
Bénéfice net à répartir	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2
Total du passif ...	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9	712,0	682,7

N.B. Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1991 4 février	1991 4 mars	1991 8 avril	1991 6 mai	1991 10 juin	1991 8 juillet	1991 5 août	1991 9 sept.
Or	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7	363,7
Monnaies étrangères	223,3	227,0	224,4	224,7	225,9	225,6	226,6	226,9
Droits de tirage spéciaux (DTS)	18,9	18,7	18,2	18,4	18,7	18,0	17,6	17,7
Participation au FMI	15,0	15,0	17,2	16,5	16,9	16,9	16,9	16,3
Prêts au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Ecus	105,4	105,4	106,3	106,3	106,3	113,9	113,9	113,9
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEE : Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	3,5	3,5	3,5	3,5	3,2	3,2	3,2	3,2
Avances sur nantissement	54,0	45,6	45,6	35,3	35,5	45,2	45,6	35,3
Effets de commerce	19,1	27,1	23,6	18,4	19,0	17,6	18,2	30,7
Effets achetés sur le marché	24,0	26,0	18,0	17,1	17,5	17,5	17,4	11,1
Créances suite à d'autres interventions sur le mar- ché monétaire	29,8	31,7	42,5	67,2	69,9	71,3	53,6	53,2
Avances au Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances à l'Etat belge	9,6	0,3	4,3	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à l'Etat luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,6	2,7	2,9	2,9	3,0	2,9	3,0	3,8
Placements statutaires (art. 21)	33,9	33,9	33,9	33,8	33,9	33,9	33,9	33,9
Immeubles, matériel et mobilier	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7	10,7
Comptes divers	1,3	2,8	3,4	4,5	5,7	6,0	7,0	7,8
	920,2	919,5	923,4	928,3	935,2	951,6	936,7	933,3

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1991 4 février	1991 4 mars	1991 8 avril	1991 6 mai	1991 10 juin	1991 8 juillet	1991 5 août	1991 9 sept.
Billets en circulation	411,0	412,6	416,7	423,0	430,7	445,0	428,4	423,6
Comptes courants en francs :								
Trésor	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	6,2	7,9	8,5	7,5	5,9	6,3	4,8	4,5
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	14,6	7,8	9,1	5,5	4,0	2,6	3,5	1,0
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	2,6	2,7	2,9	2,9	3,0	2,9	3,0	3,8
Contrepartie des DTS alloués	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4	21,4
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve indisponible de plus-values sur or	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8	54,8
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	364,9	364,9	364,5	364,3	363,8	369,7	369,7	369,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5	33,5
Comptes divers	10,8	13,4	11,6	14,1	17,7	15,0	17,3	20,6
	920,2	919,5	923,4	928,3	935,2	951,6	936,7	933,3

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1983	1.268	266,3	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,1	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,4	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1989 1 ^{er} trimestre	1.151	318,9	101,7	571,9	1.194,9	568,9	1.194,9	3.530,6	98
2 ^e trimestre	1.149	331,9	99,5	584,5	1.271,6	582,2	1.271,5	3.709,8	98
3 ^e trimestre	1.148	312,0	101,8	497,3	978,7	511,2	978,7	2.965,9	98
4 ^e trimestre	1.147	285,8	105,5	514,0	958,6	509,7	958,6	2.940,8	98
1990 1 ^{er} trimestre	1.146	321,4	114,2	602,1	1.275,9	596,1	1.275,9	3.749,9	98
2 ^e trimestre	1.143	349,1	115,3	621,5	1.191,1	603,0	1.191,1	3.606,6	98
3 ^e trimestre	1.142	318,7	106,4	536,5	1.050,0	558,3	1.050,0	3.194,8	98
4 ^e trimestre	1.142	313,7	102,2	538,3	999,7	538,9	999,7	3.076,7	98
1991 1 ^{er} trimestre	1.145	307,6	106,8	657,1	1.371,9	667,4	1.371,9	4.068,2	98
1990 Mai	1.146	329,5	117,6	630,6	1.239,7	643,6	1.239,7	3.753,7	97
Juin	1.143	354,5	115,3	617,4	1.208,0	591,7	1.208,0	3.625,1	98
Juillet	1.143	388,8	108,2	609,2	1.153,1	625,2	1.153,1	3.540,5	98
Août	1.143	325,9	105,4	517,2	1.011,3	549,3	1.011,3	3.089,0	98
Septembre	1.142	238,9	105,5	483,0	985,7	500,5	985,7	2.954,8	98
Octobre	1.141	332,7	100,8	559,7	1.019,4	553,0	1.019,4	3.151,5	98
Novembre	1.141	293,3	104,0	510,7	1.022,9	525,8	1.022,9	3.082,4	98
Décembre	1.142	314,5	101,7	544,4	956,9	538,0	956,9	2.996,1	98
1991 Janvier	1.144	328,2	104,0	646,1	1.275,9	634,0	1.275,9	3.831,8	98
Février	1.145	306,1	113,2	651,4	1.349,1	673,8	1.349,1	4.023,4	98
Mars	1.145	288,2	103,9	673,9	1.490,6	694,4	1.490,6	4.349,5	98
Avril	1.145	338,1	102,8	710,6	1.341,3	665,6	1.341,3	4.059,9	99
Mai	1.145	308,1	107,9	670,4	1.347,1	693,9	1.347,1	4.058,5	98

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mai	1991 31 mai	1990 30 juin	1991 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, CNCP	16,2	16,7	21,4	21,5	16,7	17,6	18,5	20,4
Prêts au jour le jour	260,9	265,8	353,6	359,9	440,9	440,0	418,9	537,7
Banquiers	2.562,7	2.792,1	2.800,6	2.962,4	2.843,3	2.892,9	2.723,4	2.907,7
Maison-mère, succursales et filiales	1.627,8	1.897,9	1.989,1	2.098,4	2.182,2	2.805,5	2.166,1	2.566,8
Autres valeurs à recevoir à court terme	68,3	65,9	112,1	86,1	101,8	98,1	101,6	113,6
Portefeuille-effets	1.169,5	1.105,5	1.166,7	1.196,3	1.408,7	1.091,4	1.384,0	1.079,5
a) Effets publics	907,4	838,4	917,6	980,8	1.149,9	849,3	1.116,7	836,0
b) Effets commerciaux ^a	268,1	267,1	249,1	215,5	258,8	242,1	267,3	243,5
Reports et avances sur titres	5,4	6,1	8,5	2,3	5,4	5,3	5,8	4,7
Débiteurs par acceptations	39,0	44,5	45,8	45,5	44,7	53,9	43,4	58,1
Débiteurs divers	2.106,0	2.476,1	2.992,8	3.181,3	3.037,7	3.375,1	3.018,6	3.394,9
Valeurs mobilières	1.629,0	1.762,5	1.752,7	1.877,6	1.747,9	2.007,8	1.782,7	2.039,1
a) Fonds publics belges	1.086,2	1.135,2	1.117,2	1.176,4	1.102,8	1.230,5	1.130,0	1.247,4
b) Autres titres d'emprunt	510,0	581,8	580,2	649,7	595,5	719,8	600,2	738,7
c) Actions et parts de sociétés	16,1	15,6	17,2	12,7	14,6	14,2	16,9	14,0
d) Autres valeurs mobilières	16,7	29,9	38,1	38,8	35,0	43,3	35,6	39,0
Valeurs de la réserve légale	5,6	5,5	6,6	6,7	6,6	7,8	6,7	8,0
Participations	48,7	73,0	89,0	82,8	91,3	89,5	91,3	89,9
a) Filiales	32,8	46,5	67,2	63,9	68,3	65,0	68,3	65,1
b) Autres participations	15,9	26,5	21,8	18,9	23,0	24,5	23,0	24,8
Frais de constitution et de premier établissement	2,8	3,2	3,6	3,7	3,9	3,7	3,9	3,7
Immeubles	27,5	33,1	35,6	42,0	35,6	47,4	36,2	47,5
Participations dans les filiales immobilières	2,3	2,6	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,1	0,3	0,1
Matériel et mobilier	10,7	11,3	12,5	12,8	12,9	13,2	12,9	13,1
Divers	271,4	392,3	458,6	509,8	461,2	495,3	455,7	482,4
Total de l'actif ...	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.491,4	12.443,3	13.446,8	12.272,2	13.369,4
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la BNB et des autres institutions publiques de crédit	53,0	45,7	47,8	48,1	46,9	38,7	48,0	39,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	1,5	16,5	12,7	15,5		15,1	

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

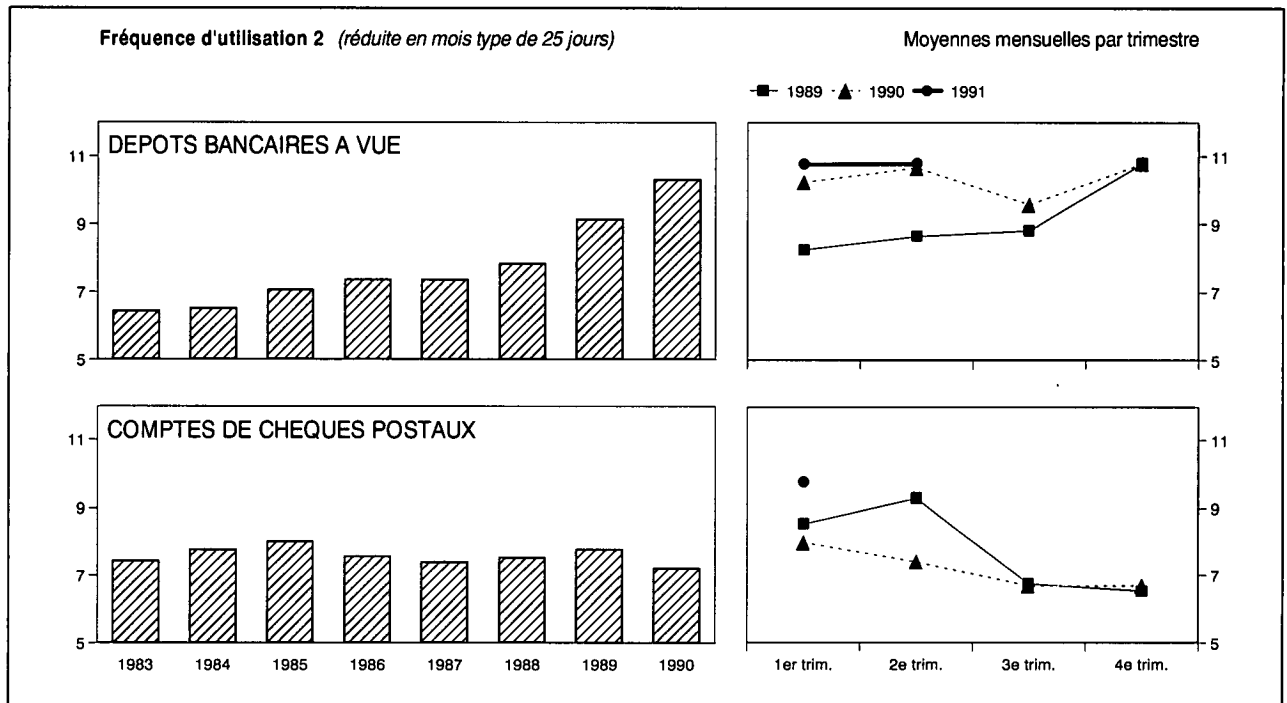
Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mai	1991 31 mai	1990 30 juin	1991 30 juin
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	33,7	9,6	21,8	15,0	28,7	102,7	23,6	107,4
a) Créanciers garantis par des privilèges	9,0	9,2	10,4	9,4	9,4	9,5	10,6	9,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	24,7	0,4	11,4	5,6	19,3	93,2	13,0	97,5
Emprunts au jour le jour	365,2	448,0	445,9	472,4	486,8	547,0	526,4	650,1
Banquiers	4.684,7	4.856,4	4.841,1	4.913,1	4.954,6	4.866,5	4.804,7	4.905,1
Maison-mère, succursales et filiales	940,7	1.344,0	1.557,7	1.704,2	1.788,9	2.209,3	1.731,8	1.907,3
Acceptations	39,0	44,5	45,8	45,5	44,7	53,9	43,4	58,1
Autres valeurs à payer à court terme	81,4	69,5	113,1	76,5	104,1	86,9	92,4	107,1
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,9	5,4	5,2	3,1	6,2	3,6	5,7	4,0
Dépôts et comptes courants	2.647,8	2.983,8	3.410,0	3.628,6	3.573,5	3.786,7	3.541,9	3.826,6
a) A vue	662,4	731,1	812,7	780,2	823,9	829,9	809,4	870,5
b) A un mois au plus	675,7	734,7	896,3	976,0	953,5	1.041,0	927,4	1.016,9
c) A plus d'un mois	520,3	637,2	720,7	969,1	902,7	1.040,7	929,3	1.053,0
d) A plus d'un an	28,3	30,1	22,8	23,6	22,0	21,6	21,4	24,8
e) A plus de deux ans	58,7	70,0	80,0	85,8	95,4	86,0	90,6	85,9
f) Carnets de dépôts	698,3	776,4	873,5	767,2	768,0	719,3	753,5	721,6
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	4,1	4,3	4,0	26,7	8,0	48,2	10,3	53,9
Obligations et bons de caisse	461,6	470,7	533,4	690,8	566,1	771,0	601,8	777,8
Montants à libérer sur titres et participations ..	1,4	1,5	2,0	1,8	2,0	2,0	1,9	2,0
Divers	335,9	416,2	504,4	550,1	516,4	590,7	517,4	588,1
<i>Total de l'exigible ...</i>	9.596,3	10.649,6	11.480,4	12.101,1	12.072,0	13.020,3	11.891,0	12.933,6
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	68,3	87,1	94,7	101,8	98,8	119,2	100,4	126,1
<i>Non exigible :</i>								
Capital	91,0	98,2	119,2	144,7	131,2	150,7	136,8	155,2
Fonds indisponible par prime d'émission	12,9	13,4	22,8	23,4	23,2	29,9	23,2	25,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	5,2	5,5	6,5	7,0	6,9	8,2	7,0	8,3
Réserve disponible	44,5	47,5	55,5	56,0	54,8	61,6	56,8	63,8
Autres réserves	22,8	40,0	52,8	44,0	43,3	43,0	43,7	43,0
Provisions	13,0	12,9	19,6	13,4	13,1	13,9	13,3	14,0
<i>Total du non exigible ...</i>	189,4	217,5	276,4	288,5	272,5	307,3	280,8	309,7
Total du passif ...	9.854,0	10.954,2	11.851,5	12.491,4	12.443,3	13.446,8	12.272,2	13.369,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OC ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OC ⁴
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1989 2 ^e trimestre	3.915,7	1.068,8	4.984,5	8,67	8,66	9,30
1989 3 ^e trimestre	3.877,7	783,0	4.660,7	9,05	8,82	6,73
1989 4 ^e trimestre	4.885,7	775,5	5.661,2	10,80	10,80	6,52
1990 1 ^{er} trimestre	4.581,4	1.065,3	5.646,7	10,50	10,24	7,98
1990 2 ^e trimestre	4.735,1	1.000,8	5.735,9	10,53	10,67	7,40
1990 3 ^e trimestre	4.390,0	835,4	5.225,4	9,69	9,57	6,67
1990 4 ^e trimestre	4.886,9	789,8	5.676,7	11,05	10,79	6,68
1991 1 ^{er} trimestre	4.823,2	1.178,6	6.001,8	10,91	10,77	9,76
1991 2 ^e trimestre	5.124,7			10,64	10,78	
1990 Juin	4.867,0	1.016,2	5.883,2	10,19	10,19	7,49
1990 Juillet	4.710,2	887,1	5.597,3	10,00	10,00	6,96
1990 Août	4.165,1	798,4	4.963,5	9,50	9,13	6,42
1990 Septembre	4.294,8	820,8	5.115,6	9,56	9,56	6,62
1990 Octobre	4.549,6	741,4	5.291,0	10,93	10,12	6,19
1990 Novembre	4.373,8	863,0	5.236,8	9,95	9,95	7,14
1990 Décembre	5.737,3	764,8	6.502,1	12,20	12,20	6,72
1991 Janvier	4.901,2	1.031,7	5.932,9	11,16	10,73	8,78
1991 Février	4.842,1	1.226,1	6.068,2	10,51	10,95	9,54
1991 Mars	4.726,4	1.278,0	6.004,4	11,05	10,63	11,00
1991 Avril	5.015,4	1.090,9	6.106,3	10,78	10,78	9,26
1991 Mai	5.228,8	1.238,7	6.467,5	10,56	11,00	10,03
1991 Juin	5.129,9			10,57	10,57	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'INS* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la BNB	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6
1988 Septembre	44,5	142,2	0,0	0,0	77,5	5,6	0,0	98,9
Décembre	46,7	124,1	0,0	0,0	50,9	10,9	0,0	106,6
1989 Mars	55,8	69,5	0,0	0,0	68,9	0,0	0,0	52,0
Juin	49,9	78,9	0,0	0,0	67,2	0,0	0,0	56,5
Septembre	55,0	69,3	0,0	0,0	67,6	0,0	0,0	47,9
Décembre	79,9	66,5	0,0	0,0	64,1	6,6	5,3	66,5
1990 Janvier	84,7	13,2	0,0	0,0	69,4	0,0	8,6	13,2
Février	89,4	15,4	0,0	0,0	63,9	0,0	19,3	15,4
Mars	60,7	30,7	0,0	0,0	47,0	0,0	8,9	30,7
Avril	64,0	22,1	0,0	0,0	50,3	0,0	7,9	22,1
Mai	53,8	46,4	0,0	0,0	61,8	0,0	0,0	32,2
Juin	52,8	24,6	0,0	0,0	68,3	0,0	0,0	4,7
Juillet	51,5	52,7	0,0	0,0	71,8	0,0	0,0	26,1
Août	58,9	22,9	0,0	0,0	46,0	0,0	7,9	22,9
Septembre	53,0	5,5	0,0	0,0	33,6	0,8	13,5	5,5
Octobre	43,6	38,3	0,0	0,0	56,4	0,0	0,0	20,4
Novembre	42,3	33,5	0,0	0,0	50,5	1,3	0,0	18,8
Décembre	41,9	65,0	0,0	0,0	58,8	7,7	0,0	36,7

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

Périodes	Dépôts ²			Bons d'épargne ³		Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde ⁵	Montant en circulation	
				(fin de période)		
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1989 .....	.	.	64,6	727,0	283,6	1.010,6
1989 2 ^e trimestre .....	.	.	28,8	701,7	285,1	986,8
3 ^e trimestre .....	.	.	- 5,4	696,3	287,2	983,5
4 ^e trimestre .....	.	.	30,7	727,0	283,6	1.010,6
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 31,8	716,1	289,1	1.005,2
2 ^e trimestre .....	.	.	- 5,0	711,1	310,1	1.021,2
3 ^e trimestre .....	.	.	- 24,5	686,5	324,8	1.011,3
4 ^e trimestre .....	.	.	+ 36,0	722,5	333,3	1.055,8
1991 1 ^{er} trimestre .....	.	.	- 14,6	707,9	361,0	1.068,9
2 ^e trimestre .....	.	.	+ 6,7	714,6	370,9	1.085,5
1990 Juin .....	.	.	- 9,0	711,1	310,1	1.021,2
Juillet .....	.	.	- 3,0	708,0	317,8	1.025,8
Août .....	.	.	- 16,0	692,0	323,0	1.015,0
Septembre .....	.	.	- 5,5	686,5	324,8	1.011,3
Octobre .....	.	.	- 3,7	682,8	327,3	1.010,1
Novembre .....	.	.	+ 4,9	687,7	330,1	1.017,8
Décembre .....	.	.	+ 34,8	722,5	333,3	1.055,8
1991 Janvier .....	.	.	- 4,0	718,5	341,2	1.059,7
Février .....	.	.	- 8,4	710,1	354,8	1.064,9
Mars .....	.	.	- 2,2	707,9	361,0	1.068,9
Avril .....	.	.	+ 5,8	713,7	363,3	1.077,0
Mai .....	.	.	- 1,0	712,7	367,0	1.079,7
Juin .....	.	.	+ 1,9	714,6	370,9	1.085,5

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1990 les intérêts capitalisés s'élèvent à 23,1 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	7,8	9,7	7,6
Prêts au jour le jour	5,8	7,0	11,2
Banquiers	153,2	169,1	216,8
Filiales	0,3	1,2	4,6
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,7	2,5	1,8
Portefeuille-effets	217,2	198,5	182,0
a) effets publics	(208,3)	(189,4)	(173,7)
b) effets commerciaux	(8,8)	(9,1)	(8,2)
Reports et avances sur titres	0,9	0,5	0,2
Débiteurs par acceptation	0,3	0,1	0,1
Débiteurs divers	446,1	509,1	545,3
Valeurs mobilières	449,9	518,5	528,4
a) fonds publics belges	(400,3)	(461,8)	(463,1)
b) autres titres d'emprunts	(43)	(50,2)	(59,0)
c) autres valeurs mobilières	(0,4)	(0,5)	(0,8)
Participations	1,7	2,6	3,5
a) filiales	(0,7)	(1,0)	(2,1)
b) autres participations	(1,0)	(1,6)	(1,3)
Immeubles	12,0	11,6	11,5
Matériel et mobilier	1,4	1,6	1,4
Divers	63,3	77,4	71,4
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,8	1,3
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,8)	(1,3)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	5,7	12,4	17,4
Banquiers	175,3	211,8	221,1
Filiales	—	—	1,4
Acceptations	0,3	0,1	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	6,9	7,7	7,3
Dépôts et comptes courants	765,9	835,6	852,3
a) à vue et à un mois au plus	(626,2)	(674,7)	(642,5)
b) à plus d'un mois	(139,7)	(160,9)	(209,8)
Obligations et bons de caisse	279,8	283,6	333,3
Divers	97,0	118,5	103,4
Total de l'exigible ...	1.332,0	1.471,5	1.537,6
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	2,8	4,4	12,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	26,2	31,7	33,5
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	1,6	1,8	1,8
Total du passif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990
ACTIF			
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	0,4	0,4	0,4
— Autres immobilisations corporelles	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	1,5	1,8	2,0
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	2,5	3,5	3,8
— Titres à revenu fixe	62,0	65,4	70,6
— Autres valeurs mobilières	0,0	0,0	0,0
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,1	1,0	1,2
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	—	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	38,1	43,1	45,5
— Avances sur contrats	0,2	0,2	0,2
— Autres prêts	7,3	9,0	10,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,3	2,0	0,7
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	0,5	0,6	0,5
Placements de trésorerie	0,1	1,8	0,1
Valeurs disponibles	2,3	1,7	4,4
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	4,8	4,7	5,1
Total de l'actif ...	120,2	135,3	144,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,8	1,2	1,3
Réserves disponibles	16,7	17,9	18,8
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,9	0,5	0,6
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	85,8	97,2	108,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,3	0,4	0,8
Provisions pour prestations à régler	0,5	0,6	1,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	11,5	10,9	10,3
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,2	0,2	0,1
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,2
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	1,0	0,9	1,2
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	1,0	0,0
— ONPTS : Résultat - Versements obligatoires	0,4	0,5	0,4
Compte courant	—	—	—
Rentes à transférer	—	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	1,4	1,7	1,2
— Autres créditeurs	0,5	2,1	0,3
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	120,2	135,3	144,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4	51,5
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1	77,1
2. garantis par banques et organismes financiers	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4	2,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7	158,8
Crédits commerciaux	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4	25,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7	12,7
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3	82,8
Autres ¹	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,7	3,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6	47,5
2. Autres ²	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
Banquiers	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—	—
Débiteurs divers	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7	11,1
Fonds publics et participations	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9	52,8
Divers	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	16,0	15,5
Total de l'actif ...	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6	11,6
EXIGIBLE SPECIAL	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
EXIGIBLE :									
Obligations	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9	110,0
Bons de caisse	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5	170,6
Dépôts et emprunts divers	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0	155,9
Effets réescomptés	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4	8,4
Banquiers	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—	—
Créditeurs divers	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0	17,7
Provisions pour charge et risques divers	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9	7,4
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7	47,6
2. Autres ³	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5
Divers	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,6	13,0	13,1
Total du passif ...	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mai	1991 31 mai	1990 30 juin	1991 30 juin
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,3	3,5	4,0	4,1	3,5	3,8	4,1	4,7
Prêts au jour le jour	4,5	3,4	5,0	12,2	7,2	11,4	7,6	13,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	101,0	144,5	140,8	223,7	145,0	215,2	148,5	212,5
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,8	7,8	8,4	8,7	8,7	8,8	10,8	10,9
Effets de commerce et factures	4,4	4,3	5,2	5,0	5,3	4,7	5,3	4,8
Débiteurs par acceptations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,5
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypo- thécaires	179,2	213,8	254,8	314,4	297,8	336,0	302,7	355,9
Portefeuille-titres et participations	744,8	849,7	891,0	934,4	894,2	978,6	902,1	996,8
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(75,5)	(73,4)	(96,2)	(92,8)	(89,7)	(103,0)	(87,3)	(100,7)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coord- onnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(374,1)	(449,9)	(442,1)	(494,2)	(457,7)	(528,7)	(467,5)	(543,0)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(193,3)	(188,9)	(174,3)	(162,1)	(170,3)	(155,9)	(169,4)	(159,7)
c) Obligations de sociétés belges	(21,5)	(22,3)	(23,1)	(20,8)	(22,1)	(18,7)	(22,1)	(19,4)
d) Actions, parts ou participations de sociétés bel- ges	(15,1)	(16,2)	(16,4)	(19,2)	(16,8)	(20,5)	(16,8)	(20,5)
e) Autres valeurs	(65,3)	(99,0)	(138,9)	(145,3)	(137,6)	(151,8)	(139,0)	(153,5)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	307,1	338,2	346,9	389,5	365,9	400,2	370,6	405,8
Actionnaires ou sociétaires	2,5	2,4	1,9	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0
Débiteurs divers	7,7	8,8	9,0	12,0	16,7	14,2	16,5	13,9
Divers	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
Total du disponible et réalisable ...	1.362,6	1.576,7	1.667,3	1.906,4	1.746,5	1.975,4	1.770,4	2.021,8
Frais d'établissement et autres immobilisations in- corporelles	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Immeubles et terrains	9,6	10,1	10,1	11,5	10,2	11,9	10,3	11,9
Leasing immobilier	1,3	1,6	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0	1,0
Matériel et mobilier	2,6	2,9	2,7	2,6	2,9	2,6	2,9	2,6
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	13,7	14,8	13,7	15,3	14,3	15,6	14,4	15,7
Comptes transitoires ¹	60,5	63,0	78,9	89,0	75,3	88,3	70,9	86,8
Total de l'actif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.836,1	2.079,3	1.855,7	2.124,3
dont : affectés par privilège à la garantie du rem- boursement des fonds visés à l'arti- cle 1 ^{er} des dispositions coordonnées ..	1.334,0	1.540,4	1.618,0	1.862,2	1.684,9	1.921,4	1.708,4	1.953,8
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.315,8	1.515,6	1.591,7	1.836,1	1.661,9	1.896,0	1.686,5	1.929,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mai	1991 31 mai	1990 30 juin	1991 30 juin
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	710,4	803,3	859,7	930,4	887,1	962,2	902,7	977,5
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	171,2	212,8	203,8	275,0	197,6	301,7	244,0	304,0
c) de cinq ans ou plus	232,0	210,7	162,5	168,0	200,1	174,4	154,6	174,7
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,7	7,0	7,6	7,2	7,9	7,3	7,9
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,1	3,0	3,4	3,2	3,7	2,5	4,2	2,6
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	1,3	0,5	3,8	0,1	0,1	0,0	4,3
b) auprès de la BNB	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	4,4	0,5	6,3
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	158,1	250,3	329,6	411,6	336,8	399,9	337,0	398,7
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Mobilisation d'actifs	0,6	0,4	1,2	0,1	1,3	0,1	0,8	8,2
Autres engagements à un mois maximum	3,5	3,5	3,9	5,9	3,9	4,2	4,9	5,2
Créditeurs divers	3,4	4,7	4,8	6,2	6,5	6,1	7,2	7,1
Provisions pour charges	5,1	5,2	2,5	2,4	2,1	2,0	2,0	2,0
Divers	11,5	1,0	1,0	1,7	1,0	4,3	1,0	7,5
Total de l'exigible ...	1.305,6	1.503,0	1.580,5	1.819,0	1.647,5	1.869,9	1.666,3	1.906,2
Fonds propres :								
a) capital	25,4	31,2	30,2	30,5	30,2	30,4	30,1	30,4
b) réserve légale	1,6	1,7	1,9	2,1	2,1	2,2	2,1	2,3
c) autres réserves	31,8	43,7	52,3	55,2	54,7	56,2	54,9	56,2
Comptes de redressements d'actifs	15,0	17,2	19,9	20,0	20,3	20,1	20,3	20,1
Comptes transitoires ¹	57,4	57,7	75,1	83,9	81,3	100,5	82,0	109,1
Total du passif ...	1.436,8	1.654,5	1.759,9	2.010,7	1.836,1	2.079,3	1.855,7	2.124,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mai	1991 31 mai	1990 30 juin	1991 30 juin
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	0,5	0,5	1,2	0,6	1,8	3,1	1,3	2,1
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	11,9	11,5	11,3	11,8	11,4	12,5	11,4	12,7
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	3,7	4,4	5,5	6,5	5,8	6,8	5,8	6,9
Autres crédits	4,5	7,1	7,5	8,2	7,3	8,7	7,4	8,8
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	7,4	9,8	8,4	9,6	8,3	9,4	8,7	9,6
b) Autres valeurs	0,9	0,5	0,6	1,3	1,1	1,3	1,2	1,3
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,2	0,8	1,0
Total de l'actif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	36,7	43,0	36,6	42,4
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	5,0	6,0	7,4	9,7	8,8	12,0	8,9	11,8
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	6,4	7,6	8,8	12,3	10,6	15,6	10,9	15,6
c) de cinq ans ou plus	9,9	9,4	7,7	4,8	6,3	4,6	6,0	4,5
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	1,0	0,9	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	2,4	5,4	4,7	5,8	4,6	3,9	4,7	3,9
Fonds propres	1,9	2,1	2,4	2,5	2,4	2,8	2,5	2,8
Divers	3,4	3,5	3,7	3,3	3,2	3,4	2,9	3,1
Total du passif ...	30,0	34,9	35,5	39,1	36,7	43,0	36,6	42,4
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	6	6	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

**c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er}
de la Loi du 10 juin 1964¹**

(milliards de francs)

Rubriques	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1990 31 mai	1991 31 mai	1990 30 juin	1991 30 juin
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,3	3,5	4,0	4,1	3,5	3,8	4,1	4,7
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	106,0	148,4	147,0	236,5	154,0	229,7	157,4	228,4
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	319,1	349,7	358,2	401,3	377,3	412,7	382,0	418,5
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	12,8	14,9	15,3	19,4	23,5	21,9	23,3	21,8
Autres crédits	195,9	233,1	275,9	336,4	319,2	358,4	326,3	380,9
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	650,2	722,0	721,0	758,7	726,0	797,0	732,9	813,0
b) Autres valeurs	102,9	138,0	179,0	186,6	177,6	192,3	179,1	194,7
Divers	76,6	79,8	95,0	106,8	91,7	106,5	87,2	104,7
Total de l'actif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.872,8	2.122,3	1.892,3	2.166,7
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	715,4	809,3	867,1	940,1	895,9	974,2	911,6	989,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	177,6	220,4	212,6	287,3	208,2	317,3	254,9	319,6
c) de cinq ans ou plus	241,9	220,1	170,2	172,8	206,4	179,0	160,6	179,2
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	7,6	7,7	7,9	8,4	8,1	8,7	8,1	8,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,5	3,0	0,0	4,4	0,5	6,3
b) Autres intermédiaires financiers	161,2	257,4	336,0	421,3	342,8	404,0	342,5	415,2
Fonds propres	60,7	78,7	86,8	90,3	89,4	91,6	89,6	91,7
Divers	102,4	95,8	114,3	126,6	122,0	143,1	124,5	156,7
Total du passif ...	1.466,8	1.689,4	1.795,4	2.049,8	1.872,8	2.122,3	1.892,3	2.166,7

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créiteurs	Débiteurs	
	Emprunts dont les charges sont :			à fin de période						
supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat									
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1990	49,0	3,7	63,4	68,1	28,5	593,0	19,3	21,0	57,0	1.440,5
1989 2 ^e trimestre	8,9	0,9	12,2	14,4	29,4	581,0	15,2	22,0	33,8	214,1
3 ^e trimestre	10,5	1,0	16,1	13,9	30,5	564,0	13,9	22,3	41,1	244,1
4 ^e trimestre	13,1	1,1	7,7	16,9	31,0	570,6	16,5	20,7	65,5	327,9
1990 1 ^{er} trimestre	12,4	1,2	18,5	18,1	30,7	572,9	18,5	22,6	62,6	352,6
2 ^e trimestre	10,5	0,9	14,1	14,3	30,6	594,9	17,0	18,6	52,0	295,5
3 ^e trimestre	8,1	0,7	14,9	15,7	29,2	583,3	17,4	18,1	48,5	371,9
4 ^e trimestre	18,0	0,9	15,9	20,0	28,5	593,0	19,3	24,6	64,9	420,5
1991 1 ^{er} trimestre	18,2	1,0	20,2	14,4	29,7	625,4	20,2	52,3	76,2	1.074,0
2 ^e trimestre	10,9	0,9	14,1	14,0	32,5	639,7	24,1	47,6	52,3	920,5
1990 Juin	4,4	0,3	4,4	5,5	30,6	594,9	17,0	20,8	39,3	101,5
Juillet	3,7	0,2	4,9	5,9	30,3	592,2	15,7	16,5	48,6	133,2
Août	1,5	0,2	5,5	5,3	28,4	594,9	16,4	18,6	44,7	101,4
Septembre	2,9	0,3	4,5	4,5	29,2	583,3	17,4	19,3	52,3	137,3
Octobre	4,8	0,2	4,4	5,6	29,2	579,7	19,2	21,2	64,7	141,8
Novembre	8,5	0,5	4,1	7,8	29,2	588,5	19,9	24,3	66,6	104,7
Décembre	4,7	0,2	7,4	6,6	28,5	593,0	19,3	28,2	63,5	174,0
1991 Janvier	6,4	0,2	9,1	5,7	28,5	626,9	19,4	59,8	87,9	421,8
Février	5,8	0,6	5,7	4,2	29,3	626,0	20,2	48,1	84,7	355,0
Mars	6,0	0,2	5,4	4,5	29,7	625,4	20,2	49,0	56,1	297,2
Avril	4,3	0,4	4,7	3,5	32,4	630,0	19,9	48,1	53,8	320,2
Mai	3,2	0,2	4,0	4,8	32,6	636,9	20,1	43,5	49,1	301,4
Juin	3,4	0,3	5,4	5,7	32,5	639,7	24,1	51,1	53,8	298,9

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9	263,7	302,1
Obligations organisations internationales	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7	8,6	6,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0	43,6	37,5
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6	0,9
Actions sociétés belges	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2	58,3	88,4
Immeubles	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6	44,0	46,7
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9	153,8	164,9
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0	2,0	2,9
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6	1,3	1,0
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5	2,3	9,9
Certificats fonds communs de placement	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9	1,1	2,3
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0	10,3	10,1
Numéraire	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0	13,8	9,1
Avances sur polices	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3	12,1	10,8
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6	21,4	23,7
Primes restant à encaisser	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1	1,9
Créances sur intermédiaires	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	1,7
Total A ...	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2	641,5	722,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
Total B ...	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2	3,6
TOTAL GENERAL (A + B) ...	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9	644,7	725,6
Encaissement affaires directes	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4	81,4	89,5
Provisions techniques affaires directes	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4	625,1	694,7

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 723,5	+ 745,8	
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 607,4	+ 666,3	
1985	+ 8,9	+ 23,9	+ 14,8	+ 38,7	+ 7,3	+ 54,9	+ 768,1	+ 823,0	
1986	- 5,8	+ 8,8	+ 6,3	+ 15,1	+ 11,0	+ 20,3	+ 897,5	+ 917,8	
1987	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,2	+ 32,4	+ 3,0	+ 41,7	+ 937,1	+ 978,8	
1988 *	+ 12,5	+ 18,1	+ 6,0	+ 24,1	+ 12,2	+ 48,9	+ 1.215,5	+ 1.264,4	
1989 *	- 0,6	+ 10,1	+ 4,7	+ 14,8	+ 8,5	+ 22,7	+ 1.509,0	+ 1.531,7	
1990 *	+ 10,6	+ 48,5	- 3,3	+ 45,2	+ 9,7	+ 65,5	+ 1.062,4	+ 1.127,9	
1988 4 ^e trimestre .. *	+ 11,4	- 3,8	+ 39,9	+ 36,1	+ 0,5	+ 48,0	+ 261,6	+ 309,6	
1989 1 ^{er} trimestre .. *	- 12,3	+ 29,5	- 30,8	- 1,3	+ 0,8	- 12,8	+ 440,7	+ 427,9	
2 ^e trimestre .. *	- 7,5	- 17,6	+ 13,7	- 3,9	+ 4,6	- 6,8	+ 525,0	+ 518,2	
3 ^e trimestre .. *	+ 12,3	+ 2,4	- 16,7	- 14,3	+ 1,7	- 0,3	+ 215,6	+ 215,3	
4 ^e trimestre .. *	+ 6,8	- 4,2	+ 38,5	+ 34,3	+ 1,5	+ 42,6	+ 327,8	+ 370,4	
1990 1 ^{er} trimestre .. *	- 7,2	+ 49,7	- 33,5	+ 16,2	+ 4,1	+ 13,1	+ 277,6	+ 290,7	
2 ^e trimestre .. *	+ 1,6	- 7,8	+ 5,8	- 2,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 443,6	+ 445,1	
3 ^e trimestre .. *	+ 11,1	+ 24,1	- 18,6	+ 5,5	+ 4,3	+ 20,9	+ 141,5	+ 162,4	
4 ^e trimestre .. *	+ 5,1	- 17,5	+ 43,0	+ 25,5	- 0,6	+ 30,0	+ 199,6	+ 229,6	
1991 1 ^{er} trimestre .. *	+ 17,3	+ 49,0	- 34,8	+ 14,2	+ 3,0	+ 34,5	+ 403,8	+ 438,3	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* **Référence bibliographique** : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCP	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,1	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	1.021,6
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	1.000,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,9	996,6	67,1	1.063,7
1986	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	108,3	708,7	1.120,3	67,6	1.187,9
1988 Septembre *	412,2	0,3	79,2	492,2	55,1	112,3	739,0	1.151,2	68,8	1.220,0
Décembre *	415,6	0,2	78,1	517,2	59,6	120,2	775,3	1.190,9	80,7	1.271,5
1989 Mars *	398,4	0,3	88,1	500,8	68,7	121,3	779,2	1.177,6	68,4	1.246,0
Juin *	423,0	0,4	94,0	559,7	68,2	133,9	856,1	1.279,1	60,9	1.340,0
Septembre *	412,8	0,3	96,5	517,1	63,7	124,7	802,3	1.215,1	73,2	1.288,3
Décembre *	423,4	0,4	94,9	572,6	68,6	136,5	872,9	1.296,3	79,8	1.376,1
1990 Mars *	406,3	0,3	106,2	551,6	77,2	140,5	875,7	1.282,0	72,6	1.354,6
Juin *	420,1	0,3	104,7	599,1	84,9	160,8	949,8	1.369,8	74,3	1.444,1
Septembre *	406,9	0,3	105,5	523,7	77,1	145,9	852,5	1.259,4	85,4	1.344,8
Décembre *	413,7	0,3	92,8	580,9	73,5	156,1	903,6	1.317,3	90,5	1.407,8
1991 Mars *	407,2	0,2	94,9	574,7	76,2	156,1	902,0	1.309,2	107,8	1.417,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)		(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,6	+145,3	+328,5	+ 556,4	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+23,6	+ 1,6	+ 12,8	+ 60,4	+ 98,4	+ 723,5
1984	- 21,2	+228,3	+216,5	+ 423,6	- 9,4	+104,5	+ 95,1	- 1,6	+10,2	+ 14,5	+ 65,6	+ 88,7	+ 607,4
1985	+ 53,9	+205,9	+289,8	+ 549,6	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+18,4	+ 8,5	+ 5,0	+102,0	+133,9	+ 768,1
1986	+ 82,6	+406,9	+ 78,9	+ 568,4	+ 29,9	+112,7	+142,6	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+115,8	+186,5	+ 897,5
1987	+ 41,1	+351,5	+141,0	+ 533,6	+ 49,0	+ 89,7	+138,7	- 1,1	+19,9	+ 90,2	+155,8	+264,8	+ 937,1
1988	+ 70,6	+225,0	+268,7	+ 564,3	+ 33,5	+194,0	+227,5	+12,1	+ 6,0	+127,2	+278,3	+423,7	+1.215,5
1989	+105,4	+504,6	+143,2	+ 753,2	+108,7	+243,7	+352,4	- 5,5	- 3,7	+207,7	+204,9	+403,4	+1.509,0
1990	+ 20,9	+319,3	+674,0	+1.014,2	+ 71,8	- 62,4	+ 9,4	-17,5 ¹²	+ 5,1	+218,0	-166,8	+ 38,8 ¹²	+1.062,4 ¹²
1988 4 ^e trimestre	+ 39,7	+ 98,6	+ 68,3	+ 206,6	- 11,5	+ 56,0	+ 44,5	+ 7,6	+ 2,9	+ 34,5	- 34,5	+ 10,5	+ 261,6
1989 1 ^{er} trimestre	- 13,3	+161,7	+ 74,5	+ 222,9	+ 30,2	+ 78,8	+109,0	+ 7,3	- 0,1	+ 33,3	+ 68,2	+108,8	+ 440,7
2 ^e trimestre	+101,5	+ 29,1	+ 95,7	+ 226,3	+ 49,5	+ 25,6	+ 75,1	+ 7,4	- 1,6	+ 48,1	+169,8	+223,6	+ 525,0
3 ^e trimestre	- 64,0	+104,7	- 32,3	+ 8,4	- 12,0	+142,4	+130,4	-29,1	+ 0,3	+ 50,3	+ 55,3	+ 76,8	+ 215,6
4 ^e trimestre	+ 81,2	+209,1	+ 5,4	+ 295,7	+ 41,0	- 3,1	+ 37,9	+ 8,9	- 2,3	+ 76,0	- 88,4	- 5,8	+ 327,8
1990 1 ^{er} trimestre	- 14,3	+183,5	+116,2	+ 285,4	+115,8	- 48,9	+ 66,9	+10,1	+ 0,3	+ 24,0	-109,1	- 74,7	+ 277,6
2 ^e trimestre	+ 87,8	- 44,2	+283,8	+ 327,4	- 23,7	+ 13,8	- 9,9	-13,7	+ 1,3	+ 67,8	+ 70,7	+126,1	+ 443,6
3 ^e trimestre	-110,4	+ 53,3	+160,7	+ 103,6	+ 15,0	- 34,2	- 19,2	- 13,9	+ 1,2	+ 23,9	+ 45,9	+ 57,1	+ 141,5
4 ^e trimestre	+ 57,8	+126,7	+113,3	+ 297,8	- 35,3	+ 6,9	- 28,4	.	+ 2,2	+102,3	-174,4	- 69,8 ¹³	+ 199,6 ¹³
1991 1 ^{er} trimestre	- 8,0	+ 87,8	+208,0	+ 287,8	+ 44,4	+ 18,5	+ 62,9	.	+ 3,0	+ 26,2	+ 23,9	+ 53,1 ¹³	+ 403,8 ¹³

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Pour les trois derniers mois, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

¹³ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

**XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge							En monnaies étrangères ³				Total général
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger		Total	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,7}	A l'étranger	Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total	Certificats de trésorerie	Autres actifs					
								(1)	(2)	(3)	(4)		(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
1983	+111,5	+ 35,2	+ 10,5	+ 1,3	+158,5	+ 2,7	- 15,9	+145,3	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+130,0
1984	+115,3	+ 57,1	+ 6,1	+ 1,0	+179,4	- 1,0	+ 49,9	+228,3	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+218,9
1985	+163,0	+ 6,8	+ 14,0	+ 2,2	+186,0	- 6,4	+ 26,3	+205,9	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+200,3
1986	+209,6	+ 84,3	+ 54,1	+ 7,1	+355,0	+ 3,3	+ 48,6	+406,9	- 0,4	+ 30,3	+ 29,9	+436,8
1987	+226,0	+ 75,3	+ 15,5	+ 7,5	+324,2	- 3,5	+ 30,8	+351,5	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+400,5
1988 *	+187,4	- 14,9	+ 15,6	+ 35,5	+223,6	0,0	+ 1,4	+225,0	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+258,5
1989 *	+190,6	+ 95,0	+ 76,1	+ 70,6	+432,2	+ 0,2	+ 72,2	+504,6	+ 62,0	+ 46,7	+108,7	+613,3
1990 *	-242,2	+364,5	+ 65,2	+ 21,8	+209,3	0,0	+110,0	+319,3	+ 2,6	+ 69,2	+ 71,8	+391,1
1988 4 ^e trimestre .. *	+ 87,1	- 8,0	+ 0,7	+ 27,5	+107,4	-14,5	+ 5,7	+ 98,6	- 2,7	- 8,8	- 11,5	+ 87,0
1989 1 ^{er} trimestre .. *	+ 26,2	+105,7	+ 2,8	+ 3,8	+138,5	+ 8,8	+ 14,4	+161,7	+ 22,5	+ 7,7	+ 30,2	+191,9
2 ^e trimestre .. *	+ 31,0	- 34,4	+ 2,0	+ 19,6	+ 18,2	- 2,0	+ 12,9	+ 29,1	+ 26,6	+ 22,9	+ 49,5	+ 78,6
3 ^e trimestre .. *	+ 16,2	+ 44,1	+ 20,3	+ 10,5	+ 91,1	- 2,4	+ 16,0	+104,7	+ 4,7	- 16,7	- 12,0	+ 92,8
4 ^e trimestre .. *	+117,1	- 20,4	+ 51,0	+ 36,7	+184,3	- 4,2	+ 29,0	+209,1	+ 8,2	+ 32,8	+ 41,0	+250,1
1990 1 ^{er} trimestre .. *	-169,0	+264,9	+ 15,9	+ 12,6	+124,4	+ 1,0	+ 58,1	+183,5	+ 59,4	+ 56,4	+115,8	+299,3
2 ^e trimestre .. *	-124,6	+ 4,6	+ 32,2	+ 13,3	- 74,5	- 1,0	+ 31,3	- 44,2	- 24,4	+ 0,7	- 23,7	- 67,9
3 ^e trimestre .. *	- 48,9	+ 64,5	- 0,1	+ 23,0	+ 38,5	+ 1,1	+ 13,7	+ 53,3	- 14,0	+ 29,0	+ 15,0	+ 68,3
4 ^e trimestre .. *	+100,2	+ 30,6	+ 17,1	- 27,1	+120,9	- 1,1	+ 6,9	+126,7	- 18,4	- 16,9	- 35,3	+ 91,4
1991 1 ^{er} trimestre .. *	-115,0	+126,7	+ 38,8	- 23,3	+ 27,1	+38,7	+ 22,0	+ 87,8	+ 46,0	- 1,6	+ 44,4	+132,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRG.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers ⁴ (4)	Total (5) = (1) à (4)		
1982	1.135,1	506,9	73,3	9,5	1.724,9	127,5	1.852,3
1983	1.246,6	542,0	83,8	10,9	1.883,4	129,7	2.013,1
1984	1.362,0	599,1	89,9	11,8	2.062,8	139,2	2.202,0
1985	1.524,9	605,9	103,9	14,0	2.248,8	126,1	2.374,8
1986	1.734,6	690,2	158,0	21,1	2.603,8	116,0	2.719,8
1987	1.960,5	765,4	173,5	28,6	2.928,0	136,8	3.064,8
1988 Septembre	2.060,8	758,5	188,4	36,6	3.044,3	168,2	3.212,4
Décembre	2.147,9	750,5	189,1	64,1	3.151,6	163,3	3.314,9
1989 Mars	2.174,1	856,2	191,9	67,9	3.290,1	188,0	3.478,1
Juin	2.205,1	821,8	193,9	87,5	3.308,3	213,0	3.521,3
Septembre	2.221,4	865,9	214,2	98,0	3.399,5	215,5	3.615,0
Décembre	2.338,4	845,5	265,2	134,7	3.583,8	212,1	3.795,9
1990 Mars	2.169,5	1.110,4	281,1	147,3	3.708,2	261,4	3.969,6
Juin	2.044,9	1.114,9	313,3	160,6	3.633,7	235,4	3.869,1
Septembre	1.996,0	1.179,4	313,2	183,6	3.672,2	217,4	3.889,6
Décembre	2.096,2	1.210,0	330,3	156,5	3.793,1	195,4	3.988,5
1991 Mars	1.981,2	1.336,7	369,1	133,2	3.820,2	251,0	4.071,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRG.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance, ainsi que de dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Dépôts	Total	Obligations	Actions ⁷	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	
1983	+ 267,4	+ 43,5	+ 17,6	+ 328,5	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+ 412,5
1984	+ 194,3	+ 20,1	+ 2,1	+ 216,5	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 321,0
1985	+ 280,0	+ 2,6	+ 7,2	+ 289,8	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 379,9
1986	+ 70,7	+ 8,7	- 0,5	+ 78,9	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 191,6
1987	+ 148,1	- 14,4	+ 7,3	+ 141,0	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+ 230,7
1988	+ 277,1	+ 2,5	- 10,9	+ 268,7	+ 213,0	- 19,0	+ 194,0	+ 462,7
1989	+ 101,1	+ 55,8	- 13,7	+ 143,2	+ 165,6	+ 78,1	+ 243,7	+ 386,9
1990	+ 693,1	- 19,2	+ 0,1	+ 674,0	- 43,1	- 19,3	- 62,4	+ 611,6
1988 4 ^e trimestre	+ 69,7	+ 3,7	- 5,1	+ 68,3	+ 72,2	- 16,2	+ 56,0	+ 124,3
1989 1 ^{er} trimestre	+ 60,0	+ 21,3	- 6,8	+ 74,5	+ 58,2	+ 20,7	+ 78,8	+ 153,3
2 ^e trimestre	+ 59,0	+ 39,3	- 2,6	+ 95,7	+ 13,4	+ 12,2	+ 25,6	+ 121,3
3 ^e trimestre	- 18,9	- 10,9	- 2,5	- 32,3	+ 123,1	+ 19,2	+ 142,4	+ 110,1
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 6,1	- 1,8	+ 5,4	- 29,1	+ 26,0	- 3,1	+ 2,3
1990 1 ^{er} trimestre	+ 125,7	- 9,5	0,0	+ 116,2	- 31,5	- 17,4	- 48,9	+ 67,3
2 ^e trimestre	+ 281,1	+ 3,0	- 0,3	+ 283,8	+ 9,3	+ 4,5	+ 13,8	+ 297,6
3 ^e trimestre	+ 170,6	- 5,6	- 4,3	+ 160,7	- 22,9	- 11,3	- 34,2	+ 126,5
4 ^e trimestre	+ 115,8	- 7,2	+ 4,7	+ 113,3	+ 2,0	+ 4,9	+ 6,9	+ 120,2
1991 1 ^{er} trimestre	+ 204,4	+ 1,3	+ 2,3	+ 208,0	+ 0,7	+ 17,9	+ 18,5	+ 226,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.

**XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+ 119,5	+ 61,3	+ 58,0	+ 107,3	+ 39,8	+ 46,9	+ 231,0	+ 215,6	+ 446,6
1984	- 4,9	- 13,2	+ 67,6	+ 37,3	+ 67,3	+ 71,7	+ 46,0	+ 28,6	+ 162,8	+ 137,6	+ 300,4
1985	- 0,6	+ 11,6	+ 120,5	+ 56,1	+ 74,2	+ 76,6	+ 32,9	+ 35,0	+ 238,5	+ 167,7	+ 406,3
1986	+ 19,3	+ 8,8	+ 173,8	+ 6,6	+ 138,1	+ 10,6	+ 97,2	+ 0,3	+ 437,2	+ 17,5	+ 454,7
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 198,7	+ 15,4	+ 90,5	+ 34,5	+ 97,2	+ 1,7	+ 391,7	+ 51,7	+ 443,4
1988*	+ 3,2	+ 1,3	+ 155,1	+ 0,7	+ 70,4	+ 63,1	+ 84,4	+ 21,1	+ 314,4	+ 84,9	+ 399,3
1989*	+ 7,1	+ 17,8	+ 342,4 ⁴	+ 60,2 ⁴	+ 181,3	- 0,3	+ 51,1 ⁴	- 58,9 ⁴	+ 599,7	+ 0,9	+ 600,6
1990*	- 11,4	- 0,8	+ 167,6	+ 149,9	+ 12,3	+ 198,5	+ 65,0	+ 75,6	+ 232,9	+ 423,9	+ 656,8
1988 4 ^e trimestre	+ 4,1	- 1,8	+ 65,8	- 5,4	+ 35,9	+ 13,7	+ 40,3	+ 10,4	+ 144,3	+ 18,7	+ 163,0
1989 1 ^{er} trimestre	- 17,0	+ 10,0	+ 87,2	+ 1,9	+ 47,2	+ 28,3	+ 20,4	+ 4,8	+ 147,8	+ 34,9	+ 182,7
2 ^e trimestre	+ 24,0	+ 6,5	+ 63,6	- 0,9	+ 27,1	+ 6,0	+ 25,1	+ 6,4	+ 146,3	+ 11,5	+ 157,8
3 ^e trimestre	- 10,6	+ 2,8	+ 67,8 ⁴	+ 64,9 ⁴	+ 13,5	- 11,4	- 41,6 ⁴	- 61,0 ⁴	+ 31,9	- 7,5	+ 24,3
4 ^e trimestre	+ 10,7	- 1,6	+ 123,8	- 5,7	+ 93,6	- 23,1	+ 47,2	- 9,1	+ 273,7	- 37,9	+ 235,8
1990 1 ^{er} trimestre	- 17,2	+ 11,2	+ 137,1	+ 17,9	+ 5,7	+ 37,4	+ 32,7	+ 2,1	+ 169,5	+ 57,4	+ 226,9
2 ^e trimestre	+ 13,2	- 0,8	- 23,3	+ 58,6	- 8,4	+ 83,8	+ 8,3	+ 28,8	- 11,1	+ 171,3	+ 160,2
3 ^e trimestre	- 13,6	+ 1,0	- 13,2	+ 49,3	- 37,3	+ 57,6	- 22,8	+ 38,1	- 86,0	+ 145,1	+ 59,1
4 ^e trimestre	+ 6,2	- 12,1	+ 67,0	+ 24,1	+ 52,4	+ 19,6	+ 46,8	+ 6,5	+ 160,4	+ 50,2	+ 210,5
1991 1 ^{er} trimestre	- 6,5	+ 1,9	+ 42,0	+ 63,6	+ 14,8	+ 87,6	+ 13,0	+ 30,3	+ 65,2	+ 181,5	+ 246,7

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	322,3	690,1	912,5	366,8	321,1	2.728,9	1.556,0	4.284,9
1983	375,0	88,4	1.354,2	383,7	748,1	1.019,8	406,6	368,1	2.972,3	1.771,6	4.743,9
1984 Ancienne série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	815,4	1.091,6	452,6	396,7	3.140,0	1.909,2	5.049,2
Nouvelle série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	820,0	1.088,5	452,6	396,7	3.144,7	1.906,1	5.050,8
1985	369,4	86,8	1.535,5	477,1	894,2	1.165,1	485,5	431,7	3.371,4	2.073,9	5.445,3
1986	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,4	1.175,7	582,6	432,0	3.799,0	2.091,4	5.890,4
1987	397,2	92,5	1.892,7	499,1	1.122,8	1.210,2	679,9	433,7	4.185,1	2.143,1	6.328,2
1988 Septembre	396,3	95,6	1.990,4	505,3	1.157,3	1.259,6	723,9	444,5	4.363,6	2.209,3	6.572,9
Décembre	400,4	93,8	2.054,0	499,8	1.193,3	1.273,3	764,3	454,9	4.505,7	2.228,0	6.733,7
1989 Mars	383,3	103,7	2.143,5	501,7	1.240,5	1.301,5	784,6	459,7	4.655,7	2.262,9	6.918,6
Juin	407,4	110,3	2.205,5	500,8	1.267,6	1.307,6	809,7	466,1	4.800,4	2.274,4	7.074,8
Septembre	396,8	113,1	2.271,1 ⁴	565,7 ⁴	1.281,0	1.296,1	768,1 ⁴	405,1 ⁴	4.830,1	2.266,8	7.096,9
Décembre	407,5	111,6	2.383,2	560,0	1.374,6	1.273,0	815,3	395,9	5.092,2	2.228,9	7.321,1
1990 Mars	390,3	122,8	2.510,3	577,8	1.380,3	1.310,4	848,0	398,1	5.251,6	2.286,3	7.537,9
Juin	403,5	122,0	2.485,3	636,5	1.371,9	1.394,2	856,3	426,9	5.239,0	2.457,6	7.696,6
Septembre	389,9	122,9	2.468,2	685,8	1.334,5	1.451,9	833,5	465,0	5.149,0	2.602,7	7.751,7
Décembre	396,1	110,8	2.531,6	709,9	1.387,0	1.471,4	880,3	471,5	5.305,8	2.652,8	7.958,6
1991 Mars	389,6	112,7	2.583,1	773,5	1.401,7	1.559,0	893,3	501,9	5.380,5	2.834,4	8.214,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES *

1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS¹ ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers ²				Engagements contractés principalement par des sociétés ¹ et entreprises individuelles ²						Total			
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires ³	Autres ⁴	Total (4) = (1) à (3)	Actions	Obligations		Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers belges		Autres engagements ⁵	Total (11) = (5) à (10)	Total général (12) = (4) + (11)	dont ⁷	
						Organismes publics d'exploitation ⁶	Sociétés privées	Crédits d'investissement et crédit-bail	Autres crédits				Franc belge	Monnaies étrangères ⁸
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1983	6,5	13,3	1,8	21,5	44,5	19,6	8,8	14,9	11,5	168,9	268,0	289,6	244,6	4,6
1984	13,8	17,2	1,2	32,3	17,2	4,5	3,9	44,8	- 19,4	144,0	195,2	227,4	183,8	28,8
1985	24,3	22,6	2,7	49,7	12,9	- 17,6	- 0,2	45,3	42,8	196,4	279,8	329,4	262,1	15,8
1986	33,4	52,9	0,8	87,3	21,7	0,3	- 12,3	71,7	21,4	129,3	231,9	319,2	280,2	14,4
1987	44,6	83,8	3,0	131,3	30,1	- 21,9	- 16,1	129,9	19,0	180,6	321,7	453,0	382,9	8,9
1988	35,0	99,9	0,7	135,6	45,8	- 21,4	27,2	145,2	165,5	221,9	577,8	713,5	521,4	87,7
1989	34,6	140,7	8,1	183,5	89,6	- 2,9	- 14,8	154,4	291,4	321,6	839,2	1.022,6	714,8	68,4
1990	43,6	97,9	5,8	147,3	16,2	- 21,1	3,0	176,6	37,2	358,1	570,0	717,3	446,2	6,1
1988 4 ^e trim.	2,1	30,2	1,3	33,6	13,5	- 21,4	5,0	62,8	41,0	127,6	228,5	262,1	177,4	17,7
1989 1 ^{er} trim.	- 1,7	24,5	0,2	23,1	29,9	- 4,2	- 1,5	34,9	21,3	34,5	114,9	137,9	59,0	28,5
2 ^e trim.	44,4	37,4	1,8	83,5	34,2	12,2	- 1,2	41,5	119,8	85,7	292,2	375,7	290,3	28,2
3 ^e trim.	- 6,7	29,7	0,9	23,9	11,5	- 5,6	- 1,5	36,4	62,6	68,8	172,2	196,1	109,9	21,5
4 ^e trim.	- 1,4	49,1	5,2	53,0	14,0	- 5,3	- 10,6	41,6	87,7	132,6	259,9	312,9	255,6	- 9,8
1990 1 ^{er} trim.	8,3	29,6	- 0,6	37,3	2,5	0,5	0,0	48,5	- 123,1	38,7	- 32,8	4,4	- 57,4	11,3
2 ^e trim.	40,6	24,0	2,6	67,2	7,6	- 5,5	0,0	46,3	62,6	129,8	240,7	308,0	245,7	- 15,1
3 ^e trim.	- 7,7	13,3	- 0,5	5,1	0,9	- 3,8	0,0	36,6	43,4	46,3	123,4	128,5	77,3	20,1
4 ^e trim.	2,4	31,1	4,3	37,7	5,2	- 12,3	3,0	45,2	54,2	143,3	238,7	276,4	180,6	- 10,2
1991 1 ^{er} trim.	5,2	21,2	- 0,9	25,5	3,0	0,9	0,8	23,1	50,0	64,5	142,3	167,8	77,3	28,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² La ventilation des engagements entre particuliers et sociétés est basée sur la nature des engagements.

³ A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note⁵ du tableau XVI-3a.

⁴ Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

⁵ Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

⁶ Y compris les certificats à 1 an au plus.

⁷ Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁸ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

* **Référence bibliographique** : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e Année, n^{os} 7-8, juillet-août 1991.

XVI - 2a. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTÉS PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers ³	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1983	0,0	0,6	2,3	24,0	- 8,3	10,6	27,0	5,3	21,1	40,6
1984	0,0	-0,7	12,5	13,3	- 4,2	12,6	23,0	0,5	31,3	25,8
1985	0,0	-0,5	20,6	49,3	3,1	7,7	25,5	21,9	49,3	78,4
1986	0,0	1,4	31,5	64,4	13,6	26,4	40,5	- 0,2	85,8	92,0
1987	0,0	-0,7	41,9	106,1	15,7	17,7	74,2	14,5	131,8	137,6
1988	0,0	-0,3	45,7	228,1	20,9	38,3	69,8	26,1	136,4	292,3
1989 .....	.	0,7	93,0	352,9	5,8	46,5	96,2	49,8	183,5	450,0
1990 .....	.	-1,9	43,4	80,2	34,6	60,1	69,3	55,9	147,3	194,4
1988 4 ^e trimestre	0,0	-0,5	5,9	57,8	4,1	14,4	24,6	16,3	34,7	88,0
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	0,1	1,8	54,8	6,1	10,7	15,1	- 5,4	23,1	60,2
2 ^e trimestre .....	.	-0,2	39,7	132,2	14,8	14,1	29,0	14,5	83,5	160,7
3 ^e trimestre .....	.	-0,1	42,3	81,8	-33,8	7,4	15,4	10,0	23,9	99,1
4 ^e trimestre .....	.	0,9	9,2	84,1	7,1	14,3	36,7	30,7	53,0	130,0
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	-0,3	7,9	- 91,3	10,3	21,9	19,0	- 7,8	37,3	- 77,5
2 ^e trimestre .....	.	0,1	34,7	57,5	13,3	19,4	19,2	30,7	67,2	107,7
3 ^e trimestre .....	.	-0,2	- 3,1	62,3	2,5	9,8	5,8	6,8	5,1	78,7
4 ^e trimestre .....	.	-1,5	3,9	51,8	8,5	9,0	25,3	26,2	37,7	85,5
1991 1 ^{er} trimestre .....	.	-0,4	4,3	59,5	3,6	15,2	17,7	- 0,9	25,5	73,5

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

XVI - 2b. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIETES² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMEDIARIES FINANCIERS NATIONAUX

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1983	0,0	2,9	214,3	1.030,8	245,6	156,3	602,4	448,7	1.062,4	1.638,7
1984	0,0	2,3	226,9	1.063,4	241,5	168,9	625,3	449,1	1.093,7	1.683,8
1985	0,0	1,8	247,6	1.095,6	244,4	176,6	650,8	471,1	1.142,9	1.745,0
1986	0,0	3,2	279,2	1.143,9	258,0	203,1	691,4	470,8	1.228,7	1.821,0
1987	0,0	2,6	321,1	1.242,3	273,7	220,7	765,7	485,4	1.360,5	1.950,9
1988	0,0	2,3	366,7	1.483,7	294,6	259,0	835,5	511,6	1.496,8	2.256,5
1989 .....	.	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	561,3	1.680,3	2.695,5
1990 .....	.	1,2	503,2	1.881,3	323,4	365,5	1.001,1	616,6	1.827,6	2.864,6
1988 4 ^e trimestre	0,0	2,3	366,7	1.483,7	294,6	259,0	835,5	511,6	1.496,8	2.256,5
1989 1 ^{er} trimestre .....	.	2,4	368,5	1.548,9	300,7	269,7	850,6	506,1	1.519,9	2.327,2
2 ^e trimestre .....	.	2,2	408,3	1.683,7	315,5	283,8	879,6	520,7	1.603,4	2.490,4
3 ^e trimestre .....	.	2,2	450,6	1.759,9	281,7	291,1	895,1	530,6	1.627,3	2.583,8
4 ^e trimestre .....	.	3,1	459,8	1.825,7	288,8	305,4	931,7	561,3	1.680,3	2.695,5
1990 1 ^{er} trimestre .....	.	2,8	467,7	1.729,3	299,1	327,3	950,8	552,8	1.717,6	2.612,2
2 ^e trimestre .....	.	2,9	502,4	1.784,1	312,4	346,8	970,0	583,5	1.784,8	2.717,3
3 ^e trimestre .....	.	2,7	499,3	1.839,9	314,9	356,6	975,7	590,3	1.789,9	2.789,5
4 ^e trimestre .....	.	1,2	503,2	1.881,3	323,4	365,5	1.001,1	616,6	1.827,6	2.864,6
1991 1 ^{er} trimestre .....	.	0,8	507,5	1.962,2	326,9	380,7	1.018,8	615,7	1.853,2	2.959,5

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

**XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER**

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ²	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ³	Total ⁴	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ⁶	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1983	0,2	2,1	4,1	6,5	2,0	-10,7	21,4	0,4	13,3	31,5	0,3	1,4	1,8	3,2
1984	6,1	4,7	3,2	13,8	6,4	- 8,7	18,3	1,0	17,2	8,9	-0,4	1,6	1,2	0,3
1985	17,0	3,4	4,1	24,3	3,7	- 1,4	19,8	0,4	22,6	5,4	0,9	1,7	2,7	0,4
1986	18,3	7,4	7,7	33,4	13,2	5,8	32,4	1,5	52,9	8,9	0,5	0,5	0,8	- 1,9
1987	17,6	9,2	17,8	44,6	24,2	5,9	54,2	-0,5	83,8	5,1	0,7	2,3	3,0	4,4
1988	16,1	8,6	10,2	35,0	29,7	13,2	57,6	-0,8	99,9	11,0	-1,0	1,7	0,7	- 1,6
1989	22,4	1,1	11,3	34,6	70,6	- 7,7	77,5	0,0	140,7	16,9	0,7	7,7	8,1	6,2
1990	12,6	9,3	21,7	43,6	30,8	22,8	44,3	0,0	97,9	.	2,5	3,3	5,8	.
1988 4 ^e trimestre ..	1,0	0,4	0,7	2,1	5,0	5,8	20,4	-1,1	30,2	11,0	-2,1	3,4	1,3	- 1,6
1989 1 ^{er} trimestre ..	- 5,8	1,7	2,5	- 1,7	7,6	4,0	12,9	0,0	24,5		0,4	-0,2	0,2	
2 ^e trimestre ..	30,8	6,1	7,5	44,4	8,9	9,2	19,2	0,0	37,4		-0,5	2,3	1,8	
3 ^e trimestre ..	- 1,2	-7,3	1,8	- 6,7	43,5	-26,8	12,9	0,0	29,7		0,3	0,7	0,9	
4 ^e trimestre ..	- 1,4	0,6	- 0,5	- 1,4	10,6	5,9	32,5	0,0	49,1	16,9	0,5	4,7	5,2	6,2
1990 1 ^{er} trimestre ..	- 1,1	2,9	6,5	8,3	9,0	7,0	13,5	0,0	29,6		0,4	-1,0	- 0,6	
2 ^e trimestre ..	26,5	7,0	7,2	40,6	8,2	5,3	10,5	0,0	24,0		1,1	1,5	2,6	
3 ^e trimestre ..	- 8,8	-0,5	1,6	- 7,7	5,6	4,0	3,7	0,0	13,3		-1,0	0,5	- 0,5	
4 ^e trimestre ..	- 4,0	0,0	6,3	2,4	7,9	6,5	16,7	0,0	31,1		2,0	2,3	4,3	
1991 1 ^{er} trimestre ..	- 6,4	1,6	10,0	5,2	10,6	3,4	7,2	0,0	21,2		-1,4	0,5	- 0,9	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

³ Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

⁴ Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

⁵ Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁶ Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

**XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ²	Total (9) = (5) à (8)	p.m. Autres intermédiaires financiers ³	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total (13) = (11) + (12)	p.m. Autres intermédiaires financiers ³
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)		(10)	(11)	(12)		(14)
1983	105,3	27,4	13,4	146,0	109,1	215,8	582,4	32,1	939,4	150,2	2,4	6,6	9,1	21,2
1984	111,4	32,1	16,5	159,9	115,5	207,3	600,6	33,1	956,5	159,0	2,1	8,1	10,3	21,6
1985	128,3	35,4	20,5	184,3	119,2	205,9	620,5	33,5	979,1	164,4	3,1	9,8	13,0	22,0
1986	146,6	42,8	28,2	217,7	132,5	211,6	652,9	35,0	1.032,1	173,3	3,6	10,3	13,9	20,1
1987	164,3	52,0	46,0	262,3	156,7	217,5	707,1	34,5	1.115,8	178,3	4,2	12,6	16,8	24,5
1988	180,4	60,7	56,3	297,4	186,4	230,7	764,8	33,7	1.215,6	189,3	3,1	14,4	17,5	22,9
1989	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990	215,2	71,2	89,2	375,7	287,9	245,8	886,7	33,7	1.454,2	.	6,3	25,1	31,5	.
1988 4 ^e trimestre ..	180,4	60,7	56,3	297,4	186,4	230,7	764,8	33,7	1.215,6	189,3	3,1	14,4	17,5	22,9
1989 1 ^{er} trimestre ..	174,5	62,4	58,8	295,7	194,0	234,7	777,7	33,7	1.240,1		3,6	14,2	17,7	
2 ^e trimestre ..	205,3	68,5	66,2	340,1	202,9	243,9	796,9	33,7	1.277,5		3,0	16,5	19,5	
3 ^e trimestre ..	204,1	61,3	68,1	333,4	246,5	217,1	809,9	33,7	1.307,1		3,3	17,2	20,5	
4 ^e trimestre ..	202,7	61,9	67,5	332,1	257,1	223,0	842,4	33,7	1.356,3	206,2	3,8	21,8	25,7	29,1
1990 1 ^{er} trimestre ..	201,5	64,8	74,1	340,4	266,2	230,0	855,9	33,7	1.385,8		4,3	20,8	25,1	
2 ^e trimestre ..	228,0	71,7	81,3	381,0	274,4	235,3	866,4	33,7	1.409,8		5,3	22,3	27,6	
3 ^e trimestre ..	219,2	71,2	82,9	373,3	280,1	239,3	870,1	33,7	1.423,1		4,3	22,8	27,2	
4 ^e trimestre ..	215,2	71,2	89,2	375,7	287,9	245,8	886,7	33,7	1.454,2	.	6,3	25,1	31,5	.
1991 1 ^{er} trimestre ..	208,9	72,8	99,2	380,9	298,6	249,2	893,9	33,7	1.475,4	.	4,9	25,7	30,6	.

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

³ Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUES ET CARTES DE CREDIT

1. Résultats généraux

Source : INS, Statistiques du commerce.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) ¹				Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs) ¹				Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)		
	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total	p.m. Cartes de banque et cartes de crédit ²	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Cartes de banque et cartes de crédit	Total	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (5)+(6)+(7)	(9)	(10)	(11) = (9)+(10)
1982 1 ^{er} semestre	1.397	731	2.128	3.161	69,3	85,0	6,2	160,5	22,0	28,0	50,0
2 ^e semestre	1.261	752	2.013	3.231	67,6	90,9	7,2	165,7	17,8	40,0	57,8
1983 1 ^{er} semestre	1.366	734	2.100	3.443	73,6	82,9	7,7	165,7	23,4	28,0	51,4
2 ^e semestre	1.398	750	2.148	4.061	72,6	90,6	9,4	172,6	21,2	42,7	63,9
1984 1 ^{er} semestre	1.322	720	2.042	4.157	80,3	86,9	9,5	176,7	27,9	31,5	59,4
2 ^e semestre	1.406	769	2.175	4.264	79,8	94,2	12,3	186,3	22,8	45,6	68,4
1985 1 ^{er} semestre	1.388	748	2.136	4.229	90,0	93,6	10,2	193,8	31,3	36,6	67,9
2 ^e semestre	1.369	800	2.169	4.336	95,3	102,1	14,4	211,8	29,1	48,4	77,5
1986 1 ^{er} semestre	1.468	782	2.250	4.478	108,2	107,2	12,7	228,1	41,1	48,6	89,7
2 ^e semestre	1.576	843	2.419	4.467	111,7	112,5	14,6	238,8	36,2	50,5	86,7
1987 1 ^{er} semestre	1.721	932	2.653	4.560	124,7	134,0	13,1	271,8	45,4	75,5	120,9
2 ^e semestre	1.756	925	2.681	4.699	130,4	129,8	16,4	276,6	40,2	44,5	84,7
1988 1 ^{er} semestre	1.769	996	2.765	4.799	143,8	152,9	16,5	313,2	52,4	82,9	135,3
2 ^e semestre	1.791	988	2.379	4.895	147,5	142,5	19,2	309,2	42,2	46,0	88,2
1989 1 ^{er} semestre	1.819	1.044	2.863	5.215	162,1	170,0	19,3	351,4	56,9	92,5	149,4
2 ^e semestre	1.728	1.022	2.750	5.527	166,2	159,8	22,4	348,4	47,8	47,2	95,0
1990 1 ^{er} semestre	1.789	1.039	2.828	5.727	183,9	185,0	22,1	391,0	63,5	96,4	159,9
2 ^e semestre	1.751	1.042	2.793	6.178	182,3	180,2	27,0	389,5	47,4	56,3	103,6

¹ A l'exclusion des arriérés.

² Nombre de cartes de banque et de cartes de crédit en circulation (y compris celles attribuées à des non-particuliers).

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUE ET CARTES DE CREDIT

2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées ¹ (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible ² des contrats visés à la colonne précédente (milliards de francs)	p.m. Indice du nombre de consultations ³ 1988 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1988	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1988 4 ^e trimestre	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989 1 ^{er} trimestre	150,4	147,5	104,7	n.d.	122
2 ^e trimestre	160,5	160,8	114,2	n.d.	102
3 ^e trimestre	168,2	171,5	122,9	10,0	100
4 ^e trimestre	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990 1 ^{er} trimestre	183,4	193,7	134,7	11,5	110
2 ^e trimestre	190,7	204,1	139,9	12,2	102
3 ^e trimestre	196,4	212,2	146,8	13,0	96
4 ^e trimestre	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 1 ^{er} trimestre	213,4	238,3	171,3	15,7	119
2 ^e trimestre	225,2	250,4	180,5	16,8	97
1990 Août	187,7	208,5	143,6	12,6	86
Septembre	196,4	212,2	146,8	13,0	96
Octobre	198,1	215,5	149,9	13,4	99
Novembre	202,2	221,4	150,1	14,0	95
Décembre	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 Janvier	207,3	230,0	163,5	14,7	105
Février	209,2	233,0	166,3	15,2	101
Mars	213,4	238,3	171,3	15,7	119
Avril	219,5	242,3	174,6	16,1	124
Mai	223,3	247,5	178,8	16,6	101
Juin	225,2	250,4	180,5	16,8	97
Juillet	229,3	252,7	181,9	17,0	90
Août	229,5	255,8	183,6	17,1	85

¹ A l'exclusion des garants.

² Pour les contrats non résiliés, il s'agit des arriérés; pour les autres, il s'agit du montant exigible.

³ Moyenne mensuelle du nombre de consultations calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux^{1*}

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	43,6	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1989 1 ^{er} trimestre	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
2 ^e trimestre	19,6	3,0	3,5	9,1	35,2	40,2	6,2	3,6	24,3	74,3
3 ^e trimestre	16,4	2,4	2,5	5,6	26,9	34,3	5,4	2,8	14,7	57,2
4 ^e trimestre	22,3	3,2	3,4	11,9	40,8	50,5	7,6	4,1	32,0	94,2
1990 1 ^{er} trimestre	17,9	2,5	2,9	9,3	32,6	38,5	6,1	3,4	24,5	72,5
2 ^e trimestre	14,8	2,1	2,3	3,8	23,0	30,1	4,7	2,4	9,5	46,7
3 ^e trimestre	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
4 ^e trimestre	17,9	2,4	2,8	7,5	30,6	37,2	5,7	3,5	18,9	65,3
1991 1 ^{er} trimestre	14,3	2,0	2,8	4,7	23,8	28,6	4,3	3,1	11,0	47,0
1990 Mai	5,0	0,8	0,8	1,3	7,9	10,4	1,8	0,8	3,1	16,1
Juin	5,4	0,7	0,8	1,2	8,1	10,7	1,5	0,8	3,0	16,0
Juillet	4,8	0,7	0,7	1,0	7,2	10,0	1,6	0,7	2,7	15,0
Août	4,7	0,6	0,7	1,3	7,3	10,1	1,6	0,9	3,2	15,8
Septembre	5,0	0,7	0,8	1,4	7,9	9,9	1,6	0,8	3,6	15,9
Octobre	8,4	1,1	1,3	4,1	14,9	17,8	2,7	1,7	10,6	32,8
Novembre	5,2	0,7	0,8	2,2	8,9	10,6	1,6	1,0	5,3	18,5
Décembre	4,3	0,6	0,7	1,2	6,8	8,8	1,4	0,8	3,0	14,0
1991 Janvier	5,0	0,7	0,9	1,9	8,5	10,0	1,4	1,0	4,2	16,6
Février	4,4	0,7	0,8	1,5	7,4	8,8	1,3	1,0	3,4	14,5
Mars	4,9	0,7	1,0	1,4	8,0	9,8	1,6	1,0	3,3	15,7
Avril	5,6	0,8	1,0	1,4	8,8	10,8	1,6	1,0	3,3	16,7
Mai	6,0	0,7	1,0	1,5	9,2	12,0	1,6	1,1	3,5	18,2

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

2. Inscriptions hypothécaires

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1989 2 ^e trimestre	37,0
3 ^e trimestre	36,2
4 ^e trimestre	38,5
1990 1 ^{er} trimestre	34,1
2 ^e trimestre	34,4
3 ^e trimestre	28,0
4 ^e trimestre	32,1
1991 1 ^{er} trimestre	32,2
2 ^e trimestre	31,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total ⁴	dont		
									Monnaies étrangères ⁵	Total	dont
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1983	8,6	5,5	13,3	1,7	1,1	4,7	5,7	26,4	8,1	119,0	101,2
1984	1,4	-0,8	38,4	6,4	-12,1	- 0,5	- 6,7	25,4	3,7	150,2	128,5
1985	- 9,4	-0,3	40,2	5,1	- 0,1	- 9,6	52,5	88,2	16,5	-113,6	-115,2
1986	2,6	-3,5	68,8	2,9	16,5	-16,2	21,0	93,0	23,4	- 55,9	- 77,6
1987	- 8,8	-2,5	115,5	14,3	-47,9	-13,1	79,9	148,9	14,4	- 21,7	- 10,7
1988	-18,7	0,4	124,0	21,1	0,5	- 0,7	165,7	310,4	64,0	91,6	84,8
1989	0,9	3,3	150,0	4,3	- 2,6	- 0,4	294,4	445,7	65,5	98,4	67,8
1990	-14,2	-5,3	164,8	11,8	-33,5	- 8,6	79,2	213,7	6,4	32,0	27,0
1988 4 ^e trimestre	-12,9	-3,0	54,8	8,0	0,0	- 0,7	41,7	103,8	18,9	- 15,7	- 24,8
1989 1 ^{er} trimestre	- 0,5	4,5	32,4	2,5	- 7,4	0,0	28,7	56,2	31,5	81,3	68,4
2 ^e trimestre	1,3	-1,9	36,5	5,0	6,5	- 1,5	114,8	161,3	24,0	117,6	115,5
3 ^e trimestre	- 1,7	1,8	37,9	- 1,5	- 2,6	- 2,7	67,9	99,0	18,1	- 39,4	- 63,6
4 ^e trimestre	1,8	-1,1	43,2	- 1,7	0,9	3,8	83,0	129,2	- 8,1	- 61,1	- 52,5
1990 1 ^{er} trimestre	0,2	-3,2	43,9	4,6	-30,0	- 3,3	- 89,8	- 74,6	7,9	72,6	72,5
2 ^e trimestre	- 1,2	0,0	37,5	8,8	7,5	- 2,4	57,4	108,9	-19,3	- 21,0	- 25,4
3 ^e trimestre	- 0,4	-0,9	34,4	2,2	-11,2	- 3,8	58,4	80,0	18,6	5,9	- 14,3
4 ^e trimestre	-12,8	-1,2	49,0	- 3,8	0,2	0,9	53,2	99,4	0,8	- 25,5	- 5,8
1991 1 ^{er} trimestre	- 2,0	2,3	24,8	- 1,6	2,1	- 0,1	48,0	73,1	30,7	53,9	60,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'exploit- ation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sment	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits ³	Total	dont	Total	dont
									Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1983	106,7	47,1	566,9	14,4	214,9	148,6	540,1	1.484,9	176,1	867,7	817,7
1984	108,0	46,2	605,3	20,8	202,8	148,1	552,6	1.529,6	199,1	1.017,9	954,5
1985	98,6	45,9	645,5	25,9	202,7	138,5	588,0	1.600,6	198,3	904,4	832,8
1986	101,1	42,4	714,4	28,7	219,3	122,2	593,0	1.677,6	205,7	848,5	769,3
1987	92,3	39,9	830,0	43,1	171,4	109,2	665,2	1.818,8	212,5	826,8	734,8
1988	73,6	40,3	954,0	64,1	171,8	108,6	844,1	2.142,6	289,9	918,5	824,4
1989	74,5	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.016,9	896,6
1990	59,7	38,4	1.268,8	80,2	135,7	99,6	1.182,2	2.766,5	327,9	1.048,8	930,2
1988 4 ^e trimestre	73,6	40,3	954,0	64,1	171,8	108,6	844,1	2.142,6	289,9	918,5	824,4
1989 1 ^{er} trimestre	73,1	44,8	986,4	66,1	164,4	108,6	883,3	2.209,3	331,8	999,8	898,9
2 ^e trimestre	74,4	42,9	1.022,9	71,6	170,9	107,1	1.000,6	2.373,1	358,4	1.117,4	1.014,9
3 ^e trimestre	72,7	44,7	1.060,7	70,1	168,3	104,4	1.062,9	2.466,4	370,8	1.077,9	948,3
4 ^e trimestre	74,5	43,6	1.104,0	68,5	169,2	108,2	1.127,5	2.577,4	344,4	1.016,9	896,6
1990 1 ^{er} trimestre	74,1	40,5	1.147,9	73,1	139,2	104,9	1.032,6	2.497,7	347,2	1.089,5	973,7
2 ^e trimestre	72,9	40,5	1.185,4	81,8	146,7	102,5	1.087,4	2.603,9	325,3	1.068,5	947,8
3 ^e trimestre	72,5	39,6	1.219,8	84,0	135,5	98,8	1.139,4	2.677,5	337,5	1.074,4	943,4
4 ^e trimestre	59,7	38,4	1.268,8	80,2	135,7	99,6	1.182,2	2.766,5	327,9	1.048,8	930,2
1991 1 ^{er} trimestre	57,7	40,7	1.293,6	78,6	135,8	99,5	1.251,5	2.861,0	380,0	1.102,8	993,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger				
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont		Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴	Monnaies étrangères ⁴				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)		
1983	3,2	4,0	9,4	1,5	2,3	4,7	- 1,2	16,7	8,0	9,2	99,4	108,5	99,8	
1984	0,5	-2,6	30,3	3,5	-11,4	0,5	6,8	15,3	3,4	6,6	135,6	142,2	133,2	
1985	-6,2	-0,5	18,2	4,7	2,7	- 9,6	40,0	55,9	7,3	-10,6	-108,8	-119,4	-122,1	
1986	-3,0	0,6	50,4	1,6	15,9	-16,2	15,1	66,9	28,3	11,1	- 76,6	- 62,6	- 68,3	
1987	-1,5	3,2	71,9	13,4	-47,5	-13,1	79,6	104,3	13,0	24,0	108,3	- 32,2	41,0	
1988	-7,6	1,4	77,1	19,7	- 0,1	- 0,7	138,2	234,5	56,0	- 1,2	92,8	91,7	89,3	
1989	3,8	2,9	83,5	3,0	- 2,5	- 0,4	262,5	346,1	58,6	1,3	66,5	67,8	44,9	
1990	-4,1	-4,2	67,8	10,5	-34,0	- 8,6	52,9	88,6	5,1	5,2	10,7	16,0	21,8	
1988 4 ^e trimestre ...	-6,9	-1,1	26,7	7,2	- 0,1	- 0,7	32,7	65,9	11,6	4,7	- 15,9	- 11,2	- 18,1	
1989 1 ^{er} trimestre ...	0,3	3,8	18,6	2,3	- 7,0	0,0	36,8	50,7	33,8	3,0	74,4	77,4	70,5	
2 ^e trimestre ...	0,1	-1,6	20,4	4,6	6,1	- 1,5	104,1	133,7	23,4	0,3	106,2	106,5	105,5	
3 ^e trimestre ...	2,1	2,2	19,7	- 1,5	- 2,5	- 2,7	64,5	77,5	12,0	- 5,2	- 35,8	- 41,0	- 65,0	
4 ^e trimestre ...	1,3	-1,5	24,8	- 2,4	0,9	3,8	57,1	84,2	-10,6	3,2	- 78,3	- 75,1	- 66,1	
1990 1 ^{er} trimestre ...	-0,2	-1,9	22,0	4,2	-30,2	- 3,3	- 81,9	- 89,2	11,1	7,9	56,2	64,1	67,6	
2 ^e trimestre ...	-0,5	0,2	14,4	8,4	7,3	- 2,4	30,1	57,8	-16,5	- 0,5	- 31,0	- 31,5	- 33,4	
3 ^e trimestre ...	0,2	-0,5	11,3	1,6	-11,3	- 3,8	64,8	62,6	11,1	9,0	- 9,5	- 0,5	- 5,0	
4 ^e trimestre ...	-3,6	-2,0	20,1	- 3,7	0,2	0,9	39,9	57,4	- 0,6	-11,2	- 5,0	- 16,1	- 7,4	
1991 1 ^{er} trimestre ...	-1,6	2,3	18,4	- 2,1	1,4	- 0,1	41,1	58,7	27,0	3,0	47,4	50,4	57,0	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 7b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger				
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont		Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴					Monnaies étrangères ⁴
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)		
1983	38,7	16,4	126,9	13,1	209,6	148,6	477,5	975,7	175,2	55,0	797,2	852,1	804,6	
1984	39,2	13,9	157,3	16,7	198,2	148,1	490,0	1.010,3	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9	
1985	33,1	13,4	175,5	21,4	200,9	138,5	512,8	1.049,1	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8	
1986	30,0	14,0	225,9	23,0	216,9	122,2	511,9	1.099,9	200,4	62,0	750,5	812,5	747,4	
1987	28,5	17,2	297,8	36,5	169,4	109,2	583,8	1.196,6	205,6	37,9	742,3	780,3	706,4	
1988	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	735,2	1.444,3	274,8	36,8	835,2	872,0	795,8	
1989	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	901,7	939,7	840,8	
1990	20,6	17,2	526,2	69,7	132,9	99,6	1.015,0	1.843,5	303,0	43,2	912,4	955,7	862,6	
1988 4 ^e trimestre ...	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	735,2	1.444,3	274,8	36,8	835,2	872,0	795,8	
1989 1 ^{er} trimestre ...	21,1	22,3	393,6	58,5	162,4	108,6	782,5	1.505,6	319,2	39,8	909,5	949,3	866,3	
2 ^e trimestre ...	21,2	20,7	414,0	63,1	168,5	107,1	889,0	1.641,8	345,1	40,1	1.015,7	1.055,8	971,8	
3 ^e trimestre ...	23,3	22,9	433,7	61,6	166,0	104,4	948,0	1.713,7	351,4	34,9	979,9	1.014,8	906,8	
4 ^e trimestre ...	24,7	21,4	458,4	59,2	167,0	108,2	986,8	1.779,6	322,5	38,1	901,7	939,7	840,8	
1990 1 ^{er} trimestre ...	24,5	19,5	480,4	63,5	136,7	104,9	899,7	1.685,3	328,5	45,9	957,9	1.003,8	908,4	
2 ^e trimestre ...	24,0	19,7	494,9	71,8	144,0	102,5	927,1	1.740,4	309,3	45,4	926,9	972,3	875,0	
3 ^e trimestre ...	24,2	19,2	506,1	73,4	132,7	98,8	985,5	1.796,5	314,0	54,4	917,4	971,8	870,0	
4 ^e trimestre ...	20,6	17,2	526,2	69,7	132,9	99,6	1.015,0	1.843,5	303,0	43,2	912,4	955,7	862,6	
1991 1 ^{er} trimestre ...	19,1	19,6	544,6	67,6	134,3	99,5	1.077,5	1.923,6	351,5	46,2	959,8	1.006,1	919,5	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

**XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1983	2,9	1,5	6,5	-1,1	0,8	6,2	0,0	4,4	2,3
1984	0,9	2,0	8,6	-0,5	1,8	7,6	0,0	5,6	3,6
1985	-1,6	-0,5	9,0	-2,9	3,7	9,8	0,6	4,7	1,0
1986	4,3	-0,8	18,1	0,4	6,4	24,9	-0,1	3,0	2,0
1987	-2,6	-0,3	21,3	-0,5	2,9	23,7	-0,1	4,8	1,3
1988	-4,3	0,3	28,6	0,2	13,4	42,0	4,1	- 0,5	0,4
1989	-2,1	0,6	40,0	0,0	7,9	47,0	-1,9	17,2	15,3
1990	-1,1	-0,8	40,6	0,6	21,0	62,1	2,0	12,6	9,6
1988 4 ^e trimestre	-2,5	-1,0	9,9	0,0	7,9	17,8	3,8	0,0	- 0,9
1989 1 ^{er} trimestre	0,2	0,8	8,9	-0,1	0,9	9,7	-3,3	1,5	1,6
2 ^e trimestre	-0,2	-0,2	6,5	0,4	7,5	14,4	0,8	- 0,3	- 0,3
3 ^e trimestre	-2,2	-0,3	12,2	-0,2	- 2,1	9,9	1,8	3,1	0,9
4 ^e trimestre	0,1	0,3	12,4	-0,1	1,6	13,9	-1,2	12,9	13,1
1990 1 ^{er} trimestre	0,6	-1,1	12,1	0,3	10,1	22,4	1,3	7,6	8,4
2 ^e trimestre	0,2	-0,1	9,2	0,1	10,1	19,4	-0,3	7,8	3,5
3 ^e trimestre	-0,2	-0,4	7,4	0,1	2,9	10,4	0,6	0,5	- 0,9
4 ^e trimestre	-1,7	0,8	11,9	0,1	- 2,1	9,9	0,4	- 3,3	- 1,4
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	0,0	9,0	0,2	5,9	15,2	1,4	3,2	2,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits				p.m. Crédits à l'étranger		
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères		Monnaies étran- gères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1983	20,4	21,8	91,9	4,6	17,5	114,1	0,0	9,6	7,0
1984	21,4	23,8	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985	19,7	23,4	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986	24,1	20,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987	21,5	17,0	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988	17,2	17,4	177,4	1,2	45,7	224,3	4,6	27,2	15,3
1989	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990	14,1	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	56,9	40,1
1988 4 ^e trimestre	17,2	17,4	177,4	1,2	45,7	224,3	4,6	27,2	15,3
1989 1 ^{er} trimestre	17,5	18,2	186,3	1,1	46,6	234,0	1,3	28,7	16,8
2 ^e trimestre	17,3	18,0	192,8	1,5	54,2	248,4	2,1	28,4	16,6
3 ^e trimestre	15,1	17,7	204,9	1,3	52,1	258,3	3,8	31,5	17,5
4 ^e trimestre	15,2	18,0	217,3	1,2	53,7	272,2	2,7	44,4	30,6
1990 1 ^{er} trimestre	15,8	16,9	229,3	1,5	63,8	294,6	4,0	52,0	39,0
2 ^e trimestre	16,0	16,8	238,5	1,6	73,9	314,0	3,7	59,8	42,5
3 ^e trimestre	15,8	16,4	245,9	1,7	76,8	324,4	4,3	60,2	41,6
4 ^e trimestre	14,1	17,2	257,8	1,8	74,7	334,3	4,7	56,9	40,1
1991 1 ^{er} trimestre	14,1	17,2	266,9	2,0	80,6	349,5	6,1	60,1	43,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

² Y compris les certificats à un an au plus.

**XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement ³	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères ⁵		Monnaies étrangères ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	
1983	1,8	0,1	- 2,4	-0,2	6,3	3,4	0,1	6,0	6,0
1984	0,3	-0,4	2,3	-0,1	- 1,7	0,5	0,7	2,4	- 0,1
1985	-1,0	0,5	13,5	0,0	8,9	22,5	8,4	1,1	- 0,4
1986	-0,2	-1,2	1,4	0,1	- 0,4	1,2	-4,7	3,6	2,8
1987	-4,0	-2,2	23,4	0,1	- 2,7	20,8	1,6	5,8	5,2
1988	-6,5	-1,1	19,6	0,3	14,1	33,9	4,1	0,4	- 0,1
1989	-1,7	-0,2	28,1	-0,2	23,8	51,6	8,8	13,5	11,9
1990	-7,1	-0,3	57,8	0,0	5,5	63,2	0,9	3,5	2,3
1988 4 ^e trimestre	-3,0	-0,8	18,9	0,1	1,1	20,1	3,6	- 4,5	- 2,6
1989 1 ^{er} trimestre	-1,1	-0,1	5,2	-0,3	- 9,1	- 4,2	0,9	2,4	2,4
2 ^e trimestre	1,5	-0,2	10,0	0,0	3,2	13,2	-0,1	11,5	10,8
3 ^e trimestre	-1,5	-0,1	6,1	0,0	5,5	11,5	4,3	- 1,5	- 2,6
4 ^e trimestre	-0,6	0,2	6,8	0,1	24,2	31,1	3,7	1,1	1,3
1990 1 ^{er} trimestre	0,1	-0,2	10,2	0,0	-17,9	- 7,8	-4,5	0,8	1,1
2 ^e trimestre	-1,0	-0,1	14,4	0,1	17,3	31,7	-2,4	2,8	4,0
3 ^e trimestre	-0,2	0,0	16,3	0,0	- 9,3	7,1	6,9	5,9	1,5
4 ^e trimestre	-6,0	0,0	16,9	-0,1	15,4	32,2	0,9	- 6,0	- 4,3
1991 1 ^{er} trimestre	-0,1	0,0	- 2,2	0,5	0,9	- 0,8	2,2	0,4	3,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation ⁴	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1983	44,7	8,9	349,4	0,7	45,0	395,1	0,9	6,0	6,0
1984	45,1	8,5	351,6	0,5	43,4	395,5	1,2	8,5	6,0
1985	44,0	9,1	365,1	0,7	52,2	418,0	9,7	9,5	5,5
1986	43,8	7,9	366,5	0,9	51,8	419,2	4,9	13,1	8,3
1987	39,7	5,6	389,9	1,0	49,1	440,0	6,4	18,9	13,5
1988	33,2	4,4	409,4	1,3	63,2	473,9	10,4	19,3	13,4
1989	31,5	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990	23,8	4,0	495,3	1,0	92,4	588,8	20,1	36,3	27,5
1988 4 ^e trimestre	33,2	4,4	409,4	1,3	63,2	473,9	10,4	19,3	13,4
1989 1 ^{er} trimestre	32,1	4,3	414,6	0,9	54,2	469,7	11,4	21,7	15,8
2 ^e trimestre	33,6	4,2	424,6	0,9	57,4	482,9	11,2	33,2	26,5
3 ^e trimestre	32,1	4,1	430,7	0,9	62,8	494,4	15,5	31,7	23,9
4 ^e trimestre	31,5	4,3	437,5	1,0	87,0	525,5	19,2	32,8	25,2
1990 1 ^{er} trimestre	31,0	4,1	447,7	1,0	69,1	517,8	14,7	33,6	26,3
2 ^e trimestre	30,0	4,0	462,0	1,1	86,4	549,5	12,3	36,4	30,3
3 ^e trimestre	29,8	4,0	478,4	1,1	77,0	556,6	19,2	42,3	31,8
4 ^e trimestre	23,8	4,0	495,3	1,0	92,4	588,8	20,1	36,3	27,5
1991 1 ^{er} trimestre	23,7	4,0	493,1	1,5	93,4	588,0	22,4	36,6	30,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS¹ A L'EGARD DE L'ETRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont ³ :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées				Franc belge	Monnaies étrangères ⁴
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
1983	51,3	-12,2	1,4	2,7	0,1	3,0	- 4,5	41,8	- 0,1	- 3,5
1984	10,8	- 8,6	- 4,7	7,3	0,7	3,0	29,5	38,0	- 3,9	15,7
1985	27,8	13,8	12,1	- 5,8	2,1	3,9	15,3	69,2	14,3	- 1,8
1986	23,5	-10,5	28,8	- 4,9	0,6	2,6	13,9	54,0	35,9	- 9,1
1987	57,9	11,3	23,8	- 5,3	2,6	0,2	21,6	112,1	34,8	- 5,7
1988	115,8	40,4	18,7	- 0,2	-0,9	2,9	14,3	191,0	37,5	- 7,1
1989	128,8	95,8	30,6	- 9,7	-4,6	11,9	54,2	307,0	43,5	3,2
1990	151,7	92,2	28,1	-10,1	3,0	14,9	27,7	307,5	39,2	- 1,9
1988 4 ^e trimestre	50,8	23,3	1,1	1,2	0,4	1,0	8,7	86,5	11,2	- 1,2
1989 1 ^{er} trimestre	40,9	4,7	7,9	- 2,0	-2,7	1,2	9,0	59,0	9,4	- 3,0
2 ^e trimestre	43,8	23,7	2,4	- 0,3	-1,4	2,7	0,9	71,8	0,6	4,2
3 ^e trimestre	21,3	34,4	16,7	- 3,1	-0,3	3,8	19,4	92,2	18,2	3,6
4 ^e trimestre	22,8	33,0	3,6	- 4,3	-0,2	4,2	24,9	84,0	15,3	- 1,6
1990 1 ^{er} trimestre	41,7	9,7	8,1	0,3	0,5	3,0	3,0	66,3	7,3	3,4
2 ^e trimestre	39,1	20,1	4,6	- 4,1	0,6	2,9	42,4	105,6	24,0	4,1
3 ^e trimestre	21,7	9,8	6,4	- 4,5	0,9	4,7	9,4	48,4	15,9	1,4
4 ^e trimestre	49,2	52,6	9,0	- 1,8	1,0	4,3	-27,1	87,2	- 8,0	-10,8
1991 1 ^{er} trimestre	36,8	29,7	0,5	- 1,9	1,5	3,9	14,1	84,6	23,4	- 2,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 11. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	85,8	92,1	103,2	106,0	60,3	62,5	70,0	73,9
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	44,7	48,0	51,7	49,0	14,9	16,9	17,1	13,2
Alimentation, boissons et tabac	217,6	235,3	262,2	276,9	92,3	107,1	129,0	139,1
Textile, habillement et cuir	124,3	135,3	146,5	156,2	61,9	70,1	82,9	89,9
Industrie chimique ⁴	317,1	339,5	374,8	375,8	82,8	105,9	130,7	147,5
Métallurgie de base	135,3	142,3	168,0	172,3	59,1	59,9	70,4	63,9
Fabrications métalliques	458,6	498,3	577,2	537,8	186,8	228,7	261,6	242,2
Produits minéraux non métalliques et bois	122,3	134,2	172,0	177,2	64,4	71,2	101,3	96,9
Papier, carton et imprimerie	77,4	85,2	95,6	104,1	41,0	48,4	55,9	59,5
Pétrole	118,9	136,2	133,1	135,0	20,5	24,1	22,3	30,6
Diamant et orfèvrerie	45,8	54,7	61,5	56,7	26,6	34,8	36,2	38,5
Autres	3,9	3,9	4,7	4,8	2,3	2,0	2,5	3,4
Construction et affaires immobilières de génie civil	137,0	161,7	216,7	273,9	76,3	93,5	137,5	179,1
Production et distribution d'énergie et d'eau ..	158,4	160,9	156,5	137,3	82,9	86,7	91,8	78,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	129,8	162,8	183,0	184,5	70,7	84,6	106,3	109,4
Commerce de détail	162,3	194,5	237,8	258,4	113,4	130,6	166,4	176,9
Transports, entrepôts et communications	211,2	242,1	282,5	346,5	132,9	151,0	177,8	235,5
Services financiers ⁵	287,1	415,4	491,9	512,7	134,6	192,4	215,7	204,8
Autres services aux entreprises ⁶	120,8	151,1	206,8	331,2	62,3	79,2	124,8	209,4
Autres services aux particuliers ⁷	177,8	202,1	228,9	305,1	169,6	188,1	231,8	256,9
Total ...	3.160,4	3.622,4	4.205,1	4.501,4	1.555,6	1.837,7	2.232,0	2.448,9

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE
PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE,
LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

2. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

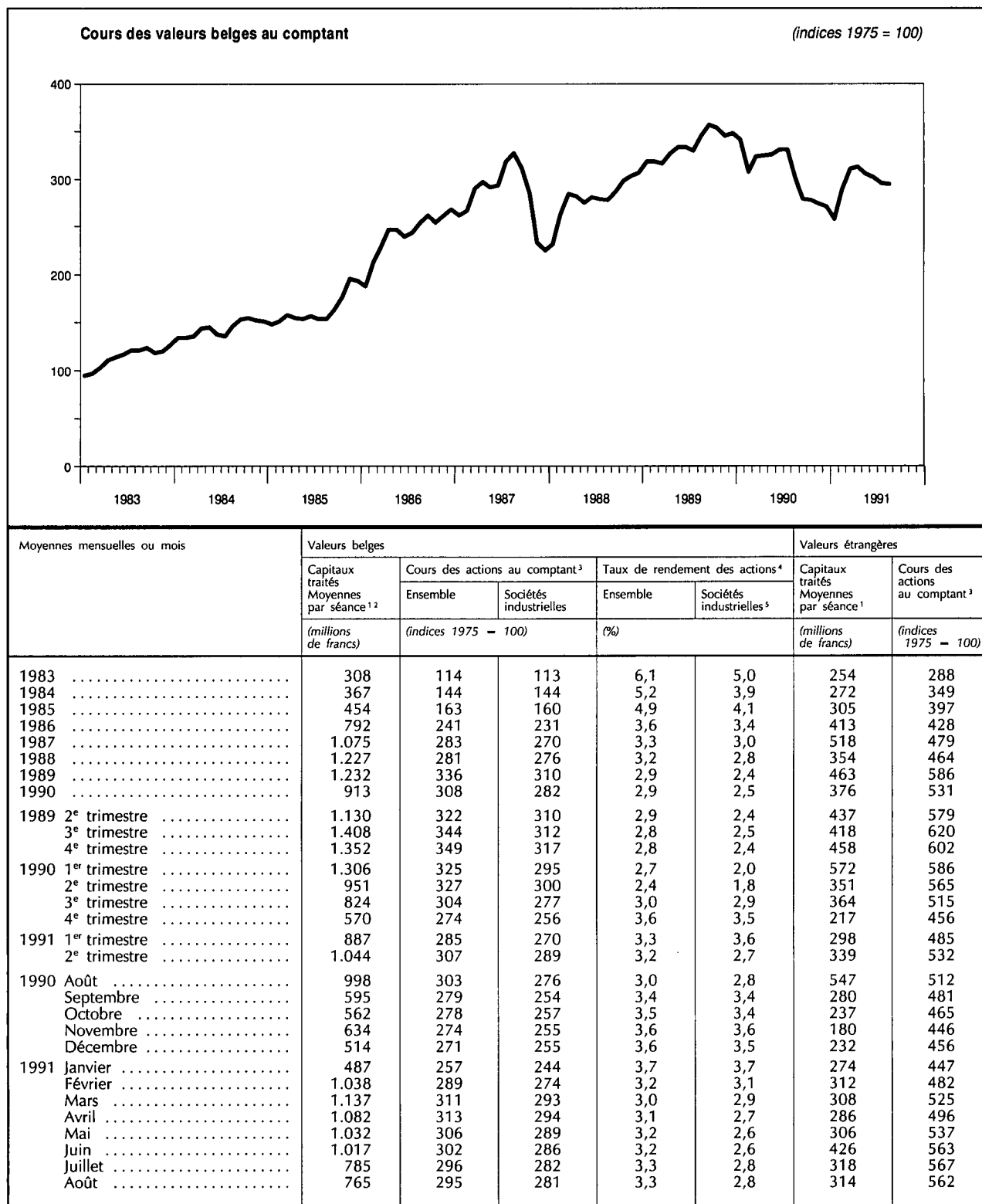
Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1987	1988	1989	1990	1987	1988	1989	1990
Communauté Economique Européenne	829,6	1.139,0	1.182,4	1.240,4	293,0	374,2	398,7	460,8
Royaume-Uni	316,3	487,8	548,5	538,9	56,1	85,9	120,7	102,7
Allemagne	103,4	146,1	120,9	152,7	39,9	51,8	46,5	62,8
France	85,3	89,4	79,7	98,4	31,0	32,9	34,8	42,9
Pays-Bas	101,6	121,8	140,7	159,5	45,9	51,8	50,1	72,5
Italie	69,6	74,1	77,0	86,8	28,1	33,4	36,3	50,0
Luxembourg	43,4	64,9	66,4	54,0	11,3	20,0	14,3	15,0
Danemark	12,0	29,0	25,3	27,4	7,3	10,5	8,7	22,0
Irlande	5,3	3,2	3,2	11,5	0,4	0,6	1,1	6,8
Grèce	5,3	5,2	4,2	3,3	4,0	4,0	2,9	2,5
Espagne	62,3	81,7	82,8	78,0	50,1	60,7	63,5	64,9
Portugal	25,1	35,8	33,7	29,9	18,9	22,6	19,8	18,6
Autres pays d'Europe	87,8	106,2	139,3	106,4	32,7	39,3	50,5	47,6
dont : Suisse	46,4	61,1	80,6	58,6	12,2	15,0	21,1	22,4
Norvège	4,7	5,5	5,0	5,2	1,0	1,5	2,2	1,9
Suède	8,3	13,4	17,5	11,5	0,3	3,3	8,4	6,3
Etats-Unis et Canada	323,4	423,4	449,8	397,7	105,0	132,3	118,0	132,0
Pays exportateurs de pétrole	57,9	56,6	61,4	49,1	46,6	42,1	41,7	34,2
Autres pays de l'hémisphère occidental	172,4	151,1	165,2	153,7	90,2	79,8	86,2	74,1
dont : Brésil	51,8	42,7	36,0	23,8	25,4	17,8	14,9	9,2
Mexique	25,9	20,2	25,9	23,1	21,8	17,5	20,9	15,1
Autres pays d'Afrique	41,6	49,0	53,4	48,4	34,7	35,8	36,2	32,3
dont : Afrique du Sud	3,4	4,8	4,0	2,7	2,7	3,4	3,3	1,9
Zaïre	15,1	19,1	24,1	26,0	13,2	12,4	14,7	15,0
Australie et Nouvelle-Zélande	123,9	114,5	111,1	65,6	88,0	72,5	72,2	45,7
Autres pays d'Asie	184,3	146,4	162,9	128,0	84,0	82,1	78,5	49,9
dont : Japon	94,4	55,1	47,3	16,7	32,9	34,4	28,3	6,7
Total ...	1.820,9	2.186,2	2.325,5	2.189,3	774,2	858,1	882,0	876,6

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : INS. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹

Source : INS.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la BNB, la SNCI et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Source : INS (données modifiées par la BNB²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues			émissions continues nettes (6)	Total des émissions nettes (7) = (5) + (6)	Total des émissions nettes (8) = (2) + (7)	Total des émissions nettes (INS) (9)
			émissions brutes (3)	amortissements (4)	émissions nettes (5) = (3) - (4)				
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980 .....	.	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (SNCI, SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'INS.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la BNB comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars *	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE *

1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (-) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation ¹ [augmentation (-)]	Réserves de change nettes ²	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités (4) = (1) à (3)	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total (11) = (5) + (6) + (7) + (10)
					Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
								du Trésor et du Fonds des Rentes	des intermédiaires financiers	total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)		
1991 Février	- 1,5	+ 1,2	- 2,2	- 2,5	- 0,8	-10,8	+16,8	+ 0,1	- 2,8	- 2,7	+ 2,5
Mars	- 8,5	- 2,8	+ 6,0	- 5,3	- 0,6	+ 8,9	- 3,2	+ 1,6	- 1,4	+ 0,2	+ 5,3
Avril	+ 1,8	- 1,7	- 0,9	- 0,8	- 6,6	- 9,4	+15,1	- 1,9	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,8
Mai	-12,3	+ 2,8	- 0,4	- 9,9	- 0,5	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 7,3	+ 9,3	+ 9,9
Juin	-16,5	+ 0,6	+ 5,0	-10,9	+ 6,9	- 9,9	+18,9	+ 0,4	- 5,4	- 5,0	+10,9
Juillet	+21,4	- 1,3	- 0,3	+19,8	+ 0,9	+ 4,6	-26,5	- 1,9	+ 3,1	+ 1,2	-19,8
Août	+ 0,5	- 0,6	- 0,8	- 0,9	+ 1,0	+ 5,4	- 6,1	- 0,2	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9

¹ Non compris les mouvements comptables dus aux billets mis hors circulation, mais non présentés à l'échange.

² Au cours du marché et à la date de valeur, non compris les swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (7), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'influencent pas le marché monétaire en franc belge.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire						Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels					Total (15) = (1) + (2) + (8) + (14)	
			Portefeuille d'open-market	Repo's	Swaps en devises	Emprunts et prêts interbancaires	Autres	Total	Avances à l'Etat	Surplus (-) de l'Etat	Avances au Fonds des Rentes	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers ²		
															(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14) = (9) à (13)		
1991 Février	10,3	60,3	27,1	15,4	4,1	0,7	6,5	53,8	2,5	-0,1	...	2,0	-10,3	-5,9	118,5
Mars	9,5	59,3	25,2	31,0	1,3	0,5	...	58,0	2,4	...	...	1,8	- 8,1	-3,9	122,9
Avril	7,6	46,9	17,8	46,0	2,8	1,4	...	68,0	3,9	...	0,2	2,4	- 6,2	0,3	122,8
Mai	2,1	49,9	18,4	67,2	0,7	0,4	...	86,7	1,3	-0,1	...	2,4	- 6,4	-2,8	135,9
Juin	5,0	49,3	17,7	63,1	0,5	2,8	...	84,1	1,6	...	0,1	3,9	- 2,8	2,8	141,2
Juillet	9,8	47,1	17,6	61,1	1,4	2,4	...	82,5	0,5	...	...	3,6	- 2,2	1,9	141,3
Août	10,7	49,5	18,1	44,6	...	2,4	...	65,1	2,2	...	...	4,0	- 1,8	4,4	129,7

¹ Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, telles que les « reverse » repo's, les emprunts interbancaires ou l'absorption de surplus de fin de journée, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

² Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Réescote et de Garantie qui les redépose auprès de la Banque Nationale.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Belgique			Luxembourg			Total					
	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	dont primary dealers		
										Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)	
1991 Janvier ³	161,6	58,0	5,8	38,4	7,4	1,3	200,0	65,4	7,1	169,5	50,3	5,5
Février	161,7	82,9	1,5	38,4	9,4	0,5	200,1	92,3	2,0	169,5	74,6	1,6
Mars	161,7	71,1	1,3	38,4	8,3	0,4	200,1	79,4	1,7	169,5	62,2	1,2
Avril	161,9	65,0	1,6	38,4	8,8	0,5	200,3	73,8	2,1	169,5	57,1	1,6
Mai	161,9	61,8	1,6	38,4	9,0	0,5	200,3	70,8	2,1	169,5	54,6	1,6
Juin	161,9	59,2	3,3	40,5	7,7	0,9	202,4	66,9	4,2	169,5	50,8	3,4
Juillet	161,9	60,2	2,8	43,4	6,7	0,6	205,3	66,9	3,4	169,5	51,2	2,8
Août	161,9	63,4	3,3	43,6	7,0	0,8	205,5	70,4	4,1	169,5	54,7	3,4

¹ Moyenne des encours de chaque jour, ouvrable ou non, du mois.

³ Moyenne des 29, 30 et 31 janvier 1991.

² Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

**XVIII - 4. — PLAFONDS POUR LES MOBILISATIONS D'EFFETS DE COMMERCE PAR LES
ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)	
1991 Juin ¹	8,7	5,8	1,9	0,2	10,6	6,0	8,5	5,7
Juillet	8,7	6,8	1,9	0,9	10,6	7,7	8,5	7,19
Août	8,7	6,9	1,9	1,7	10,6	8,6	8,5	8,0

¹ A partir du 17 juin.

XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication ¹	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué ²	Montant adjudgé (millions de francs)	Pourcentage attribué ³	Encours des crédits ⁴ (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
27.02.1991	V	7	53.150	—	9,10	24.575	46,00	59.625
29.03.1991	* H	7	13.800	9,38 / 8,94	9,00	10.775	33,00	
	V	7	58.150	—	9,00	24.000	41,00	59.575
30.04.1991	V	10	57.900	—	8,80	24.700	42,50	49.475
06.05.1991	* H	7	19.600	9,13 / 8,81	8,81	11.950	5,00	
	V	7	37.250	—	8,80	13.025	32,50	49.675
07.05.1991	V	4	64.425	—	8,75	24.925	38,50	49.900
13.05.1991	* H	7	17.450	9,00 / 8,75	8,75	11.750	5,00	
	V	7	32.800	—	8,75	13.150	40,00	49.825
15.05.1991	V	7	36.850	—	8,75	24.900	67,00	49.800
17.05.1991	* H	7	13.700	8,94 / 8,81	—	—	—	
	V	7	53.375	—	8,75	25.050	46,50	49.950
22.05.1991	V	7	32.425	—	8,75	25.000	76,50	50.050
27.05.1991	* H	7	17.625	8,88 / 8,63	8,75	10.675	100,00	
	V	7	17.950	—	8,75	14.300	79,00	49.975
29.05.1991	V	7	38.575	—	8,75	24.900	64,00	49.875
03.06.1991	* H	7	20.750	9,00 / 8,69	8,81	9.900	50,00	
	V	7	41.800	—	8,75	15.100	35,50	49.900
05.06.1991	V	7	107.600	—	8,75	24.975	23,00	49.975
10.06.1991	* H	7	22.050	8,94 / 8,69	8,81	6.750	100,00	
	V	7	68.300	—	8,75	18.250	26,50	49.975
12.06.1991	V	7	83.450	—	8,75	24.875	29,50	49.875
17.06.1991	V	7	57.675	—	8,75	24.975	43,00	49.850
19.06.1991	V	7	49.175	—	8,75	24.600	50,00	49.575
24.06.1991	V	7	107.525	—	8,75	24.900	23,00	49.500
26.06.1991	V	7	95.625	—	8,75	15.100	15,50	40.000
01.07.1991	V	7	207.250	—	8,75	24.650	11,75	39.750
03.07.1991	V	7	97.750	—	8,75	24.925	25,25	49.575
08.07.1991	V	7	48.875	—	8,75	24.950	50,25	49.875
10.07.1991	V	7	47.750	—	8,75	24.950	51,75	49.900
15.07.1991	V	7	45.525	—	8,75	24.925	54,25	49.875
17.07.1991	V	7	51.750	—	8,75	25.000	48,00	49.925
19.07.1991	V	7	52.925	—	8,75	24.975	46,75	49.975
24.07.1991	V	7	69.650	—	8,75	19.975	28,25	44.950
29.07.1991	V	7	108.800	—	8,75	24.650	22,50	44.625
31.07.1991	V	7	306.550	—	8,75	24.800	8,0	49.450
05.08.1991	V	7	132.075	—	8,75	24.725	18,5	49.525
07.08.1991	V	7	89.575	—	8,75	24.750	27,5	49.475
12.08.1991	V	7	87.125	—	8,75	24.950	28,25	49.700
13.08.1991	V	7	107.950	—	8,75	24.900	22,75	49.850
16.08.1991	A	7	53.850	9,06 / 8,75	8,94	25.000	28,0	49.900
21.08.1991	A	7	48.900	9,06 / 8,75	8,94	24.900	65,0	49.900
26.08.1991	V	7	48.575	—	8,90	24.975	50,75	49.875
28.08.1991	V	7	51.625	—	8,90	25.000	48,0	49.975
02.09.1991	V	7	37.400	—	8,90	24.900	66,0	49.900
04.09.1991	V	7	47.575	—	8,95	24.950	52,0	49.850
09.09.1991	V	7	49.425	—	8,95	24.750	50,0	49.700
11.09.1991	A	28	48.400	9,06 / 8,81	9,06	7.950 ⁿ	100,0	
	V	7	41.100	—	8,95	17.050	41,0	49.750
16.09.1991	V	7	62.925	—	9,00	24.950	39,25	49.950
18.09.1991	V	7	96.275	—	9,00	17.000	17,5	49.900

¹ V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

A adjudication à taux multiples (méthode « à l'américaine »).

* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

² Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »). Taux inférieur retenu par la Banque (méthode « à l'américaine »).

³ D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »), ou sur les montants demandés au taux inférieur retenu (méthode « à l'américaine »).

⁴ Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjudgé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjudgé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
29.01.1991	133.460	9,61/10,00	132.960	9,97	100	9,86	6.550	139.510
05.02.1991	144.135	9,85/10,25	121.765	10,03	100	9,96	17.920	279.195
12.02.1991	210.505	9,77/10,05	111.700	9,86	100	9,83	27.555	418.450
19.02.1991	310.380	9,40/ 9,70	151.400	9,49	100	9,47	32.655	602.505
26.02.1991	208.165	9,25/ 9,50	73.965	9,35	100	9,33	24.740	701.210
05.03.1991	222.210	9,30/ 9,55	88.585	9,37	100	9,35	18.770	808.565
12.03.1991	264.195	9,17/ 9,37	159.530	9,24	100	9,22	12.975	981.070
19.03.1991	162.375	9,37/ 9,65	105.250	9,49	100	9,46	420	1.086.740
26.03.1991	149.340	9,33/ 9,53	111.130	9,45	100	9,43	7.235	1.205.105
02.04.1991	160.080	9,40/ 9,56	100.405	9,49	100	9,48	17.685	1.323.195
09.04.1991	262.655	9,18/ 9,41	135.620	9,30	100	9,29	26.865	1.485.680
16.04.1991	214.045	9,15/ 9,35	152.255	9,24	100	9,22	15.620	1.653.555
23.04.1991	232.675	9,20/ 9,32	201.470	9,26	100	9,24	4.250	1.859.275
30.04.1991	232.305	9,24/ 9,39	150.105	9,30	63	9,29	28.775	1.898.645
07.05.1991	224.640	9,19/ 9,33	80.655	9,23	100	9,23	32.905	1.872.520
14.05.1991	235.530	9,12/ 9,25	108.065	9,16	81	9,15	27.270	1.868.600
21.05.1991	273.280	9,04/ 9,15	64.590	9,07	50	9,06	34.085	1.783.220
28.05.1991	228.220	8,83/ 9,02	105.540	8,92	100	8,90	21.500	1.811.555
04.06.1991	164.770	8,94/ 9,13	137.420	9,08	100	9,05	470	1.842.090
11.06.1991	156.185	8,94/ 9,19	98.245	9,10	100	9,09	13.440	1.781.270
18.06.1991	175.620	9,16/ 9,31	70.115	9,22	20	9,20	31.255	1.776.970
25.06.1991	126.670	9,20/ 9,38	45.850	9,28	100	9,27	27.265	1.731.720
02.07.1991	175.480	9,24/ 9,43	41.040	9,27	75	9,26	25.255	1.679.925
09.07.1991	188.420	9,21/ 9,35	81.965	9,25	38	9,24	21.115	1.620.520
16.07.1991	245.085	9,05/ 9,25	163.665	9,09	73	9,07	9.740	1.626.050
23.07.1991	202.785	9,05/ 9,15	153.455	9,09	72	9,08	6.830	1.580.615
30.07.1991	137.770	9,27/ 9,44	133.055	9,40	81	9,35	2.350	1.537.140
06.08.1991	158.700	9,32/ 9,46	71.695	9,38	81	9,37	21.725	1.517.000
13.08.1991	142.575	9,35/ 9,52	67.605	9,43	100	9,42	26.495	1.475.765
20.08.1991	153.445	9,32/ 9,45	102.400	9,38	70	9,36	14.340	1.493.830
27.08.1991	224.455	9,16/ 9,30	100.440	9,19	100	9,18	24.825	1.492.055
03.09.1991	199.895	9,15/ 9,29	92.170	9,19	61	9,18	24.470	1.470.805
10.09.1991	194.565	9,12/ 9,26	74.770	9,18	26	9,17	22.135	1.456.025

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjudgés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A UN, SIX ET DOUZE MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1. — Certificats de trésorerie à un mois⁴								
29.01.1991	79.405	9,56/ 9,88	79.405	9,88	100	9,7482	2.425	81.830
05.02.1991	71.180	9,80/10,10	57.930	10,00	100	9,95	4.070	143.830
12.02.1991	96.830	9,75/10,00	61.910	9,86	100	9,82	1.500	207.240
19.02.1991	106.500	9,40/ 9,70	80.855	9,50	100	9,47	2.320	290.415
26.02.1991	147.290	9,25/ 9,50	75.195	9,33	100	9,31	7.795	291.575
05.03.1991	120.335	9,30/10,00	77.765	9,37	100	9,34	3.895	311.235
12.03.1991	127.465	9,15/ 9,34	80.265	9,23	100	9,20	6.205	334.295
19.03.1991	95.780	9,30/ 9,50	62.930	9,41	100	9,37	2.020	316.070
26.03.1991	110.910	9,30/ 9,45	51.985	9,35	100	9,33	12.695	297.760
2. — Certificats de trésorerie à six mois								
11.06.1991	89.610	9,06/ 9,25	44.105	9,12	100	9,11	2.620	46.725
09.07.1991	66.900	9,29/ 9,50	37.200	9,38	100	9,36	3.020	86.945
06.08.1991	76.030	9,54/ 9,69	27.985	9,57	100	9,56	7.920	122.850
03.09.1991	82.215	9,27/ 9,43	35.700	9,32	63	9,30	7.165	165.715
3. — Certificats de trésorerie à douze mois								
02.04.1991	94.335	9,49/ 9,65	60.985	9,58	100	9,55	4.995	65.980
30.04.1991	106.770	9,30/ 9,45	81.645	9,39	100	9,37	10.915	158.540
28.05.1991	85.265	8,98/ 9,14	37.215	9,05	100	9,03	11.585	207.340
25.06.1991	42.595	9,28/ 9,50	7.820	9,36	100	9,35	8.285	223.445
23.07.1991	59.315	9,33/ 9,48	46.665	9,40	100	9,38	3.000	273.110
20.08.1991	96.785	9,48/ 9,62	6.200	9,51	100	9,50	10.115	289.425

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

⁴ Ne sont plus émis après le 26 mars 1991.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHE SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires		Total	
	Nombre de transactions (1)	Montants (milliards de francs) (2)	Nombre de transactions (3)	Montants (milliards de francs) (4)	Nombre de transactions (5) = (1) + (3)	Montants (milliards de francs) (6) = (2) + (4)
1991 Février	62	29,2	137	11,1	199	40,3
Mars	63	35,7	138	11,3	201	47,0
Avril	74	37,9	164	13,1	238	51,0
Mai	80	39,7	150	15,7	230	55,4
Juin	57	29,2	187	21,6	244	50,8
Juillet	62	30,2	206	22,2	268	52,4
Août	61	29,3	155	18,1	216	47,4

¹ A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL (10)	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablis- sements de crédit (1)	Autres institutions financières (2)	Administra- tions publi- ques (3)	Autres (4)	Total (5) = (1) à (4)	Etablis- sements de crédit (6)	Autres institutions financières (7)	Autres (8)	Total (9) = (6) à (8)		
1991 Février	934,2	19,0	0,3	15,6	969,1	505,0	31,1	5,3	541,4	71,1	1.581,6
Mars	1.050,4	66,2	0,4	24,4	1.141,4	541,7	36,7	8,6	587,0	112,4	1.840,8
Avril	1.075,5	91,4	3,6	38,7	1 209,2	557,6	40,4	33,4	631,4	119,6	1.960,2
Mai	1.140,7	93,8	6,6	46,8	1.287,9	562,4	41,5	33,6	637,5	93,5	2.018,9
Juin	1.099,7	93,3	8,1	63,54	1.264,6	565,1	43,3	33,2	641,6	95,7	2.001,9
Juillet	1.041,8	73,4	6,9	61,1	1.183,2	572,5	51,4	39,9	663,8	93,7	1.940,7

¹ Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 29 janvier 1991).

XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE¹

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant ²	Taux spécial appliqué aux primary dealers ³	Taux des octrois de crédits par adjudications ⁴	Taux de l'IRG pour les surplus de fin de journée	
1991 29 janvier	—	9,75	9,75	—	9,75	
31 janvier	—	10,25	"	—	9,25	
4 février	—	10,10	9,60	9,60	9,10	
6 février	—	10,00	"	—	9,00	
11 février	—	9,75	9,25	9,25	8,75	
18 février	—	9,60	9,10	9,10	8,60	
20 mars	—	9,70	9,20	9,20	8,70	
25 mars	—	9,60	9,10	9,10	8,60	
27 mars	—	9,50	9,00	9,00	8,50	
8 avril	—	9,40	8,90	8,90	8,40	
22 avril	—	9,30	8,80	8,80	8,30	
7 mai	—	9,25	8,75	8,75	8,25	
					Tranche ordinaire	Tranche de dépassement ⁵
17 juin	7,50	"	"	"	8,25	6,75
16 août	8,00	9,45	8,95	8,94	8,45	6,95
26 août	"	9,40	8,90	8,90	8,40	6,90
3 septembre	"	9,45	8,95	—	8,45	6,95
4 septembre	"	"	"	8,95	"	"
12 septembre	"	9,50	9,00	—	8,50	7,00
16 septembre	"	"	"	9,00	"	"

¹ La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

² Ce taux s'applique aux avances qui sont consenties à l'intérieur des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers. Aux avances qui sont consenties au-delà de ces lignes de crédits s'applique un taux qui est de 11,50 p.c.

³ Ce taux spécial s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5 milliards.

⁴ Il s'agit de taux annoncés à l'avance par la Banque, toutes les adjudications effectuées entre janvier et mai 1991 ayant pris la forme d'adjudications en volume. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

⁵ Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédits attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1991 Février	9,58	9,59	9,59	—	—	—
Mars	9,28	9,31	9,34	—	—	—
Avril	9,03	9,18	9,26	—	—	9,31
Mai	8,87	8,97	9,04	—	—	9,17
Juin	9,01	9,08	9,13	—	—	9,19
Juillet	8,96	9,07	9,18	9,33	—	9,39
Août	9,06	9,19	9,30	9,42	—	9,48

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE¹

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1985	n.	9,37	9,44	n.	9,44	9,51	9,58	9,65	9,83
1986	n.	8,17	8,20	n.	8,10	8,10	8,11	7,95	7,84
1987	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1989 Août	n.	8,36	8,38	n.	8,38	8,50	8,50	8,42	8,42
Septembre	n.	8,33	8,39	n.	8,48	8,58	8,71	8,71	8,71
Octobre	n.	9,39	9,42	n.	9,55	9,57	9,58	9,50	9,42
Novembre	n.	9,74	9,76	n.	9,85	9,86	9,86	9,81	9,73
Décembre	n.	9,87	9,94	n.	10,05	10,10	10,13	10,15	10,08
1990 Janvier	n.	10,34	10,39	n.	10,49	10,49	10,58	10,64	10,64
Février	n.	10,35	10,42	n.	10,50	10,60	10,65	10,82	10,92
Mars	n.	10,33	10,36	n.	10,40	10,43	10,50	10,63	10,77
Avril	n.	10,12	10,12	n.	10,13	10,25	10,27	10,30	10,31
Mai	n.	10,06	10,04	n.	10,00	10,02	10,04	9,98	10,01
Juin	n.	9,90	9,87	n.	9,80	9,79	9,78	9,72	9,72
Juillet	n.	9,45	9,42	n.	9,44	9,42	9,42	9,36	9,34
Août	n.	9,16	9,22	n.	9,30	9,37	9,41	9,58	9,73
Septembre	n.	8,98	9,03	n.	9,09	9,15	9,15	9,45	9,78
Octobre	n.	8,93	8,92	n.	8,92	8,98	8,98	9,13	9,32
Novembre	n.	8,79	8,83	n.	8,93	9,04	9,14	9,44	9,62
Décembre	n.	9,74	9,74	n.	9,79	9,85	9,87	9,94	10,01
1991 Janvier	n.	9,89	9,90	n.	9,95	9,97	10,00	10,01	10,02
Février	9,17	9,47	9,52	9,55	9,57	9,58	9,58	9,49	9,49
Mars	9,00	9,21	9,23	9,26	9,28	9,31	9,33	9,35	9,36
Avril	8,86	8,96	9,00	9,02	9,04	9,17	9,24	9,31	9,31
Mai	8,79	8,86	8,86	8,87	8,89	8,98	9,05	9,11	9,17
Juin	8,80	8,95	8,96	8,99	9,01	9,09	9,15	9,20	9,24
Juillet	8,79	8,93	8,95	8,97	8,99	9,09	9,20	9,38	9,45
Août	8,87	9,00	9,03	9,07	9,10	9,22	9,33	9,48	9,54

¹ A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/16 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/16 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes journalières	Crédits à court terme				Crédits à long terme	
	Crédits d'escompte ordinaires ¹	Crédits d'acceptation ¹	Crédits de caisse ¹	Avances à terme fixe à 3 mois ²	Crédits d'investissements ³	Prêts hypothécaires ⁴
1985	10,65	10,65	12,61	9,83	11,97	11,52
1986	9,07	9,07	10,47	8,21	8,92	8,79
1987	8,21	8,21	9,34	7,20	8,73	8,24
1988	8,11	8,11	8,86	6,87	8,53	8,05
1989	10,23	10,23	10,98	8,83	8,98	8,52
1990	12,24	12,24	12,99	9,92	10,98	10,99
1989 Août	10,00	10,00	10,75	8,60	9,00	8,50
Septembre	10,05	10,05	10,80	8,81	9,00	8,50
Octobre	11,19	11,19	11,94	9,68	9,15	8,76
Novembre	11,50	11,50	12,25	9,96	9,25	9,00
Décembre	11,77	11,77	12,52	10,23	9,56	9,44
1990 Janvier	12,00	12,00	12,75	10,68	9,94	10,16
Février	12,48	12,48	13,23	10,75	10,53	10,50
Mars	12,50	12,50	13,25	10,60	11,25	11,00
Avril	12,50	12,50	13,25	10,37	11,25	11,00
Mai	12,50	12,50	13,25	10,14	11,25	11,00
Juin	12,50	12,50	13,25	9,88	11,25	11,00
Juillet	12,13	12,13	12,88	9,52	11,25	11,00
Août	12,00	12,00	12,75	9,51	11,00	11,00
Septembre	12,00	12,00	12,75	9,25	11,00	11,00
Octobre	12,00	12,00	12,75	9,08	11,00	11,16
Novembre	12,00	12,00	12,75	9,24	11,00	11,50
Décembre	12,31	12,31	13,06	9,97	11,00	11,50
1991 Janvier	12,50	12,50	13,25	10,10	11,00	11,50
Février	12,50	12,50	13,25	9,75	10,91	11,50
Mars	12,21	12,21	12,96	9,47	10,70	11,50
Avril	12,00	12,00	12,75	9,40	10,70	11,50
Mai	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juin	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juillet	12,00	12,00	12,75	9,26	10,70	11,50
Août	12,00	12,00	12,75	9,39	10,70	11,50

¹ Taux d'affiche communiqués par l'Association Belge des Banques.

² Taux indicatifs calculés en rajoutant au taux moyen des opérations interbancaires une marge variable que l'on peut considérer comme représentative pour les crédits accordés aux débiteurs de premier rang.

³ Taux appliqués par la SNCI, indépendamment de la durée du crédit d'investissement.

⁴ Prêts hypothécaires ordinaires octroyés par la CGER, avec taux semi-variable, assurance du solde restant dû et échéance supérieure à 15 ans. Il s'agit du taux proposé aux « nouveaux clients », qui ne tient pas compte des réductions consenties aux « bons » ou « très bons » clients.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes	Dépôts d'épargne			Dépôts à terme à 3 mois ³				Bons de caisse ⁴		
	Taux de base	Prime de fidélité ¹	Taux brut fictif ²	Ordinaires	De 1 à 3 millions	De 3 à 5 millions	De 5 à 20 millions	A 1 an	A 3 ans	A 5 ans
1985	5,25	0,75	8,00	6,72	7,76	8,26	8,97	9,00	10,18	10,74
1986	4,29	0,69	6,64	5,36	6,31	6,86	7,48	7,11	7,47	7,72
1987	4,00	0,65	6,20	5,00	5,70	6,07	6,47	6,50	7,24	7,59
1988	3,78	0,74	6,03	4,56	5,29	5,66	6,14	6,23	7,03	7,33
1989	3,75	0,75	6,00	5,09	6,38	7,03	8,10	6,90	7,47	7,73
1990	3,94	1,25	5,94	6,10	7,45	8,16	9,19	8,30	8,76	8,97
1989 Août	3,75	0,75	6,00	5,25	6,50	7,00	7,88	7,25	7,50	7,75
Septembre	3,75	0,75	6,00	5,25	6,50	7,05	8,08	7,25	7,50	7,75
Octobre	3,75	0,75	6,00	5,40	6,80	7,56	8,95	7,40	7,65	7,90
Novembre	3,75	0,75	6,00	5,50	7,00	7,89	9,24	7,50	7,75	8,00
Décembre	3,75	0,75	6,00	5,50	7,17	8,11	9,51	7,50	7,92	8,20
1990 Janvier	3,75	1,25	6,67	5,50	7,39	8,39	9,96	7,50	8,00	8,30
Février	3,75	1,25	6,67	5,50	7,50	8,50	10,03	7,50	8,00	8,30
Mars	3,75	1,25	5,56	5,91	7,55	8,44	9,88	8,05	8,55	8,85
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	7,75	8,50	9,64	8,50	9,00	9,30
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	7,69	8,44	9,42	8,50	9,00	8,30
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,53	8,28	9,15	8,50	9,00	9,30
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	8,01	8,79	8,50	9,00	9,30
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	7,35	7,94	8,78	8,50	8,90	9,00
Septembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,27	7,77	8,52	8,50	8,90	9,00
Octobre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,35	8,50	8,90	9,00
Novembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,52	8,50	8,90	9,00
Décembre	4,00	1,25	5,83	6,25	7,49	8,17	9,24	8,50	8,90	9,00
1991 Janvier	4,00	1,25	5,83	6,25	7,60	8,35	9,40	8,50	8,90	9,00
Février	4,00	1,25	5,83	6,25	7,46	8,15	9,03	8,43	8,79	8,93
Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	7,31	7,94	8,75	8,25	8,50	8,75
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	7,87	8,68	8,25	8,50	8,75
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,51	8,25	8,50	8,70
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,55	8,25	8,50	8,60
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,60	8,25	8,50	8,60
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,73	8,25	8,50	8,60

¹ Depuis le 16 janvier 1982, la prime de fidélité est octroyée sur la base du solde minimum maintenu en compte pendant 12 mois. Elle n'est toutefois capitalisée qu'à la fin de l'année calendaire considérée.

² La rémunération des dépôts d'épargne ordinaires n'est, dans certaines limites, pas soumise au précompte mobilier. Le taux brut fictif correspond au taux d'intérêt qui, après déduction d'un précompte mobilier fictif (20 p.c. jusqu'en 1983, 25 p.c. à partir de 1984 et 10 p.c. depuis mars 1990), aurait rapporté un taux net équivalent au taux d'intérêt effectif (taux de base + prime de fidélité). Ce taux d'intérêt brut fictif permet d'établir une comparaison avec les taux en vigueur pour les autres formes d'épargne, soumises au précompte mobilier.

³ Les modifications affectant le taux des dépôts à terme ordinaires font l'objet d'un accord concerté entre la BNB et l'Association Belge des Banques. Pour les autres dépôts à terme, il s'agit de taux d'intérêt indicatifs fixés par l'Association Belge des Banques.

⁴ Taux des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédits.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC¹

Source : Fonds des Rentes.

Moyennes journalières ²	Emprunts classiques							Obligations linéaires
	Taux moyen brut par échéance						Taux moyen net ³	Taux brut de l'emprunt de référence ⁴
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans et plus		
1988	7,00	7,46	7,75	7,80	7,94	8,01	5,91	n.
1989	8,76	8,77	8,73	8,67	8,63	8,59	6,57	n.
1990	10,12	10,14	10,17	10,14	10,10	10,06	8,70	10,01
1989 Août	8,46	8,44	8,45	8,48	8,47	8,41	6,40	8,36
Septembre	8,73	8,67	8,58	8,54	8,52	8,51	6,50	8,43
Octobre	9,46	9,30	9,09	9,01	8,86	8,84	6,81	8,68
Novembre	9,90	9,79	9,66	9,45	9,23	9,17	7,11	9,10
Décembre	10,17	10,12	9,99	9,77	9,61	9,56	7,49	9,40
1990 Janvier	10,68	10,48	10,39	10,20	10,00	9,93	7,81	9,80
Février	10,96	10,85	10,84	10,69	10,64	10,56	8,39	10,40
Mars	10,84	10,60	10,55	10,48	10,40	10,36	8,21	10,26
Avril	10,36	10,20	10,20	10,18	10,08	10,03	8,81 ⁵	10,00
Mai	10,13	9,98	10,03	10,02	9,99	9,96	8,82	9,82
Juin	9,98	9,94	10,00	10,00	9,98	9,93	8,85	9,75
Juillet	9,61	9,63	9,65	9,67	9,66	9,63	8,56	9,56
Août	9,78	9,94	10,01	10,02	9,99	9,99	8,93	10,01
Septembre	9,81	10,17	10,21	10,24	10,22	10,22	9,11	10,30
Octobre	9,62	9,96	10,07	10,14	10,17	10,16	9,06	10,22
Novembre	9,65	9,83	9,98	9,98	10,00	9,99	8,94	10,01
Décembre	10,02	10,08	10,10	10,09	10,03	9,98	8,90	9,95
1991 Janvier	10,06	10,03	10,04	10,03	10,00	9,92	8,87	9,87
Février	9,59	9,48	9,42	9,38	9,35	9,32	8,36	9,25
Mars	9,41	9,36	9,37	9,34	9,31	9,28	8,39	9,23
Avril	9,46	9,38	9,35	9,33	9,28	9,24	8,33	9,17
Mai	9,29	9,24	9,26	9,23	9,19	9,17	8,23	9,14
Juin	9,34	9,33	9,31	9,33	9,29	9,26	8,29	9,26
Juillet	9,57	9,56	9,54	9,59	9,51	9,46	8,38	9,47
Août	9,56	9,56	9,54	9,54	9,50	9,41	8,41	9,41

¹ Les emprunts pris en compte pour établir ces statistiques sont les émissions en franc belge à plus d'un an du secteur public ayant fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

² Les chiffres annuels sont la moyenne des chiffres mensuels.

³ Taux de rendement après précompte mobilier concernant les emprunts de 6 ans et plus.

⁴ Emprunt « benchmark » : du 1-6-89 au 5-8-90 — OLO 8,25% 1989/99 à partir du 6-8-90 — OLO 10% 1990/00.

⁵ A partir de ce mois, seuls sont pris en compte les emprunts émis à l'attention des particuliers auxquels s'applique une retenue à titre de précompte mobilier de 10 p.c.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS¹

Moyennes journalières	Franc belge	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1985	9,57	5,31	6,37	10,69	10,11	n.	n.	n.	12,22	9,27	8,34	6,63
1986	8,08	4,59	5,63	9,36	9,26	n.	n.	n.	10,95	8,05	6,78	5,10
1987	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1989 Août	8,47	6,97	7,21	9,03	9,26	n.	n.	n.	13,85	9,35	8,77	5,41
Septembre	8,68	7,38	7,59	9,24	9,60	n.	n.	n.	14,00	9,86	8,91	5,66
Octobre	9,56	8,01	8,12	9,91	11,16	n.	n.	n.	15,03	10,41	8,73	6,20
Novembre	9,88	8,21	8,45	10,45	12,03	n.	n.	n.	15,12	10,74	8,48	6,73
Décembre	10,08	8,20	8,54	10,75	11,94	n.	n.	n.	15,12	11,01	8,46	6,73
1990 Janvier	10,53	8,31	8,89	11,28	12,07	n.	n.	n.	15,16	11,27	8,29	7,01
Février	10,59	8,42	8,99	11,00	12,22	n.	n.	n.	15,11	11,18	8,31	7,23
Mars	10,46	8,34	8,78	10,64	12,02	n.	n.	n.	15,31	10,77	8,43	7,54
Avril	10,27	8,22	8,52	9,95	11,30	n.	n.	n.	15,21	10,47	8,51	7,41
Mai	10,00	8,19	8,46	9,75	10,65	n.	n.	n.	15,16	10,34	8,41	7,34
Juin	9,73	8,18	8,34	10,00	10,60	n.	n.	n.	14,97	10,19	8,29	7,38
Juillet	9,38	8,24	8,24	10,01	10,22	n.	n.	n.	14,95	10,20	8,16	7,68
Août	9,37	8,45	8,48	10,13	10,38	n.	n.	n.	14,98	10,27	8,06	8,00
Septembre	9,12	8,44	8,46	10,30	10,66	n.	n.	n.	14,91	10,06	8,14	8,37
Octobre	8,96	8,56	8,48	10,00	10,35	n.	n.	n.	14,04	9,92	8,11	8,26
Novembre	9,11	8,93	8,81	9,93	10,38	n.	n.	n.	13,67	10,10	8,10	8,37
Décembre	9,83	9,39	9,41	10,21	10,36	n.	n.	n.	13,79	10,42	7,89	8,24
1991 Janvier	9,91	9,30	9,34	10,18	10,40	11,30	12,68	14,81	13,90	10,41	7,28	8,15
Février	9,54	9,00	9,01	9,67	10,17	11,11	13,19	14,72	13,21	9,72	6,63	7,99
Mars	9,27	9,04	9,07	9,32	9,95	10,74	12,52	13,76	12,34	9,36	6,48	8,11
Avril	9,19	9,12	9,11	9,22	9,83	10,25	11,51	13,39	11,89	9,34	6,12	7,91
Mai	9,00	8,97	9,05	9,11	9,58	10,36	11,32	12,92	11,45	9,59	5,96	7,75
Juin	9,09	8,98	9,10	9,61	9,33	10,19	11,08	12,43	11,21	9,95	6,11	7,75
Juillet	9,14	9,09	9,11	9,50	9,31	9,99	11,46	12,77	11,03	9,91	6,05	7,48
Août	9,28	9,22	9,27	9,47	9,53	10,05	11,85	12,70	10,86	9,83	5,67	7,28

¹ Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux ¹							Marché international ²	
	Belgique ³	France ⁴	Pays-Bas ⁵	Allemagne ⁶	Royaume-Uni ⁷	Etats-Unis ⁸	Japon ⁹	Dollar US ¹⁰	Ecu ¹¹
1988	8,01	9,05	6,10	6,5	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989	8,59	8,78	7,21	7,0	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990	10,06	9,93	8,99	8,8	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1989 Août	8,41	8,34	7,02	6,8	9,91	8,11	4,97	8,86	8,61
Septembre	8,51	8,56	7,24	7,0	10,21	8,19	5,12	8,98	8,68
Octobre	8,84	8,83	7,51	7,2	10,45	8,01	5,49	8,91	8,93
Novembre	9,17	9,08	7,84	7,5	10,55	7,87	5,65	8,74	9,24
Décembre	9,56	9,11	7,92	7,5	10,56	7,84	5,87	8,72	9,25
1990 Janvier	9,93	9,55	8,31	7,9	10,89	8,21	6,64	8,93	9,72
Février	10,56	10,04	8,91	8,7	11,33	8,47	6,92	9,28	10,57
Mars	10,36	10,04	9,10	8,9	12,42	8,59	7,36	9,48	10,90
Avril	10,03	9,62	8,98	8,8	12,72	8,79	7,24	9,53	10,68
Mai	9,96	9,55	9,03	8,9	12,45	8,76	6,70	9,61	10,54
Juin	9,93	9,73	9,03	8,9	11,80	8,48	7,06	9,49	10,32
Juillet	9,63	9,57	8,79	8,7	11,84	8,47	7,48	9,30	9,99
Août	9,99	10,11	9,03	9,0	12,15	8,75	8,19	9,30	10,27
Septembre	10,22	10,47	9,21	9,1	12,10	8,89	8,62	9,42	10,57
Octobre	10,16	10,36	9,24	9,1	11,74	8,72	7,68	9,51	10,56
Novembre	9,99	10,18	9,15	9,0	11,37	8,39	7,40	9,39	10,36
Décembre	9,98	9,91	9,10	8,9	10,84	8,08	7,06	9,08	10,01
1991 Janvier	9,92	9,79	9,19	9,0	10,59	8,09	6,83	8,95	10,02
Février	9,32	9,14	8,68	8,5	10,13	7,85	6,66	8,70	9,32
Mars	9,28	9,05	8,69	8,5	10,29	8,11	6,89	8,80	9,19
Avril	9,24	8,89	8,65	8,4	10,19	8,04	7,00	8,90	9,09
Mai	9,17	8,87	8,68	8,4	10,38	8,07	6,87	8,84	8,98
Juin	9,26	9,13	8,70	8,4	10,58	8,28	7,12	8,89	9,14
Juillet	9,46	9,16	8,88	8,6	10,28	8,27	6,80	9,07	9,21
Août	9,41	9,09	8,90	8,6	10,03	7,90	6,55	8,75	9,18

¹ Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

² Moyennes hebdomadaires.

³ Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

⁴ Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

⁵ Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

⁶ Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

⁷ Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

⁸ Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

⁹ Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

¹⁰ Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

¹¹ Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : Bulletin de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février					10	7,75	13	11,50						
Mars					3	7,50								
Juillet							28	12,00						
Août														
Septembre ...	4	6,00												
Novembre					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre					25	8,00			25	4,50				
Décembre			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00						6	13,50					
Mars														
Avril			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai													31	3,25
Juin			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		
Octobre			6	6,00	6	9,50			6	7,75	6	6,00	11	3,75
Décembre					18	10,00							25	4,25
1990 Mars													20	5,25
Avril					2	9,75								
Avril					26	9,50								
Mai								21	12,50					
Août													30	6,00
Octobre					31	9,25								
Novembre									2	8,00				
Décembre	19	6,50												
1991 Février	1	6,00	1	6,50					1	8,50				
Mars					18	9,00								
Avril	30	5,50												
Mai								13	11,50					
Juin														
Août			16	7,50									1	5,50
Septembre ...	13	5,00							16	8,75	16	7,00		

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1987	8,38		8,66		1990 Août	14,75		12,92	
1988	12,81		11,19		Septembre	14,75		12,65	
1989	14,75		12,47		Octobre	13,75		12,66	
1990	13,75		11,72		Novembre	13,75		12,26	
					Décembre	13,75		11,72	
1989 1 ^{er} trimestre	12,81		12,39		1991 Janvier	13,75		10,73	
2 ^e trimestre	13,75		12,33		Février	12,75		9,97	
3 ^e trimestre	13,75		12,48		Mars	12,25		9,92	
4 ^e trimestre	14,75		12,47		Avril	11,81		9,49	
1990 1 ^{er} trimestre	14,75		13,51		Mai	11,31		9,06	
2 ^e trimestre	14,75		13,83		Juin	11,31		8,90	
3 ^e trimestre	14,75		12,65		Juillet	10,88		8,94	
4 ^e trimestre	13,75		11,72		Août	10,88		8,78	
1991 1 ^{er} trimestre	12,25		9,92						
2 ^e trimestre	11,31		8,90						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de

la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUILLET 1991

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités ;**
- 2. Réglementation économique et financière ;**
- 3. Réglementation fiscale ;**
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;**
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
- 5. Réglementation sociale ;**
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;**
- 7. Divers.**

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

DROITS FONDAMENTAUX.

Protocole n° 8 à la Convention de 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Vienne le 15 mars 1985. Liste des Etats liés. Entrée en vigueur, *Moniteur*, 5 juillet 1991, p. 15000.

Loi du 18 juillet 1991 relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique et mental, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16553.

Arrêté royal du 19 juillet 1991 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991 relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique et mental, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16627.

Cette loi constitue le pendant pécuniaire de la loi du 26 juin 1990, modifiée par la loi du 18 juillet 1991 relative à la protection de la personne des malades mentaux. Elle permet la désignation par le juge de paix, sur requête de la personne à protéger, de tout intéressé ou d'office, d'un administrateur provisoire à la gestion des biens du malade. Les pouvoirs de cet administrateur dont la désignation est publiée au Moniteur, ainsi que les obligations qui lui incombent du fait de sa désignation, sont définis dans la loi, qui sanctionne de nullité relative les actes de disposition et de gestion accomplis directement par la personne protégée.

ROI.

Modifications du 21 juin 1991 à la Constitution, *Moniteur*, 10 juillet 1991, p. 15436.

La loi salique est abolie en Belgique.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

BOURSE.

Arrêté royal du 5 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 6 mars 1991 fixant les statuts de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, *Moniteur*, 16 juillet 1991, p. 15821.

Cet arrêté postpose la date de libération du fonds social de la Société de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles du 30 juin 1991 au 30 septembre 1991.

CREDIT A LA CONSOMMATION.

Loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, *Moniteur*, 9 juillet 1991, p. 15203 à 15256.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1991 modifiant l'arrêté ministériel du 20 janvier 1984 approuvant le règlement régissant les opérations du Fonds de participation en vertu des articles 2, 5 et 6 du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, *Moniteur*, 5 juillet 1991, p. 14998.

Cet arrêté modifie certains articles du Règlement relatifs aux opérations du Fonds de participation effectuées sous forme de prêts subordonnés et d'emprunts obligataires dans le cadre de transmissions d'entreprises.

Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 89/299/CEE concernant les fonds propres des établissements de crédit, *Journal officiel* n° C 186 du 18 juillet 1991, p. 14.

Loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, *Moniteur*, 9 juillet 1991, p. 15257 à 15369.

Résumé

La présente loi restructure le secteur public du crédit en vue, d'une part, de renforcer la position concurrentielle des établissements qui le composent dans la perspective de la libération prochaine des marchés financiers et, d'autre part, d'harmoniser leurs conditions de fonctionnement et de contrôle avec celles applicables aux institutions du secteur privé.

Le premier volet rassemble les six institutions concernées en deux grands conglomerats financiers, composés chacun d'un holding bancaire, chargé de l'élaboration de la politique commune et de la gestion des participations, et de plusieurs établissements publics de crédit, spécialisés ou non, tandis que le second harmonise les conditions de fonctionnement et de contrôle des établissements de crédit publics et privés. Chacune des composantes des deux groupes reçoit le statut de société anonyme de droit public et reprend, à l'exception des holdings nouvellement créés, les droits et obligations des établissements publics qu'ils remplacent, moyennant les adaptations prévues par la loi.

On distingue donc le groupe de la CGER-holding, rassemblant la CGER-Banque et Assurances, la CNCP et l'INCA, et celui du Crédit Communal-holding, chapeautant le Crédit Communal-Banque, la SNCI et l'OCCH.

La structuration en deux groupes distincts assure le maintien d'une certaine concurrence et suscite le développement de synergies au sein du secteur financier public belge, tandis que l'organisation interne de chaque groupe en conglomérat à fort degré d'intégration doit leur permettre d'affronter l'intensification prochaine de la concurrence européenne.

Les mécanismes prévus pour la détermination initiale – à l'intervention d'un collège de réviseurs désignés à cet effet – et la modification du capital social des holdings et de leurs filiales traduisent la volonté d'assurer l'ancrage public du système, tout en encourageant l'ouverture de ce même capital à des apports extérieurs (sociétés publiques d'investissement, partenaires privés, personnel, ...) en vue du respect de l'exigence européenne en matière de renforcement des fonds propres des établissements de crédit.

Dans le même esprit, la présence de mandataires communs dans les organes d'administration des holdings et des filiales tend à assurer la coordination des activités des diverses composantes de chaque groupe, tout en préservant à celles-ci une certaine autonomie de gestion. Elle permet également au holding d'exercer une fonction d'impulsion et de contrôle sur l'ensemble du groupe.

Le principe de déspecialisation des activités des établissements publics de crédit et de leur ouverture à l'étranger est réaffirmé, quoique certaines entités restent prioritairement axées sur leurs activités traditionnelles. Par ailleurs, l'Etat reste autorisé à charger ces établissements de missions spéciales d'intérêt public, dont il assume les conséquences financières sur base de protocoles de gestion arrêtés avec les institutions concernées.

L'exercice d'une tutelle administrative sur les établissements publics de crédit est aboli au profit d'un contrôle de l'Etat limité à la présence d'un commissaire du gouvernement auprès des holdings et auprès des établissements publics de crédit agissant en mission spéciale pour compte de l'Etat, ainsi que, dans ce même cadre, l'intervention d'une commission des comptes, comportant notamment la présence d'un membre de la Cour des Comptes.

Le livre I^{er}, traitant de l'organisation du secteur public de crédit, examine successivement les groupes de la CGER-holding et du Crédit Communal-holding. Chaque société y est étudiée individuellement, selon une présentation symétrique traitant successivement de la constitution, des statuts, du capital et de l'objet de la société, puis de son administration, et ensuite de son mode de financement et de contrôle, pour terminer avec des dispositions relatives à sa dissolution et la détermination d'un régime transitoire.

On y constate notamment que les holdings peuvent, à certaines conditions, prendre des participations dans des secteurs financiers autres que bancaires (cf. le cas de la CGER-Assurances), qui sont dès lors soumises à des règles de contrôle spécifique, en plus du contrôle prudentiel s'exerçant sur le groupe.

Par ailleurs, la CNCP et l'INCA, caractérisés l'une et l'autre par l'existence d'établissements agréés par un organisme central en vertu d'un règlement d'agrément et de contrôle, font également l'objet de dispositions spécifiques, en raison, pour la première, de la mixité de son capital et pour le second, de l'existence d'un lien de solidarité entre les engagements des divers composants de l'ensemble, propre à une « fédération de banques ».

Enfin, la participation des pouvoirs locaux au capital du Crédit Communal justifie le fait que l'Etat ne peut imposer la transformation de la société, qui doit être votée par ses divers actionnaires.

Le titre III, définissant les dispositions communes aux deux groupes, prévoit en faveur des sociétés qui les composent certaines dérogations à la législation sur les sociétés commerciales, notamment en matière de pouvoir votal des actions, et détermine également certaines incompatibilités applicables aux mandats de leurs dirigeants.

Le titre IV définit les principes du contrôle prudentiel dont la loi confie l'exercice à la Commission bancaire et financière, consolidé sur l'ensemble du groupe, et individuel sur chacune de ses composantes existantes ou futures. Le contrôle séparé des holdings est présenté comme la contrepartie du caractère intégré du groupe, qui déroge au principe d'autonomie des établissements de crédit qui en font partie. Ce contrôle n'est pas exclusif de celui d'autres autorités compétentes (par exemple celui de l'Office de contrôle des assurances ou de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse, ce qui nécessite l'instauration de mécanismes de collaboration entre les diverses autorités concernées.

Le titre V enfin prévoit la création d'un Conseil général du secteur public du crédit chargé de suivre, sous l'autorité du Ministre des Finances, le développement des orientations générales du secteur.

Le livre II précise les modalités d'exercice du contrôle prudentiel évoqué plus haut.

Le titre I^{er} insère un chapitre III à l'arrêté royal n° 185 sur le contrôle des banques, qui instaure pour les établissements publics de crédit un régime de contrôle quasiment analogue à celui d'application au secteur privé, adapté à leurs spécificités propres.

Le titre II harmonise les conditions de fonctionnement des établissements de crédit des secteurs privé et public en imposant à ces derniers la participation à un système de protection des dépôts géré par l'IRC.

La mise en concurrence de tous les établissements de crédit implique par ailleurs la suppression graduelle de la garantie de l'Etat pour les engagements des établissements publics postérieurs au 31 décembre 1992.

Pour la détermination du ratio de solvabilité, rendu obligatoire par l'arrêté ministériel du 31 mai 1991 approuvant l'arrêté de la Commission bancaire et financière du 19 mars 1991, cette garantie pourra être considérée comme faisant partie des fonds propres des établissements publics de crédit jusqu'au 31 décembre 1994.

Le livre III comporte enfin des dispositions diverses, adaptant ou abrogeant les dispositions d'ordre fiscal, social ou autre en vigueur et soumet à la délibération du Conseil des Ministres l'arrêté fixant l'entrée en vigueur de cette loi.

MACHINES.

Directive du Conseil du 20 juin 1991 modifiant la directive 89/392/CEE concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux machines, *Journal officiel* n° L 198 du 22 juillet 1991, p. 16.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Arrêté ministériel du 5 juin 1991 modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, *Moniteur*, 2 juillet 1991, p. 14706.

Article unique. — « Le chèque postal nominatif individuel, ainsi que le chèque postal au porteur, peuvent être encaissés aux guichets de l'Office des Chèques postaux et des bureaux de poste. »

Arrêté ministériel du 2 juillet 1991 relatif à l'amortissement des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de fer belges, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16651.

Loi du 17 juin 1991 modifiant la loi du 31 août 1939 sur l'Office National du Dueroire, *Moniteur*, 19 juillet 1991, p. 16091.

Résumé

Les modifications apportées par cette loi à la loi organique de l'OND sont de deux ordres. D'une part, une distinction est établie entre les activités dites concurrentielles de l'Office et celles où il agit en mission spéciale pour compte de l'Etat.

Pour permettre l'exercice des premières, l'objet social est élargi et autorise l'Office à prendre toutes les mesures aptes à assurer la garantie des risques liés à des opérations de commerce extérieur et, subsidiairement, de participer au financement de ces opérations.

La loi autorise également l'OND à collaborer avec les autres entreprises du secteur, en ce compris les sociétés étrangères, par la conclusion de conventions ou la prise de participations.

Pour les missions spéciales comportant des risques dont la gravité et la durée dépassent les possibilités techniques de l'Office, la loi prévoit la prise en charge budgétaire des crédits nécessaires à suppléer l'insuffisance du Fonds de réserve spécial constitué à cet effet par l'Etat auprès de l'Office. Le Ministre des Affaires économiques et le Ministre des Finances conservent un pouvoir de tutelle sur l'Office pour l'exécution de ces missions.

La loi prescrit une comptabilisation séparée pour ces opérations et pour celles effectuées pour le compte de l'Etat ou pour compte propre, mais avec la garantie de l'Etat. Elle énonce également le principe d'affectation des recettes issues d'un type d'activités au financement d'activités identiques.

Par ailleurs, des dispositions spécifiques de nature financière sont prévues pour permettre à l'OND d'affronter la situation de déséquilibre important provoqué par la diminution des recettes et l'augmentation des paiements d'indemnités. Le montant des engagements de l'OND est en outre limité en valeur absolue et en proportion de ses fonds propres.

Enfin, la loi attache la garantie de l'Etat aux emprunts contractés par l'Office auprès d'établissements de crédit ou à la souscription aux titres émis par lui pour le financement de ses activités.

Loi du 22 juillet 1991 relative à la Loterie nationale, *Moniteur*, 31 juillet 1991, p. 16840.

La Loterie Nationale constituant jusqu'à présent un service du département ministériel des Finances, est érigée en établissement public autonome doté de la personnalité juridique.

PRATIQUES DE COMMERCE.

Proposition de directive du Conseil concernant la publicité comparative et modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse (91/C 180/15), *Journal officiel* n° C 180 du 11 juillet 1991, p. 14.

SOCIETES ET ENTREPRISES.

Loi du 18 juillet 1991 modifiant les articles 16, alinéa 1^{er}, et 36 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, modifiée par les lois des 16 mars 1962 et du 10 mars 1975, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16626.

Cette loi soumet à autorisation par arrêté royal motivé les libéralités entre vifs ou testamentaires supérieures à 400.000 F effectuées en faveur d'ASBL ou d'établissements d'utilité publique.

Loi du 18 juillet 1991 portant dispositions modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935 dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16516.

Résumé

Cette loi actualise la législation belge sur les sociétés commerciales en y intégrant des principes dégagés de la jurisprudence de la Commission bancaire et financière (CBF) ainsi que de législations étrangères, et en entérinant officiellement une série de pratiques existantes.

Outre quelques mesures visant à éliminer les anachronismes de notre législation commerciale, la loi prévoit une série de dispositions destinées à permettre aux sociétés d'ouvrir leur capital à l'extérieur, tout en les dotant de moyens de défense efficaces contre des pratiques non conformes à l'intérêt social. Les offres publiques d'acquisition sont spécialement réglementées et soumises à un contrôle étroit de la Commission bancaire et financière.

Elle aborde principalement les thèmes suivants :

a) Constitution et modifications du capital social :

- le système du capital autorisé est aménagé pour les sociétés faisant ou ayant fait appel public à l'épargne, notamment lorsque le droit préférentiel de souscription est limité ou supprimé conformément aux dispositions nouvelles de la loi en faveur d'un (ou plusieurs) actionnaire(s) agissant de concert ;*
- la licéité des clauses d'agrément et de préemption est reconnue à certaines conditions ;*
- l'émission d'actions sans droit de vote ou d'actions réservées au personnel de l'entreprise est autorisée et modalisée ;*

- les participations croisées reçoivent une attention spéciale, en particulier lorsqu'elles sont prises ou renforcées au sein d'un groupe de sociétés ;
- la possibilité d'émettre des warrants (« droits de souscription ») est officiellement reconnue et réglementée.

b) Fonctionnement de la société.

Des mesures sont prévues pour remédier à certains dysfonctionnements de la vie sociétaire, dont entre autres l'élaboration d'un régime de responsabilité spécifique attaché aux conflits d'intérêts qui peuvent opposer la société à un ou plusieurs de ses administrateurs, et l'ouverture aux actionnaires minoritaires d'un droit d'agir en justice ou d'obtenir la désignation d'un expert.

c) Participation aux assemblées générales et information des actionnaires.

Un régime de protection renforcée des droits de l'actionnaire est élaboré : l'accent est mis sur l'exigence d'un traitement non discriminatoire des actionnaires, et celle d'une information adéquate à leur profit. La participation à la prise de décision est facilitée et organisée par des mesures telles que l'autorisation du vote par correspondance, l'exigence d'un ordre du jour plus explicite, la garantie d'anonymat offerte aux petits porteurs, la reconnaissance de la licéité de certains pactes de votation et le caractère optionnel de la limitation de puissance votale.

Le contrôle du respect des dispositions légales est confié à la CBF pour les sociétés ayant fait ou faisant appel public à l'épargne, et aux (commissaires-)réviseurs ou experts-comptables désignés par le conseil d'administration, pour les autres ; enfin des sanctions pénales nouvelles sont prévues.

d) Information du public.

L'exigence de transparence du marché des entreprises a nécessité la modification du mode de publication de leurs comptes annuels, en vue d'une plus grande efficacité : le dépôt de ces comptes s'effectue désormais directement aux guichets de la Banque Nationale de Belgique, en même temps qu'est prévue une procédure de rectification par cette dernière des erreurs logiques ou arithmétiques décelées lors de ses contrôles.

e) Période transitoire.

La loi octroie aux entreprises une période de 18 mois, dont l'échéance correspond à l'ouverture du marché intérieur européen, pour mettre leurs statuts en concordance avec les dispositions nouvelles.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DOUANE ET ACCISES.

Arrêté ministériel du 25 juillet 1991 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur*, 31 juillet 1991, p. 16851.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Arrêté royal du 11 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16649.

Cette disposition apporte un correctif au régime d'exonération facultative applicable aux opérations de fusion et d'absorption, en vue d'assurer une plus grande neutralité.

Arrêté royal du 12 juillet 1991 modifiant, en matière de déduction forfaitaire au titre de charges professionnelles, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16650.

Cet arrêté a trait à la déductibilité des frais résultant de l'éloignement du domicile par rapport au lieu de travail.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

DETTE DE L'ETAT.

Arrêté ministériel du 8 juillet 1991 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » pendant le second semestre 1991, *Moniteur*, 16 juillet 1991, p. 15822.

Arrêté ministériel du 9 juillet 1991 relatif à la troisième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,25% - 2 janvier 1998 », *Moniteur*, 16 juillet 1991, p. 15822.

Arrêté ministériel du 9 juillet 1991 relatif à la troisième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9% - 28 mars 2003 », *Moniteur*, 16 juillet 1991, p. 15823.

REGION WALLONNE.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mars 1991 instituant un Comité régional du Trésor, *Moniteur*, 11 juillet 1991, p. 15594.

Extrait

Article 1^{er}. — Il est institué, auprès de l'Exécutif régional wallon, un organe consultatif spécialisé dans la gestion financière de la Région, appelé Comité régional du Trésor, en abrégé CORET.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. CONGES ET INTERRUPTION DE CARRIERE.

Loi du 29 mai 1991 instaurant un congé pour raisons impérieuses, *Moniteur*, 10 juillet 1991, p. 15439.

SERVICE PUBLIC.

Loi du 4 avril 1991 portant approbation de la Convention n° 151 concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, adoptée à Genève le 27 juin 1978, par la Conférence internationale du Travail lors de sa soixante-quatrième Session, *Moniteur*, 26 juillet 1991, p. 16495.

Cette convention entrera en vigueur en Belgique le 21 mai 1992.

PROTECTION DU TRAVAIL.

Directive du Conseil, du 25 juin 1991, modifiant la directive 83/477/CEE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 8 de la directive 80/1107/CEE), *Journal officiel* n° L 206 du 29 juillet 1991, p. 16.

Directive du Conseil, du 25 juin 1991, complétant les mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail des travailleurs ayant une relation de travail à durée déterminée ou une relation de travail intérimaire, *Journal officiel* n° L 206 du 29 juillet 1991, p. 19.

5.2.2. REVENU GARANTI.

Arrêté royal du 5 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées, *Moniteur*, 30 juillet 1991, p. 16770.

Cet arrêté introduit dans la législation sociale instituant un revenu garanti aux personnes âgées un chapitre relatif à l'attribution des droits des conjoints séparés de fait.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX.

Décision du Conseil du 22 juillet 1991 autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 202 du 25 juillet 1991, p. 46.

ACCORDS FINANCIERS.

Décision du Conseil du 20 juin 1991 relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté économique européenne et la Confédération suisse concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie, *Journal officiel* n° L 205 du 27 juillet 1991, p. 2.

ASSISTANCE FINANCIERE.

Décision du Conseil du 22 juillet 1991 concernant l'octroi d'une assistance financière à moyen terme à la Roumanie, *Journal officiel* n° L 208 du 30 juillet 1991, p. 64.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.

Loi du 17 juin 1991 portant approbation des résolutions relatives au troisième amendement aux statuts du Fonds monétaire international et à l'augmentation des quotes-parts des membres dudit Fonds, *Moniteur*, 27 juillet 1991, p. 16671.

INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX.

Arrêté royal du 28 mai 1991 relatif à un soutien financier en faveur d'investissements privés en Europe de l'Est et en Europe centrale, *Moniteur*, 3 juillet 1991, p. 14795.

PRODUITS DE BASE.

Décision du Conseil du 26 juin 1991 concernant la conclusion de la convention sur le commerce du blé en 1986 et la convention relative à l'aide alimentaire de 1986, constituant l'accord international sur le blé de 1986, tel que prorogé jusqu'au 30 juin 1993, *Journal officiel* n° L 197 du 20 juillet 1991, p. 43.

7. — DIVERS

SECURITE.

Arrêté royal du 27 juin 1991 fixant les modalités relatives à l'assurance couvrant la responsabilité civile des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage, *Moniteur*, 9 juillet 1991, p. 15399.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.
- Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Poullet.
- Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

AHLBORN, H.

The future of the Grand Duchy in the single market :
economic aspects.

(Réalités et Perspectives, 1990/2.)

Luxembourg, Banque Générale du Luxembourg, 1990,
36 p.

BOSSIER, F, & BERNARD, P.

Les perspectives énergétiques dans le contexte macro-
économique à moyen terme.

(Planning Papers, 52.)

Bruxelles, Bureau du Plan, 1990, 21 p.

334.154.2 - 334.154.1 - 334.151.28

382.0

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Dispositions européennes en matière bancaire et finan-
cière : activités bancaires.

(Dossier, 34.)

Bruxelles, A.B.B., 1991, 146 p.

BULLETTIN...

Les relations économiques est-ouest.

(In : BULLETTIN ECONOMIQUE POUR L'EUROPE, Genève, 1991,
p. 22-66.)

UN 3BF

334.151.20

333.400. - 333.50 - 333.101.
333.110. - 333.820. - 333.402.
333.403.

AUJOURD'HUI...

La conférence intergouvernementale sur l'union écono-
mique et monétaire.

(In : AUJOURD'HUI L'ECU, Lyon, Spéc., 1991 06, p. 4-78.)

FR 2D

CHAINEAU, A.

Mécanismes et politique monétaires.

Paris, Presses Universitaires de France, 1990, 359 p.

333.101. - 333.130.0 - 333.480.
333.139.2 - 347.734. - 334.151.20

380.23

BANKING...

Banking in the EC, 1991 : structures and sources of
finance.

London, Financial Times Business Information, 1991,
XV+363 p.

COMPETITIVENESS...

Tharakan, P.K.M. et al : Comparative advantage and
competitiveness in a small open economy. (In : The
competitiveness of European industry.)

London, Routledge, 1989, 41-63 p.

305.8 - 385.40 - 385.43
338.047.

DE BORGER, B.

The economic environment and public enterprise behaviour : Belgian railroads, 1950-1986.
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 90/249.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1990, 36 p.

334.151.20 - 334.151.21 - 334.151.27

EUROPEAN...

European monetary integration : from German dominance to an EC central bank? (Proceeding of a conference held in Washington on May 8, 1990.)

Berlin, Springer-Verlag, 1991, XII + 260 p.

334.151.20

DE GRAUWE, P.

Costs and benefits of a monetary union.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 2, 1991 06, p. 213-233.)

BE 171

382.250. - 334.151.27

FINANCE...

Boonstra, W.W. : The EMU and national autonomy on budget issues : an alternative to the Delors and the free market approaches. (In : Finance and the international economy, 4.)

Oxford, Oxford University Press, 1991, 209-224 p.

334.151.50

DISPERSYN, M. et al.

La construction d'un serpent social européen.

(In : REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 12 (Sp), 1990 12, p. 889-978.)

BE 141

382.250. - 334.151.25 - 333.825.
333.450.

FINANCE...

Davenport, M. : Pegging to the ECU : an exchange rate strategy for Eastern Europe. (In : Finance and the international economy, 4.)

Oxford, Oxford University Press, 1991, 63-77 p.

330.00

ECONOMISCHE...

Economische theorie : de stand van zaken.

Schoonhoven, Academic Service, 1990, 407 p.

336.200. - 336.201. - 336.024.
368.40

FISKALITEIT...

Fiskaliteit 2000 : krachtlijnen voor een nieuw fiscaal evenwicht.

Antwerpen, Uitgeversbedrijf Tijd, 1991, 320 p.

FRENKEL, J. et al.

Basic concepts of international taxation.
(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3540.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1990, 24 p.

GILOT, A.

Désindustrialisation ou intégration croissante de l'industrie et des services.
(Planning Papers, 49.)

Bruxelles, Bureau du Plan, 1990, 23 p.

174

338.43 - 342.55

GELINIER, O.

L'éthique des affaires : halte à la dérive.
Paris, Edit. du Seuil, 1991, 220 p.

HERBIET, M.

Répercussions de la régionalisation en matière d'organisation de l'économie.

(In : ACTUALITES DU DROIT, Liège, 2, 1991 04/06, p. 461-508.)

BE 514

333.600. - 333.602. - 333.610.
333.613.

332.621.4 - 332.622.0 - 332.630.

GENERALE BANK.

De Belgische kapitaalmarkt.
Brussel, Generale Bank, 1991, 75 p.

HEYLEN, F.

Long-term unemployment in the OECD-countries : the relevance of structural labour market and labour market policy characteristics.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 91/258.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1991, 38 p.

331.061. - 307.21

334.151.25

GILOT, A.

Regionale werkgelegenheidsvooruitzichten per sector, 1990-1994.

(Planning Papers, 47.)

Brussel, Planbureau, 1990, 41 p.

HILDEBRANDT, P.

The path to European Monetary Union.

(In : FEDERAL RESERVE BANK OF KANSAS CITY - ECONOMIC REVIEW, Kansas City (Missouri), 1991 03/04, p. 35-48.)

US 31C

304.5 - 305.970. - 331.061.

HOLDEN, K. et al.

Economic forecasting : an introduction.

Cambridge, Cambridge University Press, 1990,
IX+213 p.

333.106. - 333.100. - 333.101.

INTERNATIONAL...

International competitiveness in financial services. (Papers of a conference held in Washington, on May 31 and June 1, 1990.)

Boston, Kluwer Academic Publishers, 1991, 253 p.

334.151.20 - 334.151.27

333.101.

HUGHES HALLETT, A. & VINES, D.

Adjustment difficulties within a European monetary union : can they be reduced?
(CEPR Discussion Paper, 517.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1991,
44 p.

JORDAN, J.L.

Restructuring financial institutions in a global economy.
(In : CATO JOURNAL (THE), Washington, 2, 1990,
p. 315-328.)

US 54

334.151.27 - 305.92

334.81

HUGHES HALLETT, A. et al.

The European Monetary System : achievements and survival.
(CEPR Discussion Paper, 502.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1991,
71 p.

JUNZ, H.B. & BOONEKAMP, C.

What is at stake in the Uruguay Round?

(In : FINANCE AND DEVELOPMENT, Washington, 2, 1991 06,
p. 10-15.)

IMF 5E

333.101. - 333.111.0

334.151.21 - 334.151.20

INSTITUT EMILE VANDERVELDE.

Fraeys, W. : Le rôle de la banque centrale. (In : L'avenir du secteur financier en Belgique.)

(Notes de Documentation, 1.)

Bruxelles, Institut Emile Vandervelde, 1990, 57-68 p.

KINSELLA, R.P.

EMU and the development of a European Central Banking System.

(In : THE IRISH BANKING REVIEW, Dublin, 1991 06, p. 28-40.)

IE 2

382.11 - 330.3 - 334.151.1
334.151.7

LEJEUNE, B.

La dépendance externe de l'appareil productif de cinq pays de la CEE.
(C.R.E.D.E.L., Travaux de Recherches, 9102.)
Liège, Université de Liège au Sart Tilman, 1991, 27 p.

334.151.20 - 334.151.22 - 334.151.27

MELTZER, A.H.

Some empirical findings on differences between EMS and non-EMS regimes : implications for currency blocs.
(In : *CATO JOURNAL (THE)*, Washington, 2, 1990, p. 455-483.)
US 54

333.634. - 333.741.4 - 336.311.1

LOTS, C.

Marché secondaire des certificats de trésorerie et des obligations linéaires en Belgique.
(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIËWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 6, 1991 06, p. 291-294.)
BE 134

336.214. - 336.207.

MINTZ, J.M. & TULKENS, H.

Strategic use of tax rates and credits in a model of international corporate income tax competition.
(In : *CORE DISCUSSION PAPER*, Louvain-la-Neuve, 9073, 1990 12, p. 1-37.)
BE 57

333.841.

McNABB, R. & McKENNA, C.

Inflation in modern economies.
New York, Harvester Wheatsheaf, 1990, XI+144 p.

331.00 - 331.031. - 333.481.

MULLINEUX, A.W.

Business cycles and financial crises.
New York, Harvester Wheatsheaf, 1990, X+165 p.

334.151.20 - 334.151.25

MARTINO, A.

A monetary constitution for Europe?
(In : *CATO JOURNAL (THE)*, Washington, 2, 1990, p. 519-533.)
US 54

339.112.10 - 339.112.12 - 333.733.
303.8

MUTH, R.F. & GOODMAN, A.C.

The economics of housing markets.
(Fundamentals of Pure and Applied Economics, 31.)
Chur, Harwood Academic Publishers, 1989, X+148 p.

336.214.

334.151.3 - 336.201.

PEETERS, E.

Een fundamentele hervorming van de vennootschapsbelasting.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 6-7, 1991 06/07, p. 593-601.)

BE 71

STERDYNIAK, H. et al.

Vers une fiscalité européenne.

Paris, *Economica*, 1991, XVII+392 p.

333.111.0 - 334.151.21

338.043. - 334.151.9

QUADEN, G.

Indépendance et responsabilité des banques centrales : l'expérience des banques nationales.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 3, 1991 07, p. 133-145.)

BE 131A

STEURS, G. & KESTELOOT, K.

Economische achtergronden van de Europese onderzoeksprogramma's.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 2, 1991 06, p. 155-178.)

BE 171

334.151.21

333.111.42 - 333.403. - 333.111.40

REY, J.-J.

Indépendance et responsabilité : le projet de banque centrale européenne.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 3, 1991 07, p. 147-160.)

BE 131A

THOMAS, S.H. & WICKENS, M.R.

Currency substitution and vehicle currencies : tests of alternative hypotheses for the dollar, DM and yen. (CEPR Discussion Paper, 507.)

London, *Centre for Economic Policy Research*, 1991, 35 p.

348.50

333.154. - 333.731. - 333.103.

SALIEN, V.

Commentaire de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales. (M.B., 29 décembre 1990.)

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE*, Bruxelles, 91.5bis, 1991 05, p. 1-74.)

BE 158FB

TOERNIG, J.-P.

Les systèmes électroniques de paiement.

Paris, *Eyrolles*, 1991, 211 p.

330.01 - 333.450. - 305.92
333.451.1 - 333.830. - 333.831.0
333.825. - 332.221.

333.113.

TURNOVSKY, S.J.

International macroeconomic stabilization policy.
(Uncertainty and Expectations in Economics.)
Oxford, Basil Blackwell, 1990, VIII+391 p.

VANHAVERBEKE, G.

De Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen : ook van Vlaanderen?
(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 6-7, 1991 06/07, p. 602-610.)
BE 71

336.61 - 336.300. - 305.93

336.52 - 336.53 - 336.61

TURNOVSKY, S.J. & SEN, P.

Fiscal policy, capital accumulation, and debt in an open economy.
(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 3489.)
Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1990, 27 p.

VANNESTE, J. & MOESEN, W.

De gemeentefinanciën in Vlaanderen : verkenning en verklaringen.
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 90/251.)
Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1990, 46 p.

338.78

332.620. - 332.630. - 332.27
338.021.

VAGMAN, V.

Charleroi : éléments d'une mutation post-industrielle.
(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1319, 1991, p. 3-32.)
BE 28E

VAN POECK, A. & VAN GOMPEL, J.

The decline in unemployment (1984-90) and the wage formation hypothesis.
(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Report, 91/257.)
Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1991, 16 p.

334.151.3 - 334.151.20

334.151.3 - 334.151.27 - 336.61

van der PLOEG, F.

Budgetary aspects of economic and monetary integration in Europe.
(CEPR Discussion Paper, 492.)
London, Centre for Economic Policy Research, 1991, 34 p.

WYPLOSZ, C.

Monetary union and fiscal policy discipline.
(CEPR Discussion Paper, 488.)
London, Centre for Economic Policy Research, 1991, 41 p.

